PRINCIPES GÉNÉRAUX
DU
DROIT PÉNAL BELGE.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

DU

DROIT PÉNAL

BELGE

PAR

J. J. HAUS,

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE GAND, MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE
ET DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES ÉTRANGÈRES,
GRAND-OFFICIER DE L'ORDRE DE LÉOPOLD ET DE L'ORDRE DE LA COURONNE DE GRÈCE,
CHEVALIER DE L'ORDRE DU LION NEERLANDAIS ET DE L'ORDRE DE ST-JACQUES DE PORTUGAL.

TROISIÈME ÉDITION,

REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE.

TOME SECOND.

GAND,
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE AD. HOSTE, ÉDITEUR,
RUE DES CHAMPS, 45.

1879

PRINCIPES GÉNÉRAUX
DU
DROIT PÉNAL
BELGE.

LIVRE III.

DES PEINES ET DE LA RÉPARATION CIVILE.

TITRE PREMIER.

DES DIVERSES ESPÈCES DE PEINES.

CHAPITRE PREMIER.

DU SYSTÈME DES PEINES ÉTABLI PAR LE CODE BELGE.

§ 1. *Notion de la peine proprement dite.*

717. Tout mal infligé par la loi à l'auteur d'un fait illicite, n'est pas une peine dans le sens du droit positif. Les peines proprement dites sont les moyens de répression établis soit par le Code pénal commun, soit par les Codes militaire et maritime. On ne peut donc comprendre dans cette catégorie les pénalités que ces Codes ne placent pas au nombre des peines : telles que la nullité d'un acte, la déchéance d'un droit, la contrainte par corps, la confiscation de certains objets au profit de la personne lésée, la démolition d'un édifice aux frais du contrevenant, etc. (n° 259); ni même les châtimens connus sous le nom de peines disciplinaires (n° 261). Nous ne traiterons ici que des pénalités édictées par le Code pénal commun.

Déposé conformément à la loi.

§ II. *Classification des peines.*

718. Les peines applicables aux infractions sont : la mort, les travaux forcés, la détention, la reclusion, l'emprisonnement, l'interdiction de certains droits politiques et civils, le renvoi sous la surveillance spéciale de la police, l'amende et la confiscation spéciale. Le Code pénal divise ces pénalités en trois catégories, en distinguant les peines *criminelles*, *correctionnelles* et de *police*. La mort, les travaux forcés, la détention et la reclusion sont des peines exclusivement criminelles. L'interdiction de certains droits politiques et civils et le renvoi sous la surveillance spéciale de la police sont des peines communes aux crimes et aux délits. L'emprisonnement est une pénalité commune aux matières correctionnelle et de police. L'amende et la confiscation spéciale sont des peines communes aux trois genres d'infractions. A ces pénalités il faut ajouter la destitution que les cours d'assises sont obligées ou autorisées à prononcer en matière criminelle; la privation des droits et avantages accordés par le Code civil au père ou à la mère sur la personne et les biens de l'enfant, et la privation de la patente⁽¹⁾. Les peines que nous venons d'énumérer, doivent être prononcées par les juges. Il en est autrement des incapacités qui sont attachées à certaines condamnations par le Code pénal, telle que l'interdiction légale; par le Code civil, telle que l'indignité de succéder, et par plusieurs lois spéciales⁽²⁾. Enfin, nous devons mentionner ici l'expulsion des étrangers, qui est

(1) Art. 7; art. 19; art. 578, 582; art. 457 § 2, 502 § 2 C. p.

(2) Art. 20 à 24 C. p. Art. 727 C. civ. Loi du 26 mai 1838, sur les pensions militaires (art. 27). Loi du 21 juillet 1844, sur les pensions civiles et ecclésiastiques (art. 49). Loi du 8 mai 1848, sur la garde civique (art. 23). Loi du 3 juin 1870, sur la milice (art. 54).

aussi une pénalité dont l'application est autorisée par des lois particulières⁽³⁾.

§ III. *Suppression des peines infamantes.*

719. Suivant le droit pénal français, toutes les peines criminelles entraînent l'infamie des condamnés. Le Code pénal belge a répudié le système des peines infamantes, et avec raison. L'infamie consiste dans le blâme qu'une personne s'est attiré, dans la réprobation dont elle est devenue l'objet de la part des hommes consciencieux et éclairés, par suite d'actes contraires à la justice ou à la morale. Ainsi, d'une part, l'estime, la considération, l'honneur; d'autre part, le mépris, la honte, l'infamie, dépendent du jugement que prononce sur nos actions l'opinion publique, guidée par le sentiment universel du bien et du mal, du juste et de l'injuste, du mérite et du démérite. Il n'appartient ni à la loi, ni au pouvoir de créer à plaisir l'honneur ou l'infamie; c'est la conscience publique qui, seule, décerne l'approbation ou le blâme. Qu'est-ce alors que cette infamie infligée par la loi? C'est la déclaration par laquelle le législateur signale à l'animadversion publique les auteurs de certaines infractions ou les individus condamnés à certaines peines. Quelle influence exercera sur les masses cette excitation légale au mépris? Si l'homme déclaré infâme par la loi a perdu, par son crime, l'estime et la considération publiques, à quoi bon prononcer l'infamie contre un malfaiteur flétri déjà dans l'opinion des honnêtes gens? Que si, au contraire, la personne condamnée pour une offense, telle qu'une infraction politique, ne mérite point d'encourir le mépris de ses concitoyens, le législateur qui excite ce sentiment contre le condamné, fait un acte inutile, si l'opinion

(3) Voir ci-dessous le n° 759.

ne répond pas à son appel; ou une chose immorale, s'il obtient le résultat désiré.

720. La loi peut noter d'infamie le condamné en attachant cet effet soit à la peine appliquée, soit à l'infraction même. Le premier de ces deux systèmes est sanctionné par le Code pénal français. Il suffit que le coupable ait été condamné à une peine criminelle, pour que la loi le déclare infâme et le signale au mépris et à la haine des masses. D'un autre côté, les condamnations à des peines correctionnelles ne produisent point l'infamie, quand même le délit serait de nature à attirer sur son auteur l'animadversion générale. Le législateur a donc la prétention d'exiger que l'opinion publique considère comme infâme l'auteur des violences exercées dans un premier mouvement, parce que le fait emporte une peine criminelle, lorsqu'il a causé une maladie de plus de vingt jours, et qu'elle ne flétrisse pas de son mépris l'homme condamné à une pénalité correctionnelle, quoique cet homme soit escroc ou voleur. Et les crimes politiques qui sont punis sous un régime et récompensés sous l'autre, entraînent l'infamie uniquement à raison de la peine que la loi y attache. Flétrir les actions qui ne méritent qu'une censure et censurer des actes dignes du plus profond mépris; déclarer infâme un homme que ses concitoyens ne jugent pas tel, et mettre sous la protection de la loi la réputation d'un individu poursuivi par une reprobation générale, n'est-ce pas heurter ouvertement l'opinion publique et bouleverser toutes les idées morales?

721. L'autre système attache l'infamie au fait, et non pas à la peine. Quoique ce système, consacré par le droit romain (4), soit de beaucoup préférable au premier, il pro-

(4) Chez les Romains, l'infamie légale (*infamia juris*) était de deux espèces : ou elle résultait immédiatement du fait noté par la loi et avait

duit cependant les inconvénients inséparables de toute déclaration légale d'infamie. L'influence que le législateur tend à exercer sur l'opinion publique est ou inutile, ou immorale et dangereuse. Encore s'il pouvait distribuer le blâme d'une manière rationnelle entre les divers crimes qu'il note d'infamie; mais cela lui est impossible; son action est nécessairement grossière; par ses résultats elle est toujours trop forte ou trop faible. Ensuite, l'opinion publique, même l'opinion éclairée, changera avec les circonstances; tel crime, réputé infamant aujourd'hui, ne sera peut-être plus considéré comme tel plus tard. Enfin, il restera toujours plusieurs actes immoraux auxquels la loi n'aura pas attaché l'infamie qu'ils méritent cependant à juste titre, et qui se trouveront associés, dans le Code pénal, à d'autres actes sur lesquels le législateur appelle, en les qualifiant d'infamants, toute l'énergie de la désapprobation publique (5).

722. Que le législateur frappe les divers crimes des peines qu'ils méritent; qu'il enlève aux coupables les droits politiques et civils dont l'exercice ne peut se concilier avec les peines qu'ils ont encourues, ni avec les crimes pour lesquels ils ont été condamnés. Mais qu'il se garde d'attacher à certains genres de peines, et même à certaines catégories de crimes, l'idée de l'infamie; qu'il laisse la désapprobation publique suivre ses lois naturelles. C'est la justice et l'intérêt

lieu de plein droit, par cela seul qu'une personne s'était rendue notoirement coupable de ce fait; ou elle était la conséquence d'une condamnation prononcée à raison d'un délit déterminé. L. 1 D. de his qui notant. *infam.* (3,2). Mais il importe de remarquer que cette dernière espèce d'infamie n'était point, comme dans le droit français, la conséquence légale du genre de la peine encourue par le coupable; elle résultait de la nature du crime pour lequel il était condamné. *Ictus fustium infamiam non importat, sed causa propter quam id pati meruit, si ea fuit, quae infamiam damnato irrogat. In caeteris quoque generibus poenarum eadem forma statuta est.* L. 22, D. eod.

(5) Rossi, *Traité de droit pénal*, Liv. III, chap. X.

social qui le lui commandent⁽⁶⁾. Tel est le système adopté par le Code pénal belge.

CHAPITRE II.

DE LA PEINE DE MORT⁽¹⁾.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA PEINE DE MORT EN GÉNÉRAL.

§ I. De la légitimité de la peine capitale.

723. La peine de mort est légitime en elle-même, si elle frappe un assassin, c'est-à-dire celui qui, à dessein de tuer et avec réflexion, a donné la mort à son semblable. De plus, cette peine est utile par les effets qu'elle produit. Mais, dans l'état actuel des mœurs et des institutions, elle n'est point commandée par la nécessité de la conservation sociale, du moins elle ne l'est pas en Belgique.

724. La peine de mort est conforme, dans l'hypothèse indiquée, à la notion abstraite du juste, car elle est en harmonie avec la gravité de l'offense; elle a pour base le principe d'expiation, qui est une des lois les plus absolues de l'ordre moral⁽²⁾. Le coupable condamné à mort peut-il se plaindre que le traitement qu'on va lui infliger, constitue une injustice à son égard? Mais ce traitement, il l'a mérité⁽³⁾.

(6) Le législateur ne doit pas oublier que faire de l'infamie, c'est aller au-delà de son pouvoir; car, comme le dit Bentham, il ne sait pas si l'opinion publique fera honneur à cette lettre de change tirée sur elle.

(1) J. J. HAUS, *De la peine de mort; son passé, son présent, son avenir*. Gand, 1867, in-8.

(2) *Qui acceperint gladium, gladio peribunt*. Evang. sec. Matth. cap. XXVI, v. 52.

(3) « Je descends au fond de ma conscience, je me recueille dans ma raison, je mets de côté toute passion, toute réaction, tout intérêt; je fais comparaître celui qui a tué, non pas en un coupable égaré, non pas par emportement subit et imprévu, mais de sang froid, par calcul, avec préméditation; avec trahison, avec atrocité peut-être; peut-être qui s'est fait une joie féroce

Pour écarter le glaive de la justice, l'assassin peut-il invoquer le principe de l'inviolabilité de la vie humaine? Mais ce principe, il l'a méconnu, il l'a nié. Celui qui a versé le sang de son semblable, non dans un premier mouvement qui exclut toute réflexion, mais avec calme, de propos délibéré, celui-là a déclaré d'une manière plus significative que par des paroles, il a déclaré par ses actes, que la vie d'un homme innocent n'est pas inviolable à ses yeux. Comment pourrait-il prétendre que le droit qu'il dénie aux autres le protège lui-même⁽⁴⁾?

§ II. De l'efficacité de la peine capitale.

725. L'efficacité de la peine de mort ne peut pas plus être révoquée en doute, que sa légitimité absolue. Puisque la vie est le plus grand des biens de ce monde, le dernier supplice doit être ici bas le plus terrible des châtiments⁽⁵⁾. Il faut donc que la peine capitale soit préventive, qu'elle ait pour effet d'éloigner du crime, autant que cela est possible, ceux qui seraient tentés de le commettre. Sans doute, l'homme peut se trouver dans une situation d'esprit où la crainte, même d'une mort imminente et plus ou moins

et un plaisir savouré des tortures de sa victime; je me demande si, dans ce cas, au point de vue de la justice absolue, c'est-à-dire purement idéale, isolée de toute considération terrestre, la peine de mort infligée à cet assassin blesse, comme excessive, ma raison. Je n'invoque pas le sentiment commun, le sentiment populaire, celui même du coupable qui, au moment où il va subir cette peine, reconnaît en lui-même qu'il l'a méritée; je m'en tiens à ma propre raison, laissant à chacun la réponse de la sienne; je conçois que d'autres esprits reculent davantage devant l'affirmative; pour moi, je demeure convaincu que dans ce cas d'homicide prémédité, mais dans ce cas seulement, la peine de mort ne dépasse pas idéalement le compte de la justice absolue. • OROLAN, *Éléments de droit pénal*, n° 1361.

(4) FRANCK, *Philosophie du droit pénal*, p. 120. — « En tuant, dit KANT, vous vous tuez vous-même. »

(5) « L'homme redoute à la fois, dans la mort, la perte d'un bien inappréciable et l'approche de l'inconnu. Ce sont les mystères de la mort qui l'effraient, et l'incertitude de son avenir à lui. » ROSSI, *Traité de droit pénal*, p. 120 (Bruxelles, 1829).

certaine, est impuissante à le détourner de la voie dans laquelle il est prêt à s'engager. Pour ceux qui rêvent le renversement de l'ordre politique, la peine capitale est peu efficace. Mais il ne s'agit pas de livrer ces rêveurs au bourreau, quand même ils auraient manifesté leur projet par un commencement d'exécution. En ce qui concerne les attentats contre la vie des personnes, il est évident que la perspective de l'échafaud ne peut intimider les malheureux qui, dans un emportement subit et imprévu, prennent et exécutent la résolution de tremper leurs mains dans le sang; car à l'instant même où ils forment ce dessein, ils sont incapables de réfléchir, et l'exécution suit la résolution avec une rapidité telle que la réflexion ne peut s'appliquer au crime. Aussi s'accorde-t-on généralement à reconnaître que, pour le meurtre proprement dit, la peine de mort est injuste et inutile. Reste l'assassinat. La menace de la mort a-t-elle pour effet de prévenir ce crime?

726. « Elle ne peut rien sur les scélérats endurcis; elle est de trop avec ceux que pourrait contenir un moindre mal. » Mais les scélérats les plus endurcis qui auraient la certitude de porter leur tête sur l'échafaud après la perpétration du crime qu'ils méditent, se garderaient bien de le commettre, à moins qu'ils ne fussent atteints de folie. Si la menace du châtement ne retient pas leur bras, c'est qu'ils comptent sur la bonne chance qu'ils ont eue jusqu'à présent d'échapper à l'échafaud. Les Cartouches tombés entre les mains de la justice prendront philosophiquement leur parti; mais s'ils avaient prévu leur sort, la crainte du mauvais quart d'heure à passer les aurait fait reculer: « Il y a des criminels condamnés aux travaux forcés, qui ont trempé à dessein leurs mains dans le sang, qui ont assassiné leurs gardiens ou leurs compagnons de chaîne pour monter sur l'échafaud. » Ce ne sont là que des exceptions. On se tromperait en

prêtant à l'homme en général les opinions, le courage ou le désespoir de quelques individus. La plupart des forçats refuseront d'échanger le châtement qu'ils subissent contre la potence ou la guillotine.

727. « L'échafaud n'arrête point ceux qui tuent par vengeance, par jalousie, par haine, parce que toutes ces passions bravent la mort. » Les émotions violentes de l'âme ou les passions dont il s'agit, naissent d'un désir conçu d'abord en état de calme, et nourri ensuite (n° 700). Tant que l'homme qui a formé ce désir est encore capable de réfléchir, la sanction pénale peut exercer son influence, et elle l'exerce effectivement sur une foule de personnes en les détournant du crime qu'elles avaient envie de commettre. Cette influence tout interne échappe à l'observation; mais elle n'en existe pas moins. En effet, si, dans la situation dont nous parlons, la loi pénale était dépouillée de sa puissance d'intimidation, ces maladies morales qui sont malheureusement aussi fréquentes que les maladies physiques, devraient engendrer mille fois plus de forfaits qu'elles n'en produisent en réalité. Mais lorsque, au lieu de réprimer son désir criminel quand il le pouvait encore, l'homme l'a laissé prendre racine dans son âme, sa volonté, entraînée par une force irrésistible, se précipite dans le crime que la menace du châtement, quel qu'il soit, est impuissante à prévenir. Le malfaiteur dont la résolution d'attenter à la personne ou aux biens d'autrui est devenue une passion, ne sera pas même effrayé par le spectacle sanglant d'une exécution capitale. La peine de mort est donc préventive, même plus que toute autre peine, sans l'être dans toutes les circonstances et à l'égard de tous les individus.

§ III. *La peine de mort n'est pas nécessaire.*

728. Suffit-il que la peine de mort soit légitime en elle-même et utile par ses effets, pour que la Société ait le droit de l'insérer dans ses lois ? Évidemment non. La justice humaine est faillible, elle peut se tromper et envoyer à l'échafaud un innocent. Le mal qu'elle lui inflige est irréparable (6). C'est là un argument sérieux contre la peine du dernier supplice. Cependant, si elle est un moyen nécessaire de protection et de défense, le pouvoir social doit bien se résigner à l'employer, quel que soit le danger qui en résulte ; car la Société étant la condition hors de laquelle l'ordre moral est irréalisable pour l'homme, sa conservation est pour elle le premier des droits, et pour le pouvoir qui la représente, le premier des devoirs. Mais c'est précisément la nécessité de l'échafaud, qui forme l'objet de la controverse. Quoiqu'il soit démontré par des faits que cette prétendue nécessité n'existe pas en Belgique (7), la grande majorité des personnes capables de comprendre la question et de la discuter, est d'avis que la Société ne peut épargner la vie des assassins sans compromettre celle des innocents. Le jour viendra, sans doute, où la nation tout entière sera convaincue par l'expérience qu'elle n'a pas besoin du bourreau pour la protéger. Mais, tant que l'échafaud s'appuie sur la conscience publique, tant que la plus grande partie des citoyens éclairés conservent la conviction que la peine de mort peut seule empêcher certains crimes et surtout intimider certains

(6) Les erreurs judiciaires ne sont pas rares. J. J. HAUS, *La peine de mort*, p. 133, 136. Nous ne pouvons naturellement parler que des erreurs constatées. Les erreurs des juges passées inaperçues et ensevelies, restent le secret de Dieu, comme les erreurs des médecins.

(7) THOUSSIN, *De la prétendue nécessité de la peine de mort*. Bruxelles, 1863. J. J. HAUS, l. c. p. 138 à 140.

malfaiteurs, il serait imprudent de la rayer immédiatement et totalement du Code pénal.

729. Tout ce que, dans une pareille situation, la prudence permet de tenter, c'est de supprimer de fait la peine capitale, en attendant son abolition légale et définitive. L'expérience prouve, en effet, que dans les pays où le législateur l'a abolie au mépris de l'opinion publique, qui la regardait comme un moyen indispensable de conservation sociale, elle a été rétablie par la loi même, dès que cette opinion, momentanément comprimée, a pu ressaisir le pouvoir et exercer son influence (8). La question à résoudre est exclusivement pratique et locale. Il s'agit de savoir si la peine de mort est ou n'est pas nécessaire en Belgique. La théorie est hors d'état de répondre à cette question ; ce sont les faits recueillis dans le pays qui, seuls, peuvent fournir la réponse.

730. Depuis plusieurs années, les condamnations capitales ne sont plus exécutées chez nous ; grâce à la clémence royale, d'odieux scélérats expient, par une détention perpétuelle, les crimes qui devaient autrefois se racheter par le sang ; la justice est momentanément dépouillée de son glaive, et cependant la Belgique ne tremble point pour son existence. Que l'on continue donc l'essai commencé ; que les exécutions restent suspendues pendant dix ans au moins et vingt ans au plus ; que l'on interroge consciencieusement les faits qui se produiront dans l'intervalle, et que la controverse soit définitivement décidée d'après le résultat de l'expérience. L'enquête démontrera, nous n'en doutons point, que la Société peut remplacer la peine du dernier supplice par celle des travaux forcés à perpétuité, sans compromettre la sûreté publique et privée. Jusqu'à ce que cette prédiction se réalise, jusqu'à ce que l'expérience ait fait pénétrer dans

(8) J. J. HAUS, *La peine de mort*, p. 143, 144.

les esprits la conviction de l'inutilité de la peine de mort, il convient de la maintenir dans le Code pénal. Nous le désirons dans l'intérêt même de la cause dont nous prenons la défense, et à laquelle les précipitations de la théorie sont aussi nuisibles que les timidités de la pratique. Dès qu'il sera constaté, par des preuves irrécusables, que l'échafaud n'est pas un moyen nécessaire de protection sociale, la conscience du pays en réclamera l'abolition, et, renversé alors par la loi même, il ne se redressera plus jamais en Belgique (9).

SECTION II.

DE LA PEINE DE MORT SUIVANT LE CODE PÉNAL.

§ I. *Observations générales.*

731. Le législateur belge a maintenu, du moins pour quelque temps, la peine de mort (1), en ordonnant qu'elle ne sera prononcée contre aucun individu âgé de moins de dix-huit ans accomplis au moment du crime; qu'elle sera remplacée, à l'égard des coupables au-dessous de cet âge,

(9) L'essai qu'il s'agit de continuer en Belgique, a été tenté avec plein succès, au siècle dernier, en Toscane, et renouvelé de nos jours, dans plusieurs contrées de l'Europe. J. J. HAUS, *La peine de mort*, p. 147 à 162.

(1) La proposition faite à la chambre des représentants, en 1834, et tendant à l'abolition de la peine de mort, proposition combattue par le ministre de la justice (M. TESCHÉ), fut rejetée par 48 voix contre 9 et une abstention. Au sénat, cette question ne fut point soulevée, lors de la première discussion, en 1831. La proposition d'abolition faite au sénat, en 1866, par M. FOACREUX et appuyée par le ministre de la justice (M. JULES BARRA), fut repoussée par 33 voix contre 18. En 1867, la nouvelle proposition, faite à la chambre des représentants par M. THONISSES, de supprimer la peine capitale, fut rejetée par 55 voix contre 43. Quatre membres absents avaient déclaré, par lettre adressée au président, qu'ils auraient émis un vote favorable à l'abolition de cette peine, s'ils avaient pu assister à la séance. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, pp. 210 à 216, nos 13 à 15; pp. 428 à 440, nos 2 à 5; pp. 489 à 542, nos 1 à 7. En ce qui concerne l'histoire de la peine de mort en Belgique, voir J. J. HAUS, *La peine de mort*, p. 36 à 39, 67 à 77, 111 à 120, 127 à 166.

par la peine des travaux forcés à perpétuité (art. 77). L'Assemblée constituante avait voulu que la peine de mort fût la moins douloureuse possible dans son exécution; elle déclara que cette peine ne serait plus que la simple privation de la vie. Ce principe fut sanctionné par l'art. 2 du Code pénal de 1791, portant que la peine de mort consistera dans la simple privation de la vie, sans qu'il puisse jamais être exécuté aucune torture envers les condamnés. L'art. 5 de ce Code ajoute que tout condamné à mort aura la tête tranchée. Le Code pénal de 1810, art. 12, n'a fait que confirmer le principe de l'Assemblée constituante. Toutefois, l'art. 15 y déroge, en prescrivant la mutilation du poing à l'égard du parricide et du condamné pour attentat à la vie ou à la personne du chef de l'État. Cette barbarie inutile a été retranchée, en France, par la loi modificative du 28 avril 1852; en Belgique, par le Code pénal, dont l'art. 8 se borne à reproduire l'art. 12 du Code pénal de 1810 (2).

§ II. *De l'exécution de la peine capitale.*

732. La condamnation est exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivent le délai du pourvoi en cassation, s'il n'y a point de recours, et, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de la cour de cassation qui a rejeté la demande. L'exécution a lieu publiquement dans la commune indiquée par l'arrêt de condamnation. Il est évident que cette commune ne peut être que celle où l'arrêt a été prononcé, ou une des communes de la province où siège la cour d'assises. Si la commune n'avait pas

(2) « Tout condamné à mort aura la tête tranchée. » Art. 8 C. p. La condamnation à mort, prononcée en vertu du Code pénal militaire, est exécutée par les armes. Art. 2 C. p. milit. de 1870. Lorsque la peine de mort est prononcée contre un militaire en vertu du Code pénal ordinaire, le mode d'exécution est réglé par les art. 8 et suiv. de ce Code.

été désignée par l'arrêt, l'exécution devrait se faire sur une des places publiques de la ville où l'arrêt a été rendu. Cette omission ne pourrait être suppléée ni par un arrêt postérieur de la cour d'assises, ni par le ministère public, qui n'a d'autre pouvoir que de faire exécuter la condamnation. La cour d'assises n'a le droit que de désigner la commune où la peine sera subie. Le choix de la place publique où doit être dressé l'échafaud appartient à l'autorité communale. Le condamné, accompagné du ministre du culte dont il aura réclamé ou admis le ministère, est transporté au lieu du supplice dans une voiture cellulaire. Il en est extrait au pied de l'échafaud et immédiatement exécuté. Aucune condamnation ne peut être exécutée les jours de fête nationale ou religieuse, ni les dimanches (5).

733. Lorsqu'il est vérifié qu'une femme condamnée à mort est enceinte, elle ne subit sa peine qu'après sa délivrance. Il suffit que la femme condamnée paraisse enceinte, pour que la vérification devienne nécessaire, quoiqu'elle n'ait fait aucune déclaration. Cette disposition du Code pénal est conforme aux prescriptions du droit romain qui ne permet pas même de mettre en jugement une femme enceinte (4). Le même principe a été consacré par la loi du 23 germinal an III, qui interdit la mise en jugement des femmes enceintes, lorsque le crime dont elles sont accusées, emporte la peine de mort. Cette loi est devenue sans objet

(5) Art. 8, 9 et 10 § 2 C. p. Art. 573 et 576 C. cr. L'art. 15 du Code pénal français, révisé par la loi du 28 avril 1852, a conservé la disposition introduite par le Code de 1810, disposition en vertu de laquelle le condamné pour parricide ou pour attentat à la vie ou à la personne du chef de l'État est conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir. Cette disposition se retrouve dans le Code pénal de France, modifié par la loi du 18 avril 1865.

(4) L. 18 D. de statu homin. (1, 5). L. 3 D. de poenis (48, 19). Paul, recept. sent. Lib. I, tit. XII, § 5.

par suite de la disposition du Code d'instruction criminelle, qui autorise l'accusé et le procureur général, en toute matière répressive, à demander le renvoi de l'affaire à une autre session du jury, et qui permet même au président de la cour d'assises d'ordonner d'office le renvoi (5).

734. Le corps du supplicié est délivré à sa famille, si elle le réclame, à la charge par elle de le faire inhumer sans aucun appareil. C'est la pompe des funérailles, c'est le scandale de l'appareil que la loi a voulu prévenir, et non les cérémonies religieuses. Le refus de délivrer le corps à la famille, sous prétexte qu'elle veut le présenter à l'église, ne serait donc pas fondé; à moins que cette cérémonie elle-même ne dût offrir une inconvenante solennité. L'Assemblée constituante avait déjà décrété que les corps des suppliciés seraient admis à la sépulture ordinaire, sans qu'il fût fait mention de leur genre de mort sur les registres de l'état civil. L'Assemblée constituante et le Code pénal n'ont fait que confirmer les dispositions du droit romain (6).

CHAPITRE III.

DES PEINES QUI EMPORTENT PRIVATION OU RESTRICTION DE LA LIBERTÉ.

SECTION PREMIÈRE.

DES PEINES PRIVATIVES DE LIBERTÉ (1).

§ I. Classification de ces peines.

735. Dans le système du Code pénal belge, les peines qui emportent privation de la liberté sont de quatre espèces.

(5) Art. 11 C. p., qui étend la disposition de l'art. 27 du Code pénal de 1810. Ce dernier article a abrogé la loi du 23 germinal an III, dont le motif avait disparu par suite de l'art. 306 du Code d'instr. crim. de 1808.

(6) Art. 10 § 1^{er} C. p. Art. 83 C. civ. L. 1 § 3 D. de cadaver. punit. (48, 24).

(1) Voir sur les peines emportant privation de la liberté, Rossi, *Traité de*

I) *L'emprisonnement* est une peine commune aux délits et aux contraventions. *L'emprisonnement de police* ne peut être moindre d'un jour, ni excéder sept jours, sauf les cas où la loi fixe d'autres limites (2). La durée de *l'emprisonnement correctionnel* est de huit jours au moins et de cinq années au plus, sauf les cas où la loi élève ce maximum (3). II) La *reclusion*, qui est une peine criminelle, peut être prononcée pour cinq ans à dix ans (4). III) La *détention* spécialement destinée à réprimer les crimes politiques, est à perpétuité ou à temps. La détention perpétuelle remplace la peine de mort pour les crimes purement politiques. La détention à temps est ordinaire ou extraordinaire. La détention ordinaire est prononcée pour un terme de cinq ans à dix ans, ou de dix ans à quinze ans. La détention extraordinaire est de quinze ans au moins et de vingt ans au plus. Les condamnés à la détention sont renfermés soit dans une forteresse du royaume, soit dans une prison centrale qui est désignée par arrêté royal et où un quartier spécial leur est réservé, pour qu'ils ne soient pas confondus avec les autres condamnés (5). IV) Les *travaux forcés*, applicables, comme la reclusion, aux crimes de droit commun, sont à perpétuité ou à temps. La condamnation aux travaux forcés à temps est prononcée pour un terme de dix ans à quinze ans, ou de quinze ans à vingt ans (6).

droit pénal, p. 466 et suiv. (Bruxelles, 1829), OATOLAN, *Éléments de droit pénal*, n° 1419 et suiv.; sur les peines perpétuelles, J. J. HAUS, *Observations sur le projet de révision du Code pénal*, tome 1^{er}, p. 119 à 121, et *Exposé des motifs* du Code pénal. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, pp. 50 et 51, n° 41 et 42; p. 55, n° 107. — (2) Art. 28, 29, 362 § 2, 365 C. p.

(3) Art. 25, 26, 56, 59, 60, 73, 76 § 3 C. p. — (4) Art. 13 et 14 § 2 C. p.

(5) Le nombre de condamnés politiques étant fort restreint en Belgique, on n'a pas voulu affecter exclusivement une forteresse à leur détention, comme l'avait proposé le projet; car il pourrait arriver qu'on dût organiser tout un personnel pour un seul détenu. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 225, n° 31. — (6) Art. 12 et 14 C. p.

736. Il importe de remarquer que, dans le système du Code pénal belge, les travaux forcés à temps constituent, non pas une seule peine, comme dans le Code pénal français, mais deux peines distinctes. La même observation s'applique à la détention temporaire, qui se divise en trois peines séparées l'une de l'autre. Il résulte de là que, si la loi punit tel fait de la peine immédiatement inférieure à la peine soit des travaux forcés à perpétuité, soit de la détention perpétuelle, le juge n'a pas à sa disposition les travaux forcés de dix ans à vingt ans ou la détention de cinq ans à vingt ans, mais qu'il doit appliquer à ce fait, dans le premier cas, les travaux forcés de quinze ans à vingt ans, dans le second cas, la détention extraordinaire; et que c'est, par conséquent, cette peine qu'il est autorisé à commuer, s'il y a des circonstances atténuantes (7). Remarquez ensuite que le Code pénal ne fixe pas d'une manière absolue les limites des peines criminelles qui emportent une privation temporaire de la liberté. Quelquefois, en effet, la loi ayant égard aux circonstances aggravantes du fait, élève de deux ans le minimum de la peine, lorsqu'il s'agit de la reclusion, de la détention ou des travaux forcés à temps. D'un autre côté, le maximum de la peine qui appartient à une de ces trois catégories, peut être élevé de cinq ans en cas de concours de plusieurs crimes (8).

§ II. Du travail des condamnés.

737. Chaque condamné aux travaux forcés ou à la reclusion est employé au travail qui lui est imposé. Une portion du produit de ce travail forme un fonds de réserve, qui lui est remis à sa sortie ou à des époques déterminées après sa

(7) Art. 52, 69, 80 et 81 C. p.

(8) Art. 54 § 5, 55 § 5, 268, 293, 377, 384, 410, 518 § 2, 530 § 2. Art. 62 C. p.

sortie. Cette portion ne peut excéder les quatre dixièmes pour les condamnés à la reclusion, et les trois dixièmes pour les condamnés aux travaux forcés. Le surplus appartient à l'État. Le gouvernement peut disposer de la moitié de ce fonds de réserve au profit du condamné pendant qu'il subit sa peine, ou au profit de la famille⁽⁹⁾ de celui-ci, lorsqu'elle se trouve dans le besoin. Les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont employés à l'un des travaux établis ou autorisés dans la maison, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le gouvernement dans des cas exceptionnels. Une portion du produit de leur travail est appliquée, partie à leur procurer quelques adoucissements s'ils le méritent, partie à former un fonds de réserve destiné à leur être remis à leur sortie ou à des époques déterminées après leur sortie. Cette portion ne peut excéder les cinq dixièmes. Le surplus appartient à l'État. Le gouvernement peut disposer de la moitié du fonds de réserve en faveur de la famille du condamné, lorsqu'elle se trouve dans le besoin. Les condamnés à la détention et à l'emprisonnement de police ne sont astreints à aucun travail⁽¹⁰⁾.

§ III. De la durée des peines temporaires.

738. Les peines qui emportent privation de la liberté, doivent être subies sans interruption⁽¹¹⁾, jusqu'à ce que le temps

(9) C'est-à-dire de la famille en ligne directe, à l'exclusion des collatéraux. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 222, n° 29.

(10) Art. 13, 17, 26, 27, 29 C. p.

(11) La loi du 4 vendémiaire an VI (art. 13 et 16) permet, en cas de maladie, la translation des condamnés à l'emprisonnement dans les hospices et à la charge qu'il sera pourvu à leur garde. La résidence des condamnés dans les hospices ne suspend pas l'exécution de la peine. Mais il en serait autrement, s'ils avaient obtenu la faveur d'être transférés dans les maisons particulières, appelées maisons de santé.

fixé par le jugement ou l'arrêt soit expiré; à moins que leur durée n'ait été réduite par un arrêté de grâce. Pour calculer la durée des peines temporaires, on suit le calendrier grégorien, lorsqu'il s'agit de compter par années. Il en est autrement, quand il y a lieu de compter par mois. En effet, la loi fixe la durée des mois, d'une manière uniforme, à trente jours. Les jours sont de vingt-quatre heures. Ainsi, l'année d'emprisonnement est l'année ordinaire de trois cent soixante-cinq jours. Le prévenu condamné à trois mois ou à six mois d'emprisonnement doit garder prison pendant trois fois ou six fois trente jours. Que si la condamnation est de treize, de quatorze ou de quinze mois d'emprisonnement, on doit calculer la durée de la peine comme si le coupable avait été condamné à un an et un mois, deux mois ou trois mois de prison, en comptant d'abord trois cent soixante-cinq jours pour l'année, et en y ajoutant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours.

739. Quel est le point de départ des peines qui emportent une privation temporaire de la liberté? Il est évident qu'une peine, quelle qu'elle soit, n'existe et ne doit être subie, que lorsque la condamnation est devenue irrévocable, c'est-à-dire quand il n'existe plus aucun moyen légal d'en obtenir la réformation. Mais l'arrestation du coupable ne l'avait pas moins privé de sa liberté; la détention qu'il a subie avant la condamnation passée en force de chose jugée, n'est pas moins une souffrance qui lui a été infligée à raison de l'infraction qu'il avait commise, souffrance qui, en réalité, ne diffère point ou diffère peu de la peine prononcée. Il est donc équitable que la Société lui en tienne compte. Conformément à ce principe, la loi veut que la détention subie avant que la condamnation à une peine emportant privation de la liberté ait acquis force de chose jugée, soit imputée, à compter du jour de l'arrestation, sur la durée de la peine

prononcée à raison de l'infraction qui a donné lieu à la détention préventive (12).

§ IV. *De la réduction des peines subies sous le régime de la séparation.*

740. La loi veut que les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la reclusion et à l'emprisonnement soient, pour autant que l'état des prisons le permette, soumis au régime de la séparation. Mais ce régime étant à la fois plus rigoureux au point de vue de la répression et plus efficace au point de vue de l'amendement, que l'emprisonnement en commun, qui a servi de base à la mesure des peines édictées par le Code pénal ou par des lois particulières et prononcées par les juges, la justice commande d'en réduire la durée en faveur des condamnés qui sont soumis au régime de la séparation. Le législateur belge a reconnu ce principe et en a réglé l'application par la loi du 4 mars 1870.

741. La réduction des peines prononcées par les cours et tribunaux, et subies sous le régime de la séparation, s'opère dans les proportions et conformément aux règles suivantes. I) La durée des peines est réduite des $\frac{3}{12}$ pour la 1^{re} année; des $\frac{4}{12}$ pour les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e années; des $\frac{5}{12}$ pour les 6^e, 7^e, 8^e et 9^e années; des $\frac{6}{12}$ pour les 10^e, 11^e et 12^e années; des $\frac{7}{12}$ pour les 13^e et 14^e années; des $\frac{8}{12}$ pour les 15^e et 16^e années; des $\frac{9}{12}$ pour les 17^e, 18^e, 19^e et 20^e années. II) La réduction se calcule sur le nombre de jours de la peine; elle ne s'opère pas sur le premier mois de la peine, ni sur les excédants de jours qui ne donneraient pas lieu à

(12) Art. 30 C. p. La disposition de cet article dont la rédaction laisse à désirer, n'a été adoptée par les Chambres qu'après des variations nombreuses et de longues discussions. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. XXIII. Le texte de cet article comprend toute détention subie avant la condamnation, même celle qui est antérieure au mandat de dépôt (mandat d'arrêt). Bruxelles, 10 janvier 1868.

une diminution d'un jour entier. III) La réduction sur les peines prononcées pour une partie de l'année se fait d'après la proportion établie pour l'année à laquelle cette partie appartient. IV) La réduction est la même, que le condamné ait été soumis au régime de la séparation d'une manière continue ou par intervalles, mais en ne tenant compte, pour la réduction, que des années expiées sous ce régime. V) Les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et les condamnés à la détention perpétuelle ne peuvent être contraints à subir le régime de la séparation, que pendant les dix premières années de leur captivité. VI) La détention préventive étant assimilée à la peine encourue par le condamné (n° 739), la durée de cette détention subie dans une maison cellulaire doit être comprise dans le calcul de réduction, comme si le condamné avait commencé, au moment de son arrestation, à subir la peine postérieurement prononcée (13).

(13) En déclarant que la réduction ne s'opère pas sur le premier mois de la peine, la loi a eu en vue non seulement la peine d'un mois unique, mais encore les peines dépassant ce terme, de sorte qu'en aucun cas, le calcul de réduction ne doit porter sur le premier mois de la peine. Ensuite, la loi veut que toutes les peines soient réduites en jours à l'effet d'opérer la réduction. Les mois se comptent par 30 jours et les années par 365 jours. Si la condamnation n'est prononcée que pour deux ou plusieurs mois, la réduction se fait dans la proportion établie pour la première année. Voici quelques exemples. La peine encourue est de trois mois d'emprisonnement. On défalque 30 jours, et des deux derniers mois ou de 60 jours on déduit $\frac{3}{12}$ ou 15 jours; de sorte que la durée de la peine réduite est de 2 mois 15 jours, ou de 75 jours. La peine encourue est d'un an d'emprisonnement ou de 365 jours. On défalque 30 jours pour le premier mois, et des 335 jours restant on déduit les $\frac{3}{12}$ ou 83 jours. Durée de la peine réduite: 9 mois 12 jours, ou 282 jours. La peine encourue est de deux ans d'emprisonnement. On défalque 30 jours pour le premier mois, et l'on réduit $\frac{1}{2}$ sur les 335 jours restant de la première année les $\frac{3}{12}$ ou 83 jours et $\frac{9}{12}$ de jour; 2^e sur les 365 jours de la seconde année les $\frac{4}{12}$ ou 121 jours et $\frac{8}{12}$ de jour. Montant de la réduction: 205 jours. Durée de la peine réduite: 1 an et 160 jours. — Les fractions d'années tombent sous le calcul de réduction dans la proportion déterminée pour l'année de la peine encourue à laquelle elles appartiennent.

SECTION II.

DES PRISONS.

§ I. *Du système des prisons en général.*

742. Les prisons étaient organisées par les arrêtés royaux du 26 octobre et du 4 novembre 1821, qui distinguaient les *prisons pour peines* ou les maisons destinées à contenir les individus condamnés, et les *prisons secondaires*, ou les maisons destinées à recevoir les personnes arrêtées, prévenues ou accusées. L'organisation des prisons, établie par le gouvernement des Pays-Bas, a été complètement réformée en Belgique. Sous le nouveau régime, les prisons se divisent en trois classes : les *prisons centrales*, qui sont exclusivement des prisons pour peines ; les *prisons secondaires*, qui sont tout ensemble des prisons pour retenir les personnes arrêtées, prévenues ou accusées, et les individus condamnés qui appartiennent à certaines catégories ; enfin, les *maisons pénitentiaires et de réforme*, qui ont à la fois pour but de garder les jeunes délinquants acquittés et mis à la disposition du gouvernement ou condamnés par application des art. 73 et 74 du Code pénal, et d'assurer l'éducation et l'instruction des uns et des autres.

Ainsi la peine de 1 an et 3 mois d'emprisonnement sera réduite sur le pied de $\frac{3}{12}$ pour l'année, moins un mois, ou 333 jours, et de $\frac{1}{12}$ pour les trois mois appartenant à la deuxième année. La peine de 3 ans et 3 mois d'emprisonnement sera réduite sur le pied de $\frac{3}{12}$ pour la première année, moins un mois, ou 333 jours, de $\frac{1}{12}$ pour chacune des quatre années suivantes, et de $\frac{3}{12}$ pour les trois mois appartenant à la sixième année. Il importe de remarquer que dans le calcul qui précède, l'on a fait abstraction de la détention préventive. Que si le condamné a été soumis à celle-ci dans une maison cellulaire, l'on doit, en vertu de l'art. 50 C. p., comprendre dans le calcul de réduction la durée de cette détention d'après les règles et le mode déterminés. *Circul. du ministre de la justice* du 10 mai 1870 (*Moniteur*, n° 130) du 28 février 1871 (*Monit.* n° 59), et du 20 mars 1874 (*Monit.* n° 81).

§ II. *Des prisons centrales.*

743. Les maisons centrales sont exclusivement destinées aux hommes, civils ou militaires, qui sont condamnés à des peines criminelles. Ces maisons sont au nombre de deux. La *maison pénitentiaire de Louvain* est cellulaire. La *maison pénitentiaire de Gand*, soumise au régime du travail en commun avec séparation pendant la nuit, est affectée I) aux condamnés à des peines perpétuelles, qui réclament la détention en commun après avoir subi dix années de détention cellulaire ; II) à tous les condamnés criminels qui, à raison de certaines circonstances physiques ou morales, ne pourraient être soumis au régime de la séparation (1). Deux quartiers sont créés dans la prison centrale de Gand et affectés respectivement aux condamnés dont la conduite dans la prison cellulaire n'a laissé rien ou peu à désirer, et à ceux dont la conduite pendant leur détention cellulaire a été défavorablement signalée à l'administration. On ne peut, en effet, sans compromettre le résultat acquis par le régime cellulaire, confondre dans les mêmes locaux les condamnés ayant donné des preuves d'amendement, avec ceux dont les instincts pervers ont résisté à toutes les influences moralisatrices. Quant aux condamnés infirmes, un quartier commun leur est assigné.

§ III. *Des prisons secondaires.*

744. Dans le système belge, les prisons secondaires sont de deux espèces. I) Il y a, dans chaque arrondissement, près du tribunal de première instance, une *maison d'arrêt*

(1) Arrêté royal du 11 avril 1874, art. 1, 3 et 5. Les condamnés criminels et correctionnels qui, à la date de cet arrêté, étaient détenus à la maison centrale pénitentiaire de Gand, doivent y subir le restant de leur peine. Art. 6 dudit arrêté.

destinée à recevoir, d'abord, les inculpés constitués en état de détention préventive, qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas encore mis en prévention; ensuite, les individus arrêtés sans être préventivement détenus, ceux qui sont transférés d'une prison dans une autre, et les étrangers mis à la disposition de l'administrateur de la sûreté publique. La maison d'arrêt est donc en même temps une *maison de dépôt* et de *passage*. II) Près de chaque cour d'assises il y a une *maison de justice* destinée à garder les accusés. Près de chaque conseil de guerre qui siège, en règle générale, comme la cour d'assises, dans le chef-lieu de la province, est établie une *maison prévotale* ayant pour destination de retenir les militaires, prévenus ou accusés. La maison d'arrêt, la maison de justice et la maison prévotale qui se trouvent dans la même ville, sont réunies, en conservant les séparations intérieures jugées nécessaires. Toute maison présentant cette réunion porte le nom de *maison de sûreté*. Cependant, à Tongres et à Arlon, qui sont aussi des sièges de cours d'assises, la réunion ne comprend que la maison d'arrêt et la maison de justice, par la raison que, dans les provinces de Limbourg et de Luxembourg, il n'y a pas de conseils de guerre, ni par conséquent de maisons prévotales⁽²⁾. Mais cette réunion n'en forme pas moins une *maison de sûreté*, bien qu'elle soit exclusivement civile; tandis que dans les autres provinces les maisons de sûreté sont à la fois civiles et militaires⁽³⁾.

(2) Il y a une cour d'assises à Arlon pour la province de Luxembourg, et à Tongres, bien que le chef-lieu de la province de Limbourg soit la ville de Hasselt. Quant à la juridiction militaire, la première de ces deux provinces ressortit au conseil de guerre de Namur; la seconde, au conseil de guerre du Brabant.

(3) Dans la terminologie administrative, on appelle *maisons de justice*, les maisons établies à Tongres et à Arlon, bien qu'elles comprennent aussi une maison d'arrêt, et par suite l'on distingue trois espèces de prisons secondaires: les maisons d'arrêt, les maisons de sûreté, civiles et militaires,

745. Les prisons secondaires sont aussi organisées à l'effet de contenir certaines catégories de condamnés. I) Toutes les maisons de sûreté ou d'arrêt sont destinées à recevoir les condamnés correctionnels de l'un et de l'autre sexe, civils et militaires, quelle que soit la durée de la peine, d'après les distinctions et les règles et sauf les exceptions déterminées par le ministre de la justice⁽⁴⁾. La plupart de ces maisons sont cellulaires. Celles qui sont encore soumises au régime en commun, ne reçoivent que les condamnés correctionnels à court terme. II) Les femmes condamnées à des peines criminelles les subissent dans les maisons de sûreté et d'arrêt cellulaires⁽⁵⁾. Il n'existe pas encore de quartier commun, destiné aux femmes qui demandent le régime en commun après dix années de détention cellulaire, le besoin d'un pareil établissement ne s'étant pas encore fait sentir⁽⁶⁾. III) Les prisons secondaires sont également destinées à contenir les personnes de l'un ou de l'autre sexe, condamnées à l'emprisonnement de police⁽⁷⁾, ainsi que les militaires condamnés à la prison par mesure disciplinaire. IV) Les mendiants et vagabonds, condamnés et mis à la disposition du gouvernement, après l'expiration de leur peine, pour un temps inférieur à un mois, sont retenus dans les prisons cellulaires, s'ils sont âgés de dix-huit ans accomplis. Ils sont

et les maisons de justice. Mais cette dernière dénomination est inutile et abusive, parce que les deux maisons dont il s'agit comprennent, l'une et l'autre, une maison d'arrêt.

(4) Arrêté royal du 11 avril 1874, art. 2. Circulaire du ministre de la justice du 13 avril 1874.

(5) Arrêté royal du 27 avril 1871. Une prison cellulaire pour femmes, contenant 102 cellules, est établie à Bruxelles.

(6) Jusqu'en 1877, il n'y a pas eu de femmes détenues ayant subi une détention cellulaire d'une aussi longue durée.

(7) L'arrêté royal du 25 décembre 1867 déroge à l'art. 2 de l'arrêté royal du 22 avril 1862, en ce qui concerne l'*Amigo* de Bruxelles, où les condamnés par les tribunaux de police peuvent subir leur peine.

transférés dans un dépôt de mendicité, s'ils sont mis à la disposition du gouvernement pendant un mois au moins⁽⁸⁾.

§ IV. Des maisons pénitentiaires et de réforme.

746. Des établissements particuliers sont destinés à recevoir les jeunes délinquants et les jeunes délinquantes⁽⁹⁾, qui y sont soumis au régime en commun avec séparation pendant la nuit. I) Les jeunes délinquants *acquittés* et mis à la disposition du gouvernement par application de l'art. 72 du Code pénal, s'ils n'ont pas accompli leur quatorzième année, sont envoyés, sans distinction d'origine, à la *maison pénitentiaire et de réforme de Saint-Hubert*, où ils reçoivent exclusivement l'éducation religieuse et l'instruction primaire. Après cet âge, les jeunes gens qui appartiennent à la classe rurale, sont initiés aux travaux agricoles et aux professions qui peuvent facilement s'exercer à la campagne. Les jeunes gens qui appartiennent à la classe urbaine, sont transférés au *pénitencier de Namur*, où ils apprennent les métiers qui s'exercent surtout dans les villes⁽¹⁰⁾. Le pénitencier de Namur renferme également, mais dans un quartier complètement séparé, les jeunes filles *acquittées* et mises à la disposition du gouvernement, qu'elles appartiennent à la population rurale ou urbaine⁽¹¹⁾.

747. Aux deux maisons dont nous venons de parler, vient se joindre un troisième établissement organisé dans le même but. I) Les jeunes délinquants *condamnés* en vertu

(8) Loi du 6 mars 1866, sur la mendicité et le vagabondage. Arrêtés royaux du 19 mars 1866, et du 8 mai 1871.

(9) C'est-à-dire les garçons et les filles âgés de moins de seize ans au moment du fait à raison duquel ils ont été mis en jugement. Art. 72 C. p.

(10) Loi du 8 juin 1840. Arrêtés royaux de 16 octobre 1867 et du 27 avril 1871. Circulaire du ministre de la justice du 10 avril 1872.

(11) Arrêtés royaux du 13 août 1864, du 16 octobre 1867 et du 27 avril 1871.

des art. 73 et 74 du Code pénal à un emprisonnement qui ne dépasse pas six mois, sont retenus dans la maison de sûreté ou d'arrêt du lieu de la condamnation. S'ils ont été condamnés à un emprisonnement d'une plus longue durée, ils subissent leur peine dans le *quartier pénitentiaire pour les jeunes condamnés*, établi à la maison d'arrêt de *Tournai*. Ce quartier est destiné à recevoir, en outre, les garçons âgés de seize ans et de moins de dix-huit ans accomplis et condamnés soit à une peine criminelle, soit à un emprisonnement de plus de six mois⁽¹²⁾. Le régime intérieur du quartier pénitentiaire, qui est le régime en commun, a essentiellement pour but l'éducation des détenus. Après avoir accompli leur dix-huitième année, ces derniers sont transférés dans une maison cellulaire. II) Les jeunes délinquantes *condamnées*, quelle que soit leur peine et quel que soit leur âge, sont retenues dans la prison cellulaire du lieu de condamnation⁽¹³⁾. III) Les mendiants et vagabonds âgés de moins de dix-huit ans, condamnés ou mis à la disposition du gouvernement, sont placés dans les écoles de réforme⁽¹⁴⁾.

(12) Circulaires du ministre de la justice du 16 mai 1871 et du 21 août 1876.

(13) Le nombre des jeunes filles âgées de moins de seize ans et condamnées n'a pas dépassé jusqu'ici la dizaine. En 1873, on n'en comptait qu'une seule. L'organisation d'un quartier pénitentiaire pour les jeunes délinquantes n'est donc pas commandée par les circonstances.

(14) Loi du 6 mars 1866, sur la mendicité et le vagabondage. Arrêté royal du 19 mars 1866, art. 2. Les écoles de réforme sont établies à *Ruyssede* (Flandre occidentale) pour les garçons, et à *Beernem* (Flandre occidentale) pour les filles. Quant à ces dernières, l'arrêté royal du 23 janvier 1876, porte que les jeunes filles âgées de moins de dix-huit ans, dont la présence à l'école de *Beernem* serait reconnue dangereuse pour les autres élèves de cet établissement, peuvent être envoyées au dépôt de mendicité de *Hoogstraeten* (Province d'Anvers).

§ V. Du régime des prisons.

748. Si la peine qui emporte privation de la liberté doit être répressive, il faut aussi qu'elle soit, autant que possible, réformatrice. La Société n'a pas rempli sa mission en tenant sous les verroux les malfaiteurs et en prenant toutes les précautions pour prévenir leur évasion; son devoir lui commande d'employer tous les moyens en son pouvoir pour opérer l'amendement des détenus, ou pour empêcher au moins que les prisons ne deviennent des foyers de corruption et des écoles de crimes. Quels sont les moyens les plus propres à atteindre ce double but? Tous les régimes auxquels les détenus ont été soumis, peuvent être ramenés à trois systèmes principaux dont chacun admet les modifications les plus variées dans son application : le régime de la réunion pendant le jour et pendant la nuit; le régime du travail en commun pendant le jour et de la séparation pendant la nuit; enfin, le régime de l'emprisonnement cellulaire ou individuel. On désigne communément par les termes *régime pénitentiaire* et *pénitencier* le régime et l'établissement organisés dans le but non seulement de punir, mais aussi de réformer les détenus (15).

749. Le premier de ces trois régimes, généralement condamné comme engendrant la corruption que l'emprisonnement devrait prévenir, n'est maintenu, dans les pays où il est encore appliqué, que par suite des difficultés que l'on éprouve à le remplacer. Le second régime qui se présente sous des formes différentes, n'offre pas plus de garantie à la Société,

(15) Voir sur les divers systèmes pénitentiaires, J. J. HAUS, *Exposé des motifs du Code pénal*, dans *Législat. crim. de la Belgique*, t. 1^{er}, pp. 52 à 55; et sur l'histoire du régime pénitentiaire, ORTOLAN, *Éléments de droit pénal*, n^{os} 1501 et suiv. Sur le régime des prisons et des pénitenciers en Angleterre, voir le *Moniteur belge*, 1874, pp. 741, 774, 812 et 839.

que le premier. Parmi ces formes se distingue celle que l'on est convenu d'appeler *système d'Auburn* (16). Pour préserver les condamnés de la démoralisation à laquelle les expose la vie en commun, ce système cherche à les classer par catégories et leur impose la loi du silence. Mais les essais de classification ont généralement échoué. Quant à l'interdiction de la parole, cette mesure barbare qui ne peut être maintenue que par l'application continuelle de châtimens disciplinaires, transforme les prisons en véritables lieux de torture, et produit le résultat le plus fâcheux, en excitant chez tous les détenus une irritabilité et un esprit d'insubordination qui mettent un obstacle insurmontable à leur réforme morale. D'ailleurs, le silence, prescrit par le système Auburnien, n'est qu'une illusion; nonobstant la surveillance la plus active, les prisonniers parviennent à établir des communications entre eux.

§ VI. Du système de séparation. Considérations générales.

750. Le régime de l'emprisonnement individuel ou cellulaire, qui porte aussi le nom de *système de Philadelphie*, fut d'abord appliqué avec une rigueur excessive. Les condamnés, renfermés dans une cellule, étaient complètement séquestrés; ils ne travaillaient point et ne recevaient d'autre visite que celle de l'ecclésiastique de la prison, chargé de les

(16) Adopté dès les premières années du siècle dernier (1765) par le Pape Clément XI dans la prison établie à Rome pour les jeunes détenus, le régime du travail en commun pendant le jour et de l'isolement pendant la nuit fut introduit, vers 1773, dans la maison de force de Gand, érigée par les États de Flandre et appropriée à ce régime, et ensuite dans la maison centrale de Vilvorde, construite en 1801. Transporté, au commencement du siècle actuel, dans plusieurs États de l'Union américaine, il y fut appelé *Système d'Auburn*, du nom de l'une des prisons les mieux organisées de l'État de New-York, où il était appliqué, à partir de 1820, avec la règle du silence et la classification des détenus. Réimporté en Europe, il fut considéré comme une nouveauté.

instruire et de les consoler. L'expérience ne tarda pas à prouver que l'isolement absolu conduisait à l'endurcissement et au découragement des détenus, aux maladies, à la folie et à une mort prématurée. On se vit bientôt obligé, à Philadelphie même, de remplacer l'ancien système par un régime de séparation considérablement adouci, régime qui fut ensuite introduit, avec diverses modifications, dans les prisons cellulaires successivement érigées en Europe, et spécialement en Belgique. Ce régime consiste à isoler, en tout temps, les détenus les uns des autres et à les faire travailler seuls dans leur cellule, sans aucune communication possible avec leurs compagnons de captivité. Dans ce système, les prisonniers sont environnés de toutes les précautions jugées nécessaires à la conservation de leur santé et de leur existence, et jouissent de tous les adoucissements compatibles avec le but répressif de la peine : communications fréquentes avec le personnel de la prison et même avec les personnes du dehors ; promenades individuelles en plein air, instruction scolaire, morale, religieuse et professionnelle ; assistance aux exercices du culte ; lecture (17).

(17) Le régime de l'emprisonnement individuel est loin d'être une invention américaine. Sans remonter aux oubliettes et aux cachots d'autrefois, on en trouve déjà des applications, vers la fin du siècle dernier, dans la prison dure et dans la prison très-dure du Code pénal d'Autriche de 1787 (pénalités maintenues par le Code de 1805), ainsi que dans la gêne du Code pénal français de 1791, portant : « Tout condamné à la peine de la gêne sera enfermé seul, dans un lieu éclairé, sans fers ni liens ; il ne pourra avoir, pendant la durée de sa peine, aucune communication avec les autres condamnés ou avec les personnes du dehors. — Il ne sera fourni au condamné à ladite peine que du pain et de l'eau aux dépens de la maison ; le surplus sur le produit de son travail. » (1^{re} Partie, titre 1^{er}, art. 14 et 15). L'emprisonnement solitaire de jour et de nuit (*solitary confinement*), décrété, en principe, dès 1776, par le parlement d'Angleterre pour le pénitencier de Milbanck, fut mis en pratique, dès 1790, dans le pénitencier de Gloucester, où il se maintint pendant dix-sept ans. Ce n'est qu'en 1829 que l'on organisa le pénitencier de Philadelphie où ce régime fut appliqué d'une manière complète et systématique. ORTOLAN, l. c. n^{os} 1504, 1505. Cet essai déterminait l'érection de la

751. Le régime de la séparation, organisé de la manière indiquée, mérite sous tous les rapports la préférence que la doctrine et l'expérience lui accordent dans tous les pays civilisés. L'emprisonnement individuel est plus répressif et, par suite, plus redouté des malfaiteurs, que l'emprisonnement en commun ; il met les condamnés hors d'état de nuire pendant leur captivité, et fournit à l'administration le moyen de maintenir l'ordre et la discipline, sans avoir recours à une surveillance trop odieuse ou à une contrainte trop sévère. Ce système empêche les communications entre les détenus, et partant la corruption mutuelle, les complots si fréquents dans les prisons communes, et les associations criminelles après la libération. Enfin, l'emprisonnement cellulaire facilite et féconde l'action réformatrice du travail, de l'instruction, de l'exercice religieux, des lectures, des visites, en permettant d'étudier et de traiter individuellement les prisonniers, de varier le régime et de l'approprier à la situation et aux besoins de chacun. Malheureusement, de tous les effets de la peine, la régénération morale des condamnés est le moins certain et le moins général. Mais le régime de la séparation est le moyen le plus propre à produire ce résultat, lorsqu'il est possible de l'obtenir, et s'il n'opère pas dans tous les cas l'amendement des condamnés, il a du moins l'incontestable avantage de les préserver de la corruption inséparable de l'emprisonnement en commun, et de ne pas les rendre à la Société plus pervers qu'ils n'étaient à leur entrée en prison.

prison cellulaire de Pentonville, près de Londres, qui servit, en partie, d'exemple et de type pour les prisons cellulaires successivement établies dans les autres pays de l'Europe.

§VII. *Du régime de la séparation établi dans les prisons belges.*

752. Le législateur belge a reconnu la nécessité de soumettre au régime cellulaire de jour et de nuit les condamnés aux travaux forcés, à la détention, à la reclusion et à l'emprisonnement ; même les inculpés, les prévenus et accusés, pour épargner aux innocents le danger et la honte du contact et de l'association avec les coupables⁽¹⁸⁾. Toutefois, l'application de ce système étant subordonnée à la création des prisons cellulaires, ne pouvait avoir lieu que successivement. Il y avait donc forcément une période assez longue de transition, pendant laquelle le régime de la séparation fonctionnait à côté du régime de la captivité en commun, qui formait la règle. Dans cet état de choses, la durée des peines emportant privation de la liberté a dû être établie, dans le nouveau Code pénal, en vue de ce dernier régime.

753. Le gouvernement qui poursuivait avec persévérance l'introduction de l'emprisonnement séparé, a commencé la réforme par les prisons secondaires, en transformant en prisons cellulaires les maisons de sûreté et la plupart des maisons d'arrêt, qui sont organisées à recevoir non seulement les inculpés, les prévenus et accusés, mais encore les hommes condamnés à l'emprisonnement, et les femmes condamnées à la captivité sans distinction de peines⁽¹⁹⁾. Quant aux condamnés à des peines de courte

(18) Il importe de remarquer que l'emprisonnement individuel, tel qu'il est compris et appliqué en Belgique, diffère sensiblement du régime adopté dans d'autres pays. *Belgique judiciaire*, 1872, n° 63.

(19) En 1878, le régime de la séparation de jour et de nuit était introduit dans toutes les prisons secondaires, à l'exception de celles de Bruxelles (pour hommes, voir ci-dessus la note 3), d'Andenarde, de Nivelles et de Turnhout. A Bruxelles, la construction d'une maison de sûreté cellulaire pour hommes, comprenant 600 cellules, destinée aux condamnés correctionnels, aux inculpés, prévenus et accusés, était en voie d'exécution.

durée, le régime ne saurait agir dans ces maisons par voie d'amendement, la brièveté du séjour ne permettant pas d'achever l'instruction scolaire, morale, religieuse et professionnelle des détenus. Le régime pénitentiaire n'est réellement appliqué qu'aux personnes condamnées à plus d'un an de captivité, et il l'est particulièrement dans la maison centrale de Louvain⁽²⁰⁾. La maison centrale de Gand n'est pas appropriée, sauf un quartier spécial de répression, à l'emprisonnement individuel ; les condamnés y restent soumis au régime du travail en commun pendant le jour et de la séparation pendant la nuit⁽²¹⁾.

SECTION III.

DES PEINES RESTRICTIVES DE LIBERTÉ.

§ I. *Du renvoi des condamnés sous la surveillance spéciale de la police.*

754. Le renvoi sous la surveillance spéciale de la police donne au gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il est interdit au condamné de paraître après qu'il a subi sa peine. Avant sa mise en liberté, le condamné déclare le lieu où il veut fixer sa résidence ; il reçoit une feuille de route, réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il est tenu de se présenter, en personne, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le fonctionnaire désigné dans la feuille de route ; il peut s'absenter momentanément pour ses affaires ; mais il ne peut changer de résidence, sans

(20) La maison pénitentiaire cellulaire de Louvain, occupée depuis le 1^{er} octobre 1869, contient 634 cellules.

(21) On a érigé, dans la *maison centrale pénitentiaire* de Gand, un quartier spécial qui contient 138 cellules et où l'isolement est appliqué comme une mesure exceptionnelle. Dans ce quartier, le régime cellulaire n'est complet et n'opère que sous le rapport matériel. La *maison de sûreté* de Gand, qui ne doit pas être confondue avec la maison centrale pénitentiaire dont elle est entièrement distincte, contient 325 cellules.

en avoir informé, trois jours à l'avance, le même fonctionnaire qui lui remet la feuille de route primitive, visée pour se rendre à sa nouvelle résidence⁽¹⁾. Le condamné placé sous la surveillance spéciale de la police, qui contrevient à ces dispositions, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an⁽²⁾.

755. La surveillance spéciale de la police est une peine criminelle ou correctionnelle, suivant la nature de la peine principale dont elle est l'accessoire. Les condamnés à une peine criminelle peuvent être placés, par l'arrêt de condamnation, sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et vingt ans au plus. S'ils sont condamnés de nouveau à une peine criminelle, ils peuvent être placés, pendant toute leur vie, sous cette surveillance. Les condamnés à l'emprisonnement correctionnel ne sont renvoyés sous la surveillance spéciale de la police, que dans les cas déterminés par la loi⁽³⁾. En aucun cas, l'accusé ou le prévenu âgé de moins de seize ans accomplis ou sourd-muet ne peut être soumis à cette surveillance⁽⁴⁾. Les cours et tribunaux ne peuvent prononcer le renvoi sous la surveillance spéciale de la police, que contre des individus condamnés à des peines temporaires, et ces condamnés ne sont soumis à la surveillance, que lorsque celle-ci a été prononcée.

(1) Art. 35 C. p. Les attributions conférées par cet article au gouvernement sont exercées, sous la direction et la surveillance du ministre de la justice, par les procureurs généraux près les cours d'appel. Les feuilles de route sont délivrées aux condamnés par les soins de ces magistrats. Art. 1^{er} et 2 de l'arrêt royal du 28 novembre 1838.

(2) Art. 538 C. p. La rupture de ban n'est pas une infraction purement matérielle; elle suppose, comme toute infraction, la culpabilité de l'agent, l'intention d'enfreindre la loi, ou une faute proprement dite. La culpabilité de l'individu trouvé en état de rupture de ban, se présume; mais cette présomption n'exclut pas la preuve contraire (n° 319).

(3) Art. 84, 111, 165, 274, 313, 525, 531, 546, 582, 409, 440, 465, 505, 515, 544 C. p.

(4) Art. 75 et 76 C. p.

Mais cette pénalité est encourue de plein droit par le condamné à la peine de mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, qui a obtenu commutation ou remise de sa peine, ou qui l'a prescrite⁽⁵⁾. Les juges ont la faculté d'ordonner la surveillance; ils conservent le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu ou non de la prononcer. Cette règle, absolue en matière criminelle, admet quelques exceptions en matière correctionnelle où le juge est quelquefois obligé de prononcer cette pénalité⁽⁶⁾.

756. Le renvoi sous la surveillance spéciale de la police produit ses effets à compter du jour où la peine principale est éteinte, soit que le condamné l'ait subie ou prescrite, soit qu'elle ait été remise par le roi. En cas de commutation de peine, le renvoi sous la surveillance produit ses effets, dès que le condamné a subi la peine substituée par l'arrêt de grâce à la peine prononcée par les juges. Lorsque la peine principale a été remise par le roi, le condamné reste en prison jusqu'à la délivrance de la feuille de route, s'il ne lui est pas fait remise de la surveillance, et l'effet de l'arrêt de grâce reste suspendu, sans toutefois que cette suspension puisse dépasser un mois⁽⁷⁾. Le condamné qui a prescrit sa peine, doit se présenter devant l'autorité compétente pour déclarer le lieu où il veut fixer sa résidence et recevoir une feuille de route. S'il omet de le faire, il est condamné, même par défaut, à la peine portée par la loi⁽⁸⁾. La surveillance prend fin à l'expiration du temps fixé par l'arrêt ou le jugement de condamnation⁽⁹⁾.

(5) Art. 88 et 98 C. p.

(6) Art. 111 et 313 C. p.

(7) Art. 1 et 2 de l'arrêt royal du 28 novembre 1838.

(8) Art. 97 et 538. C. p.

(9) Lorsque le condamné à la surveillance vient à commettre un nouveau délit (rupture de ban ou autre) pour lequel un emprisonnement est prononcé contre lui, l'exécution de cette peine nouvelle ne suspend pas l'exécu-

§ II. De l'expulsion des étrangers. Observations générales.

757. Les principes de la justice et la nécessité des rapports internationaux commandent à tout État d'admettre des étrangers sur son territoire et de protéger ceux qui s'y trouvent. Mais ce devoir n'est pas absolu. Obligé de veiller à sa conservation et à son bien-être, l'État doit avoir le droit de refuser l'accès du territoire aux étrangers dangereux ou dépourvus de moyens d'existence, et n'accorder protection qu'à ceux qui se montrent dignes de l'hospitalité qu'il leur a offerte. Si leur présence dans le pays est une cause de péril, d'alarme ou de mauvais exemple, il importe que le gouvernement soit investi du pouvoir de les soumettre à des mesures exceptionnelles, et même de les faire sortir du royaume.

758. Dès que l'on reconnaît ce droit à l'État, on doit nécessairement laisser aux agents du gouvernement l'appréciation des circonstances qui peuvent motiver une surveillance spéciale ou une expulsion; car il est impossible au législateur de les prévoir et de les définir⁽¹⁰⁾. Tout ce que l'on peut raisonnablement exiger, c'est que l'exercice de ce droit soit entouré de garanties sérieuses pour l'individu qui en devient l'objet, c'est que la personne et les biens de l'étranger soient protégés, aussi efficacement que possible, contre les erreurs et les appréhensions ombrageuses de ceux qui sont chargés de veiller au maintien de la sécurité générale

de la peine de surveillance, qui se combine et se confond avec la première; de sorte que le temps de l'emprisonnement est imputé sur la durée de la surveillance. Cass. Belg. 18 juin 1849.

(10) « Il est impossible de spécifier toutes les circonstances où l'ordre et la tranquillité publique peuvent se trouver compromis. Les faits empruntent souvent leur importance aux événements au milieu desquels ils se produisent; et par cela même que les circonstances varient, que la situation intérieure et extérieure se modifie, tel acte peut être dangereux aujourd'hui, qui ne le sera plus demain. Le gouvernement seul peut apprécier à chaque heure ce que réclame l'intérêt public. » Rapport fait à la chambre des représentants par M. de VAIÉAZ sur la loi du 7 juillet 1865.

rale. L'intervention de l'autorité judiciaire n'est pas admissible, la magistrature ne pouvant se constituer juge des questions d'intérêt social, ni partager avec le gouvernement le soin de maintenir l'ordre intérieur et les bonnes relations avec les nations étrangères. D'ailleurs, cette intervention n'est point nécessaire, la responsabilité des ministres devant les Chambres suffit, et cette responsabilité ne serait plus entière, si elle pouvait s'abriter sous une décision judiciaire. Non seulement l'intervention des tribunaux dans une matière essentiellement politique porterait atteinte au principe de la division des pouvoirs, mais souvent elle serait contraire aux intérêts de l'étranger. En effet, l'expulsion constituerait une sorte de flétrissure, si elle cessait d'être une simple mesure de police; de plus, les lenteurs d'une instruction judiciaire entraîneraient des dangers contre lesquels il n'y aurait d'autre remède que l'emprisonnement préventif⁽¹¹⁾.

759. Tels sont les principes sur lesquels repose la législation qui régit l'admission et le séjour des étrangers en Belgique. Aux termes de la Constitution (art. 128), tout étranger qui se trouve sur le territoire belge, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi. Les étrangers qui ne résident pas en Belgique, peuvent être expulsés en vertu de la loi du 25 messidor an III (art. 9) et de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830⁽¹²⁾. Pour ce qui concerne

(11) « On ne peut objecter l'intervention du pouvoir judiciaire dans les cas d'extradition; car il s'agit alors de faits déterminés et prévus par la loi pénale; tandis qu'il est impossible de spécifier toutes les circonstances, parfois d'un caractère exclusivement politique, dans lesquelles le repos public sera compromis et l'expulsion nécessaire. » Rapport fait à la chambre des représentants par M. PÉRY DE TROUW sur la loi du 17 juillet 1871.

(12) On conteste la force obligatoire de ces dispositions, en soutenant que la loi de l'an III et l'arrêté de 1830 n'ont eu d'autre but que d'autoriser des mesures temporaires, provoquées par des circonstances exceptionnelles et destinées à disparaître avec elles. Cette doctrine est même consacrée, en ce

les étrangers résidant en Belgique, les mesures exceptionnelles dont ils peuvent être l'objet, sont déterminées, d'abord, par la loi du 3 avril 1848, concernant les dépôts de mendicité et les écoles de réforme (art. 5); ensuite, par la loi du 7 juillet 1865. Cette dernière loi, telle qu'elle a été modifiée par celle du 17 juillet 1871, par l'art. 12 de la loi du 15 mars 1874 et par la loi du 2 juin 1874, est prorogée, par la loi du 20 mars 1877, jusqu'au 17 juillet 1880 (15).

§ III. Dispositions des lois belges.

760. Le gouvernement est autorisé à refuser l'accès du territoire aux étrangers dont la présence en Belgique pourrait compromettre la tranquillité publique (14). Lorsqu'il les a admis, tant qu'ils n'ont pas fixé leur résidence dans le pays, il peut, sans avoir besoin d'un arrêté royal, les contraindre de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter un lieu déterminé, et même de sortir du royaume, soit qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas de moyens d'existence (15). Il appartient

qui concerne l'arrêté de 1830, par l'arrêt de la cour de Bruxelles du 4 juillet 1846 et l'arrêt de la cour de cassation du 13 janvier 1848. Mais le gouvernement considère l'art. 9 de la loi de l'an III et l'art. 5 de l'arrêté de 1830 comme ayant un caractère permanent, et il a toujours appliqué ces dispositions avec l'assentiment des Chambres. D'ailleurs, quand même l'arrêté de 1830 aurait cessé d'être obligatoire, l'art. 9 de la loi de l'an III, implicitement maintenu par l'arrêt précité de la cour de cassation, suffirait au gouvernement. Quant à l'art. 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI, qui plaçait les étrangers sous la surveillance spéciale de la police, il est généralement reconnu qu'il a été abrogé par la loi du 22 septembre 1835. Arr. de cass. précité. *Annales parlement. Chambre des reprs.*, 1870-1871, pp. 1609 et suiv. Il serait à désirer que les mesures de police relatives aux étrangers fussent réglées par une loi complète.

(13) La loi du 7 juillet 1865 a été successivement prorogée par les lois du 30 mai 1868, 17 juillet 1871, 2 juin 1874 et 20 mars 1877.

(14) Le gouvernement a ce pouvoir en vertu de la législation sur les passe-ports qui existent encore en droit, bien qu'ils soient supprimés en fait, lorsque les circonstances ne commandent pas de les exiger. *Annales parlement. Chambre des représentants*, 1870-1871, pp. 1614 in fine et 1615.

(15) « Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans une commune frontière de la république, se présentera à la municipalité; il

au gouvernement de décider si l'étranger réside, c'est-à-dire s'il a un établissement en Belgique (16). Les étrangers qui y résident et qui ont été condamnés du chef de mendicité ou de vagabondage, sont reconduits purement et simplement à la frontière, s'il est reconnu qu'ils n'ont pas acquis de domicile de secours en Belgique, ou qu'ils n'appartiennent pas à un pays avec lequel le gouvernement a conclu un traité pour le remboursement des frais de secours (17). Dans tous les autres cas, les étrangers qui ont fixé leur résidence en Belgique, ne peuvent être expulsés ni placés sous une surveillance spéciale, qu'en vertu d'un arrêté royal et conformément

déposera son passe-port qui sera renvoyé de suite au comité de sûreté générale pour y être visé. Il demeurera, en attendant sous la surveillance de la municipalité, qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de la surveillance. » Art. 9 de la loi du 25 messidor an III. Les dispositions réglementaires de cet article ne sont pas exécutées. Le gouvernement se fonde sur le principe de ce même article pour placer certains étrangers sous la surveillance spéciale de la police et pour les expulser, en cas de besoin, sans arrêté royal. — « Tous étrangers, non munis d'autorisation du gouvernement, sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. » Art. 5 de l'arrêté du 6 octobre 1830. Cette disposition n'est appliquée qu'aux étrangers non résidant en Belgique.

(16) Le gouvernement ne refuse pas aux étrangers qui se présentent à la frontière, l'accès du territoire, à moins que les renseignements qu'il a reçus sur leur conduite antérieure ne justifient cette mesure et que leur identité ne soit immédiatement constatée; il autorise leur entrée dans le pays, mais il ne leur accorde cette autorisation que d'une manière conditionnelle. En effet, dès que la présence d'un étranger non résidant est signalée à l'administration de la sûreté publique, celle-ci lui fait délivrer, en vertu de l'art. 9 de la loi du 25 messidor an III, un permis de résidence provisoire dont la durée est strictement limitée au temps nécessaire pour recueillir dans le pays d'où vient cet étranger les renseignements qui permettent à l'administration de statuer en connaissance de cause. Dans l'intervalle, l'étranger est soumis à la surveillance spéciale de la police, et peut être expulsé sans arrêté royal, si les circonstances le commandent. *Annales parlement., Chambre des représentants*, 1873-1874, p. 1136, 2^{me} col. Dans tous les cas, tant qu'il n'a pas établi sa résidence en Belgique, l'étranger peut, sur un simple ordre de l'administration de la sûreté publique, être placé sous une surveillance spéciale ou reconduit à la frontière.

(17) Art. 3 de la loi du 3 avril 1848, concernant les dépôts de mendicité et les écoles de réforme.

à la loi du 7 juillet 1865, dont nous allons indiquer les dispositions, telles qu'elles ont été modifiées par quelques lois postérieures (n° 759 in fine).

761. L'étranger résidant en Belgique, qui, par sa conduite⁽¹⁸⁾, compromet la tranquillité publique, celui qui est poursuivi ou qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou les délits qui donnent lieu à l'extradition, conformément à la loi du 15 mars 1874, peut être contraint par le gouvernement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu déterminé, ou même de sortir du royaume. L'arrêté royal qui enjoint à un étranger de sortir du pays parce qu'il compromet la tranquillité publique, est délibéré en conseil des ministres⁽¹⁹⁾. Les dispositions qui précèdent ne peuvent être appliquées aux étrangers qui se trouvent dans un des cas suivants, pourvu que la nation à laquelle ils appartiennent, soit en paix avec la Belgique : I) à l'étranger autorisé à établir son domicile dans le royaume ; II) à l'étranger marié avec une femme belge dont il a un ou plusieurs enfants nés en Belgique pendant sa résidence dans le pays ; III) à l'étranger décoré de la croix de fer⁽²⁰⁾. Enfin, les dispositions précitées ne sont pas applicables IV) à l'individu né en Belgique d'un étranger et qui y réside, lorsqu'il se trouve

(18) Soit par sa conduite actuelle en Belgique, soit par sa conduite antérieure à l'étranger, alors même qu'il n'a pas été condamné pour un crime ou un délit donnant lieu à l'extradition. La proposition faite par la section centrale de la chambre des représentants, en 1855 et en 1868, d'ajouter aux mots : *par sa conduite*, les mots : *en Belgique*, n'a pas été admise par la Chambre. *Pasinomie*, 1855, p. 285 ; 1868, p. 154.

(19) L'étranger résidant ne peut être contraint de s'éloigner d'un certain lieu ou d'habiter un lieu déterminé, qu'en vertu d'un arrêté royal ; mais celui-ci n'a pas besoin d'être délibéré en conseil des ministres. Arg. de l'art. 3 de la loi du 7 juillet 1865.

(20) La loi de 1865 est même applicable aux étrangers autorisés, par des traités commerciaux, à voyager et à résider sur le territoire belge, comme les nationaux. *Chambre des représentants, Documents parlem.*, 1870-1871 p. 430. *Annales parlem.*, 1870-1871, p. 1632. *Pasinomie*, 1871, p. 260. ANNEXE.

dans le délai d'option prévu par l'art. 9 du Code civil⁽²¹⁾. Il est rendu compte annuellement aux Chambres de l'exécution de la loi précitée.

762. L'arrêté royal qui prend une des mesures de police que nous venons d'indiquer, est signifié par huissier à l'étranger qu'elle concerne, et à qui il est accordé un délai d'un jour franc au moins. Ces formalités sont de rigueur, et leur omission donne lieu à une action en dommages-intérêts⁽²²⁾. Mais il n'appartient à l'autorité judiciaire ni d'annuler un ordre d'expulsion irrégulier, ni même de faire surseoir à son exécution⁽²³⁾. L'étranger qui a reçu l'injonction de sortir du royaume, est tenu de désigner la frontière par laquelle il sortira ; il reçoit une feuille de route réglant l'itinéraire de son voyage et la durée de son séjour dans chacun des lieux où il doit passer. En cas de contravention à l'une ou l'autre de ces dispositions, il est conduit hors du royaume par la force publique. Le gouvernement peut enjoindre de sortir du royaume à l'étranger qui quitte la résidence qui lui a été désignée. Si l'étranger auquel il a été enjoint de sortir du royaume, rentre sur le territoire, il peut être poursuivi et condamné à un emprisonnement de quinze jours à six mois, et à l'expiration de sa peine il est conduit à la frontière.

(21) « Tout individu né en Belgique d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Belge, pourvu que, dans le cas où il résiderait en Belgique, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en Belgique son domicile, et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. Art. 9. C. civ.

(22) Bruxelles, 4 juillet 1846. Cass. Belg. 15 janvier 1848.

(23) En vertu du principe de l'indépendance des pouvoirs, l'autorité judiciaire n'a pas le droit de contrôler les actes du pouvoir exécutif. Bruxelles, 11 août 1845.

CHAPITRE IV.

DES PEINES QUI FRAPPENT LE CONDAMNÉ DANS SON PATRIMOINE.

SECTION PREMIÈRE.

DES AMENDES.

ARTICLE PREMIER. — *Du système des amendes.*§ I. *Des amendes qui ne sont pas des peines proprement dites.*

763. L'amende est rangée par le Code pénal au nombre des peines. Cependant, toute amende n'est pas une peine proprement dite; par conséquent, toute action ou inaction qui emporte une amende, n'est pas un délit. Pour que l'amende puisse être considérée comme une peine dans le sens du droit pénal, il faut, d'abord, qu'elle soit portée par une loi ou par un règlement qui défend ou ordonne certains actes sous la menace d'une amende; de sorte que l'action ou l'inaction dont il s'agit constitue une infraction à la loi ou au règlement qui édicte l'amende. Il résulte de là que l'amende établie par une convention, telle que la clause pénale, n'est pas une véritable peine et que les règles du droit pénal ne lui sont pas applicables. La partie qui succombe dans sa demande en règlement de juges ou de renvoi d'un tribunal à un autre tribunal, est condamnée à une amende; mais celle-ci n'a aucun caractère pénal, car la loi ne défend pas ces voies de recours; c'est une amende purement civile (1).

764. Pour que l'amende constitue une véritable peine, il ne suffit point qu'elle soit encourue à raison de l'infraction à la loi qui l'édicte; il faut, de plus, qu'elle ait besoin

(1) Art. 341 et 351 C. cr. La même observation s'applique aux amendes édictées par les art. 246, 247, 313 et 316 C. pr. civ. En ce qui concerne les amendes portées par les art. 419, 420 et 436 C. cr., et par les art. 471, 479 491 et 1023 C. pr. civ., ces amendes ont été supprimées, les premières, par la loi du 10 février; les autres, par la loi du 31 mars 1866.

d'être prononcée. Si l'obligation de la payer résulte, en vertu de la loi, de l'infraction même; si, en cas de contestation, le juge est seulement appelé à statuer sur l'existence de la dette contractée par le contrevenant, l'amende a un caractère exclusivement civil. Ce caractère est propre à certaines amendes fiscales. En effet, les amendes établies pour assurer la perception des droits fiscaux, se divisent en deux catégories. En matière de douanes, d'accises et d'impôts directs (contribution personnelle et patente), les amendes doivent être prononcées par les tribunaux correctionnels, et n'existent qu'en vertu d'un jugement de condamnation (2); elles sont donc des peines dans le sens du droit pénal, mais des peines qui constituent en même temps des réparations civiles, comme on verra plus loin. Il en est autrement des amendes dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement, c'est-à-dire celles qui sont édictées par les lois relatives aux droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe, de timbre et aux droits de succession et de mutation par décès (3). Les amendes de cette catégorie sont dues et exigibles, indépendamment de toute décision judiciaire, comme les droits dont elles garantissent la perception; elles sont encourues *ipso jure* par le contrevenant et donnent lieu, comme ces droits, à une action en recouvrement, exercée par l'administration de l'enregistrement devant les

(2) Loi du 26 août 1822, sur les douanes et accises. Loi du 28 juin 1822, sur la contribution personnelle. Loi du 6 avril 1823, sur la patente. — Loi du 4 avril 1843, sur les sucres. Loi du 6 avril 1843, sur la répression de la fraude en matière de douanes. Loi du 1^{er} décembre 1849, sur le débit des boissons alcooliques.

(3) Loi du 22 frimaire an VII, sur l'enregistrement. Lois du 13 brumaire an VII et du 21 mars 1839, sur le timbre. Loi du 9 ventôse an VII, relative à la perception des droits d'hypothèque. Loi du 21 ventôse an VII, sur le greffe. Lois du 27 décembre 1817 et du 17 décembre 1831, sur les droits de succession.

tribunaux civils (4). Il résulte de là que ces sortes d'amendes sont complètement étrangères au droit pénal, qu'elles n'ont rien de personnel, et que, par suite, elles peuvent être exigées des héritiers du contrevenant décédé soit après le jugement du tribunal civil qui les déclare exigibles, soit avant le jugement et même avant toute poursuite. Cependant, les demandes soit en recouvrement, soit en restitution des amendes et des droits fiscaux dont il s'agit, ne se prescrivent pas conformément aux dispositions du Code civil; elles sont soumises à des prescriptions particulières (5).

765. Enfin, pour avoir un caractère pénal, l'amende doit être appliquée, à raison d'une infraction, par une décision judiciaire. L'amende attachée à la violation d'une loi ou d'un règlement, mais infligée par voie disciplinaire, ne constitue pas une peine proprement dite, et n'est, par conséquent, pas régie par les principes du droit pénal (n° 262). Toutefois, le but même dans lequel les amendes de cette nature sont édictées et qui consiste à corriger, plutôt qu'à punir le coupable (n° 261), leur imprime un caractère essentiellement personnel; d'où la conséquence qu'elles ne passent point aux héritiers du condamné. Telles sont les amendes édictées par la loi contre les comptables en retard

(4) Réciproquement, les tribunaux civils sont appelés à statuer sur les demandes formées contre l'administration par les contribuables en restitution des droits ou des amendes d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque ou de succession, qu'ils prétendent avoir payés indûment.

(5) Les demandes de droits ou d'amendes en matière de succession sont prescrites après cinq ans, après deux ans ou après une année, suivant les cas. Art. 26 de la loi du 27 décembre 1817. Art. 23 de la loi du 17 décembre 1831. En vertu de la loi du 17 août 1873, toute demande en paiement ou en restitution de droits ou d'amendes en matière d'enregistrement, de timbre, de greffe ou d'hypothèque est prescrite après un délai de deux ans. La loi règle le point de départ et l'interruption de cette prescription (art. 4 à 8).

de rendre leurs comptes, et appliquées par la cour des comptes sur la réquisition du plus jeune conseiller faisant fonction de ministère public (6). Telles sont encore les amendes prononcées, en vertu de la loi, par les conseils de discipline de la garde civique, et par les conseils des prud'hommes (7).

§ II. Des amendes pénales ou répressives.

766. Toute amende qui réunit les conditions que nous venons d'indiquer, est une peine dans le sens du droit pénal, quelle que soit la juridiction chargée de l'appliquer. La juridiction ne change ni le caractère de l'amende qu'elle prononce et que le Code pénal considère comme une peine, ni celui de l'infraction qui est réprimée par l'amende et qui constitue un véritable délit. En règle générale, les amendes sont infligées par les tribunaux de répression (8). Mais, dans plusieurs cas, elles sont appliquées par la juridiction civile (9). D'abord, cette juridiction est appelée à

(6) Art. 8 et 9 de la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la cour des comptes.

(7) Art. 95 et suiv. de la loi du 8 mai 1848, sur la garde civique. Art. 42, 43 et 44 de la loi organique des conseils des prud'hommes, du 7 février 1839.

(8) Même par les tribunaux militaires, qui doivent les prononcer contre les militaires, lorsqu'elles sont portées par les lois ou règlements ordinaires, l'art. 24 du Code pénal militaire de 1815 étant abrogé. Voir l'Exposé de motifs du Code pénal militaire de 1870, et le Rapport de M. le Baron d'ANETHAN. *Législat. crim. de la Belg.*, t. IV, p. 21, n° 38, et p. 88, n° 35.

(9) La loi du 17 août 1873, dont les dispositions sont indiquées au n° 764, note 5 et n° 767 note 19, porte l'intitulé que voici : *Loi relative à la prescription en matière fiscale et disciplinaire*. Cet intitulé est inexact. Les amendes que les tribunaux civils sont chargés de prononcer et qui font l'objet des deux premiers articles de la loi précitée (n° 767, note 19), sont des amendes pénales, et non des amendes disciplinaires, comme le déclare formellement le rapport fait à la chambre des représentants par M. Drubbel et reproduit dans la *Pasinomie*, 1873, pp. 258 in fine à 260.

prononcer des amendes contre certains officiers publics, tels que les notaires (10), les officiers de l'état civil (11), les

(10) Art. 12, 13, 16, 17, 23, 57 de la loi du 23 ventôse an XI, sur le notariat.

(11) Quelle est la juridiction appelée à prononcer les amendes édictées par le Code civil contre les officiers de l'état civil qui ont enfreint les dispositions de ce Code ? Il est incontestable que les tribunaux correctionnels sont seuls compétents pour statuer sur les délits commis par ces officiers et prévus par les art. 263, 264 et 265 C. p., dont les deux derniers dérogent aux art. 156 et 157 C. civ. *Législat. crim. de la Belg.*, t. II, pp. 374 et 375, n° 28. En ce qui concerne les infractions réprimées par le Code civil et passées sous silence par le Code pénal, un arrêt de la cour de cassation de Belgique du 19 février 1872 décide qu'il appartient au tribunal correctionnel de connaître de la contravention à l'art. 68 C. civ. Par un jugement du 15 décembre 1876, le tribunal de 1^{re} instance de Gand, saisi par le procureur du roi de la connaissance d'une infraction aux art. 73 et 165, infraction punie d'une amende par l'art. 193 C. civ., décline sa compétence par la raison que les tribunaux civils n'ont qualité pour juger les officiers de l'état civil du chef des infractions dont ils se sont rendus coupables, que dans les cas formellement indiqués par la loi, Art. 50 C. civ. Voir aussi le jugement du tribunal correctionnel de Gand du 14 avril 1877, statuant sur la même infraction (*Belgique jud.*, 1878, pp. 76 et 79). A notre avis, c'est la règle contraire que l'on doit suivre. Dans le système du Code civil, la connaissance des délits commis par les officiers de l'état civil et prévus par ce Code, est réservée aux tribunaux civils, à moins que ces délits ne soient spécialement réprimés par le Code pénal. Cela est évident, lorsqu'une disposition expresse du Code civil en défère la répression au juge civil, telle que l'art. 50, qui est également applicable au délit prévu par l'art. 79 additionnel de la loi du 16 décembre 1831, sur le régime hypothécaire. *Nyctals, Code pénal interprété*, t. I, p. 676. La même règle doit recevoir son application dans les cas où le Code civil ne détermine pas la juridiction devant laquelle l'infraction doit être poursuivie, notamment dans les cas prévus par les art. 68, 192 et 193 de ce Code. En effet, les art. 156 et 157 C. civ. confèrent expressément au tribunal civil le pouvoir de prononcer non seulement l'amende, mais encore la peine d'emprisonnement édictées par ces articles, bien que cette dernière peine soit de six mois au moins, et qu'elle puisse s'élever à cinq ans. Le désir de soustraire à la juridiction civile la connaissance des infractions prévues par ces articles fut même un des motifs qui déterminèrent le législateur belge à les réprimer par les art. 264 et 265 C. p. *Législat. crim. de la Belg.*, l. c. Il a donc reconnu virtuellement la compétence des tribunaux civils dans les cas non prévus par le Code pénal. D'ailleurs, ne serait-il pas souverainement illogique d'admettre que les auteurs du Code civil aient considéré les tribunaux civils comme incompétents pour prononcer, hors les cas prévus par l'art. 50, des amendes contre les officiers de l'état civil, alors qu'il leur conféraient le droit de condamner ces officiers à un emprisonnement de six mois à cinq ans ? Une pareille doctrine serait d'autant moins admissible que, lorsque le Code civil veut réserver la connaissance de l'infraction commise par les officiers de l'état

greffiers (12), les conservateurs des hypothèques (13), à raison des négligences dont ils se sont rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions (14). Ensuite, le tribunal civil prononce quelquefois des amendes incidemment ou accessoirement à une affaire dont il se trouve saisi (15). L'amende peut être appliquée par le juge de paix président un conseil de famille, et par le juge-commissaire dans une enquête civile (16); par le juge d'instruction, et, en cas de soustraction d'un document produit dans une contestation judiciaire, par tout tribunal saisi de la contestation; elle peut même l'être, contre les greffiers coupables de négligence, par la cour de cassation (17). La loi confère, enfin, à tout tribunal, à tout

civil aux tribunaux de répression, il le déclare expressément. Art. 52 C. civ. combiné avec l'art. 192 du Code pénal français. Il serait sans doute désirable que les dispositions pénales du Code civil en cette matière fussent toutes revisées et insérées dans le Code pénal où elles formeraient, avec celles qui s'y trouvent actuellement, un système complet de législation. Mais il n'appartient pas aux juges de les réformer, ne fût-ce qu'en ce qui concerne la juridiction chargée de les appliquer.

(12) Les amendes tendant à réprimer les négligences commises, dans l'exercice de leurs fonctions, par les greffiers, sont appliquées, d'une manière incidente et d'office, par la cour ou le tribunal saisi du procès, soit par la juridiction civile (art. 244, 245, C. pr. civ.; art. 65 de la loi du 16 décembre 1831, sur le régime hypothécaire), soit par la juridiction répressive (art. 112, 164, 193, 569, 570, 572, etc. C. cr.), soit enfin par la cour de cassation (art. 425 § 2 C. cr.). Cependant, cette voie incidente n'est pas exclusive de l'action directe du ministère public dans le cas où la contravention se trouve régulièrement constatée; mais ce serait devant le tribunal civil que l'action devrait être portée, à l'instar de ce qui est prescrit pour les notaires.

(13) Loi du 9 ventôse an VII, relative à la perception des droits d'hypothèque. Art. 132, 133 de la loi du 16 décembre 1831, sur le régime hypothécaire.

(14) La raison qui a engagé le législateur à déroger ainsi à la règle générale, est la crainte d'affaiblir la considération dont ces officiers doivent jouir, en les soumettant à des poursuites devant la juridiction répressive pour des infractions légères qu'à raison de leurs fonctions ils sont exposés à commettre fréquemment.

(15) Art. 10, 91, 215 C. pr. civ. Voir aussi la note 12.

(16) Art. 415 C. civ. — Art. 263, 264 et 265 C. pr. civ.

(17) Art. 54, 80 et 86 C. cr. — Art. 493 C. p. — Art. 423 § 2 C. cr.

juge le droit de prononcer des amendes pour réprimer les infractions contraires au respect dû à la justice, et commises à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire (18).

767. Les amendes qui ont un caractère répressif, quel que soit le juge appelé à les prononcer et quelles que soient les infractions qu'elles répriment, sont régies par les principes du droit criminel. Ainsi, pour ce qui concerne particulièrement la prescription, on doit appliquer ces principes, même par rapport aux amendes édictées par des lois spéciales; à moins que celles-ci ne dérogent au droit commun (19). Toutefois, les dispositions du Code pénal, relatives à l'emprisonnement subsidiaire (art. 40 et 41), ne sont applicables qu'aux personnes condamnées à l'amende par les tribunaux de répression. En effet, la durée de cet emprisonnement doit être éventuellement fixée par le jugement ou l'arrêt de con-

(18) Art. 181 et 505 C. cr.

(19) Le délai de la prescription de l'action tendant à l'application des amendes en matière de douanes, d'accises et de patente est déterminé conformément au droit commun (art. 638 C. cr.) par l'art. 247 de la loi du 26 août 1822 et l'art. 15 de la loi du 6 avril 1825. En matière de contribution personnelle, l'action est prescrite après une année. Art. 117 de la loi du 28 juin 1822. Mais, par dérogation au droit commun, ces lois fiscales ne font courir la prescription qu'à compter du jour où la contravention a été constatée par le procès-verbal. Quant à la prescription des amendes prononcées, en ces matières, par les tribunaux correctionnels, elle est passée sous silence par les lois précitées. En vertu de l'art. 100 C. p., ces amendes se prescrivent donc conformément à l'art. 92 de ce Code. — La loi du 17 août 1875 (art. 1 et 2) applique les dispositions du Code d'instruction criminelle (art. 638) et du Code pénal (art. 92) à la prescription de l'action aux fins de condamnation à l'amende par les tribunaux civils et à la prescription des amendes prononcées par ces tribunaux. La disposition de l'art. 2 de cette loi, qui règle la prescription des amendes prononcées par les tribunaux civils, devra recevoir aussi son application aux amendes prononcées par le juge de paix président un conseil de famille, par le juge-commissaire dans une enquête civile, et par le tribunal de commerce. — Mais aucune loi particulière ne règle la prescription des amendes prononcées par le juge d'instruction ou par la cour de cassation. Cette prescription reste donc soumise aux règles du droit commun. Art. 92 et 100 C. p.

damnation. Or, le droit de prononcer l'emprisonnement à titre de peine (20) est réservé à la juridiction répressive; il n'est accordé aux autres juges que par exception et seulement dans le cas d'un délit commis à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire (21). Quant aux amendes qui ont pour objet d'assurer la perception de certains droits fiscaux et qui doivent être prononcées par les tribunaux correctionnels (n° 764), ces amendes constituent à la fois des peines et des réparations civiles, et sont, à raison de ce double caractère, soumises à quelques règles particulières; comme nous verrons plus loin.

§ III. Divisions des amendes répressives.

768. Les amendes dont il s'agit, sont des pénalités communes aux trois catégories d'infractions. En matière *criminelle*, l'amende est prononcée fort rarement, et elle l'est toujours avec une autre peine (22). En matière *correctionnelle*, l'amende est le plus souvent cumulée avec l'emprisonnement; quelquefois cependant le Code ne porte qu'un emprisonnement ou qu'une amende. En matière de *police*, l'amende joue le rôle principal. Les contraventions ne sont communément punies que d'amendes; mais, dans les cas déterminés par la loi, le juge a la faculté d'y joindre la peine d'emprisonnement. Toutes les amendes, même celles pour contraventions, sont prononcées au profit de l'État (23); à

(20) L'emprisonnement d'un ou de quelques jours peut être infligé, comme châtiment disciplinaire, aux gardes civiques par les chefs et par les conseils de discipline. Art. 95 et suiv. de la loi du 8 mai 1848.

(21) Art. 34, 181, 504 et 505 C. cr. Remarquez que les dispositions des art. 298 et 508 C. civ. qui autorisent le tribunal civil à condamner à la peine d'emprisonnement la femme convaincue d'adultère, sont abrogées par l'art. 590 C. p.

(22) Le Code pénal l'édicté contre les coupables de faux, de concussion et de corruption. Art. 214 et 224; 240 et 244; 249 et 251 C. p.

(23) Art. 38 C. p. Sous l'empire du Code pénal français (art. 466), les

moins qu'une loi spéciale n'en dispose autrement (24). Les amendes pour *contraventions* sont de un franc à vingt-cinq francs (25). Les amendes pour *crimes* ou pour *délits* sont de vingt-six francs au moins. Le maximum de ces amendes varie suivant la gravité des infractions. En général, il ne dépasse pas la somme de cinq cents francs. Quelquefois cependant il est de beaucoup supérieur à ce chiffre (26).

769. Une autre division non moins importante distingue les amendes purement répressives ou exclusivement pénales, et les amendes qui sont à la fois des peines et des réparations du préjudice causé par l'infraction au trésor public. Ce caractère mixte est attribué, non à toutes les amendes édictées par les lois fiscales, mais seulement à celles qui sont établies pour assurer la perception des droits de douanes, d'accises et des impôts directs, c'est-à-dire de la contribution personnelle et du droit de patente (27). En effet, ces amendes qui sont prononcées par les tribunaux correctionnels et qui n'existent qu'en vertu d'un jugement de condamnation, sont

amendes de police étaient perçues au profit de la commune où la contravention avait été commise.

(24) Art. 100 C. p. (*A défaut de dispositions contraires*, etc.). — Art. 53 de la loi du 10 avril 1841, sur les chemins vicinaux. Art. 17 de la loi du 26 février 1846, sur la chasse. Art. 13 de la loi du 1^{er} octobre 1855, sur les poids et mesures.

(25) La réserve exprimée dans l'art. 58 C. p. : *sauf les cas exceptés par la loi*, se réfère à une disposition du projet qui autorisait le tribunal de police, dans certains cas de récidive, à prononcer une amende de vingt-six francs à deux cents francs. Cette disposition ayant été supprimée en dernier lieu, la réserve indiquée est désormais sans objet.

(26) On trouve dans le Code pénal des amendes de mille, de quinze cents, de deux mille francs : art. 423 à 428, 431 ; de trois mille francs : art. 224, 245, 249, etc. ; de cinq mille francs : art. 248, 251, 303 ; de dix mille francs : art. 297, 298, 302, 311 et 312 C. p.

(27) Art. 100 § 2 C. p. et ci-dessus n° 764, note 2. On ne peut considérer comme ayant un caractère mixte les amendes portées par le Code forestier, par la loi du 1^{er} octobre 1855, sur les poids et mesures, et par les lois du 14 septembre 1864 et du 29 avril 1868, sur le régime postal. Ces amendes sont exclusivement des peines.

incontestablement des peines dans le sens du droit pénal. Toutefois, aux yeux du législateur belge, elles ont en même temps pour objet de réparer le dommage que la violation de la loi fiscale a causé à l'État. Quant aux amendes destinées à garantir le paiement des droits fiscaux dont la perception est confiée à l'administration de l'enregistrement, c'est-à-dire des droits d'enregistrement, d'hypothèque, de timbre, de greffe et de succession, ces sortes d'amendes, exigibles indépendamment de toute décision judiciaire, ont un caractère purement civil (n° 764).

§ IV. Principes généraux.

770. L'amende étant une peine, doit être prononcée individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction (28). Ainsi, lorsque plusieurs personnes ont participé à un crime ou à un délit puni d'une amende, les juges doivent prononcer, non pas une amende unique contre tous les codélinquants ensemble, mais une amende contre chacun d'eux séparément. La loi veut que chacun des coupables soit puni d'une amende et qu'il le soit dans la mesure de sa culpabilité. Ensuite, si une amende unique était distribuée entre un certain nombre de délinquants, il pourrait arriver que la disposition répressive de la loi n'eût plus d'effet. Le principe est absolu, il n'admet aucune des exceptions par lesquelles on a cherché à le restreindre sous l'empire du Code pénal français. La première de ces exceptions concerne le cas où le législateur a mesuré le taux de l'amende à raison de la quotité du dommage causé (29). Mais la circonstance que le

(28) Art. 59 C. p. La même règle avait déjà été sanctionnée par la loi du 21 mars 1859, sur la contrainte par corps (art. 41), qui l'avait puisée dans le projet du Code pénal.

(29) Le Code pénal français mesure quelquefois le taux de l'amende sur la quotité variable des dommages-intérêts (art. 164, 172, 175, 406, etc.). Le

taux de l'amende est variable, au lieu d'être fixe, ne peut avoir pour effet de modifier la règle. L'autre exception est relative au cas où les prévenus qui ont encouru l'amende, forment, réunis entre eux, une personne juridique, telle qu'une société commerciale. Mais une personne juridique ne peut commettre une infraction, ni, par conséquent, encourir une peine quelconque, que cette personne soit une société commerciale ou tout autre être collectif. Ce sont les individus dont se compose cet être, qui, seuls, peuvent délinquer et doivent, par conséquent, être condamnés à l'amende (n° 266) (50).

771. L'amende est personnelle, comme toutes les autres peines. De là les corollaires que voici. I) La solidarité ne s'applique pas aux amendes. Ainsi, lorsque ceux qui ont participé à un même crime ou à un même délit ont été individuellement condamnés à une amende, chacun est personnellement obligé de payer celle qui lui a été infligée; mais il n'est pas tenu de payer les amendes encourues par ses coauteurs ou complices dont l'insolvabilité ne peut en aucun cas lui nuire (51). Toutefois, quelques lois spéciales dérogent

Code pénal belge ne renferme aucune disposition semblable. Mais l'amende est déterminée d'après cette base par plusieurs lois spéciales, telles que la loi rurale des 28 septembre-6 octobre 1791 (tit. II, art. 14, 16, 23 etc.); la loi du 18 avril 1831, sur les faillites et banqueroutes (art. 573); le Code forestier du 20 décembre 1854 (art. 107, 154, 161); des lois fiscales, rendues en Belgique, etc. — Par arrêt du 23 novembre 1865, la cour de Liège n'avait appliqué qu'une amende unique aux coprévenus condamnés pour infraction à l'art. 161 du Code forestier; mais l'arrêt fut annulé. Cass. Belg. 7 août 1866.

(50) Remarquez que l'art. 39 C. p. abroge l'art. 2, tit. IV de la loi du 10 vendémiaire an IV, qui, dans les cas où les habitants d'une commune ont pris part aux délits commis sur son territoire par des attroupements ou rassemblements, punit cette commune d'une amende égale au montant des dommages-intérêts.

(51) L'art. 80 C. p. n'établit la solidarité que par rapport aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais. Or, la solidarité ne se présume point, elle a besoin d'être établie par la loi. Art. 1202 C. civ.

au principe (52). II) La responsabilité civile a pour objet les restitutions, les dommages-intérêts et les frais, mais elle ne s'étend pas aux amendes, sauf les cas exceptés par la loi (53). III) L'amende ne passe pas aux héritiers du prévenu ou du condamné. En conséquence, elle ne peut être prononcée contre les héritiers; car l'action publique s'éteint par la mort du prévenu. Ainsi, lorsque ce dernier est décédé sans avoir encore été condamné, ou après sa condamnation, mais avant que celle-ci eût acquis force de chose jugée, l'action publique est anéantie. Que si le délinquant est décédé après la condamnation devenue irrévocable, le recouvrement de l'amende ne peut être poursuivi contre les héritiers; car toute peine s'éteint par la mort du condamné (54). Cependant, par exception à la règle, les amendes qui ont un caractère mixte, passent aux héritiers du condamné (n° 773).

(52) Loi du 6 avril 1843, sur la répression de la fraude en matière de douanes (art. 28.). Loi du 20 mai 1846, sur la vente publique, par enchères, de marchandises neuves (art. 9). Code forestier du 20 décembre 1854 (art. 175 et 174).

(53) Liège, 19 décembre 1849. Nous verrons dans le paragraphe suivant que la responsabilité civile s'applique quelquefois aux amendes établies pour assurer la perception des droits fiscaux. La responsabilité civile comprend même des amendes qui n'ont pas ce caractère. Telles sont particulièrement les amendes prononcées pour infractions aux lois forestières (art. 175 et 174 Code for.); ainsi que les amendes que les greffiers adjoints ont encourues dans l'exercice de leurs fonctions et dont les greffiers en chef des cours d'appel et les greffiers des tribunaux de première instance sont responsables (art. 59 du décret du 6 juillet et art. 27 du décret du 18 août 1810). Ces dérogations au droit commun sont d'autant moins justifiables, que ces amendes sont exclusivement pénales. En effet, l'art. 171 du Code forest. déclare nettement que « les peines établies par la présente loi sont appliquées sans préjudice aux restitutions et dommages-intérêts, s'il y a lieu. » Pareillement, les décrets précités comprennent dans la responsabilité des greffiers, indépendamment des amendes, les restitutions, dépens et dommages-intérêts résultant des infractions dont leurs adjoints se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions.

(54) Art. 2 C. cr. Art. 86 C. p. On ne pourrait même plus poursuivre contre les héritiers le recouvrement des amendes prononcées en matière de poids et mesures, amendes qui, aux termes de la loi du 1^{er} octobre 1835, sont partagées par moitié entre les employés verbalisant et l'État.

§ V. Règles particulières.

772. La matière des amendes répressives est encore régie par quelques autres principes qui ne dérivent pas de la nature de ces pénalités. I) Lorsqu'une loi spéciale a omis de fixer la quotité de l'amende, le juge ne doit appliquer qu'une amende de police. Cette règle, introduite par la jurisprudence, mérite d'être adoptée. En effet, les amendes arbitraires sont bannies de notre législation, et dès lors, dans le doute, il y a lieu de réduire l'amende indéterminée au taux des plus faibles amendes, celles de police (55). Il faut cependant excepter le cas où il résulte clairement des dispositions de la loi qu'elle a voulu édicter une amende correctionnelle : soit qu'elle ait cumulé une amende avec un emprisonnement correctionnel, soit qu'elle ait révélé cette intention par d'autres indications (56); car alors il faut appliquer le minimum de cette espèce d'amende. II) Si les biens du condamné sont insuffisants pour couvrir les condamnations à l'amende, aux restitutions et aux dommages-intérêts, les deux dernières condamnations ont la préférence. En cas de concurrence de l'amende avec les frais de justice dus à l'État, les paiements faits par les condamnés sont imputés en premier lieu sur ces frais (57). Remarquez enfin III) qu'à défaut de paiement, l'amende peut être remplacée par un emprisonnement dont la durée est déterminée par l'arrêt ou le jugement de condamnation (58).

(55) Art. 32, tit. XXVII de l'ordonnance de 1669. Cass. Belg. 8 juillet 1844.

(56) Art. 192 C. civ. (*une amende proportionnée à leur fortune*). Tribunal correct. de Gand, 14 avril 1877.

(57) Art. 49 C. p.

(58) Conformément à l'adage : *qui non tuil in aere, luat in corpore*. Art. 40 et 41 C. p.

§ VI. Des amendes qui ont un caractère mixte.

773. Le caractère essentiellement pénal des amendes, avec les conséquences qui en découlent, est accepté comme règle générale. Mais la jurisprudence prétend que, dans certaines matières fiscales, c'est-à-dire en matière de douanes, d'accises et d'impôts directs (59), un caractère civil vient se mêler au caractère répressif de l'amende, que celle-ci est tout ensemble une peine et la réparation du dommage que la fraude a fait éprouver au Trésor. Cette doctrine est dénuée de fondement. En effet, aux termes du Code pénal (art. 44), la condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et des dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties. Ce principe qui dépouille les amendes de tout caractère de réparation civile, doit recevoir son application aux amendes portées par des lois particulières (art. 100), et partant aussi à celles qui sont édictées par les lois fiscales, ces lois ne dérogeant pas au principe du Code pénal (40). En conséquence, si l'État ne

(59) Il est évident qu'il ne peut être question ici des amendes édictées par des lois fiscales dont l'exécution est confiée à l'administration de l'enregistrement et des domaines, ces amendes ayant un caractère purement civil (n° 764).

(40) Pour justifier le système consacré par la jurisprudence, on invoque, d'abord, l'art. 251 de la loi du 26 août 1822, sur les douanes et accises, qui étend la responsabilité civile aux amendes prononcées pour contraventions à cette loi. — De cette dérogation au principe en vertu duquel les amendes sont personnelles, il ne suit point que, en matière fiscale, elles constituent des réparations civiles. On serait d'autant moins autorisé à en tirer cette conséquence, que des lois particulières déclarent certaines personnes civilement responsables des amendes édictées par ces lois, bien que ces amendes aient un caractère purement pénal (n° 771 note 33). — On se fonde, ensuite, sur cette considération que, en matière de douanes et accises, l'administration a la faculté de transiger avec le contrevenant sur l'amende; ce qui serait inadmissible, si celle-ci n'avait pas un caractère civil. — L'administration est autorisée à transiger non seulement sur l'amende, mais encore sur l'emprisonnement, et cependant l'emprisonnement ne cesse pas d'être une peine proprement dite. Brux., 5 novembre 1840. La loi accorde à l'admi-

trouvait pas, dans le paiement des droits et dans la confiscation des objets et des instruments de la fraude, la réparation du préjudice qu'il a éprouvé, l'administration serait en droit de la réclamer indépendamment de l'amende, et les tribunaux seraient tenus de statuer sur sa réclamation. En effet, quelle que soit la difficulté d'estimation, les juges doivent, par tous les moyens d'instruction qu'ils ont à leur disposition, arriver à déterminer une somme quelconque; car la difficulté d'apprécier le dommage causé ne rend pas non recevable l'action en réparation de ce dommage.

774. La doctrine qui, dans les matières fiscales que nous venons d'indiquer, attribue aux amendes un caractère mixte, a été adoptée par le législateur belge; nous devons donc l'admettre, bien qu'elle ne soit consacrée par aucun texte formel de loi (41). Ce système constituant une dérogation au droit commun, dérogation exclusivement fondée sur des considérations fiscales, son application doit strictement

nistration le droit de transiger, parce qu'elle veut ménager les contribuables qui ont contrevenu à ses dispositions par erreur ou négligence, sans dessein frauduleux. — On ajoute qu'en cette matière, l'administration est partie poursuivante et que c'est à elle qu'il appartient de requérir l'application des peines d'amende et de confiscation. Art. 247 de la loi du 26 août 1822. — Ce droit lui est conféré parce que, seule, elle est à même d'apprécier la gravité de l'infraction, l'utilité et l'opportunité des poursuites. Le Code forestier (art. 120, 133, 144) accorde également aux agents forestiers, même pour l'application des peines, une action principale et indépendante de celle du ministère public, et cependant ce Code n'est pas une loi fiscale dans le sens que l'on doit attacher à ce terme suivant le nouveau Code pénal (n° 769 note 27). — On prétend, enfin, qu'en matière fiscale l'amende a été élevée à un taux aussi considérable uniquement à titre de réparation du tort que l'on peut faire à l'État. — Mais il fallait, en cette matière, une peine beaucoup plus forte qu'en matière ordinaire pour empêcher la fraude, à raison précisément des profits énormes que l'on peut réaliser.

(41) Les documents parlementaires qui constatent l'opinion des Chambres sur le caractère exceptionnel des amendes en matière fiscale, sont indiqués par NRELS, dans la *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, pp. XLIII et XLVIII (notes sur les art. 86 et 100), et réunis dans le *Code pénal interprété*, tome 1^{er} p. 231 à 240.

se renfermer dans les limites que le législateur lui a assignées (42). Conformément à cette règle, on ne peut admettre d'autres conséquences du principe adopté, que celles qui sont spécialement énoncées, soit dans le Code pénal même, soit dans les documents parlementaires, et que le législateur a voulu consacrer. Ces conséquences se réduisent aux deux que voici. D'abord, les amendes fiscales ne sont point susceptibles de réduction, ni à raison d'une excuse ou de circonstances atténuantes, ni dans les cas de concours de plusieurs infractions (43). Ensuite, le recouvrement des amendes fiscales peut être poursuivi contre les héritiers du coupable condamné par un jugement passé en force de chose jugée, ces amendes étant une dette de la succession (44).

(42) Art. 100 § 2 C. p. Quoique, dans les rapports et discussions parlementaires, on ait particulièrement mentionné les amendes encourues en matière de douanes et accises, on doit appliquer aussi le principe adopté par les Chambres aux peines pécuniaires, édictées pour assurer la perception des impôts directs, c'est-à-dire de la contribution personnelle et du droit de patente (n° 764 et 769); mais on ne peut l'étendre à d'autres amendes (n° 769 note 27).

(43) Telle est la disposition formelle du § 2 de l'art. 100 C. p., qui porte : « Cette application (des dispositions générales du Code pénal) ne se fera pas lorsqu'elle aurait pour effet de réduire des peines pécuniaires établies pour assurer la perception des droits fiscaux. »

(44) Cette conséquence n'est consacrée par aucun texte de loi; mais elle a été expressément reconnue dans les rapports et les discussions parlementaires qui forment le commentaire législatif des art. 86 et 100 C. p. Dans le projet, le principe énoncé dans l'art. 86 (« Les peines prononcées par des arrêts ou jugements devenus irrévocables s'éteignent par la mort du condamné, ») admettait deux exceptions dont l'une était relative à l'amende, l'autre à la confiscation spéciale. Le paragraphe dudit article, établissant ces dérogations, fut supprimé par les Chambres qui s'appuyaient, pour ce qui concerne spécialement les peines pécuniaires, sur cette considération que, dans les matières ordinaires, l'amende ayant un caractère exclusivement pénal, devait s'éteindre par la mort du condamné, comme les autres peines; et que, par rapport aux amendes fiscales, le paragraphe restrictif de l'art. 86 devenait inutile en présence de la nouvelle rédaction donnée à l'art. 100 (Voir ci-dessus la note 43). Ce dernier motif est évidemment erroné. En effet, si l'on voulait fonder le système de la transmissibilité des amendes en matière fiscale sur la disposition du § 2 de l'art. 100, on il faudrait admettre

775. Sauf les deux exceptions que nous venons d'indiquer, les principes qui régissent les amendes pénales doivent recevoir leur application aux amendes établies pour assurer la perception des droits fiscaux. Ces dernières doivent donc être prononcées séparément contre chacun des condamnés à raison de la même infraction; elles ne peuvent être poursuivies contre les héritiers du prévenu décédé; la solidarité ne s'applique pas à ces sortes d'amendes, sauf les cas formellement exceptés par une disposition spéciale de la loi (45); à défaut de paiement, elles peuvent être remplacées par l'emprisonnement subsidiaire; et elles se prescrivent conformément aux dispositions du Code pénal (n° 767 note 19). Il est incontestable, au reste, que les causes qui font disparaître la culpabilité de l'agent, et particulièrement le défaut de discernement, excluent l'application des amendes fiscales, comme de toute autre peine (46). Quant à l'extension de la responsabilité civile aux amendes fiscales, elle n'a pas été consacrée par le législateur belge comme une conséquence

que, dans ce paragraphe, le mot *réduire* comprend le mot *éteindre*, ce qui serait inadmissible; ou l'on devrait soutenir que, les amendes fiscales n'étant pas susceptible de réduction, ne peuvent non plus s'éteindre par la mort du condamné, ce qui serait donner à une loi pénale une application extensive, application qui blesserait les principes fondamentaux du droit pénal. Pour justifier la transmissibilité exceptionnelle des amendes fiscales, on doit donc se borner à invoquer la suppression du § 2 de l'art. 86, et dire que ce paragraphe a été supprimé, parce que, dans les matières ordinaires, les amendes ont un caractère exclusivement pénal, tandis que, en matière fiscale, elles sont, dans l'opinion du législateur, des réparations civiles, aussi bien que des peines.

(45) Loi du 6 avril 1843, sur la répression de la fraude en matière de douanes (art. 28 § 2).

(46) Suivant la jurisprudence de la cour de cassation de France, l'amende fiscale peut même être prononcée contre le mineur de seize ans, acquitté pour défaut de discernement. Cass. 18 mars 1842. Mais la doctrine contraire a été soutenue par l'honorable M. E. PIREZ, rapporteur à la chambre des représentants. *Législ. crim. de la Belg.*, Tome 1^{er}, p. 398. col. 2, verbis: *Les premières qui font disparaître l'infraction, etc.*, et p. 371, col. 2, verbis: *Nous ne croyons pas qu'il y ait inconvénient, etc.*

de la nature mixte de ces sortes d'amendes; elle ne forme donc pas la règle en cette matière; on ne doit l'admettre que lorsqu'elle est formellement établie par la loi (47).

ARTICLE II — De l'amende remplacée par l'emprisonnement.

§ I. Principes.

776. Lorsque la condamnation est devenue irrévocable, les peines pécuniaires constituent des créances au profit de l'État, tout en conservant leur caractère pénal. Le recouvrement de ces créances est poursuivi, à la diligence du receveur de l'enregistrement, sur les biens des condamnés, et l'amende, si elle n'est pas payée dans le délai légal, peut, même en matière fiscale (n° 775), être remplacée, sur la réquisition du ministère public, par un emprisonnement que le Code pénal appelle *subsidiaire* (1). Toutefois, cet emprisonnement n'est applicable qu'aux personnes condamnées à l'amende par les tribunaux de répression (n° 767). Ensuite, l'emprisonnement substitué à l'amende étant une peine corporelle, ne peut frapper les personnes civilement responsables de l'infraction, dans les cas exceptionnels où

(47) Art. 251 de la loi du 26 août 1822 sur les douanes et accises. Art. 15 de la loi du 1^{er} décembre 1849, sur le débit des boissons alcooliques.

(1) Art. 40 C. p. Plusieurs lois spéciales avaient déjà ordonné qu'à défaut de paiement l'amende pourrait être remplacée par l'emprisonnement. Loi rurale du 28 septembre-8 octobre 1791 (Tit. II, art. 3). Loi du 6 avril 1845, sur la répression de la fraude en matière de douanes (art. 27). Loi du 1^{er} décembre 1849, sur le débit des boissons alcooliques (art. 14). Loi du 26 février 1846, sur la chasse (art. 16). Code forestier (art. 151). Loi du 1^{er} octobre 1853, sur les poids et mesures (art. 18). Loi du 17 mars 1856 sur la falsification des substances alimentaires (art. 7). Loi du 9 juillet 1838, sur la pharmacopée belge (art. 10). Les dispositions de ces lois spéciales qui prononcent un emprisonnement subsidiaire en cas de non paiement de l'amende, ont été expressément abrogées, à l'exception de celles du Code forestier, par l'article final de la loi du 21 mars 1859, sur la contrainte par corps, loi qui avait mis en vigueur les dispositions du projet de Code pénal relatives à l'emprisonnement subsidiaire. Liège, 10 novembre 1859; Bruxelles, 26 mai 1860. En sens contraire, Gand, 5 novembre 1861.

la responsabilité civile s'étend aux amendes ; ces personnes peuvent seulement être poursuivies sur leurs biens, et elles ne peuvent plus l'être, quand l'amende est éteinte par l'emprisonnement subsidiaire du délinquant.

777. L'emprisonnement subsidiaire a sans doute pour but d'assurer le paiement de l'amende. Mais de là il ne suit point qu'il soit un mode particulier d'exécution, comme la contrainte par corps. L'emprisonnement subsidiaire assure le paiement de l'amende, comme la clause pénale garantit l'exécution de l'obligation principale (2). En effet, aux termes mêmes du Code pénal, cet emprisonnement, lorsque le ministère public juge nécessaire de le requérir, remplace l'amende ; de même que la peine stipulée, quand elle est exigée par le créancier, tient lieu du principal. On doit donc, en cette matière, appliquer par analogie les principes qui régissent les obligations avec clause pénale.

777^{bis}. Par application de ces principes, I) l'amende qui n'a pas été payée dans le délai légal, peut être remplacée par l'emprisonnement, qui est facultatif, et non pas obligatoire pour le ministère public. Cependant le droit accordé à ce dernier de ne pas faire subir au condamné cette peine subsidiaire, est limité par le but dans lequel celle-ci a été établie. Il est loisible, sans doute, au ministère public de donner du temps au condamné pour payer l'amende, s'il trouve que ce dernier est de bonne volonté et qu'il pourra dans la suite s'acquitter envers l'État, surtout quand il a déjà payé une partie de sa dette. Mais le ministère public

(2) Dans son rapport sur les art. 51 et 52 du projet (art. 40 et 41 C. p.), M. EUBANK PRAXZ s'exprime ainsi : « Si l'on veut qualifier la commination de l'emprisonnement subsidiaire d'après les termes du Code civil, on doit reconnaître qu'elle constitue une clause pénale dont le créancier peut toujours demander l'exécution, sans que le débiteur puisse l'offrir, et surtout s'en prévaloir pour se soustraire à l'obligation principale. » *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 373, note 1, col. 2.

est obligé de faire exécuter l'emprisonnement non seulement lorsque le condamné s'abstient de payer en cachant ses ressources, mais encore dans le cas où son insolvabilité est constatée ; car c'est principalement pour ce cas que l'emprisonnement a été édicté par la loi (3). Que si, à raison de circonstances particulières, le condamné reconnu insolvable mérite d'être exempté de l'emprisonnement subsidiaire, un arrêté royal doit lui faire remise de l'amende. II) Lorsque l'emprisonnement a été requis, l'administration ne peut plus entamer des poursuites sur les biens du condamné, ni reprendre les poursuites qu'elle aurait suspendues. III) Le condamné ne peut se soustraire aux poursuites sur ses biens en offrant de subir l'emprisonnement. D'un autre côté, la loi dérogeant aux principes, lui accorde la faculté de se libérer, dans tous les cas (4), de l'emprisonnement subsidiaire en payant l'amende. S'il n'en paye qu'une partie, le ministère public est autorisé à le retenir en prison pendant tout le temps fixé par le jugement. Mais comme, dans ce cas, il peut exempter de l'emprisonnement le condamné s'il est convaincu que celui-ci payera le reste, il doit avoir aussi le droit de le faire mettre en liberté. Enfin IV) le condamné qui a subi l'emprisonnement subsidiaire, est libéré de l'amende.

§ II. Dispositions réglementaires.

778. Le jugement ou l'arrêt de condamnation à l'amende

(3) *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 76, n° 163 ; p. 196, n° 85 ; p. 292, n° 50. On ne peut donc admettre l'opinion du ministre de la justice (M. BARA), qui a soutenu au sénat que, dans le cas d'insolvabilité reconnue du condamné, on s'abstiendra de lui faire subir l'emprisonnement ; que l'on n'y aura recours que lorsqu'il ne paye pas, parce qu'il y met de la mauvaise volonté et qu'il cache ses ressources. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 431, 2^{me} col.

(4) C'est-à-dire non seulement lorsque l'amende est payée avant l'incarcération, alors même que celle-ci a été requise ; mais encore dans le cas où l'emprisonnement a reçu un commencement d'exécution.

doit fixer la durée de l'emprisonnement subsidiaire pour le cas où il y aurait lieu d'y recourir, durée qui ne peut excéder six mois pour les condamnés à raison de crime, trois mois pour les condamnés à raison de délit, et trois jours pour les condamnés à raison de contravention⁽⁵⁾. Dès que la condamnation a acquis force de chose jugée, le receveur de l'enregistrement invite le condamné, par un avertissement préalable, à se libérer, dans la huitaine, des condamnations pécuniaires prononcées à sa charge. A l'expiration de ce délai, l'administration peut immédiatement, s'il y a lieu, exécuter les biens du condamné. A défaut de paiement dans le délai de deux mois à dater de l'arrêt ou du jugement, s'il est contradictoire, ou de sa signification, s'il est par défaut, le ministère public a la faculté de requérir l'emprisonnement du condamné, sans devoir préalablement faire signifier à ce dernier un commandement de payer l'amende ; pourvu que la condamnation soit devenue irrévocable. Cette condition est de droit, bien qu'elle ne soit pas énoncée dans l'art. 40 du Code pénal. L'amende n'est due, son recouvrement ne peut être poursuivi, par conséquent, elle ne peut être remplacée par l'emprisonnement, que lorsqu'elle est portée par un jugement ou arrêt passé en force de chose jugée⁽⁶⁾.

(5) D'après le projet du gouvernement, adopté par la chambre des représentants et par le sénat, la durée de l'emprisonnement subsidiaire en matière de police ne pouvait excéder sept jours. Lors de la révision du premier livre du nouveau Code pénal ce maximum, maintenu par la Chambre, fut réduit à trois jours par le sénat. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er} p. 416, art. 52. Cette réduction n'est pas logique. En effet, pour une amende de vingt-cinq francs, on ne peut prononcer qu'un emprisonnement de trois jours au plus ; tandis que, pour une amende de vingt-six francs, l'emprisonnement subsidiaire doit être de huit jours au moins. Bruxelles, 21 décembre 1867. Liège, 20 février, 4 mars, 8 mai 1868.

(6) A la vérité, dans sa réponse aux observations faites à la chambre des représentants par M. Lelièvre, qui réclamait en cette matière l'application

779. La peine de l'emprisonnement subsidiaire est exécutée sur la réquisition du ministère public près la cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation⁽⁷⁾. Les condamnés subissent ce supplément de peine dans la prison où ils ont subi la peine principale, et la réquisition s'exerce alors par voie de *recommandation*, c'est-à-dire en invitant le directeur de la prison à retenir sous les verroux, du chef de l'amende, le condamné dont la peine principale est expirée. Que s'il n'a été prononcé qu'une amende, l'emprisonnement à subir, à défaut de paiement, est assimilé à l'emprisonnement correctionnel ou de police, suivant que l'amende dépasse ou ne dépasse pas vingt-cinq francs. Dans le premier cas, le condamné était détenu dans une maison de correction ; dans le second cas, il était détenu dans une des prisons déterminées par le gouvernement⁽⁸⁾. Mais sous le régime des prisons, introduit depuis la publication du Code pénal, le condamné subit, dans l'un et l'autre cas, l'emprisonnement subsidiaire dans une maison de sûreté ou d'arrêt (n° 745).

SECTION II.

DES CONFISCATIONS.

ARTICLE PREMIER. — Des confiscations en général.

§ I. Observations préliminaires.

780. La confiscation est générale ou spéciale, selon qu'elle

des principes, le ministre de la justice (M. BARA) avait signalé l'inconvénient qui en résulterait dans le cas où le condamné par défaut formerait opposition au jugement ; mais ce haut fonctionnaire avait fini par déclarer : « Au surplus, nous sommes d'accord avec M. Lelièvre. » *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 537, n° 16.

(7) L'emprisonnement subsidiaire n'est pas, comme la contrainte par corps, un moyen d'exécution ; c'est une véritable peine qui, le cas échéant, remplace l'amende et dont l'exécution doit être requise, d'après l'avis de l'administration de l'enregistrement, par le ministère public.

(8) Art. 25 et 29 C. p.

a pour objet les biens du condamné ou des choses isolées. La première abolie, en 1790, par l'Assemblée constituante, et rétablie par le Code pénal de 1810, a été définitivement supprimée par la loi fondamentale du royaume des Pays-Bas et par la Constitution belge (1). La confiscation spéciale qui a été maintenue, ne frappe que des choses mobilières, elle ne s'applique pas aux immeubles. En effet, la confiscation d'un immeuble est une sorte de confiscation des biens, qui est formellement proscrite par la loi constitutionnelle. On ne pourrait donc confisquer ni l'immeuble mis en loterie sans autorisation légale, confiscation que le Code pénal remplace par une amende (2), ni la maison dans laquelle l'on a attiré la victime d'un assassinat; ni celle qui a servi à une séquestration arbitraire ou à la tenue de jeux prohibés, ni enfin l'immeuble livré par le corrupteur au fonctionnaire corrompu (3).

§ II. Des diverses espèces de confiscations.

781. Quelquefois la confiscation est simplement une réparation civile, un moyen d'indemniser certaines personnes lésées par des actes frauduleux qui ne sont pas érigés en délits par la loi. Ainsi, le possesseur d'un brevet d'invention peut poursuivre devant la juridiction civile ceux qui ont porté atteinte à ses droits; et, s'ils ont agi sciemment, les tribunaux doivent prononcer, au profit du breveté

(1) « La confiscation des biens ne peut avoir lieu pour quelque crime que ce soit. » Loi fondam. de 1815, art. 171. « La peine de la confiscation des biens ne peut être établie. » Constit. belge, art. 12.

(2) L'art. 42 C. p., qui indique les choses sujettes à confiscation, n'a en vue que des objets mobiliers. Conformément au principe constitutionnel qui s'oppose à la confiscation d'immeubles, l'art. 502 § 5 C. p. porte que, si un immeuble a été mis en loterie sans autorisation légale, la confiscation sera remplacée par une amende. *Législat. crim. de la Belg.*, t. II, p. 531, n° 53.

(3) Cela résulte des termes de l'art. 235 C. p., qui ordonne de remettre les choses confisquées aux hospices ou au bureau de bienfaisance.

ou de ses ayants droit, la confiscation des objets confectionnés en contravention du brevet, et des instruments et ustensiles spécialement destinés à leur confection, ou allouer une somme égale au prix des objets qui seraient déjà vendus (4). Ces sortes de confiscations, qui ont un caractère exclusivement civil, sont étrangères à notre sujet. Nous ne nous occuperons désormais que des confiscations prononcées pour crimes, délits ou contraventions.

782. Les confiscations dont parle le Code pénal, ont un double caractère. En effet, la confiscation spéciale est une peine proprement dite, toutes les fois qu'elle est édictée par la loi en considération du coupable, pour le punir. Le plus souvent elle est exclusivement pénale (5). Quelquefois cependant elle constitue tout ensemble une peine et une réparation civile, elle a pour but de frapper le délinquant et de réparer le préjudice que le délit a causé soit au Trésor (6), soit à des particuliers (7). Les mêmes principes sont généralement applicables aux confiscations pénales, qu'elles soient purement répressives ou mixtes. La confiscation spéciale n'a pas toujours le caractère d'une peine, bien qu'elle soit attachée à un fait délictueux; dans un grand nombre de cas, elle est une mesure d'ordre public, ordonnée par la loi pour retirer

(4) Art. 5 de la loi du 24 mai 1854, sur les brevets d'invention.

(5) Art. 235, 297, 502, 503 § 5, 552 n° 2, 555 n° 1, 557 n° 3, 561 n° 6, etc. Art. 9 de la loi du 26 février 1846, sur la chasse. Art. 9 de la loi du 20 mai 1846, sur la vente publique en détail des marchandises neuves. Art. 170 du Code forestier.

(6) Telles sont les confiscations ordonnées par les lois sur les douanes et accises et ayant pour objet les marchandises transportées, les choses fabriquées ou débitées en fraude des droits fiscaux, les voitures, bateaux et autres moyens de transport, les ustensiles et instruments de fabrication, etc.

(7) C'est ainsi qu'aux termes de l'art. 429 du Code pénal de 1810, qui est resté en vigueur avec les art. 425 à 428 de ce Code (n° 116, note 2), le produit des confiscations et les recettes confisquées sont remis au propriétaire pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il a souffert par le délit attentatoire à sa propriété littéraire ou artistique.

de la circulation des objets nuisibles ou dangereux (8). Nous exposerons d'abord les règles qui sont communes aux confiscations; nous traiterons ensuite séparément des confiscations qui ont un caractère pénal et de celles qui sont des mesures d'ordre public.

§ III. Règles communes aux confiscations.

783. La confiscation spéciale s'applique aux choses formant l'objet de l'infraction, consommée ou tentée (9), à celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre, et aux choses produites par l'infraction. Les choses qui forment l'objet de celle-ci sont les choses sur lesquelles le fait délictueux a été exécuté et que le Code pénal français comprend sous la dénomination de *corps du délit* (10). Pour être sujets à confiscation, il n'est point nécessaire que les instruments du délit aient réellement servi à le commettre (11); il suffit que l'agent s'en étant muni, n'ait pas eu besoin ou n'ait point trouvé l'occasion de s'en servir; sauf les cas spéciale-

(8) Telles que les substances vénéneuses; les armes prohibées; les monnaies contrefaites ou altérées; les effets publics, actions ou obligations fabriqués ou falsifiés; les boissons et comestibles gâtés ou corrompus; les timbres, poids ou mesures faux ou défendus par la loi; les images et livres obscènes, etc.

(9) La tentative de crime ou de délit est aussi une infraction.

(10) Voir le n° 290, note 10. Cette catégorie comprend les monnaies altérées, les billets de banque et autres effets falsifiés, les clefs altérées, les denrées alimentaires falsifiées ou corrompues, les marchandises introduites en contrebande, etc. Art. 161, 165, 167, 173 sqq., 297 (*choses fournies*), 299 (*imprimés quelconques*), 488, 497. Art. 502, 505, 505 (*fonds ou effets*), 518, 457, 503 C. p. Dans ces derniers articles la confiscation est expressément ordonnée.

(11) Les choses qui ont servi à commettre l'infraction sont, par exemple, les fausses clefs, les crochets ou autres instruments employés pour commettre un vol; les substances et les ustensiles employés pour fabriquer de la fausse monnaie; le poison, les armes qui ont servi pour commettre un empoisonnement, un assassinat, etc. Ces mêmes choses ont été destinées à commettre l'infraction, lorsque l'agent qui s'en était muni, n'a pas eu l'occasion ou n'a pas eu besoin de s'en servir.

ment exceptés par la loi (12). Les choses produites par l'infraction sont celles que le délinquant a fabriquées en violation de la loi (13). Nous examinerons plus loin la question de savoir si, pour être soumises à la confiscation, les choses que nous venons d'énumérer, doivent appartenir au condamné.

784. La confiscation spéciale doit toujours être prononcée pour *crime* ou pour *délit*, alors même qu'elle n'est pas expressément ordonnée par la loi qui punit ce crime ou ce délit (14). Toutefois, cette règle n'est pas absolue. En effet, lorsqu'il s'agit d'une infraction réprimée par une loi spéciale et antérieure au nouveau Code pénal, la confiscation ne peut être prononcée que lorsqu'elle est formellement prescrite ou autorisée par cette loi (15). En matière de *contraven-*

(12) Ainsi, dans le cas où l'on a tenu une maison de jeu de hasard, l'art. 503 C. p. ordonne la confiscation des fonds ou effets qui sont trouvés exposés au jeu, c'est-à-dire qui sont trouvés sur la table de jeu au moment de la constatation du délit; mais il n'autorise pas la confiscation des sommes dont les employés des jeux se trouvent nantis à ce moment, bien que ces sommes soient des choses destinées à commettre le délit.

(13) Telles que les monnaies, les billets de banque ou autres effets, les sceaux, timbres, marques et poinçons fabriqués; les livres, compositions musicales, dessins, peintures contrefaits; les choses fabriquées en fraude des droits fiscaux, etc.

(14) Art. 45 C. p. Plusieurs articles du Code pénal, relatifs à des crimes ou des délits, ordonnent, par une disposition formelle, la confiscation de certains objets. Art. 255, 502, 505, 505, 518, 457, 505. Mais le juge doit la prononcer pour tous les autres crimes ou délits prévus par le Code pénal.

(15) Plusieurs lois particulières, antérieures au Code pénal de 1867, punissent certains faits d'un emprisonnement ou d'une amende qui leur imprimant le caractère de *délits*, sans attacher à la peine principale la confiscation, bien que dans les faits punis il y ait matière à confiscation. L'art. 100 C. p. rend-il l'art. 45 de ce Code applicable à ces infractions? Nous ne le pensons point. Suivant le Code pénal de 1810, la confiscation spéciale ne pouvait être prononcée, tant en matière de crimes et de délits qu'en matière de contraventions, que dans le cas où elle était ordonnée ou autorisée par la loi (CHAUVÉAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, n° 510). Sous l'empire de l'ancien Code, le législateur qui ne voulait pas attacher la confiscation à certaines infractions, n'avait donc pas besoin de l'exclure par une disposition formelle; il lui suffisait de ne pas l'édictier. Il suit de là que le silence gardé sur la

tions, le juge ne doit l'ordonner que dans les cas déterminés par la loi⁽¹⁶⁾. La confiscation est prononcée au profit de l'État, qui doit quelquefois remettre les objets confisqués soit à un établissement public, soit aux personnes lésées par le délit (n° 782), et qui les anéantit s'ils sont nuisibles ou dangereux⁽¹⁷⁾. Le juge n'est autorisé qu'à prononcer la confiscation des objets déterminés soit d'une manière générale par l'art. 42 du Code pénal, soit spécialement par d'autres articles de ce Code ou par des lois particulières; il ne peut condamner le prévenu au payement de la valeur présumée des objets dont la confiscation est prescrite, mais qui ne sont pas représentés, à moins qu'une disposition formelle ne déroge à cette règle⁽¹⁸⁾. Au surplus, la confiscation spéciale ne peut être ordonnée par un arrêté royal, et moins encore par un règlement provincial ou communal; car aucune loi n'autorise le roi, les conseils provinciaux ou communaux à l'établir⁽¹⁹⁾.

785. Les objets déterminés par la loi ne doivent pas avoir été réellement saisis pour que le juge puisse en prononcer la confiscation; il suffit qu'ils aient été mis à la disposition de la justice de manière que celle-ci puisse les appréhender partout où elle le voudra. La mainmise judiciaire, qui est une saisie intellectuelle ou idéale, s'opère dès que, dans le

confiscation par une loi particulière et antérieure au nouveau Code, doit, sous l'empire de ce Code, avoir l'effet d'une disposition dérogatoire à la règle établie par l'art. 100 du Code pénal belge.

(16) Art. 552 n° 2; 553 n° 1; 557 n° 3; 561 n° 3, 4 et 6; 563 n° 1 C. p.

(17) Art. 253, 505, § dern., 437, 503, 561 n° 3 C. p. Art. 4 § 5, art. 3 § 2 de la loi du 26 février 1846, sur la chasse. Art. 429 C. p. de 1810.

(18) Art. 9 de la loi du 26 février 1846, sur la chasse, et art. 5 de la loi du 24 mai 1854, sur les brevets d'invention.

(19) A la vérité, les *peines de police* que le conseil communal est autorisé à édicter, comprennent la confiscation spéciale (art. 7 C. p.); mais il résulte de l'art. 4 de la loi du 6 mars 1813, modifié par l'art. 78 de la loi communale, que ce dernier article n'a en vue que l'emprisonnement et l'amende de police. Cass. Belg. 14 août 1845.

procès-verbal constatant l'infraction, les objets sont désignés avec une clarté et une précision telles qu'il ne subsiste aucun doute sur leur identité. Lorsqu'une saisie réelle des choses sujettes à confiscation n'a pas eu lieu, le verbalisant les ayant laissées entre les mains de l'inculpé qui en est constitué gardien, la description exacte que donne de ces choses le procès-verbal, fournira les éléments nécessaires au juge pour en prononcer la confiscation, et au receveur de l'enregistrement pour en poursuivre le recouvrement sur la réquisition du ministère public⁽²⁰⁾. Toutefois, si les objets dont la loi ordonne la confiscation, sont de telle nature qu'il est impossible ou trop difficile d'en constater l'identité, la saisie réelle et préalable de ces objets est une condition de la confiscation⁽²¹⁾.

ARTICLE II. — Des confiscations en particulier.

§ I. Des confiscations pénales. Principes.

786. La confiscation qui a un caractère répressif, est soumise à toutes les règles qui concernent les peines proprement dites. Les juges ne sont donc autorisés à l'ordonner

(20) La question de savoir si les objets dont il s'agit doivent avoir été préalablement saisis pour que le juge puisse en prononcer la confiscation, présentait des difficultés sous le régime du Code pénal de 1810. D'une part, en effet, les art. 470, 472, 477 et 481 de ce Code, qui ont pour objet des *contraventions*, parlent de *choses saisies*, d'objets qui seront saisis et confisqués. D'un autre côté, l'art. 11 du même Code, relatif aux *crimes et aux délits*, et l'art. 197, C. cr. qui concerne la procédure devant les tribunaux correctionnels, ne font aucune mention de *saisie*. Ce dernier article suppose même une simple mainmise judiciaire ou saisie intellectuelle. Pour prévenir tout malentendu, le législateur belge a soin d'éviter les termes *objets saisis*. Voir *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1, p. 77, n° 164, II, et CARMAY, *Traité des contraventions de police*, n° 49.

(21) Cette catégorie comprend, par exemple, les scies, les haches, les serpes, cognées et autres instruments qui ont servi à commettre un délit forestier, et dont l'art. 170 du Code forestier ordonne la *saisie* et la confiscation.

que si le prévenu est déclaré coupable, et ils ne peuvent la prononcer contre ses héritiers, à qui les objets sujets à confiscation et réellement saisis doivent être restitués. Mais la confiscation frappe les héritiers du prévenu condamné par un jugement passé en force de chose jugée avant son décès. En effet, le jugement qui ordonne la confiscation à titre de peine, est attributif de propriété. L'État est donc propriétaire des objets dont la confiscation a été prononcée, et son droit acquis ne peut lui être enlevé par la mort du délinquant, postérieure à la condamnation. En conséquence, si ces objets ont été réellement saisis, il est évident que le décès du condamné ne peut imposer à l'État l'obligation de restituer ces mêmes objets. La saisie constituant une exécution préalable, confirmée ensuite par le jugement, tout a été irrévocablement terminé avant le décès du condamné. Que si le jugement a ordonné la confiscation des choses placées sous la main de la justice par un procès-verbal, l'État, investi du droit de propriété, peut en poursuivre le recouvrement contre les héritiers, et même contre des tiers qui ne seraient pas couverts par une possession légale⁽¹⁾. Quoique le jugement de condamnation transfère à l'État la propriété des choses confisquées, cependant la confiscation spéciale se prescrit d'après les dispositions du Code pénal, alors même qu'elle a un caractère mixte ; car si elle

(1) Le projet de l'art. 86 C. p. portait : « Les peines... s'éteignent par la mort du condamné... à l'exception de la confiscation de certains objets dont la propriété restera acquise à l'État nonobstant le décès du condamné. » Les mots : *restera acquise*, ne supposent nullement que l'État est déjà en possession de la chose déclarée confisquée. En effet, dans le système du projet, adopté par les Chambres, c'est le jugement de condamnation qui confère à l'État la propriété de la chose, saisie ou non, et cette propriété lui reste acquise nonobstant la mort du condamné, postérieure à la condamnation. Cette exception a été retranchée, parce que les Chambres l'ont considérée comme étant de droit. *Nyckls, Législat. crim. de la Belg.*, t. I^{er}, p. XLIII, notes sur l'art. 86, et *Code pénal interprété*, t. I^{er}, p. 196 à 199.

sert, dans certains cas, à indemniser le Trésor ou les particuliers lésés par le délit, elle n'en est pas moins une peine⁽²⁾.

§ II. Conditions des confiscations pénales. Première condition.

787. Pour que les choses formant l'objet de l'infraction et celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre puissent être confisquées, il faut que la propriété en appartienne au condamné⁽³⁾. Cette condition requise par le Code pénal s'applique également à la confiscation édictée par des lois spéciales, bien que celles-ci ne l'expriment point⁽⁴⁾, et alors même qu'elle constitue à la fois une peine et une réparation civile, telle que la confiscation en matière fiscale⁽⁵⁾. Toutefois, en défendant aux cours et tribunaux d'ordonner la confiscation des choses qui n'appartiennent pas au condamné, le législateur suppose qu'elles ont fait l'objet de l'infraction, qu'elles ont servi ou ont été destinées à la commettre sans la connivence du propriétaire. Si donc ce

(2) « Les peines... de l'amende et de la confiscation spéciale se prescrivent dans les délais fixés par les articles précédents, selon qu'elles sont prononcées pour crimes, délits ou contraventions. » Art. 94 C. p.

(3) En conséquence, pour ce qui concerne les choses faisant l'objet de l'infraction, on ne confisquera ni les choses volées, extorquées ou escroquées, ni les objets mobiliers auxquels on a mis le feu et qui appartiennent à autrui. Mais si, dans un dessein méchant ou frauduleux, le propriétaire avait tenté d'incendier des récoltes coupées ou des bois abattus et mis en tas ou en stères, la confiscation devrait être prononcée, pourvu que ces objets appartiennent exclusivement au délinquant.

(4) Art. 42 n° 1 et art. 100 C. p. Cette condition n'est point requise lorsque la confiscation a le caractère d'une mesure d'ordre public (n° 791 et 792).

(5) La disposition de l'art. 42 n° 1 C. p. doit donc recevoir son application dans les cas prévus par l'art. 64 de la loi du 4 avril 1843, sur les sucres, et par les art. 22 et 24 de la loi du 6 avril 1843, sur la répression de la fraude en matière de douanes, qui ordonnent indistinctement la confiscation des objets transportés en fraude des droits, ainsi que des moyens de transport ; et la jurisprudence de la cour de cassation qui décide qu'il n'est point nécessaire que le contrevenant en soit propriétaire (Cass. Belg. 9 août 1838), ne peut être maintenue sous le Code pénal de 1867.

dernier les a fournies sciemment, en vue de l'infraction, elles doivent être confisquées. Cette décision ne souffre point de doute, quand il s'agit d'un crime ou d'un délit de droit commun; car alors le propriétaire est condamné lui-même comme complice, et, s'il y a provoqué, comme coauteur du crime ou du délit. Il en est autrement, lorsque le fait qui est l'objet des poursuites, constitue soit une simple contravention, soit un crime ou un délit prévu par une loi spéciale, les dispositions du Code pénal relatives à la participation criminelle n'étant pas applicables en ces matières. Mais il n'en est pas moins vrai que le législateur n'a eu en vue que le cas où le propriétaire ignorait l'usage auquel la chose devait servir. Au reste, il est incontestable que, dans l'hypothèse indiquée, la confiscation doit être prononcée, lorsqu'elle est ordonnée par des lois fiscales, le propriétaire ayant volontairement contribué au préjudice que la fraude a causé à l'État et que la confiscation est destinée à réparer (6).

788. Pour ce qui concerne les choses produites par l'infraction, le Code pénal en ordonne la confiscation sans exiger que la propriété en appartienne au condamné. La plupart de ces choses étant nuisibles ou dangereuses, sont confisquées par mesure d'ordre public, quel qu'en soit le possesseur. Quant aux produits de l'infraction qui ne rentrent point dans cette catégorie, la confiscation doit en être prononcée contre le délinquant qui les possède, et même contre les tiers auxquels il les a transmis et qui ne sont pas protégés par la possession légale (7).

(6) Ainsi, les marchandises que le propriétaire a tenté de faire introduire par ses agents, doivent être confisquées, bien qu'elles n'appartiennent pas à ces derniers. Il en est de même des moyens de transport, employés à la fraude et fournis sciemment par le propriétaire.

(7) La confiscation ne peut donc avoir lieu si le délinquant a vendu les

§ III. Deuxième condition.

789. En matière criminelle et en matière correctionnelle, la confiscation ne doit être prononcée que si l'infraction qu'il s'agit de punir, est intentionnelle. Tout crime suppose l'intention de le commettre. Mais quelquefois la loi érige en délits des faits commis par simple faute. La peine de la confiscation n'est pas applicable aux délits non intentionnels. On ne pourra donc confisquer le cheval ou la voiture qui, par l'imprudence ou la maladresse du maître, a causé la mort ou la mutilation d'une personne, ni l'arme à feu au moyen de laquelle un imprudent chasseur a tué un homme. La condition que nous venons d'énoncer et qui est implicitement requise par le Code pénal (8), s'applique aux délits prévus soit par ce Code, soit par des lois particulières; à moins toutefois que celles-ci n'ordonnent la confiscation pour des délits punissables alors même qu'ils sont le résultat d'une simple faute. L'exception comprend spécialement les confiscations qui sont prescrites par des lois fiscales et que les tribunaux doivent prononcer, bien que l'agent ait enfreint la loi sans dessein frauduleux; d'autant plus que ces sortes de confiscations constituent à la fois des peines et des réparations civiles, et que le dommage causé par dol ou par faute doit être réparé. Enfin, pour ce qui concerne les *contraventions*, la confiscation ne peut être prononcée que dans les cas déterminés par la loi, qui attache cette pénalité accessoire même à des contraventions non intentionnelles (9).

exemplaires de l'ouvrage imprimé en violation de la propriété, les sucres ou les boissons fabriqués en fraude des droits fiscaux.

(8) L'art. 42 soumet à la confiscation les choses qui ont servi ou qui ont été destinées à commettre l'infraction. Or, l'agent qui s'est servi ou qui avait destiné telle chose à commettre un crime ou un délit, doit nécessairement avoir eu l'intention de le commettre.

(9) Art. 552 n° 2, 553 n° 1, 561 n° 2 et 3 C. p.

§ IV. Troisième condition.

790. La confiscation, comme toute autre peine, suppose une infraction, qui commence dès que l'exécution est commencée, et prend fin quand celle-ci est achevée; à moins que l'infraction ne soit continue, car alors elle se prolonge, tant que l'état permanent de criminalité subsiste. La confiscation ne peut donc atteindre ni les objets destinés à commettre une infraction qui n'a pas reçu un commencement d'exécution, ni les choses employées par le coupable avant le commencement d'exécution, pour faciliter celle-ci, ou après la consommation du crime, pour en assurer les résultats. Mais, lorsque l'infraction est continue, les objets qui ont servi ou qui ont été destinés à la prolonger, sont sujets à confiscation. Un vol a été commis. Évidemment le cheval sur lequel le coupable est accouru au lieu où il a commis le vol, ne peut être confisqué. Le voleur s'est servi d'une charrette pour transporter les objets volés, de la maison où il les avait soustraits, dans la sienne ou dans tout autre lieu de sûreté. La confiscation de la charrette ne peut être prononcée; car le vol est consommé par la soustraction, c'est-à-dire par la prise de possession de la chose d'autrui. Mais supposons qu'un tiers n'ayant pris aucune part au vol, ait, de concert avec le voleur, transporté, sur une charrette, les objets volés. La charrette devra être confisquée. En effet, le tiers est complice du vol que le Code pénal considère, dans cette hypothèse, comme une infraction continue qui se prolonge pendant la durée du transport des objets volés (n° 361).

§ V. Des confiscations prescrites par mesure d'ordre public.

791. La confiscation spéciale qui est une mesure d'ordre public, doit atteindre les choses qui y sont soumises, tant qu'elles existent et partout où elles se trouvent; elle doit les atteindre entre les mains d'un prévenu acquitté, entre les mains des héritiers du délinquant décédé avant ou après la condamnation, et même entre les mains des tiers à qui ce dernier les aurait transmises. En effet, lorsque la loi veut frapper directement, non pas l'agent, mais les objets mêmes dont elle ordonne la confiscation, celle-ci cesse d'être une peine; elle n'a rien de personnel; elle n'affecte que la chose qu'il importe à l'État de retirer de la circulation, et dont la propriété lui est acquise par le fait même qui donne lieu à la confiscation.

792. En vertu de ce principe, I) la confiscation des objets nuisibles ou dangereux doit être ordonnée, bien que l'agent ait commis le fait par simple faute, et quand même il n'en est pas coupable. Ainsi, l'on confisquera l'arme prohibée au moyen de laquelle il a tué ou blessé une personne par imprudence, et alors même qu'il a été en état de démence au moment de l'action, ou que, mineur de seize ans, il a agi sans discernement. On confisquera les monnaies contrefaites ou altérées, les billets de banque fabriqués ou falsifiés qu'une personne a reçus et émis de bonne foi, quoiqu'elle n'ait commis aucune infraction. Dans ces cas, en effet, les choses sujettes à confiscation sont le produit ou l'objet d'un crime ou d'un délit antérieur, commis intentionnellement par une autre personne (10). II) On doit ordonner la confis-

(10) En sens contraire, Cass. Belg., 12 février 1877 (*Belgique jud.* 1877, pp. 378, 379). Un individu poursuivi du chef de port d'arme prohibée, est acquitté, le fait constaté consistant uniquement en ce que l'arme a été

cation des choses dont il s'agit, bien qu'elles n'appartiennent pas au prévenu. Si le Code pénal (art. 42) n'autorise la confiscation des choses formant l'objet de l'infraction et de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre, que lorsqu'elles appartiennent au condamné, cette condition ne s'applique pas à celles que l'intérêt général commande de retirer de la circulation. III) Puisque la confiscation doit atteindre ces objets tant qu'ils existent, il s'ensuit qu'elle ne peut se prescrire. Aux termes du Code pénal (art. 94), la peine de la confiscation se prescrit dans les mêmes délais que la peine principale dont elle est l'accessoire. Cette disposition concerne donc la confiscation qui a un caractère pénal, soit exclusivement, soit en partie (confiscation mixte), et non pas celle qui est une mesure d'ordre public.

trouvée dans la maison du prévenu. Y-a-t-il lieu d'ordonner la confiscation de l'arme ? La cour de cassation décide qu'il n'y a pas lieu, par le motif que la loi ne défend pas d'avoir en sa possession une arme prohibée, et qu'elle punit seulement de la confiscation de l'arme le porteur de celle-ci. Art. 317, 318 C. p. Il est évident que le prévenu acquitté ne peut être puni de la confiscation de l'arme prohibée; mais cette confiscation n'a aucun caractère pénal, et le juge, au lieu de condamner le prévenu à la confiscation, doit se borner à ordonner celle-ci. A la vérité, l'art. 318 C. p. porte : « Dans les cas prévus par les articles précédents, les armes seront confisquées. » Mais pour qu'elles soient sujettes à confiscation, cet article n'exige point que les armes soient trouvées dans la possession du coupable, comme l'exige l'art. 303 C. p. en ce qui concerne les denrées alimentaires ou boissons falsifiées, qui ne sont pas de nature à altérer gravement la santé. Dans le cas dont nous parlons, il suffit que l'arme soit le produit ou l'objet d'une infraction, c'est-à-dire du délit consistant dans la fabrication ou dans le débit d'armes prohibées, et prévu par l'art. 316 C. p., pour qu'elle doive être confisquée en vertu de la disposition générale de l'art. 42, disposition à laquelle ni l'art. 318, ni l'art. 437 C. p. n'ont dérogé.

CHAPITRE V.

DES PEINES QUI EMPORTENT PRIVATION DE CERTAINS DROITS.

SECTION PREMIÈRE.

DES INCAPACITÉS PRONONCÉES PAR LES JUGES.

§ I. De la destitution.

793. Dans le système du Code pénal français, modifié en 1831 par la législation belge⁽¹⁾, toutes les peines criminelles emportent la dégradation civique ou l'infamie. Le nouveau Code pénal remplace celle-ci par la destitution et par l'interdiction de certains droits, politiques et civils. La destitution est prononcée en matière criminelle; mais le juge n'est pas toujours obligé de la prononcer. Tous arrêts de condamnation à la peine de mort, des travaux forcés, de la détention perpétuelle ou extraordinaire et de la reclusion, doivent porter contre les condamnés la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils sont revêtus⁽²⁾. La cour d'assises peut prononcer cette destitution contre les condamnés à la détention ordinaire. La destitution s'applique tout entière au présent; elle saisit l'accusé au

(1) « La mort civile est abolie; elle ne peut être rétablie. » Art. 13 de la Constit. « Les art. 28 (dégradation civique), 29, 30 et 31 (interdiction légale) du Code pénal de 1810 s'appliqueront aux individus qui seront condamnés à l'une des peines auxquelles ce Code attache la mort civile. » Décret du 11 février 1831.

(2) Art. 19 C. p. Par titres la loi entend les titres de noblesse, certains titres honorifiques, accordés à certains fonctionnaires, tels que les titres de ministre d'État, de conseiller honoraire, etc., et les titres attachés aux différents grades de l'Ordre de Léopold. Les grades sont les grades militaires. Parmi les fonctionnaires on doit compter les avocats attachés à la cour de cassation et aux diverses administrations publiques; les notaires, avoués et huissiers. Les offices publics comprennent les charges (*munera publica*) de membre d'un conseil de famille, de tuteur, subrogé tuteur, curateur, conseil judiciaire, administrateur provisoire. J. J. HAUS, *Exposé des motifs du Code pénal. Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 72, n° 152.

moment de la condamnation, en le dépouillant de ses fonctions et titres. C'est l'interdiction qui exerce ses effets sur l'avenir du condamné, en le frappant des incapacités déterminées par la loi (5).

§ II. De l'interdiction de certains droits.

794. L'interdiction dont il s'agit ici, enlève aux condamnés, en tout ou en partie, l'exercice du droit : 1° de remplir des fonctions, emplois ou offices publics ; 2° de vote, d'élection, d'éligibilité ; 3° de porter aucune décoration, aucun titre de noblesse ; 4° d'être juré, expert, témoin instrumentaire ou certificateur dans les actes ; de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ; 5° de faire partie d'aucun conseil de famille, d'être appelé aux fonctions de tuteur, subrogé tuteur ou curateur, si ce n'est de leurs enfants et sur l'avis conforme du conseil de famille ; comme aussi de remplir les fonctions de conseil judiciaire ou d'administrateur provisoire ; 6° de port d'armes, de faire partie de la garde civique ou de servir dans l'armée.

795. L'interdiction n'est pas une conséquence nécessaire de certaines condamnations, un effet que la loi y attache ; elle n'est encourue, comme la destitution, que lorsqu'elle est prononcée par les juges. Cette pénalité accessoire est divisible ou indivisible, obligatoire ou facultative, perpétuelle ou temporaire, suivant la nature des peines qu'elle accompagne. Tous arrêts de condamnation à la peine de mort ou aux travaux forcés doivent prononcer contre les condamnés l'interdiction à perpétuité de tous les droits que nous venons

(5) Art 51 à 54 C. p. Le Code pénal pour l'armée établit, en matière criminelle et correctionnelle, la *dégradation militaire*, applicable à tout militaire, et la *destitution*, qui ne s'applique qu'aux officiers. L'une et l'autre doivent être prononcées par les juges. Art. 3 à 7 C. p. milit.

d'énumérer (4). Les cours d'assises peuvent interdire, en tout ou en partie, à perpétuité ou pour dix ans à vingt ans, l'exercice de ces droits aux condamnés à la reclusion ou à la détention. Quant aux condamnés correctionnels, les cours et tribunaux sont autorisés à leur interdire, en tout ou en partie, l'exercice de ces mêmes droits pour un terme de cinq ans à dix ans, mais seulement dans les cas prévus par la loi (5).

796. Dans les cas où la loi autorise les cours et tribunaux à n'interdire au condamné que l'exercice d'une partie des droits énumérés à l'art. 51 du Code pénal, elle peut difficilement déterminer les incapacités que chaque crime ou délit mérite d'entraîner, et il lui est impossible de prévoir les innombrables circonstances qui modifient la criminalité de l'acte ou la culpabilité de l'agent. Il faut donc abandonner cette appréciation à la conscience éclairée des juges qui, en prenant en considération la nature et les circonstances du fait, interdiront aux condamnés l'exercice des droits qu'ils méritent de perdre. Quelquefois cependant la loi détermine elle-même, en matière correctionnelle, les droits dont l'exercice doit ou peut être interdit au condamné (6). En aucun cas, l'accusé ou le prévenu mineur de seize ans ou sourd-muet ne peut être condamné à l'interdiction (7).

(4) Que l'on ne s'étonne pas de la condamnation à l'interdiction d'un condamné à mort. Ce condamné peut, en effet, obtenir sa grâce, et alors il ne se trouverait pas en état d'interdiction, si celle-ci n'avait pas été prononcée contre lui. Ensuite, l'accusé peut être condamné à mort par contumace ou s'évader après sa condamnation contradictoire.

(5) Art. 51, 52 et 53. Art. 84, 111, 162, 165, 168, 184, 188, 202, 204, 206, 207, 209, 222, 226, 247 à 249, 274, 297, 298, 505, 523, 531, 568, 570, 440, 457, 465, 491, 493, 496, 505, 515 C. p.

(6) Art. 141, 147, 158, 159, 512, 578, 582. — Art. 254, 256, 257, 259, 245, 246, 254, 258 C. p. — (7) Art. 75 et 76 C. p.

§ III. *Du point de départ de l'interdiction.*

797. L'interdiction produit tous ses effets à compter du jour où le condamné a subi ou prescrit la peine principale (8). Avant cette époque, le condamné est généralement empêché par sa captivité ou son absence, selon qu'il subit ou prescrit sa peine, d'exercer les droits dont l'exercice lui est interdit. Cependant cet empêchement de fait ne s'applique pas à tous les droits qui font l'objet de l'interdiction ; quelques-uns de ces droits pourraient être exercés par le condamné, quoique détenu ou éloigné du pays (9). La loi serait en contradiction avec elle-même, si elle conservait au condamné, pendant qu'il subit ou prescrit sa peine, une capacité qu'elle lui enlève aussitôt que la peine est subie ou prescrite. Voilà pourquoi le Code pénal veut que l'interdiction produise, en outre, ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut est devenue irrévocable.

798. Ainsi, le condamné contradictoirement (10) ou par

(8) « La durée de l'interdiction, fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation, courra du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine. — L'interdiction produira, en outre, ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable. » Art. 34 C. p. La rédaction de cet article, introduit dans le Code par suite d'un amendement, laisse à désirer.

(9) Rien n'empêcherait, si la loi n'y mettait obstacle, un individu contre lequel l'interdiction a été prononcée par suite de sa condamnation à une peine emportant privation de la liberté, fût-ce même aux travaux forcés, et qui est détenu, de déposer en justice, non pour y donner de simples renseignements, mais comme témoin, sous la foi du serment. Une personne condamnée à l'emprisonnement correctionnel et à l'interdiction, si elle n'était pas destituée par le conseil de famille (art. 444 C. civ.), pourrait même continuer d'être tuteur, subrogé tuteur, etc., soit qu'elle subisse ou prescrive sa peine. Quant au condamné à une peine criminelle, il est de plein droit exclu de la tutelle. Art. 443, 426, 443, C. civ.

(10) La condamnation *contradictoire* comprend la condamnation soit à l'emprisonnement, soit à une peine criminelle. Toutefois, le condamné à une

défaut (11) qui subit sa peine, ne peut, pendant sa captivité, exercer aucun des droits qui font l'objet de l'interdiction et dont l'exercice est possible en prison. S'il ne subit pas sa peine, la même incapacité le frappe pendant les délais de la prescription. Toutefois, si l'interdiction est temporaire, la durée fixée par le jugement ou l'arrêt ne courra que du jour où le condamné a subi ou prescrit sa peine ; de telle sorte que le temps antérieur pendant lequel l'interdiction a produit partiellement ses effets, n'est pas imputé sur cette durée. Si celle-ci devait courir du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut était devenue irrévocable, l'interdiction serait souvent illusoire, le condamné étant mis, par sa captivité ou son absence, dans l'impossibilité d'exercer la plupart des droits dont elle lui enlève l'exercice (12).

799. Pour ce qui concerne le condamné par contumace, l'interdiction prononcée contre lui ne produit ses effets, et sa durée, si elle est temporaire, ne commence à courir qu'à compter du jour où la prescription de la peine principale étant acquise, la condamnation est devenue irrévocable. En effet, le contumax, suspendu de l'exercice

peine de cette nature ne pourrait guère, si l'art. 34 § 2 C. p. n'existait point, exercer d'autres droits parmi ceux qui font l'objet de l'interdiction, que le droit de déposer en justice comme témoin, pourvu qu'il fût détenu ; car s'il s'était évadé après la condamnation contradictoire, il serait empêché de fait de l'exercer.

(11) Le condamné par défaut peut avoir été arrêté ou s'être constitué prisonnier, comme le condamné contradictoirement peut s'être évadé.

(12) Un individu est condamné à cinq ans d'emprisonnement et à cinq ans d'interdiction. Pendant les cinq années de sa détention, il serait judiciairement privé des droits qu'il est généralement dans l'impossibilité d'exercer ; mais le jour où il sortirait de prison, il recouvrerait tous ces droits ; de manière que la justice aurait prononcé une interdiction à peu près illusoire. L'accusé condamné à la reclusion ou à la détention et à vingt ans d'interdiction, est fugitif ou latitant. Pendant la durée de la prescription, qui est de vingt ans, il serait légalement incapable d'exercer les droits que l'interdiction lui enlève et qu'il ne lui est pas possible d'exercer ; mais l'interdiction viendrait à cesser au moment où elle pourrait produire ses effets, c'est-à-dire lorsque la peine principale est prescrite.

des droits de citoyen en vertu d'une disposition du Code d'instruction criminelle, est par cela même incapable d'exercer, pendant la durée de la contumace, les droits qui font l'objet de l'interdiction prononcée contre lui. Dès qu'il se représente ou qu'il est arrêté, la condamnation qui n'est que provisoire, est anéantie de plein droit, et il est procédé à son égard dans la forme ordinaire, c'est-à-dire contradictoirement⁽¹³⁾. L'interdiction prononcée par contumace ne peut donc être utile, que lorsque la prescription de la peine est accomplie.

§ IV. Des autres incapacités prononcées par les juges.

800. Indépendamment des droits qui font l'objet de l'interdiction dont nous venons de parler, les juges sont chargés d'interdire l'exercice de quelques autres droits aux personnes condamnées pour certains crimes ou délits. I) Lorsqu'il s'agit d'attentat à la pudeur, de prostitution ou corruption de la jeunesse, si le fait a été commis par le père ou la mère, le coupable est privé des droits et avantages que lui accorde le Code civil sur la personne et sur les biens de l'enfant. II) Les personnes condamnées pour avoir falsifié des comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires, ou pour les avoir vendus, débités, exposés en vente, tenus dans leur magasin, boutique, etc., sachant qu'ils étaient falsifiés, sont privées de leur patente, et ne peuvent en obtenir une autre pendant la durée de leur peine⁽¹⁴⁾. III) Dans les circonstances déterminées par la loi, les juges sont obligés ou autorisés à prononcer l'interdiction temporaire du droit d'exercer la médecine ou du droit de débiter des médicaments⁽¹⁵⁾. IV) L'autorisation accordée par le gouvernement

(13) Art. 468 § 3 et 476 C. cr. Voir l'art. 443 C. civ.

(14) Art. 578 et 582; art. 487 § 2 et 502 § 2 C. p.

(15) Loi du 12 mars 1818, sur l'art de guérir, art. 19 à 21. Loi du 9 juillet 1858, sur la pharmacopée belge, art. 4 et 7.

d'ouvrir ou de diriger un établissement destiné aux aliénés, peut être retirée par le tribunal aux personnes qui l'ont obtenue et qui se sont rendues coupables d'une infraction à la loi sur le régime des aliénés⁽¹⁶⁾.

SECTION II.

DES INCAPACITÉS ATTACHÉES A CERTAINES CONDAMNATIONS PAR LA LOI.

§ I. Énumération de ces incapacités.

801. La destitution et l'interdiction des droits indiqués à la section précédente ne frappent les condamnés, que lorsqu'elles sont prononcées par les juges. Mais la loi attache à certaines condamnations des incapacités qui sont encourues de plein droit. En vertu du Code pénal, les individus condamnés à certaines peines criminelles sont en état d'interdiction légale, qui enlève au condamné la capacité d'administrer ses biens et d'en disposer, si ce n'est par testament; mais, en règle générale, elle ne pèse sur le condamné que pendant la durée de la peine à laquelle elle est attachée. Nous traiterons avec quelque détail de cette pénalité accessoire dans les paragraphes suivants de la présente section. Aux termes du Code civil, la condamnation à une peine criminelle emporte de plein droit l'exclusion ou la destitution de la tutelle, et partant aussi l'exclusion des conseils de famille, sauf toutefois la faveur accordée aux père et mère, qui sont bien alors déclus de la tutelle légitime, mais qui peuvent encore être nommés par la famille⁽¹⁾. Le même Code (art. 727)

(16) Art. 38 de la loi du 18 juin 1850, sur le régime des aliénés, modifiée par la loi du 28 décembre 1875. La première de ces deux lois a été réimprimée au *Moniteur* du 27 janvier 1874, avec les modifications résultant de la loi précitée de 1875. Voir *Pasinomie*, 1874, n° 16.

(1) Art. 453, 448 et 426 C. civ., combinés avec les art. 19, 51, 52 et 33 C. p. Voir supra les n° 795 note 2 et 794. Ainsi, l'exclusion ou la destitution sont

déclare indigne de succéder celui qui a été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt.

802. D'autres incapacités sont attachées à certaines condamnations par des lois particulières. I) Sont exclus de la garde civique les condamnés à des peines criminelles; les condamnés pour vol, banqueroute, escroquerie, abus de confiance, attentat aux mœurs, pour mendicité ou vagabondage; les individus condamnés à l'interdiction des droits politiques ou de certains droits civils, et ceux qui sont placés sous la surveillance spéciale de la police⁽²⁾. II) Sont exclus du service de la milice les individus condamnés à la dégradation militaire, ainsi que ceux qui ont été condamnés par les tribunaux ordinaires soit à une peine criminelle, soit à un an d'emprisonnement pour vol, abus de confiance ou escroquerie, soit à deux ans d'emprisonnement pour tout autre délit⁽³⁾. III) La condamnation à une peine criminelle emporte la privation de la pension civile ou ecclésiastique, ou du droit de l'obtenir. La jouissance de la pension est suspendue pendant que l'ayant droit subit une peine correctionnelle de plus de six mois d'emprisonnement⁽⁴⁾. Le droit à l'obtention ou à la jouissance des pensions militaires est

encourues par celui qui a été condamné à une peine criminelle, alors même qu'elles n'ont pas été prononcées par la cour d'assises.

(2) Art. 23 de la loi de 8 mai 1848, sur la garde civique.

(3) Art. 34 de la loi du 3 juin 1870, sur la milice. Le n° 1 de cet article porte : « Sont exclus du service les individus qui ont subi devant un tribunal militaire une condamnation passée à l'état de la chose jugée, qui prononce ou entraîne la déchéance militaire... » Cette disposition est inconciliable avec les art. 3 et 4 du Code pénal militaire du 27 mai 1870.

(4) Art. 49 de la loi du 21 juillet 1844, sur les pensions civiles et ecclésiastiques. Art. 58 des arrêtés royaux du 29 décembre 1844, approuvant les statuts organiques de la caisse des veuves et orphelins des départements de la justice, des affaires étrangères, de l'intérieur et des travaux publics. Art. 55 des arrêtés royaux portant la même date et approuvant les statuts organiques de la caisse des veuves et orphelins de l'ordre judiciaire et des professeurs attachés à l'enseignement supérieur.

seulement suspendu par la condamnation à une peine criminelle, pendant la durée de la peine⁽⁵⁾. IV) L'incapacité d'être électeur ou éligible a cessé d'être une conséquence légale de la condamnation à certaines peines ou du chef de certaines infractions. Sous l'empire de la législation nouvelle, cette pénalité n'est encourue que lorsque l'interdiction du droit de vote et d'éligibilité a été prononcée conformément au Code pénal⁽⁶⁾.

§ II. De l'interdiction légale. Caractère de cette interdiction.

803. L'interdiction légale peut concourir avec l'interdiction de certains droits politiques et civils; mais de notables différences distinguent l'une de l'autre. La première n'est pas une peine proprement dite, c'est une conséquence de la condamnation à certaines pénalités, et elle a lieu de plein droit; l'autre, qui est une véritable peine, a besoin d'être prononcée par les juges. Celle-là ne frappe que les condamnés à des peines criminelles; celle-ci est une pénalité commune aux crimes et aux délits. L'interdiction légale n'est qu'un accessoire d'une peine corporelle, elle commence et cesse avec celle-ci, du moins en règle générale⁽⁷⁾. L'interdiction de certains droits politiques ou civils, au contraire, n'est pas attachée à la durée de la peine qu'elle accompagne. Il est vrai que, en cas de condamnation contradictoire, elle

(5) Art. 27 de la loi du 24 mai 1858.

(6) Art. 16 et 134 du Code électoral du 18 mai 1872, dérogeant aux lois antérieures. Art. 31 à 34 C. p. Liège, 27 décembre 1875. Toutefois, en vertu de l'art. 62 de la loi du 9 juillet 1877, sur le secret du vote et sur les fraudes électorales, ne peuvent être électeurs ni en exercer les droits, ceux qui, en vertu du Code pénal de 1810, ont été condamnés soit à des peines afflictives ou infamantes, soit pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs. L'interdiction est de vingt ans, à partir du jour où le condamné a subi ou prescrit sa peine, s'il s'agit d'une peine afflictive ou infamante, et de dix ans, s'il s'agit d'une peine correctionnelle.

(7) Il y a une exception dans le cas où le condamné à mort a prescrit sa peine. Art. 20 C. p. et n° 804.

produit ses effets en même temps que l'interdiction légale ; mais, si elle est temporaire, sa durée fixée par l'arrêt de condamnation se compte du jour où le condamné a subi ou prescrit la peine principale, c'est-à-dire du jour où l'interdiction légale vient à cesser. Enfin, la première enlève au condamné ses droits politiques et certains droits civils, en lui laissant la jouissance, l'administration et la disposition de ses biens. C'est l'interdiction légale qui prive le condamné, pendant la durée de la peine, du droit de gérer ses biens, d'en percevoir les revenus et d'en disposer entre vifs, à titre gratuit ou onéreux (8).

§ III. Des personnes frappées d'interdiction légale.

804. Toute condamnation, contradictoire ou par contumace, à la peine de mort emporte l'interdiction légale du condamné. Sont en état d'interdiction légale, pendant la durée de leur peine, d'abord, les condamnés contradictoirement aux travaux forcés, à la reclusion, à la détention perpétuelle ou extraordinaire ; ensuite les condamnés contradictoirement à la détention ordinaire soit dans le cas de récidive, soit dans le cas de concours de plusieurs crimes. Ainsi, la condamnation à mort, lors même qu'elle est prononcée par contumace, emporte l'interdiction légale du condamné ; tandis que les condamnations aux autres peines criminelles ne produisent cet effet, que lorsqu'elles sont contradictoires (9). Le condamné à mort qui a prescrit sa peine, reste sous le poids de l'interdiction légale pendant toute sa

(8) L'interdiction légale est réglée par les art. 20 à 24, 89 et 90 C. p.

(9) Art. 20 et 21 C. p. Il est incontestable que le condamné à mort par contumace est en état d'interdiction légale à compter du jour où la peine est prescrite et pendant toute sa vie. D'abord, la disposition de l'art. 20 ne contient pas les restrictions apposées à l'art. 21, elle est générale. Ensuite, l'exposé des motifs est explicite sur ce point. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 70, n° 143.

vie. Les individus condamnés contradictoirement à d'autres peines criminelles ne sont en état d'interdiction légale, que pendant la durée de leur peine, de sorte que la prescription de celle-ci fait cesser celle-là, comme nous verrons plus loin.

§ IV. Des effets de l'interdiction légale.

805. L'interdiction légale enlève au condamné la capacité d'administrer ses biens et d'en disposer, si ce n'est par testament. Il lui est nommé un curateur pour gérer ses biens ; cette nomination et cette gestion sont soumises aux dispositions du Code civil relatives à la tutelle des interdits ; sauf cette différence que, pendant la durée de l'interdiction légale, il ne peut être remis au condamné aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus. En effet, le but de l'interdiction légale est, en ce qui concerne les condamnés qui subissent leur peine, de leur enlever tout moyen d'adoucir les sévérités du régime imposé aux détenus et de faciliter leur évasion en corrompant leurs gardiens ; à l'égard de ceux qui se sont évadés après leur condamnation (10), de les empêcher de se créer, au moyen de leur fortune, des ressources et de se soustraire à l'exécution de la peine. Les revenus du condamné doivent être capitalisés et rendus plus tard à qui de droit. Mais le curateur est tenu de faire application de ces revenus au profit de la famille du condamné, dans les cas où cette obligation incombait à ce dernier, puisque le mariage n'est pas rompu et que les liens de famille ne sont nullement altérés (11).

806. Les effets de l'interdiction légale sont nettement définis par le Code pénal et n'admettent aucune extension.

(10) C'est-à-dire à l'égard des condamnés contradictoirement qui se sont évadés, les condamnés par contumace ne se trouvant pas en état d'interdiction légale pendant la durée de la contumace (n° 807).

(11) Art. 203, 208, 206 et 207 C. civ.

Cette interdiction enlève d'abord au condamné la jouissance et l'administration de ses biens. Ensuite, l'interdit est incapable d'en disposer, si ce n'est par testament, c'est-à-dire par tout acte de dernière volonté, même par une donation à cause de mort (12). Il ne peut donc s'obliger, ni aliéner entre vifs, à titre gratuit ou onéreux. Par ces actes, en effet, le condamné paralyserait l'administration du curateur, et, à défaut du revenu, se procurerait, en aliénant le capital, les ressources que la loi a voulu lui ôter. Dans le système du Code pénal, l'interdiction légale doit entraîner la nullité de tous les actes qui portent atteinte à l'administration confiée au curateur; mais elle ne s'applique pas à ceux qui sont complètement étrangers à cette administration et ne lui apportent aucune entrave. Conformément à ce principe, l'interdit conserve la capacité de se marier, de consentir au mariage de ses enfants, de reconnaître un enfant naturel, de disposer de ses biens par testament. Tous ces actes sont sans inconvénient; ils peuvent même être l'accomplissement d'un devoir. L'interdiction légale n'entraîne donc pas les mêmes incapacités que l'interdiction judiciaire; elle n'est assimilée à celle-ci qu'en ce qui concerne la nomination et la gestion du curateur.

§ V. Du point de départ et de la durée de l'interdiction légale.

807. L'interdiction légale est encourue du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Ainsi, le condamné contradictoirement est frappé d'interdiction par la loi à compter du jour où son pourvoi en cassation est rejeté, ou, s'il ne s'est point pourvu, à compter du jour où le délai du pourvoi est expiré. La condamnation par contumace, au contraire, ne devient irrévocable que lorsque la peine est prescrite,

(12) Dans la discussion parlementaire, le mot *testament* de l'art. 22 C. p. a été interprété en ce sens par le ministre de la justice. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 224, n° 34.

c'est-à-dire après vingt ans. Il s'ensuit que, pendant la durée de la contumace, le condamné ne se trouve pas en état d'interdiction légale, qui serait sans objet. En effet, la condamnation par contumace enlève au condamné le droit d'agir en justice et de gérer ses biens, qui sont séquestrés et régis, comme biens d'absent, non par un curateur, mais par l'administration des domaines, conformément aux règles administratives (13). En conséquence, le contumax ne peut faire aucun acte de nature à paralyser ou entraver la gestion confiée au fisc; il est donc incapable de disposer de ses biens entre vifs, par donation ou à titre onéreux. Mais la condamnation ne l'empêche pas d'exercer les droits civils dont l'exercice n'est pas incompatible avec le droit exclusif de l'État d'administrer les biens du condamné; celui-ci peut donc valablement tester, se marier, reconnaître un enfant naturel, consentir au mariage de ses enfants, etc. Les incapacités résultant de la contumace viennent à cesser soit par la représentation volontaire ou forcée du contumax, soit par la prescription de la peine (14).

808. Le condamné à mort qui subit sa peine, est en état d'interdiction légale avant l'exécution (15). Les individus qui ont été condamnés à des peines criminelles emportant privation de la liberté et qui les subissent, sont en état d'interdiction légale pendant la durée de leur peine, c'est-à-dire à perpétuité ou jusqu'à l'expiration du terme fixé par l'arrêt de condamnation, suivant que la peine principale est perpétuelle ou temporaire. Quant aux coupables qui ne subissent pas la peine à laquelle ils ont été condamnés, il faut voir si

(13) Art. 463 et 471 C. cr. Il fallait donc, pour ce cas, créer une disposition formelle en faveur de la famille du condamné. Art. 473 C. cr.

(14) Dans ces cas, le compte du séquestre est rendu à qui il appartient. Art. 471, 476 et 641 C. cr.

(15) *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 192, n° 63.

celle-ci est éteinte par un acte de grâce ou par la prescription. I) Lorsque la peine prononcée par les juges a été commuée par le roi, le condamné est en état d'interdiction légale pendant la durée de la peine substituée à la première, si elle emporte également l'interdiction. Mais celle-ci vient à cesser, si la peine a été remise au condamné ou commuée en une autre peine à laquelle la loi n'attache pas cette conséquence⁽¹⁶⁾. II) Le condamné à mort, qui a prescrit sa peine, est, pendant toute sa vie, en état d'interdiction légale, à compter du jour de la prescription acquise, si la condamnation a été prononcée par contumace; et du jour où la condamnation contradictoire est devenue irrévocable, s'il s'est évadé après sa condamnation. Les autres condamnés qui ne sont frappés d'interdiction par la loi que dans le cas de condamnation contradictoire, s'ils se sont enfuis de la prison, échappent à cette pénalité accessoire par la prescription de la peine principale, l'interdiction étant attachée à la durée de cette peine. De là résulte cette anomalie que le condamné aux travaux forcés à perpétuité ou à la détention perpétuelle, qui subit sa peine, reste indéfiniment sous le poids de l'interdiction légale; tandis que la prescription ferait cesser l'interdiction, s'il était parvenu à s'évader après sa condamnation contradictoire ou s'il avait été condamné par contumace⁽¹⁷⁾.

(16) Art. 89 et 90 C. p.

(17) Voici l'origine de cette anomalie. Le projet élaboré par la commission de révision avait supprimé les peines perpétuelles. Dans ce système, l'art. 21 C. p. ne s'appliquait donc qu'aux peines criminelles temporaires dont le maximum est de vingt ans, terme qui est également fixé pour la prescription en matière criminelle. J. J. Haes, *Exposé des motifs du Code pénal* (*Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 70, n° 145). Dans le projet présenté à la chambre des représentants, le gouvernement avait rétabli les peines perpétuelles, sans modifier cependant l'art. 20 C. p., qui aurait dû être changé comme suit : « Toute condamnation à la peine de mort, aux travaux forcés à perpétuité ou à la détention perpétuelle, emporte l'interdiction légale. »

TITRE II.

DE L'ATTÉNUATION ET DE L'AGGRAVATION DES PEINES.

CHAPITRE PREMIER.

DES PRINCIPES QUI RÉGISSENT L'APPLICATION DES PEINES.

§ I. *La peine à appliquer doit être proportionnée à la gravité de l'infraction.*

809. La loi pénale est absolue et générale; elle enveloppe dans la même peine tout une catégorie de faits dont mille circonstances peuvent augmenter ou diminuer la criminalité. Quelques-unes de ces circonstances sont fixes, peu nombreuses, susceptibles d'être nettement articulées et spécialement définies; elles changent entièrement le caractère moral du fait et la mesure légale de la peine. Mais la plupart des circonstances qui aggravent ou affaiblissent la criminalité de l'action et la culpabilité de l'agent sont indéfinissables et illimitées; il est impossible au législateur de les prévoir et de les préciser dans leur nature variable. Une grande latitude dans l'appréciation du fait et dans l'application de la peine n'est donc que justice.

810. Le législateur, par cela même qu'il n'a pas établi des règles d'après lesquelles la peine doit être arbitrée, a nécessairement abandonné à la conscience éclairée des magistrats le soin de fixer, dans chaque cas individuel, la mesure de la peine que le coupable paraît avoir méritée par son crime. Mais cette appréciation, quoiqu'elle doive être libre, ne doit pas être arbitraire. Il faut donc au juge des principes qui lui servent de guide dans chaque application particulière. Ces principes sont les mêmes que ceux qui

doivent diriger le législateur dans le choix et dans la fixation de la mesure légale des peines (1); avec cette différence, toutefois, que le législateur ne peut apprécier la gravité de chaque espèce de délit que d'une manière générale et abstraite, tandis que le juge l'apprécie dans les cas particuliers qui se présentent et suivant les circonstances du fait (2).

§ 11. Tout délit se compose de deux éléments qui sont intimement liés entre eux : l'élément extérieur ou matériel, c'est-à-dire l'acte considéré en soi, tel qu'il tombe sous les sens, et l'élément interne ou moral qui consiste dans la culpabilité de l'agent. L'appréciation isolée de l'un et de l'autre élément peut conduire à des résultats très-différents. Un délit fort grave par ses conséquences peut avoir été commis sans réflexion, même sans aucun mauvais dessein; tandis qu'un fait de moindre importance sous le rapport matériel révèle quelquefois dans son auteur une grande perversité. Mais le juge ne doit pas moins apprécier séparément la matérialité de l'action et la culpabilité de l'agent, et ce n'est qu'après avoir pesé et réuni les deux quantités obtenues à l'aide de ce procédé, qu'il sera à même de se former une idée exacte de la gravité de l'infraction et d'y proportionner la peine.

(1) *Perspicendum est iudicanti, ne quid aut durius, aut remissius constitutur, quam causa deposcit; nec enim aut severitatis, aut clementiae gloria affectanda est, sed perpenso iudicio, prout quaeque res exposulat, statuendum est. Plane in levioribus causis proniores ad lenitatem iudices esse debent; in gravioribus poenis severitatem legum cum aliquo temperamento benignitatis subsequi.* L. 11 pr. D. de poenis (48, 19).

(2) *Sed haec quatuor genera (mal-ficiorum) consideranda sunt septem modis: causa, persona, loco, tempore, qualitate, quantitate et eventu.* L. 16 § 4 D. eod. (48, 19).

§ II. *De la gravité des infractions par rapport à leur matérialité.*

§ 12. L'infraction considérée sous le rapport matériel est d'autant plus grave, I) que le dommage qu'elle a causé ou que le danger qui en résulte est plus grand; II) que le fait a lésé ou compromis les droits et les intérêts d'un plus grand nombre de personnes; tel que l'homicide commis sur un père de famille, la calomnie dirigée contre un corps, par conséquent, contre tous les membres de ce corps; III) que les moyens employés et les circonstances choisies pour préparer ou exécuter le crime, le rendent plus dangereux et plus alarmant. Sous ce rapport, la gravité du crime s'élève, lorsqu'il a été commis à l'aide d'armes, d'escalade, d'effraction, de fausses clefs, de violences ou de menaces; lorsqu'il a été exécuté dans un temps ou à une époque où il est plus difficile de protéger les personnes ou les propriétés; par exemple, la nuit, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrages, incendies, inondations ou autres calamités; lorsqu'il a été commis dans un lieu qui, par sa sainteté et son inviolabilité, devait être à l'abri de tout attentat, ou bien dans un lieu qui, par son isolement, rend plus facile l'exécution de crimes; IV) que le renouvellement de l'infraction est plus probable. Cette probabilité dépend des avantages ou du plaisir que le crime procure à son auteur, de la facilité de le commettre, de la difficulté de le découvrir ou de le prouver, des chances auxquelles s'expose le coupable, enfin, de la fréquence de ce genre d'infraction.

§ 13. En matière de tentative et de participation criminelle, la gravité matérielle des faits incriminés doit incontestablement exercer de l'influence sur la mesure de la peine à édicter par la loi et à appliquer par le juge. Le législateur belge a apprécié lui-même cette gravité; mais il ne l'a fait et

il n'a pu le faire que d'une manière générale; il a dû se borner à punir la tentative moins sévèrement que le crime même, et à abaisser la peine des complices proprement dits, en laissant aux juges le soin d'établir, dans l'application des peines, les distinctions que la justice réclame et que la loi n'a pu marquer. Il est évident que la tentative suspendue par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur, est moins grave que la tentative qui a manqué son effet par des circonstances de cette nature. L'individu qui a provoqué à l'action, est plus coupable que celui qui l'a exécutée, si la provocation a été la cause première, la cause génératrice du crime; sa culpabilité n'est plus que celle d'un complice, s'il n'a fait que corroborer une résolution déjà conçue et arrêtée. La culpabilité des auteurs intellectuels s'élève ou s'abaisse, selon que l'agent moral a exercé une influence plus ou moins forte sur la volonté de l'agent physique. Plus les moyens de provocation dont il a fait usage sont puissants et efficaces, plus la peine doit être aggravée. Par rapport aux auteurs physiques, le juge doit prendre en considération l'importance des faits matériels par lesquels ils ont contribué à l'action. La peine la plus forte doit retomber sur ceux qui ont exécuté l'acte constitutif du crime. En ce qui concerne les complices, ceux qui facilitent le crime avant son exécution, sont, en règle générale, moins coupables que ceux qui aident ou assistent les auteurs dans l'exécution même.

§ III. *De la gravité des infractions par rapport à leur moralité.*

814. La culpabilité qui, dans l'acception la plus étendue, comprend le dol et la faute, suppose une volonté intelligente et libre. Les circonstances qui augmentent l'intelligence, et celles qui la diminuent ou qui restreignent la liberté de l'agent, doivent donc avoir pour effet d'aggraver ou d'atténuer sa

culpabilité, soit que le fait ait été commis dans une intention criminelle, ou qu'il ne soit que le résultat d'une simple faute. D'après cela, nous devons d'abord considérer la culpabilité dans ses éléments généraux, pour apprécier ensuite les circonstances particulières qui augmentent ou diminuent la gravité du dol ou celle de la faute proprement dite.

§ IV. *Des causes qui augmentent ou affaiblissent la culpabilité en général.*

815. Les causes qui développent l'intelligence et qui, par conséquent, augmentent la culpabilité de l'agent, sont I) L'éducation et l'instruction que le coupable avait reçues. II) L'état ou la profession qu'il exerce et qui devait lui faire connaître, mieux qu'à tout autre, la nature et les conséquences de son action. III) L'avertissement ou l'instruction spéciale qu'on lui avait donnée sur l'illégalité ou sur le danger de l'acte qu'il allait commettre. IV) La condamnation antérieure que le coupable avait encourue pour le même fait.

816. Les causes qui obscurcissent les facultés intellectuelles ou en empêchent le développement, et qui par conséquent, affaiblissent la culpabilité, sont I) La jeunesse du prévenu. L'âge au-dessous de seize ans est une cause de justification ou d'excuse. Mais depuis cet âge jusqu'à la majorité, la jeunesse est une circonstance atténuante⁽⁵⁾; pourvu que la méchanceté n'ait pas devancé les années⁽⁶⁾. II) L'infirmité des sourds qui le sont devenus dans leur jeunesse. Quant à la surdi-mutité, elle est une cause de justification ou d'excuse. III) L'idiotisme ou l'imbécillité; alors que cet état ne supprime pas totalement l'exercice des facultés intel-

(5) *Fere in omnibus poenaliibus judiciis et aetati et imprudentiae succurritur.* L. 108 D. de R. J. (30, 17).

(6) L. 37 § 1 D. de minor. (4, 4).

lectuelles, ou du moins n'empêche point l'agent de connaître la nature de l'action dont on l'accuse. IV) La douleur⁽⁵⁾, la colère⁽⁶⁾ et particulièrement la crainte, lorsque celle-ci n'exclut point l'imputabilité pénale. V) L'état d'ivresse, si le crime a été commis intentionnellement, mais sans préméditation⁽⁷⁾. VI) L'éducation négligée du prévenu, et plus encore la mauvaise éducation qu'il avait reçue; le penchant au mal qu'on lui avait inspiré dans la jeunesse soit par des instigations, soit par de pernicioeux exemples. VII) Les machinations ou artifices employés pour induire le prévenu en erreur sur la nature légale ou matérielle de son fait.

817. Les circonstances qui obscurcissent l'intelligence, restreignent par cela même la liberté de l'agent. Mais il y a des causes qui portent atteinte aux facultés morales de l'homme, sans affaiblir toujours ses facultés intellectuelles. Ces causes sont I) La crainte d'un mal présent ou à venir, auquel l'agent a voulu se soustraire, en tant que cette crainte n'exclut pas l'imputabilité pénale. II) L'ordre que l'inculpé avait reçu de son supérieur de commettre le crime; à moins que la responsabilité n'en retombe tout entière sur celui qui a donné l'ordre. III) L'état d'emportement subit et imprévu dans lequel l'agent a résolu et exécuté le crime. IV) Quelquefois les provocations au crime par dons, promesses, conseils, exhortations et instigations restreignent la liberté et diminuent, par conséquent, la culpabilité de l'auteur matériel, alors même que ces provocations ne constitueraient pas, aux yeux de la loi, des actes de participation criminelle. V) Les infirmités et maladies physiques qui, sans

(5) *Quum sit difficillimum justum dolorem temperare.* L. 38 § 8 D. ad L. Jul. de adulter. (48,5).

(6) *Leniendam poenam ejus, qui in rixa casu magis quam voluntate homicidium admittit.* L. 1 § 3 inf. D. ad L. Corn. de sicar. (48,8).

(7). L. 12 pr. D. de custod. reor. (48,3). L. 6 § 7. D. de re milit. (49,16).

altérer les facultés intellectuelles, prédisposent cependant l'homme à certains genres d'infractions. VI) L'occasion favorable, instantanée et imprévue qui s'est présentée à l'agent et qui l'a entraîné au crime.

§ V. De la gravité des délits intentionnels.

818. La résolution criminelle se compose de deux éléments : la connaissance et la volonté. Ainsi, la gravité du délit intentionnel se proportionne au degré de connaissance qu'avait le prévenu de l'illégalité de son action, et au degré de force qui caractérisait sa volonté. Nous avons énuméré les circonstances qui éclairent ou obscurcissent l'intelligence et qui, par conséquent, aggravent ou atténuent la criminalité de l'intention sous le rapport de la connaissance qu'avait l'agent du caractère délictueux de son action. Il nous reste donc à apprécier le second élément du dol, la volonté.

819. Les causes qui, sous le rapport de la volonté, diminuent la culpabilité de l'agent, sont : I) Toutes celles qui restreignent le libre arbitre ou la faculté de se déterminer spontanément, et que nous venons d'indiquer. II) La bonne conduite de l'inculpé avant le crime. III) Les motifs qui ont déterminé l'agent, en tant que ces motifs sont moins immoraux et moins dangereux. La culpabilité s'affaiblit surtout : IV) si le crime a eu sa source dans des sentiments purs et désintéressés. V) Lorsque l'accusé a fait moins de mal qu'il n'en pouvait faire, ou lorsqu'il s'est efforcé de prévenir ou d'atténuer les conséquences de son action. VI) S'il s'est appliqué spontanément à réparer le mal qu'il avait causé. VII) S'il s'est dénoncé lui-même à la justice, ou si, de son propre mouvement, il a fait à la justice l'aveu complet et circonstancié de son crime. Remarquons enfin VIII) que le dol indirect ou éventuel est moins grave que le dol direct, et

que le dol déterminé mérite d'être puni plus sévèrement que le dol indéterminé ou alternatif.

§ 20. Les circonstances qui révèlent dans l'agent une volonté plus criminelle, sont : I) La réflexion avec laquelle l'action a été commise. II) La mauvaise conduite de l'accusé avant le crime, surtout le concours de plusieurs infractions. III) La condamnation qu'il avait déjà encourue pour crime ou pour délit. IV) La gravité des motifs qui auraient dû le détourner du crime. Sous ce rapport, la culpabilité s'élève, lorsque le fait blesse en même temps les devoirs particuliers que l'affection, le sang, l'amitié, la reconnaissance imposaient à l'agent, ou lorsque celui-ci a commis le crime soit contre son supérieur, son maître, soit contre la personne qui était soumise à sa direction ou sa surveillance⁽⁸⁾. V) Les difficultés qui s'opposaient à l'action, les obstacles que l'agent avait à vaincre pour préparer ou pour exécuter le crime. VI) Le mode d'exécution; la méchanceté, l'effronterie, la cruauté dont il a fait preuve dans la perpétration du crime. VII) L'étendue et la gravité du dommage que l'agent a causé par son fait, surtout lorsqu'il dépendait de lui, tout en commettant le crime, de faire moins de mal qu'il n'en a fait. VIII) L'absence des impulsions extérieures qui entraînent l'homme à porter atteinte aux droits d'autrui. IX) L'immoralité et le danger des motifs qui ont fait agir l'accusé; la criminalité des passions qui l'ont poussé à l'action.

§ VI. De la gravité des délits non intentionnels.

§ 21. Quelquefois la loi punit, par une disposition spéciale, la faute proprement dite. Dans certaines matières, la faute est même assimilée au dol (n^{os} 293, 296). Mais, en

(8) *Omnia admisa in patronum patronive filium, patrem, propinquum, maritum, uxorem, cæterasque necessitudines gravius vindicanda sunt, quam in extraneos.* L. 28 § 8 D. de poenis (48, 19). L. 16 § 3 D. eod.

frappant de la même peine les auteurs de l'infraction, soit qu'ils aient agi sciemment et volontairement ou par simple négligence, la loi entend leur appliquer le même genre, et non pas le même quantum de peine. Le juge est donc tenu de punir moins sévèrement la faute, quelle qu'en soit la gravité, que le dol, en graduant la peine dans les limites du maximum et du minimum; la loi l'autorise même, dans un grand nombre de cas, à mitiger cette peine, si les circonstances sont atténuantes, comme nous verrons plus loin. La peine doit se proportionner au degré de la faute. Pour apprécier ce degré, le juge doit prendre en considération l'état, le sexe, l'âge, les qualités intellectuelles et physiques du prévenu, le temps, le lieu, enfin toutes les circonstances qui peuvent exercer quelque influence sur la culpabilité de l'agent.

CHAPITRE II.

DE L'ATTÉNUATION DES PEINES.

§ 22. Le juge a le devoir de proportionner la peine, dans les limites fixées par la loi, à la gravité de l'infraction sur laquelle il est appelé à statuer; par conséquent, d'abaisser le taux de la peine, si des circonstances atténuantes militent en faveur de l'accusé ou du prévenu. Mais il ne peut descendre au-dessous du minimum légal et appliquer une pénalité inférieure en degré, ni remplacer la peine normale par un autre genre de pénalité, que dans les cas où la loi l'ordonne ou le permet par une disposition formelle. Les circonstances à raison desquelles le juge est obligé ou autorisé à réduire ou à commuer la peine ordinaire, sont les excuses proprement dites et les circonstances simplement atténuantes.

SECTION PREMIÈRE.

DES EXCUSES.

ARTICLE PREMIER. — *Des excuses en général.*§ 1. *Des excuses péremptoires*⁽¹⁾.

823. On distingue les excuses péremptoires et les excuses atténuantes ou proprement dites⁽²⁾. Les premières sont des circonstances spécialement définies par la loi et qui, sans détruire l'infraction, ont pourtant pour effet d'exclure la peine⁽³⁾. Lorsque l'existence d'une semblable excuse est constatée, l'accusé ou le prévenu, quoique reconnu coupable⁽⁴⁾, ne peut être condamné à aucune peine, ni par conséquent être placé sous la surveillance de la police; à moins que, par exception à la règle, la loi n'autorise formellement le juge à prononcer cette pénalité accessoire⁽⁵⁾. La loi supprime la peine dans certaines circonstances, non pas en considération de l'agent dont la culpabilité est judiciairement constatée,

(1) Pour ne pas séparer la matière des excuses, dont les unes méritent seulement au prévenu ou à l'accusé une réduction de la peine ordinaire, tandis que les autres ont pour effet d'exclure toute peine, nous sommes obligé de traiter des unes et des autres dans le présent chapitre.

(2) Cette distinction et cette terminologie avaient déjà été adoptées par Rousso, rapporteur au corps législatif. Loc. cit., *Commentaire*, tome XIX, p. 282.

(3) Telles sont les circonstances prévues par les art. 134, 136, 192, 273, 300 (Cass. Belg. 27 mars 1871), 304 et 326 C. p., et par l'art. 5 de la loi du 12 mars 1858. Mais on ne peut ranger dans la même catégorie ni les faits mentionnés aux art. 152, 153, 225, 260, 335 § 2, 341, 362 § 2, 366 § 2, qui sont plutôt des causes de justification particulières; ni les faits dont il s'agit dans les art. 462, 492, 504 et 509 § 2, et qui, bien qu'ils constituent des délits, ne donnent cependant pas ouverture à l'action publique, ou n'y donnent ouverture que lorsqu'il y a plainte. On ne peut non plus considérer comme une excuse péremptoire le défaut de discernement (art 72 et 76 C. p.); et si l'art. 340 C. cr. l'assimile aux excuses, c'est uniquement en ce qui concerne la procédure devant la cour d'assises.

(4) Art. 156 et 326 (*ceux des coupables*). Art. 192 (*les personnes coupables*). Art. 273 (*rebelles*).

(5) Art. 326 § 2 C. p.

mais par des motifs d'intérêt public. Il importe de ne pas confondre les excuses péremptoires avec les causes de justification, qui excluent l'infraction même, en effaçant la criminalité de l'action ou la culpabilité de l'agent. Toutes les circonstances qui rendent le fait légitime malgré ses conséquences préjudiciables, ou qui font disparaître la culpabilité de l'auteur, doivent être accueillies par les juges du fait, quand même elles ne sont pas exprimées dans la loi; tandis que l'accusé ou le prévenu ne peut invoquer d'autres excuses péremptoires que celles qui sont admises par une disposition formelle⁽⁶⁾.

824. La différence qui sépare, au fond, les causes de justification des excuses péremptoires, exerce son influence sur les règles de procédure. D'abord, les chambres du conseil et les chambres d'accusation ont qualité pour apprécier les faits justificatifs; elles peuvent et doivent renvoyer l'inculpé de toute poursuite, si un fait de cette nature est suffisamment constaté; car alors il n'y a pas d'infraction. Ce n'est que dans les cas où l'inculpé est âgé de moins de seize ans ou sourd-muet, qu'elles sont tenues de le renvoyer devant les tribunaux de répression, quoiqu'il ait agi sans discernement, parce que, dans ces cas, il peut y avoir lieu de le mettre à la disposition du gouvernement, mesure qui ne peut être ordonnée que par les tribunaux. L'appréciation des excuses péremptoires, au contraire, n'appartient pas aux juridictions d'instruction; elle est réservée aux juridictions de jugement, et en matière criminelle, au jury⁽⁷⁾. Ensuite,

(6) Art. 339. C. cr. Art. 78 C. p. Cet article comprend les excuses péremptoires, comme les excuses proprement dites.

(7) La loi du 4 octobre 1867 ne concerne que les excuses proprement dites, puisque l'art. 2 porte : « Dans tous les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes... »

le jury n'est pas spécialement interrogé sur les causes de justification que font valoir les accusés; toutes ces causes sont comprises dans la question générale de culpabilité; à l'exception de la question de discernement, si l'accusé est mineur de seize ans ou sourd-muet. Mais, lorsque l'accusé invoque une excuse reconnue par la loi, une question particulière doit être posée au jury sur cette circonstance. Le jury qui admet la cause de justification proposée par l'accusé, prononce un verdict de non-culpabilité; tandis qu'il ne peut reconnaître une excuse péremptoire qu'après avoir déclaré l'accusé coupable. Enfin, l'accusé déclaré non coupable par le jury est *acquitté* de l'accusation par le président de la cour d'assises; mais l'accusé que le jury a reconnu coupable et en faveur duquel il a admis une excuse péremptoire, est *absous* par un arrêt de la cour d'assises (8).

§ II. Des excuses proprement dites. Règles générales.

825. Les excuses proprement dites sont des circonstances atténuantes spécialement définies par la loi (9). Ces sortes de circonstances opèrent de plein droit la réduction de la peine; le juge est obligé d'appliquer une pénalité moins forte, toutes

(8) Art. 339, 340 et 357, 367 C. cr.

(9) Toute excuse est une circonstance atténuante spécialement définie par la loi. Mais la circonstance atténuante spécialement déterminée par la loi n'est une excuse proprement dite, que lorsqu'elle est qualifiée telle par la loi même. Ainsi, l'infanticide qui est un meurtre ou un assassinat, n'empêche que la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans ou de quinze ans à vingt ans, s'il a été commis par la mère sur son enfant illégitime. Art. 396 C. p. Cependant cette circonstance ne forme pas une excuse dans le sens légal, parce qu'elle n'est point qualifiée telle par la loi; d'où la conséquence que les juridictions d'instruction ne sont pas autorisées à *correctionnaliser* ce crime, s'il paraît avoir été commis sans préméditation. Mais la circonstance atténuante dont il s'agit, étant définie par la loi, doit être assimilée aux excuses sous tous les autres rapports, particulièrement en ce qui concerne la question spéciale à poser au jury le cas échéant. Une autre circonstance de ce genre est prévue par les art. 314 § 2 et art. 312 §§ 3 et suiv. C. p. Voir aussi l'art 520 C. p.

les fois qu'une semblable circonstance est constatée; car c'est la loi même qui réduit la peine. Mais on ne peut admettre d'autres excuses que celles qui sont formellement reconnues par la loi (10). Lorsque l'inculpé a été renvoyé à la cour d'assises, une question spéciale doit être posée au jury sur le fait d'excuse. Il n'appartient pas à la cour de déclarer le crime excusable et de mitiger la peine, sans avoir préalablement interrogé le jury. La question ne doit pas seulement être posée, quand la cour d'assises est d'avis que l'excuse résulte des débats; elle doit l'être, sous peine de nullité, toutes les fois qu'une excuse a été proposée par l'accusé. La cour ne pourrait refuser de poser la question, que par le motif que le fait allégué n'est pas admis par la loi comme excuse. Mais là se borne sa mission, et lors même que l'excuse lui paraîtrait dénuée de tout fondement, la cour ne pourrait la rejeter.

826. Dans la plupart des cas, l'excuse est invoquée par l'accusé. Mais, lorsqu'il résulte des débats que le fait est excusable, la question d'excuse doit être posée sur la réquisition du ministère public, et d'office par le président de la cour d'assises, malgré le silence et même nonobstant l'opposition de l'accusé. D'abord, la justice commande que la mesure de la peine soit exactement proportionnée à la gravité de l'infraction. L'accusé ne peut donc consentir à être puni plus sévèrement qu'il ne le mérite, en renonçant expressément ou tacitement à l'excuse; car celle-ci est le corollaire d'un principe de justice, et non pas une pure faveur. D'un autre côté, il ne peut la repousser en faisant valoir une cause de justification, telle que la légitime défense; car il appartient au jury de décider si les circonstances, qui ont

(10) « Nul crime ou délit ne peut être excusé, si ce n'est dans les cas déterminés par la loi. » Art. 78 C. p.

accompagné l'action, la justifient ou la rendent seulement excusable. En effet, le jury a pour mission de constater, par son verdict, l'existence des faits qui résultent des débats. Ni l'accusé, ni le ministère public ne peuvent s'opposer à l'accomplissement de cette mission; la vérité, telle qu'elle s'est révélée par les débats, doit être déclarée par le jury; et si l'excuse n'est point proposée par les parties, c'est le devoir du président de poser d'office la question d'excuse. Si le jury interrogé (dans la question générale de culpabilité) sur la cause de justification, et (dans la question spéciale) sur le fait d'excuse, reconnaît l'existence de la première, il déclarera non coupable l'accusé dont les intérêts sont ainsi suffisamment garantis⁽¹¹⁾.

§ III. Des diverses espèces d'excuses.

827. Les excuses dont nous parlons, sont générales ou spéciales, suivant qu'elles s'appliquent à tous les crimes et délits, ou seulement à une certaine catégorie d'infractions. Dans le système du Code pénal il n'y a que deux causes générales d'excuse; l'âge au-dessous de seize ans et la surdité, s'il est décidé que le mineur ou le sourd-muet a agi avec discernement⁽¹²⁾. Ces excuses ont été examinées ailleurs (nos 664 et 670). Parmi les excuses spéciales se présente, d'abord, l'âge au-dessous de dix-huit ans.

(11) A la vérité, l'art. 339 C. cr. suppose que l'excuse a été invoquée par l'accusé; mais la disposition de cet article n'est pas restrictive; elle ne dit point que la question d'excuse ne sera posée que lorsque le fait d'excuse aura été proposé par l'accusé. Le législateur a en vue le cas qui se présente le plus généralement, mais il n'a pas voulu déroger au principe qui domine la matière. Cour d'assises du Brabant, 15 avril 1843 (*affaire Caumartin*).

(12) La loi du 4 octobre 1867 (art. 2), autorisant les juridictions d'instruction à *correctionnaliser* certains crimes, sépare des excuses l'âge au-dessous de seize ans et la surdité de l'inculpé dans le cas où il résulte de l'instruction que ce dernier a agi avec discernement. Cependant, ces circonstances sont expressément qualifiées d'*excuses* dans l'intitulé du chap. VIII, livre I^{er} du Code pénal. Mais voyez ci-dessous le n° 859, note 4 *in fine*.

Cette excuse, dont il a déjà été question (n° 667), est restreinte aux crimes qui emportent la peine de mort, et a pour effet de remplacer celle-ci par la peine des travaux forcés à perpétuité. Les autres excuses spéciales, au nombre de trois, concernent exclusivement l'homicide, les blessures et les coups, et sont fondées sur la provocation, ou plutôt sur la vive émotion qu'elle cause au provoqué, émotion qui obscurcit ses facultés intellectuelles et exerce sur lui une contrainte morale. Nous traiterons de ces causes d'excuse dans les deux articles suivants, en exposant d'abord les règles qui leur sont communes, ensuite celles qui concernent chacune de ces excuses en particulier.

ARTICLE II. — *Des excuses fondées sur la provocation. Règles communes à ces excuses.*

§ I. Des infractions excusables et de l'effet des excuses.

828. Les crimes et les délits que la loi déclare excusables quand ils ont été provoqués, sont l'homicide, les blessures et les coups⁽¹⁾. Il est évident que la loi entend parler de l'homicide, des blessures et des coups *volontaires* ou intentionnels, c'est-à-dire des actes de violence exercés dans l'intention d'attenter à la personne de l'individu qui a été tué, blessé ou frappé⁽²⁾. S'il pouvait exister le moindre doute

(1) « L'homicide, les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été immédiatement provoqués par des violences graves envers les personnes. » Art. 411. « Les crimes et les délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrées d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances, à moins qu'il ne soit établi que l'agent n'a pu croire à un attentat contre les personnes, soit comme but direct de celui qui tente l'escalade ou l'effraction, soit comme conséquence de la résistance que rencontreraient les desseins de celui-ci. » Art. 412. « L'homicide, les blessures et les coups sont excusables, lorsque le crime ou le délit est commis par l'un des époux sur l'autre époux et son complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère. » Art. 413 C. p.

(2) « Sont qualifiés volontaires l'homicide commis et les lésions causées avec le dessein d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou de celui qui sera trouvé ou rencontré. » Art. 392 C. p.

sur ce point, il suffirait de faire remarquer que la section qui comprend les art. 411 et suivants, relatifs aux excuses, fait partie du chapitre intitulé : *De l'homicide et des lésions corporelles volontaires*(5). Or, dans le système de notre Code pénal, l'homicide volontaire est qualifié *meurtre*, si l'auteur a exclusivement voulu tuer(4). Que si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention déterminée de donner la mort, l'ont pourtant causée, le crime est puni comme *homicide volontaire non qualifié meurtre*(5), ce qui résulte de l'intitulé de la section dans laquelle l'art. 401 qui prévoit cet homicide, est placé. A la vérité, celui-ci n'est qu'une circonstance aggravante des coups ou des blessures qui en ont été la cause. La loi aurait donc pu se borner à déclarer excusables le *meurtre*, les blessures et les coups. Mais le Code ayant donné un nom particulier à l'acte de violence qui a amené la mort sans que l'auteur ait spécialement voulu la donner, on aurait pu croire que ce fait constituait un crime *sui generis*. En présence de la doctrine erronée qui admet qu'une circonstance ayant pour effet de changer la qualification légale de l'infraction, transforme celle-ci en un crime ou un délit d'un autre genre, le législateur a cru devoir se servir, en parlant des excuses, du mot *homicide*, pour assurer l'application des art. 411 et suivants non seulement au *meurtre*, mais encore à l'homicide volontaire qui n'a point ce caractère(6).

(3) Chap. I, tit. VIII, liv. II du Code pénal.

(4) L'homicide commis avec intention de donner la mort est qualifié meurtre. Art. 393 C. p.

(5) Lorsque les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni de la réclusion. Il sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans, s'il a commis ces actes de violence avec préméditation. Art. 401 C. p.

(6) M. NIVELS tâche de prouver que, dans les art. 411 et suiv., le mot *homicide* a été substitué par erreur à celui de *meurtre*, qui se trouvait dans le Code pénal de 1810. (*Code pénal interprété*, t. II, pp. 365 et suiv.).

829. Les causes d'excuse fondées sur la provocation peuvent être invoquées même par les militaires qui ont commis ces crimes ou ces délits envers leurs supérieurs, bien qu'elles soient définies dans le second livre du Code pénal dont les dispositions ne sont pas applicables aux infractions militaires(7). Toutefois, la règle en vertu de laquelle la provocation constitue, dans les cas déterminés par la loi, une excuse de l'homicide, des blessures ou des coups, admet une exception, lorsque le coupable a commis le crime ou le délit envers ses père, mère ou autres ascendants légitimes, ou envers ses père ou mère naturels(8). Mais, dans ce cas, le juge peut admettre des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé ou du prévenu. L'homicide, les blessures et les coups sont même excusables, si l'agent est mineur de seize ans ou sourd-muet, et s'il est décidé qu'il a agi avec discernement. Enfin, ces violences sont justifiées

Le savant auteur prétend que l'homicide commis sans intention de donner la mort, n'est pas un homicide volontaire. Nous ne sommes pas de cet avis. Le meurtre suppose l'intention déterminée de donner la mort. Lorsque les actes de violence exercés dans une intention indéterminée de nuire, ont produit ce résultat, il y a homicide volontaire, car l'agent a aussi voulu tuer; mais comme il ne l'a pas voulu déterminément, la loi ne donne pas à cet homicide la qualification de meurtre. Que si, à l'appui de son opinion, M. NIVELS soutient que le mot *volontairement* ne se trouve point dans l'art. 401 C. p., c'est évidemment par inadvertance. (Voir ci-dessus la note 5). D'ailleurs, dans l'ouvrage précité (t. II, p. 315, n° 2 in fine), M. NIVELS déclare lui-même que la lésion prévue par l'art. 401 constitue, d'après l'intitulé de notre section, l'homicide volontaire non qualifié meurtre.

(7) Aux termes de l'art. 58 C. p. milit., les dispositions du premier livre du Code pénal ordinaire, auxquelles il n'est pas dérogé par le Code pénal pour l'armée, sont appliquées aux infractions militaires. Or, l'art. 78 du Code pénal ordinaire porte que nul crime ou délit ne peut être excusé, si ce n'est dans les cas déterminés par la loi. Donc, en vertu de ce principe énoncé au premier livre du Code pénal, les excuses spéciales, mentionnées aux art. 411, 412 et 413, peuvent être invoquées par des militaires qui ont commis le crime ou le délit envers leurs supérieurs. Voir supra le n° 141.

(8) Art. 415 C. p. L'exception est formellement restreinte aux excuses admises par les art. 411, 412 et 413.

aux yeux de la justice humaine, si elles ont été commandées par la nécessité actuelle de la légitime défense (n° 631).

830. Lorsque le fait d'excuse est prouvé, la peine ordinaire est considérablement réduite. En effet, la peine de mort et celle des travaux forcés à perpétuité sont remplacées par un emprisonnement d'un an à cinq ans et une amende de cent francs à cinq cents francs. Les autres peines criminelles sont réduites à un emprisonnement de six mois à deux ans et à une amende de cinquante francs à deux cents francs. S'il s'agit d'un *délit*, la peine est réduite à un emprisonnement de huit jours à trois mois et à une amende de vingt-six francs à cent francs. Ainsi, les peines criminelles sont remplacées par des pénalités correctionnelles à raison de toute excuse, générale ou spéciale, sauf celle qui résulte de l'âge au-dessous de dix-huit ans⁽⁹⁾; ce qui permet aux juridictions d'instruction de renvoyer devant le tribunal correctionnel tout prévenu déclaré excusable par la loi, comme nous verrons plus loin.

§ II. Des conditions communes aux excuses résultant de la provocation.

831. La provocation ne rend excusables l'homicide, les blessures et les coups qu'à certaines conditions. Il faut, d'abord, qu'elle résulte d'une des causes déterminées par la loi. Les faits de provocation auxquels la loi attache le caractère d'excuse, sont : les violences graves envers les personnes ; la violation, à l'aide d'escalade ou d'effraction, du domicile pendant le jour, et le flagrant délit d'adultère⁽¹⁰⁾. Il existe, sans doute, bien d'autres faits de provocation que ceux qui sont spécialement prévus par le Code pénal, et qui

(9) Art. 73, 74, 75, 76 § 3, 414. - Art. 77 C. p.

(10) Art. 411, 412 et 413, C. p. Voir le texte de ces articles à la note 1^{re}.

peuvent quelquefois exciter une irritation tout aussi forte que les violences envers les personnes. Mais le législateur ne peut définir tous les faits de provocation qui méritent à l'agent un adoucissement considérable de peine ; il doit se borner à spécifier ceux qui sont les plus saillants et, en règle générale, les plus graves. Le système des excuses légales, toujours raide et inflexible, a besoin d'être complété par le système des circonstances atténuantes qui, de leur nature, sont indéfinissables et illimitées.

832. Pour que la provocation constitue une cause d'excuse il faut, ensuite, que le crime ou le délit ait été commis dans le mouvement d'emportement produit par la provocation⁽¹¹⁾. En effet, le principe de l'excuse invoquée par l'agent réside dans la violence de la passion qui jette le trouble dans son esprit et le précipite dans le crime ; il est coupable d'avoir cédé à l'irritation ou à la crainte qu'il aurait dû surmonter ; mais il est excusable, parce qu'il a agi sous l'empire d'un mouvement impétueux qui l'a surpris. La provocation continue donc de produire l'excuse, tant que se prolonge l'émotion violente dont elle a été la cause. Mais l'excuse vient à cesser, lorsque le crime a été commis après un intervalle assez long pour que la réflexion ait pu surgir ; car alors l'action n'est plus commise dans un premier élan ; elle est le résultat d'une délibération qui en aggrave la criminalité ; ce n'est plus un acte de colère ou de crainte, mais de vengeance et de haine. L'assassinat n'admet donc pas d'excuse. Mais de là il ne suit point que, dans une accusation d'assassinat, la cour d'assises puisse refuser de poser au jury, sur la demande

(11) Tel est le sens des mots : *immédiatement, en repoussant, à l'instant*, dont se servent les art. 411, 412 et 413 C. p. L'acte de provocation et l'acte de réaction peuvent donc être séparés par un intervalle qui n'empêche pas l'agent de faire valoir l'excuse. J. J. HAUS, *Exposé des motifs des art. 411 et suiv. Législat. crim. de la Belg.* t. III, p. 226, n° 58. Voir *ibid.*, p. 383, n° 12.

de l'accusé, la question de provocation; car il peut arriver que le jury, tout en répondant affirmativement sur le fait principal, écarte la circonstance de la préméditation, et alors l'homicide ne constituant plus qu'un simple meurtre, l'excuse devient admissible. Mais le jury qui aurait répondu affirmativement sur la question de préméditation, ne pourrait plus admettre l'excuse de la provocation; car un assassinat excusable impliquerait contradiction.

ARTICLE III. *Des faits de provocation qui constituent des excuses.*

§ I. *Des violences graves envers les personnes.*

833. L'homicide, les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été immédiatement provoqués par des violences graves envers les personnes. Cette excuse suppose I) des violences physiques⁽¹⁾. On ne peut donc considérer comme des faits d'excuse ni les injures par paroles, par écrits ou par gestes, quelque outrageantes qu'elles soient, ni même les imputations calomnieuses. La même décision s'applique aux menaces faites par écrit, et aux menaces verbales, à moins que celles-ci ne se produisent avec des circonstances qui peuvent raisonnablement faire croire à leur exécution immédiate (n° 836). II) Des violences envers les personnes. Les actes de violence exercés contre les animaux, quel que soit le prix que nous y attachons, l'enlèvement, la destruction ou dégradation des propriétés ne sont pas des causes d'excuse⁽²⁾. III) Des violences graves, c'est-à-dire des violences de nature à faire une vive impression sur l'esprit du provoqué et à l'entraîner à la réaction avec une force à laquelle il lui est difficile de résister. La loi considère

(1) Telle est la signification que le Code pénal attache au mot *violence*, non seulement en matière de vol (art. 485), mais dans tous les articles où il emploie cette expression.

(2) Cass. Fr. 7 février 1814, 22 janvier 1852.

uniquement le degré d'irritation que les violences ont dû exciter; elle mesure leur gravité, non sur leur résultat matériel, mais sur l'intensité de la contrainte morale qu'elles ont exercée sur l'agent qui invoque l'excuse⁽³⁾. Telles sont les violences qui consistent à frapper ou à blesser, ou qui constituent un attentat à la liberté ou à la pudeur. Enfin IV) des violences injustes. Si l'auteur des violences avait le droit de les exercer, celui qui en a été l'objet avait le devoir de les subir. Au reste, il importe peu que les violences qui ont provoqué la réaction violente, aient été exercées par des particuliers ou par des agents de l'autorité ou de la force publique; pourvu que, dans ce dernier cas, l'illégalité soit flagrante⁽⁴⁾.

834. La loi n'exige point que l'auteur de l'homicide ait été lui-même l'objet des violences qui l'ont provoqué; il suffit que celles-ci aient été exercées envers les personnes que le devoir autant que l'affection lui ordonnait de protéger et de défendre, c'est-à-dire toutes celles qui lui sont unies par le lien du mariage, de la parenté, de l'alliance et de l'amitié, ainsi que les personnes qu'il avait sous sa garde, sa direction ou sa surveillance, ne fût-ce que momentanément. Toutefois, l'excuse profite à des tiers inconnus à la personne qui a été l'objet des violences, dans le cas où celles-ci constituaient une véritable agression, c'est-à-dire un attentat qui menaçait d'un mal irréparable la personne attaquée; soit que le témoin de l'agression ait seul employé la force pour défendre cette personne, incapable de se protéger elle-même, soit qu'il l'ait seulement aidée à repousser l'agression. En effet,

(3) On reconnaît généralement qu'un soufflet constitue une provocation violente.

(4) *Législat. crim. de la Belg.*, t. III, p. 280, n° 28. Cour d'assises de Brabant, 8 mai 1856. En sens contraire, Cass. Fr. 30 avril 1847, 29 novembre 1855, 23 avril 1857. Voir le n° 651, note 2.

s'il y avait d'autres moyens de salut, faciles, sûrs et évidents, ou si l'on a excédé les limites de la légitime défense, en faisant à l'agresseur plus de mal que ne commandait la nécessité, ou en exerçant contre lui des violences après un intervalle, l'agent qui a commis l'homicide ou qui y a participé, peut utilement invoquer l'excuse, quand même il est complètement étranger à la personne attaquée; tout comme celle-ci serait en droit de la faire valoir dans le cas où, seule, elle aurait commis le crime provoqué par l'attentat (nos 617 et 629).

835. La loi n'exige pas davantage que les violences aient été exercées par celui même qui est devenu victime de l'homicide; l'excuse est admissible lors même que le provocateur a donné la mort à celui qui a été l'instigateur des violences et qui a assisté à leur exécution. Il est, en effet, des circonstances où l'irritation que l'acte provocateur fait naître, se porte à plus juste titre sur celui qui a excité l'auteur physique à le commettre, et qui, présent, en surveille en quelque sorte l'exécution; car c'est l'instigateur qui a l'intention d'outrager, et non l'auteur physique; cette excitation constitue donc plus essentiellement la provocation, que le fait matériel qui en a été la cause immédiate (5).

836. Le plus souvent l'homicide, les blessures ou les coups qu'on prétend excuser, ont été provoqués par un acte de violence accompli, par un outrage consommé. Dans ce cas, il est facile de distinguer l'excuse fondée sur la provocation de la légitime défense. En effet, dans celle-ci la réaction violente n'est justifiée que parce qu'elle a pour objet de repousser l'attaque; l'une et l'autre doivent donc être simultanées; car les violences exercées après que l'attaque a cessé

(5) Tel serait, par exemple, le cas où quelqu'un engagerait par dons ou promesses un individu à frapper telle personne; ou le maître armerait contre son ennemi le bras de son domestique. *Législat. crim. de la Belg.*, t. III, p. 228, n° 65.

ne seraient plus des actes de défense. La provocation, au contraire, continue d'être un motif d'excuse, tant que se prolonge l'émotion violente dont elle a été la cause. Il est impossible de fixer la durée de cet intervalle; tout dépend ici des circonstances dont l'appréciation est laissée aux juges de la culpabilité (n° 832, note 10).

837. Pour que l'excuse soit admissible, il ne faut pas que l'acte de violence soit consommé; une attaque commencée ou seulement imminente peut la produire. L'attaque est commencée, non seulement lorsqu'on nous a déjà porté un coup, mais encore quand on s'avance vers nous dans le dessein de frapper ou de blesser (6). L'attaque est imminente, si les menaces se produisent avec des circonstances qui peuvent raisonnablement faire croire à leur exécution immédiate (7). Lorsque l'agression qui a provoqué la réaction violente n'était pas consommée, cette réaction est justifiée, si elle était commandée par la nécessité de la défense. Dans le cas contraire, l'agent ne peut invoquer que l'excuse de la provocation, pourvu que le fait réunisse les conditions requises pour être excusable (n° 629); car alors l'auteur a été entraîné à l'action, non par la nécessité de la défense et le sentiment de conservation, mais par l'emportement de la colère ou par un mouvement de crainte exagérée.

§ II. De la violation du domicile tentée à l'aide d'effraction ou d'escalade.

838. L'homicide, les blessures et les coups sont excusables, si ces crimes ou délits ont été commis en repoussant, pendant le jour, l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou

(6) Supposons que notre adversaire lève le bras pour nous donner un soufflet, ou qu'il marche vers nous armé d'une canne et le bras levé, en menaçant de nous frapper.

(7) Par exemple, un individu, après nous avoir menacé, saisit une canne pour nous frapper.

entrées d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances (8). La violation du domicile tentée pendant la nuit est comprise dans les cas de légitime défense. La personne dont l'habitation est attaquée pendant le jour, n'est pas exposée au même péril; les secours sont plus prompts; la nécessité d'employer la force n'est donc pas actuelle. Il est évident que l'excuse ne peut être invoquée dans les cas où la loi permet de s'introduire dans le domicile des particuliers contre leur volonté. On peut, en effet, pendant le jour, entrer dans le domicile d'un habitant pour un objet spécial, déterminé par la loi (9); ensuite, pour exécuter un ordre de l'autorité, et spécialement un mandat de justice, un arrêt ou un jugement de condamnation.

839. L'escalade ou l'effraction doit avoir été de nature à inspirer aux habitants de la maison ou de l'appartement la crainte d'une attaque contre leur personne. La loi présume le danger jusqu'à preuve contraire. L'excuse n'est donc pas admissible, s'il est établi que l'agent n'a pu croire à un attentat contre les personnes (10) soit comme but direct de celui qui tentait l'escalade ou l'effraction, soit comme consé-

(8) Dans le sens de l'art. 412 C. p., le jour est l'espace de temps compris entre l'heure qui précède le lever du soleil et l'heure qui suit le coucher du soleil. Art. 478 C. p. Les termes *escalade*, *effraction* et *dépendances* sont définis par les art. 480, 484 et 486 C. p. Enfin, par maison ou appartement habité l'art. 412 entend une maison ou un appartement *actuellement* habité. Voir supra le n° 653, note 8.

(9) La loi accorde ce pouvoir au procureur du roi et à ses officiers auxiliaires en cas de flagrant délit, au juge d'instruction, aux employés des accises, aux agents et gardes forestiers, aux fonctionnaires ou agents chargés de constater les contraventions à la loi ou aux arrêtés sur les poids et mesures, et aux personnes déléguées pour visiter les officines et les dépôts des pharmaciens et autres personnes autorisées à délivrer des médicaments. Art. 36, 87, 88 et 89 C. cr. Art. 196 et suiv. de la loi du 26 août 1822. Art. 122 du Code forest. Art. 14 § 2 de la loi du 1^{er} octobre 1853. Art. 59 et suiv. de l'arrêté royal du 6 octobre 1853. Art. 6 de la loi du 9 juillet 1858.

(10) *Contre les personnes*, c'est-à-dire contre lui-même ou contre toute autre personne (n° 639, note 16).

quence de la résistance que rencontreraient les desseins de celui-ci (11). Lorsque la violation du domicile pouvait inspirer aux habitants de la maison des craintes sérieuses pour leur personne, l'homicide commis pour l'empêcher, est seulement excusable, parce que les prompts secours sur lesquels ils pouvaient compter, rendaient l'emploi de la force inutile; et si néanmoins la loi atténue la peine, c'est que la frayeur qui troublait l'esprit de l'agent, l'a entraîné au crime. Mais, si l'impossibilité d'obtenir immédiatement du secours le plaçait dans la nécessité de repousser les assaillants par la force, l'homicide serait justifié (n° 640).

840. Puisque le fondement de l'excuse dont il s'agit, est la vive impression produite sur l'agent par la crainte du danger dont il se croyait actuellement menacé, il s'ensuit que l'excuse doit également être admise lorsque l'attentat était seulement imminent, lorsque l'agent ayant aperçu les préparatifs de la violation de son domicile, n'a fait que prévenir par des violences l'escalade ou l'effraction dont il était actuellement et sérieusement menacé (12). A plus forte raison, les violences sont-elles excusables, si elles ont été commises après l'effraction ou l'escalade effectuée et pour repousser le malfaiteur qui s'était introduit dans la maison ou ses dépendances (13). Au reste, le bénéfice de cette excuse qui est inhérente au fait, peut être invoqué non seulement par celui qui est menacé d'être attaqué dans son domicile, mais aussi par les autres habitants de la maison, et même par les personnes étrangères qui ont concouru à repousser l'attaque (14).

(11) Par exemple, l'agent savait que, en tentant de s'introduire dans son enclos, la victime de l'homicide avait pour but de voler des fruits ou de rechercher un animal domestique qu'on avait laissé échapper par mégarde.

(12) *Législat. crim. de la Belg.*, t. III, p. 228, n° 63.

(13) L'observation faite sur la portée de l'art. 417 § 1^{er} (n° 633, note 9) s'applique également à l'art. 412 C. p.

(14) *Législat. crim. de la Belg.*, t. III, p. 229, n° 68. Voir supra les n° 576 et 839, note 10.

§ III. *Du flagrant délit d'adultère.*

841. L'homicide, les blessures et les coups sont excusables, lorsque le crime ou le délit est commis par l'un des époux sur l'autre époux et son complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère. La loi admet l'excuse en faveur de l'un et de l'autre époux. En effet, si les conséquences de l'adultère sont différentes dans les deux cas, la gravité de l'offense est la même. Ensuite, l'excuse est fondée sur ce que l'impétuosité du ressentiment ou de l'irritation, produite par l'outrage, a égaré la raison de l'agent et exercé sur sa volonté une contrainte à laquelle il pouvait difficilement résister (15). Or, ce motif s'applique à la femme, aussi bien qu'au mari (16). L'excuse tirée du flagrant délit d'adultère est essentiellement personnelle à l'époux offensé; seul il a ressenti l'outrage; seul il peut invoquer la véhémence de la passion qui l'a entraîné au crime. Cette excuse ne se communique ni à ses parents ou amis qui, en son absence, auraient vengé l'injure (17); ni même à ceux qui auraient,

(15) *Quum sit difficillimum justum dolorem temperare*. L. 58 § 8 D. ad L. Jul. de adulter. (48,5).

(16) Le Code pénal français (art. 324 § 2) consacre une injustice en refusant l'excuse à la femme, parce que l'adultère de celle-ci est plus funeste que l'adultère du mari. Ce système que l'on avait essayé de défendre à la chambre des représentants, a été victorieusement combattu par le ministre de la justice (M. TESSER). *Législat. crim. de la Belg.* t. III, p. 305. D'un autre côté, le même Code ne considère pas comme excusables les coups portés et les blessures faites par le mari à la femme et à son complice; d'où la conséquence que, si ces actes de violence ont causé une maladie ou incapacité de travail personnel de plus de vingt jours, le mari est puni, sous le régime de ce Code, de la reclusion, tandis qu'il ne serait condamné qu'à un emprisonnement de cinq ans au plus s'il avait tué les coupables. Art. 324 § 2 combiné avec l'art. 309 C. p. fr. Le législateur belge a également fait disparaître cette choquante anomalie.

(17) La loi Julia de adulteris maintenait le droit que l'ancienne législation avait déjà accordé au père naturel ou adoptif de tuer sa fille en puissance et le complice surpris en adultère dans la maison paternelle ou conjugale. Mais pour que le meurtre fût justifié, il fallait, d'après la loi Julia,

comme coauteurs ou complices, participé à l'acte de vengeance exercé par l'époux offensé.

842. L'excuse n'est admise qu'aux deux conditions suivantes. Il faut, d'abord, que l'époux ait surpris les coupables en flagrant délit, c'est-à-dire soit en adultère, soit dans une situation qui ne lui permet pas de douter de l'infidélité de son conjoint (18). Peu importe le lieu où il les a surpris; que ce soit dans la maison conjugale ou partout ailleurs; car le motif de l'excuse est général (19). Puisqu'il n'est pas nécessaire que le flagrant délit se passât dans la maison conjugale, il s'ensuit que l'excuse est admissible, alors même que les époux étaient séparés de corps. En effet, si dans ce

comme d'après la loi précédente, que le même coup frappât à la fois la fille et son complice. PAUL, *recept. sent.* L. II tit. XXVI § 1^{er}. L. 20, L. 21, L. 22 § 1, 2, L. 25 pr. § 4, L. 52 pr. D. ad. L. Jul. de adult. (48,5). La raison pour laquelle la loi nouvelle conservait ce droit au père, tout en le refusant au mari, est indiquée par PALEON dans la L. 22 § 4 D. eod. Le Code pénal du royaume des Deux-Siciles (art. 378) contenait la singulière disposition que voici : « Les faits admis comme excuses sont communs aux père et mère ou autres ascendants, aux fils et autres descendants, aux frères et sœurs au second degré; aux époux et aux alliés au même degré, dont les uns vengeraient les injures des autres. »

(18) *In ipsa turpitudine; in ipsis rebus Veneris*. L. 25 pr. D. eod. (48,5). Il ne faut donc pas que le mari soit témoin de la consommation même de l'adultère; il suffit qu'il surprenne la femme et le complice ensemble dans une situation qui ne lui permette pas de douter que l'adultère vient d'être commis ou va se commettre. CHAUVEAU ET HÉLIS, *Théorie du Code pénal*, n° 2708 à 2710. — Bruxelles, 31 mai 1851, Liège, 1^{er} avril 1860, Cass. Belg. 12 avril 1869. Voir ci-dessus le n° 414, note 3.

(19) D'après le projet proposé par le gouvernement, l'un et l'autre époux pouvait invoquer l'excuse, s'il avait surpris son conjoint en flagrant délit d'adultère dans la maison conjugale. La chambre des représentants supprima cette condition pour le mari, en la maintenant pour la femme. Mais le sénat fit disparaître cette inégalité. NVEUS, *Code pénal interprété*, art. 413, n° 4. Or, l'adultère du mari n'est punissable que s'il a été commis dans la maison conjugale. Art. 389 C. p. La femme qui a tué son mari en le surprenant dans tout autre lieu, ne l'a donc pas surpris en flagrant délit d'adultère, comme l'exige l'art. 413 C. p. Mais en présence de la volonté formelle du législateur de placer sur la même ligne les deux époux en ce qui concerne l'excuse, l'on doit admettre celle-ci en faveur de la femme qui a surpris son mari en flagrant adultère, quand même le fait n'est pas incriminé par la loi.

cas, il n'y a plus de maison commune, le devoir de fidélité conjugale subsiste toujours (20). Il faut, ensuite, que l'époux ait exercé les violences à l'instant où il a surpris les coupables en flagrant délit, c'est-à-dire dans l'accès de colère produit par l'aspect d'une pareille offense. Cette irritation peut se prolonger; l'intervalle qui sépare la vengeance de l'outrage ne modifie donc point le caractère de l'action, pourvu que celle-ci ait été exécutée dans le même mouvement d'empchement. Mais, dès que la réflexion a pu s'appliquer au fait, celui-ci cesse d'être excusable. Il résulte de là que l'excuse ne peut être invoquée par l'époux qui avait prémédité le crime, bien qu'il ait commis l'homicide à l'instant même où il avait surpris les coupables (21).

SECTION II.

DES CIRCONSTANCES SIMPLEMENT ATTÉNUANTES.

§ I. Observations préliminaires.

843. Le Code pénal de 1810 n'avait pas introduit, dans les affaires criminelles, la faculté de réduire les peines à raison des circonstances atténuantes qui pouvaient militer en faveur des accusés. Les cours d'assises n'étaient autorisées à mitiger les peines afflictives ou infamantes, que dans les circonstances spécialement déterminées par le Code et qualifiées d'*excuses*. Mais ces circonstances sont étroitement définies et ne s'appliquent qu'à quelques crimes et délits; tandis qu'il est évident que des circonstances atténuantes peuvent se rencontrer dans toutes les infractions et qu'il est impossible au législateur de les préciser. En Belgique, le

(20) Cass. Fr. 13 janvier 1842.

(21) Dans le système du Code pénal belge, la circonstance que le mari s'était caché avec des armes, dans l'intention de surprendre la femme et son complice, et de faire usage de ses armes contre eux, ne prouve pas, par elle seule, la préméditation (n° 565).

gouvernement reconnu, dès le principe, l'urgent besoin d'adoucir l'excessive sévérité du Code pénal français et d'accorder aux cours et tribunaux une plus grande latitude dans l'application de certaines peines criminelles. Tel fut le but des arrêtés-lois du 9 septembre 1814 et du 20 janvier 1815. Mais ces arrêtés, appelés *bienfaisants*, de même que l'art. 5 de la loi du 15 mai 1849, qui les avait abrogés, n'accordaient aux cours d'assises que le droit d'atténuer les peines des travaux forcés à temps et de la reclusion. Le Code pénal de 1810 n'avait appliqué le système des circonstances atténuantes qu'aux peines correctionnelles; mais le pouvoir accordé aux tribunaux de les réduire était trop limité. L'art. 463 de ce Code fut remplacé par l'art. 6 de la loi du 15 mai 1849, qui étendait ce pouvoir. Aucune loi n'autorisait le juge à atténuer les peines de police. Le nouveau Code pénal a établi un système complet de circonstances atténuantes(1).

(1) « S'il existe des circonstances atténuantes, les peines criminelles sont réduites ou modifiées conformément aux dispositions qui suivent. » Art. 79. « La peine de mort sera remplacée par les travaux forcés à perpétuité ou les travaux forcés de quinze ans à vingt ans; — La peine des travaux forcés à perpétuité, par les travaux forcés de quinze ans à vingt ans ou de dix ans à quinze ans; — Les travaux forcés de quinze ans à vingt ans, par les travaux forcés de dix ans à quinze ans ou la reclusion; — La peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans, par la reclusion ou même par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de trois ans; — La reclusion, par un emprisonnement de trois mois au moins. » Art. 80. « La peine de la détention perpétuelle sera remplacée par la détention extraordinaire ou par la détention de dix ans à quinze ans; — La peine de la détention extraordinaire, par la détention de dix ans à quinze ans ou de cinq ans à dix ans; — La peine de la détention de dix ans à quinze ans, par la détention de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux ans; — La détention de cinq ans à dix ans, par un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de deux mois. » Art. 81. « Dans le cas où la loi élève le minimum d'une peine criminelle, la cour appliquera le minimum ordinaire de cette peine, ou même la peine immédiatement inférieure, conformément aux articles précédents. » Art. 82. « L'amende en matière criminelle pourra être réduite, sans qu'elle puisse être en aucun cas infé-

§ II. *Caractère des circonstances atténuantes.*

844. Les circonstances qui affaiblissent la criminalité de l'action ou la culpabilité de l'agent, et qui, par conséquent, méritent au prévenu ou à l'accusé un adoucissement de peine, sont indéfinissables et illimitées. Le législateur peut bien définir les principaux faits de cette nature; mais il lui est impossible de les prévoir tous et de les préciser dans leur variété; il est donc forcé d'en laisser l'appréciation aux juges. De là la différence qui distingue les excuses proprement dites des circonstances simplement atténuantes, qui, sans être spécialement définies par la loi, autorisent cependant les cours et tribunaux à réduire les peines légales.

845. L'infraction se compose de deux éléments : la matérialité et la moralité de l'action. Toutes les causes qui ont pour effet d'affaiblir l'un ou l'autre de ces éléments, doivent être prises en considération par le juge, qui est tenu de mesurer la peine d'après la gravité matérielle du fait et le

rieure à vingt-six francs. » Art. 83. « Les coupables dont la peine criminelle aura été commuée en un emprisonnement, pourront être condamnés à une amende de vingt-six francs à mille francs. — Ils pourront être condamnés à l'interdiction de tout ou partie des droits mentionnés à l'art 31 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — Ils pourront, en outre, être placés, par l'arrêt, sous la surveillance spéciale de la police durant le même nombre d'années. » Art. 84. « S'il existe des circonstances atténuantes, les peines d'emprisonnement et d'amende pourront respectivement être réduites au-dessous de huit jours et au-dessous de vingt-six francs, sans qu'elles puissent être inférieures aux peines de police. — Les juges pourront aussi appliquer séparément l'une ou l'autre de ces peines. — Si l'emprisonnement est porté seul, les juges pourront y substituer une amende qui n'excédera pas cinq cents francs. — Si l'interdiction des droits énumérés à l'art. 31 et la surveillance de la police sont ordonnées ou autorisées, les juges pourront prononcer ces peines pour un terme d'un an à cinq ans, ou les remettre entièrement. » Art. 85. « Lorsque, dans les cas prévus par les quatre chapitres qui précèdent (relatifs aux *contraventions*), il existe des circonstances atténuantes, l'amende pourra être réduite au-dessous de cinq francs, sans qu'elle puisse, en aucun cas, être inférieure à un franc. » Art. 566 C. p.

degré de culpabilité de l'auteur. Après avoir apprécié séparément les deux éléments du délit, le juge réunit les données que lui a fournies cette appréciation et qui serviront de base à la fixation du quantum de la peine. Pour qu'il y ait lieu de réduire celle-ci, il n'est point nécessaire que les circonstances atténuantes s'appliquent tout ensemble aux deux éléments de l'infraction, il suffit qu'elles se rapportent à la moralité du fait, ou même à sa matérialité seulement, pourvu que, dans ce dernier cas, l'élément moral ne soit pas aggravé. Ainsi, nonobstant l'importance matérielle de l'infraction, le juge est autorisé à abaisser la peine, même au-dessous du minimum ordinaire, si des circonstances particulières affaiblissent la culpabilité de l'agent. D'un autre côté, l'exiguité du préjudice causé ou du danger produit par le délit est incontestablement une cause d'atténuation de la peine, si des circonstances personnelles à l'auteur n'aggravent pas la moralité de l'action (2).

(2) La doctrine que nous venons d'exposer, est combattue par M. E. PIERREZ dans un de ses rapports sur le projet du Code pénal. L'honorable rapporteur prétend que les juges peuvent seulement prendre en considération les circonstances qui affaiblissent la culpabilité de l'agent, qui s'appliquent à la moralité du fait; qu'ils ne sont pas autorisés à abaisser la peine au-dessous du minimum légal, quand ils ne constatent d'autre circonstance favorable que le peu de préjudice ou de danger qui est résulté de l'infraction. *Législat. crim. de la Belg.*, t. II. p. 206, n° 6. Cette opinion est contraire non seulement au principe de justice qui veut que la peine soit toujours en harmonie avec la gravité du délit, mais encore aux art. 79, 85 et 566 C. p., qui confèrent aux cours et tribunaux le pouvoir de réduire les peines criminelles, correctionnelles et de police, *s'il existe des circonstances atténuantes*, sans distinguer si celles-ci se rapportent à la matérialité ou à la moralité de l'action. D'ailleurs, elle n'est admise ni par la doctrine, ni par la jurisprudence. Le raisonnement fait à l'appui de sa thèse par l'honorable rapporteur, quelque habile qu'il soit, ne fera jamais comprendre aux juges que, dans le système du Code pénal qui leur accorde le droit d'atténuation en termes généraux et absolus, ils soient obligés, à défaut de circonstances atténuantes personnelles, de condamner à cinq ans de reclusion au moins l'individu qui a franchi un mur pour dérober quelques œufs dans une basse-cour, ou une haie pour voler des pommes dans un jardin;

§ 46. L'appréciation des circonstances atténuantes est abandonnée aux cours et tribunaux (3). Le jury ne doit donc pas être interrogé sur ces circonstances, et il n'a pas le droit de les vérifier de son propre mouvement. Les cours et tribunaux sont autorisés à admettre des circonstances atténuantes ; mais il n'y sont pas obligés, quand même ces circonstances sont invoquées par les parties ; à moins qu'elles n'aient déjà été admises par la chambre du conseil ou la chambre d'accusation, car alors le tribunal de renvoi doit les admettre à son tour (4). Mais, lorsqu'ils ont constaté l'existence de circonstances atténuantes, les juges sont tenus d'abaisser la peine légale (5). On comprend, en effet, qu'en exprimant ces circonstances dans le jugement ou l'arrêt, ils déclarent par cela même que le prévenu ou l'accusé ne mérite pas cette peine, qu'il faut la mitiger pour rétablir l'équilibre entre le châtiement et l'offense. Toutefois, l'atténuation de la peine normale n'est obligatoire que jusqu'à une certaine limite ; au-delà de celle-ci, elle est purement facultative (6), comme nous allons expliquer.

de prononcer au minimum la peine de dix ans de travaux forcés contre celui qui a contrefait des monnaies d'or ou d'argent d'une manière tellement grossière qu'un œil tant soit peu exercé ne pouvait y être trompé. (*Législat. crim. de la Belg.*, t. II, p. 175, n° 9) ; et d'appliquer ces peines alors même qu'aucune circonstance de nature à aggraver la culpabilité de l'accusé n'a été constatée.

(3) « L'appréciation des circonstances atténuantes, dans les cas prévus par le chap. IX, liv. 1^{er} du Code pénal, est réservée aux cours et tribunaux. — Ces circonstances seront indiquées dans leurs arrêts et jugements. » Art. 1^{er} de la loi du 4 octobre 1867.

(4) Art. 3 et 5 de la loi précitée, et infra n° 862.

(5) Cass. Belg., 4 novembre 1872.

(6) En matière criminelle, le principe que nous venons d'établir, est consacré par les termes mêmes du Code pénal dont les art. 80, 81 et 82 sont impératifs ; tandis que les art. 83 et 84 n'accordent au juge qu'une simple faculté (n° 847). Le législateur n'a pu vouloir, sans une étrange contradiction, appliquer un principe différent en matière de délits et de contraventions. A la vérité, l'art. 85 § 1^{er} semble autoriser seulement les

§ III. De la réduction des peines criminelles, correctionnelles et de police.

§ 47. En cas de déclaration de circonstances atténuantes, les cours d'assises sont obligées d'abaisser d'un degré, et autorisées à abaisser de deux degrés les peines criminelles, placées sur les échelons supérieurs de l'échelle pénale. Quant aux deux peines inférieures, la reclusion et la détention de cinq ans à dix ans, les cours doivent les remplacer par un emprisonnement de cinq ans au plus et respectivement de trois mois ou de deux mois au moins (7). Dans les cas où la loi élève le minimum d'une peine criminelle (8), les cours ont le devoir d'appliquer le minimum ordinaire de cette peine, et la faculté de prononcer même la peine immédiatement inférieure. Que si, indépendamment de la peine corporelle, le crime emporte une amende (9), celle-ci peut être réduite, sans qu'elle puisse être en aucun cas inférieure à vingt-six francs. Les juges qui ont commué une peine

tribunaux à réduire l'emprisonnement et l'amende en cas de déclaration de circonstances atténuantes ; mais le mot *pourront* veut dire que les juges ont la faculté d'abaisser l'une et l'autre pénalité même au-dessous du minimum *général* des peines correctionnelles, en d'autres termes, de substituer à celles-ci des pénalités de police. Cette réduction, ou plutôt cette commutation de peine est *in facultate judicis*, tout comme le second degré d'atténuation en matière criminelle ; mais l'abaissement des peines correctionnelles au-dessous de leur minimum *spécial* est obligatoire pour le tribunal qui a constaté des circonstances atténuantes. Pareillement, les dispositions des §§ 2, 3 et 4 de l'art. 85 sont purement facultatives (n° 848). Pour ce qui concerne les contraventions commises avec des circonstances de cette nature, déclarées par le juge (art. 566), l'amende *doit* être réduite, dans les cas prévus par les chap. III et IV du titre X, au-dessous de dix francs ou de quinze francs, et elle *peut* même être réduite, dans ces cas, au-dessous de cinq francs (n° 849).

(7) Lorsque la cour d'assises remplace, à raison de circonstances atténuantes, une peine criminelle par l'emprisonnement, le *crime* se transforme en *délit* ; de sorte que les principes qui régissent la prescription des *délits* et des peines correctionnelles deviennent applicables.

(8) Art. 84 § 3, 85 § 5 ; art. 266 ; art. 237, 377, 381, 410 C. p.

(9) Art. 214, 224, 240 à 244, 251 C. p.

criminelle en emprisonnement, sont autorisés à y ajouter une amende de vingt-six francs à mille francs et, en outre, à condamner le coupable, pour le terme de cinq ans à dix ans, à l'interdiction et à la surveillance spéciale de la police, cumulativement ou séparément (10).

848. En matière correctionnelle, si des circonstances atténuantes sont constatées, la peine d'emprisonnement et l'amende doivent être réduites au-dessous du minimum *spécial*, et peuvent même être abaissées au-dessous du minimum *général* des peines correctionnelles, sans qu'elles puissent être inférieures aux peines de police (11). Les juges peuvent aussi prononcer séparément l'emprisonnement ou l'amende. Les termes généraux dans lesquels ce pouvoir leur est accordé par le Code pénal, leur permet donc de ne prononcer contre le prévenu que l'amende, ou de ne le condamner qu'à l'emprisonnement. Cependant, dans l'intention du législateur, ils peuvent seulement réduire l'amende à son minimum spécial, et non pas la supprimer dans les cas où elle est conforme à la nature du délit qui porte atteinte à la fortune d'autrui et qui a sa cause dans une vile cupidité, tels que le faux, le vol, l'esqueroquerie, etc. (12). Si l'emprisonnement est porté seul, les

(10) Art. 80, 81, 82, 85 et 84 C. p. (n° 843, note 1^{re}).

(11) Le délit, objet des poursuites, est puni par la loi d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à deux cents francs. Le tribunal reconnaît qu'il existe des circonstances atténuantes. Dans ce cas, il est obligé d'abaisser ces pénalités au-dessous de leur minimum *spécial*, c'est-à-dire au-dessous de trois mois d'emprisonnement et de cinquante francs d'amende. De plus, il a la faculté de descendre au-dessous du minimum *général* des peines correctionnelles, qui est de huit jours d'emprisonnement et de vingt-six francs d'amende, et de remplacer ainsi ces peines par des pénalités de police.

(12) *Législat. crim. de la Belg.*, t. II, p. 195, n° 43; p. 222, n° 41; p. 276, n° 51. C'est ainsi que l'on a jugé que, dans tous les cas, le faux devait être puni d'une amende (art. 214 C. p.) et que le juge est seulement autorisé à la réduire à son minimum spécial. Bruxelles, 11 mars 1871. En

juges ont la faculté d'y substituer une amende qui ne peut excéder cinq cents francs. Dans les cas où l'interdiction de certains droits et la surveillance spéciale de la police sont ordonnées ou autorisées par la loi, les juges peuvent prononcer ces peines pour un terme d'un an à cinq ans, ou les remettre entièrement (13). Les deux peines sont remises au condamné par cela même que le tribunal réduit l'emprisonnement et l'amende au taux des pénalités de police; car ni l'une ni l'autre ne peuvent accompagner ces pénalités. Mais aucune loi n'autorise les juges à remettre la confiscation spéciale.

849. Aux termes de l'art. 566 du Code pénal, les amendes de police édictées par ce Code peuvent être réduites, s'il existe des circonstances atténuantes, au dessous de cinq francs, sans qu'elles puissent, en aucun cas, être inférieures à un franc. Le Code distingue, en matière de police, quatre classes d'amendes, à savoir, l'amende de un franc à dix francs, de cinq francs à quinze francs, de dix francs à vingt francs, et de quinze francs à vingt-cinq francs. Ainsi, le juge qui déclare l'existence de circonstances atténuantes, doit réduire au-dessous de son minimum *spécial* l'amende appartenant à l'une des trois dernières classes, et il peut l'abaisser même au-dessous de cinq francs, si son minimum excède cinq francs, ce qui a lieu si elle appartient à la troisième ou quatrième classe, sans qu'elle puisse, en aucun cas, être inférieure à un franc qui est le minimum *général* des peines de police : en un mot, toutes ces amendes, quel qu'en soit le taux, peuvent être réduites jusqu'à un franc. La peine d'emprisonnement étant toujours facultative en matière

matière *criminelle*, l'amende doit toujours être prononcée, même en cas de circonstances atténuantes. Les dispositions des art. 83 et 84 C. p. ne laissent aucun doute à cet égard.

(13) Art. 85 C. p. Voir le texte de cet article au n° 843, note 1^{re}.

de police, l'art. 566 du Code pénal n'avait pas besoin d'en faire mention. En effet, puisque le juge peut se dispenser, même à défaut de circonstances atténuantes, de prononcer cette peine, il est évident qu'il doit s'abstenir de l'appliquer, s'il admet de semblables circonstances en faveur du prévenu⁽¹⁴⁾.

§ IV. *Des infractions auxquelles s'applique le droit d'atténuation.*

850. Le droit conféré aux tribunaux de réduire les peines en cas de circonstances atténuantes s'étend à toutes les peines criminelles, portées par le Code pénal ou par des lois particulières. En matière correctionnelle, au contraire, ce droit est restreint aux peines édictées par le Code pénal, sauf le cas où la loi spéciale l'accorde formellement aux juges⁽¹⁵⁾. La plupart des infractions spéciales qui emportent des peines correctionnelles, sont des faits que la loi érige en délits uniquement par des considérations d'utilité sociale (*délits positifs* ou *de convention sociale*). Si les tribunaux n'abusent pas de la faculté d'atténuation, lorsqu'il s'agit des faits répréhensibles par la conscience humaine (*délits naturels* ou *d'immoralité*), il est à craindre qu'ils ne soient trop portés à n'appliquer que des peines minimales, quand ils sont appelés à réprimer des infractions qui ne blessent pas les lois naturelles. L'application, en matière correctionnelle, du système des circonstances atténuantes, système qui permet aux tribunaux de ne prononcer que des pénalités de police, aurait donc pour effet d'affaiblir

(14) Art. 566; art. 539, 560, 561, 563 C. p. (n° 843, note 1^{re}).

(15) L'art. 100 C. p. qui déclare les dispositions du premier livre de ce Code applicables aux infractions prévues par les lois et règlements particuliers, à moins que ces lois ou règlements n'y dérogent, excepté l'art. 83 C. p., relatif au système des circonstances atténuantes en matière correctionnelle.

une répression jugée nécessaire et de jeter la perturbation dans notre législation économique ou fiscale. D'ailleurs, depuis longtemps, chaque fois qu'une loi édictant des pénalités a été votée, l'attention du législateur s'est portée sur le système des circonstances atténuantes. Un grand nombre de lois spéciales accordent expressément aux juges le pouvoir de réduire les peines, si des circonstances de cette nature militent en faveur du prévenu. Les autres lois, au contraire, en gardant le silence sur la faculté d'atténuation, la refusent par cela même aux tribunaux⁽¹⁶⁾. Par le même motif le juge de police ne peut réduire, du chef de circonstances atténuantes, que les amendes portées par le Code pénal, à moins que le droit d'atténuation ne lui soit expressément conféré par une loi ou un règlement particulier (n° 849).

851. Il est évident que les dispositions du nouveau Code pénal, relatives aux circonstances atténuantes, doivent recevoir leur application dans les cas où la loi spéciale l'ordonne expressément⁽¹⁷⁾. Lorsque la loi spéciale qui admet des circonstances atténuantes, est antérieure au nouveau Code pénal, les juges qui constatent de semblables circonstances, doivent appliquer les dispositions de ce Code, si la loi spéciale se borne, en ce qui concerne la faculté d'atténuation, soit à renvoyer à l'ancien Code pénal ou à la loi du 15 mai 1849 qui l'avait modifié⁽¹⁸⁾, soit à reproduire les dispositions de

(16) *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, pp. 599 et 488.

(17) Art. 11 de la loi du 27 avril 1868, sur le régime postal. Art. 1^{er} de la loi du 7 juillet 1875, contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes. (Cette disposition est superflue, la loi précitée devant être considérée comme faisant partie du Code pénal, n° 116). Art. 2 de la loi du 26 mai 1876, relative au port d'armes de guerre. Art. 10 de la loi du 14 décembre 1876, réglant le transport des émigrants.

(18) Décret sur la presse du 20 juillet 1831 (art. 15). Loi provinciale du 30 avril 1836 (art. 90). Loi du 6 avril 1847, modifiant le décret sur la presse (art. 8). Loi du 8 mai 1848, sur la garde civique (art. 92). Loi du 30 avril 1848, sur les monts-de-piété (art. 20). Loi du 20 décembre 1852, sur les

l'un ou de l'autre⁽¹⁹⁾. Mais, toutes les fois que la loi spéciale contient sur les circonstances atténuantes une disposition particulière, dérogeant au Code pénal de 1810 ou à celui de 1867, les juges appliqueront cette disposition, que la loi soit antérieure⁽²⁰⁾ ou postérieure⁽²¹⁾ au nouveau Code pénal.

852. Parmi les lois spéciales qui confèrent aux juges le pouvoir d'atténuer les peines, il faut compter le Code pénal pour l'armée. Ce pouvoir, tel qu'il est réglé par le Code pénal ordinaire, appartient incontestablement aux tribunaux militaires dans les cas où ils sont appelés à juger les délits de droit commun, imputés à des personnes soumises à leur juridiction. Pour ce qui concerne les infractions militaires, c'est-à-dire celles qui sont prévues par le Code pénal pour l'armée, ce Code (art. 59) adopte un système d'atténuation différent, suivant que les peines qu'il s'agit de réduire, sont des pénalités purement militaires ou des peines de droit commun (n° 137).

offenses envers les chefs des gouvernements étrangers (art. 4). Loi du 12 mars 1858, sur les crimes et délits portant atteinte aux relations internationales (art. 10). Les deux dernières lois se réfèrent à la loi du 15 mai 1849. Quant à la loi du 12 mars 1858, qui doit être considérée comme faisant partie du Code pénal, il y a un motif de plus pour appliquer aux faits prévus par ladite loi les dispositions de ce Code relatives aux circonstances atténuantes (n° 116).

(19) Loi du 24 mars 1846, sur la vente d'effets militaires. L'art. 3 de cette loi reproduit l'art. 463 C. p. de 1810.

(20) Loi du 1^{er} février 1844, sur la police de la voirie (art. 9). Loi du 21 juin 1849, ou Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande (art. 57). Loi du 9 juillet 1858, sur la pharmacopée belge (art. 12). Loi du 7 février 1866, sur les épizooties (art. 4). Loi du 6 mars 1866, sur le vagabondage et la mendicité (art. 5). La première des lois précitées, ainsi que la loi indiquée à la note précédente, subordonne encore l'atténuation pénale à la somme du préjudice causé. Mais cette condition était déjà abolie par l'art. 6 de la loi du 15 mai 1849, qui avait remplacé l'art. 463 du Code pénal français.

(21) Le Code électoral de 1878, art. 191, admet avec une modification (il n'autorise pas la substitution de l'amende à l'emprisonnement), le système des circonstances atténuantes, établi par le nouveau Code pénal, et déroge donc à ce Code.

L'atténuation des premières est déterminée par la loi militaire; les autres, y compris l'emprisonnement correctionnel, sont réduites conformément aux dispositions du Code pénal ordinaire. Ainsi, par dérogation à l'art. 100 de ce Code, la peine d'emprisonnement peut être réduite suivant l'art. 83 du même Code, lorsqu'elle est attachée à des infractions militaires.

853. Le pouvoir d'atténuation accordé aux cours et tribunaux n'admet d'autres limites que celles qui sont déterminées par le Code pénal ou par les lois particulières. Les juges peuvent donc l'exercer, tout en condamnant le coupable par contumace ou par défaut, le refus de l'accusé ou du prévenu de répondre en justice sur l'inculpation dirigée contre lui n'étant pas une cause d'aggravation du fait inermine⁽²²⁾. Ils ont même la faculté d'atténuer les peines dans le cas de récidive ou de concours de plusieurs infractions; car, si ces circonstances aggravent le plus souvent la culpabilité de l'agent, elles n'ont pas toujours ce caractère.

§ V. *Du concours de circonstances atténuantes avec une cause d'excuse.*

854. Il est possible que, dans la même affaire, se rencontrent à la fois une excuse et d'autres faits accessoires qui méritent au prévenu un adoucissement de peine, quoiqu'ils ne soient pas spécialement définis par la loi. Dans ce cas, le juge doit réduire la peine normale à raison de l'excuse, et il peut, en outre, la diminuer à raison des

(22) Tout en reconnaissant au tribunal correctionnel, jugeant un prévenu par défaut, le droit d'avoir égard aux circonstances atténuantes (Cass. 1^{er} décembre 1842), la cour de cassation de France le refuse à la cour d'assises jugeant un accusé par contumace (Cass. 4 mars 1842, 14 septembre 1843). Le principal motif de différence est que le législateur français réserve au jury le droit de déclarer des circonstances atténuantes.

circonstances simplement atténuantes. Ce pouvoir, formellement reconnu dans les rapports et les discussions parlementaires, est incontestablement fondé sur les textes du Code pénal. Mais la double atténuation, motivée par la réunion simultanée de ces diverses modalités de l'infraction, ne peut pas toujours s'opérer de la même manière. Pour savoir dans quel ordre le juge doit y procéder, il faut voir si les circonstances atténuantes concourent avec une excuse générale ou spéciale (n° 827).

855. Dans la première hypothèse, si le mineur de seize ans est déclaré avoir agi avec discernement, le juge commence par fixer la pénalité qui, suivant les circonstances, serait applicable au prévenu s'il était majeur de seize ans, et c'est cette pénalité qui est mitigée en vertu du bénéfice accordé au jeune âge. Le même procédé doit être suivi, lorsque le fait inriminé a été commis, avec des circonstances atténuantes, par un sourd-muet qui a agi avec discernement⁽²⁵⁾. Ainsi, dans ce système, le juge réduit d'abord la peine normale du chef des circonstances atténuantes, conformément aux art. 80, 81, 82 et 83 du Code pénal; il abaisse ensuite cette peine, à raison de l'excuse,

(25) Le pouvoir d'admettre, en faveur du prévenu âgé de moins de seize ans et ayant agi avec discernement, des circonstances atténuantes indépendamment de l'excuse résultant du jeune âge, a été reconnu, à la chambre des représentants, par le ministre de la justice (M. Tersch), sur l'interpellation faite par M. Lelièvre (*Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 270). Ce pouvoir est, d'ailleurs, implicitement accordé au juge par les art. 73 et 74, C. p., qui mesurent la peine applicable au mineur sur celle qu'il a encourue, à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu seize ans. Il faut donc que le juge fixe d'abord cette peine, en appréciant non seulement le fait principal, mais aussi toutes les circonstances qui l'aggravent ou l'atténuent, et c'est sur la peine ainsi fixée, soit normale soit aggravée ou atténuée, qu'il doit opérer l'abaissement prescrit par les articles précités à raison du jeune âge. En autorisant la double réduction, ces articles indiquent en même temps, du moins virtuellement, l'ordre dans lequel elle doit s'opérer. Quant aux sourds-muets, ils sont assimilés aux mineurs de seize ans par l'art. 76 C. p.

suivant les art. 73, 74 et 76 du Code⁽²⁴⁾. Dans la seconde hypothèse, c'est-à-dire lorsque des circonstances atténuantes se combinent avec une excuse relative à l'homicide, aux blessures ou aux coups et fondée sur la provocation, le juge doit opérer dans l'ordre inverse, en diminuant d'abord la peine du chef de l'excuse, par application de l'art. 414 du Code pénal, et en réduisant ensuite, à raison des circonstances atténuantes et conformément à l'art. 83 de ce Code, la peine mitigée par la loi à raison de l'excuse⁽²⁵⁾.

SECTION III.

DE L'APPRÉCIATION DES EXCUSES ET DES CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES.

§ I. A qui appartient le droit d'apprécier ces modalités de l'infraction.

856. Dans le système de notre législation, le droit d'apprécier les excuses appartient aux juges de la culpabilité; par conséquent, en matière criminelle, au jury. Mais l'appréciation des circonstances atténuantes est confiée, en toute matière, aux cours et tribunaux, c'est-à-dire aux juges de

(24) Comme nous venons de le dire (note 23), c'est à la peine normale, encourue par le mineur, que la réduction motivée sur l'existence des circonstances atténuantes doit être appliquée, et non pas à la pénalité modifiée par la loi à raison du jeune âge. Gand, 19 juin 1872.

(25) Lorsque des circonstances simplement atténuantes concourent avec une excuse fondée sur la provocation (art. 411, 412 et 413 C. p.), le juge ne doit pas procéder de la même manière que dans les cas où ces circonstances viennent se joindre à l'excuse résultant de la jeunesse ou de la surdi-mutité du prévenu, parce que le motif qui commande au juge, quand il s'agit d'une excuse générale, d'apprécier les circonstances atténuantes qui militent en faveur du prévenu, avant de lui tenir compte de l'excuse, ne s'applique pas à la réunion simultanée d'une excuse spéciale et de circonstances atténuantes. Les peines attachées par l'art. 414 C. p. aux faits excusables peuvent donc encore, s'il existe des circonstances atténuantes, être réduites ou modifiées conformément à l'art. 83, comme l'a déclaré formellement M. Lelièvre dans son rapport sur l'art. 414 C. p. *Législat. crim. de la Belg.*, t. III, p. 281, n° 28.

l'application de la peine, qui sont tenus, lorsqu'ils admettent des circonstances de cette nature, de les exprimer dans leurs jugements ou arrêts (1). Toutefois, le droit de constater l'existence des excuses et des circonstances atténuantes n'appartient pas exclusivement aux juridictions de jugement. La loi confère, dans certaines limites, le même pouvoir aux juridictions d'instruction.

§ 57. Le Code d'instruction criminelle de 1808 réserve au jury le droit d'apprécier les excuses; et le Code pénal de 1810, qui ne permet de réduire, à raison de circonstances simplement atténuantes, que les peines correctionnelles, réserve aux tribunaux le pouvoir de vérifier ces circonstances. Sous l'empire de ces deux Codes, l'appréciation des unes et des autres échappait donc à la compétence des juridictions d'instruction. Ce système est rationnel. Il y aurait, en effet, des inconvénients à diviser le jugement d'une prévention de telle sorte qu'une juridiction fût appelée à prononcer sur quelques-unes des circonstances qui ont accompagné le fait, tandis qu'une juridiction différente serait chargée de prononcer séparément sur le fait même. Le juge du fait doit nécessairement être juge de toutes les circonstances qui s'y rattachent, soit qu'elles l'aggravent ou qu'elles l'atténuent.

§ 58. En introduisant, dans les affaires criminelles, le système des circonstances atténuantes, les arrêtés-lois de 1814 et 1815 en confiaient l'appréciation exclusivement aux cours d'assises. L'appréciateur naturel de ces circonstances

(1) Art. 1^{er} de la loi du 4 octobre 1867 (n^o 846, note 5). Dans le système de la loi du 15 mai 1849, les cours d'assises qui commuaient les peines des travaux forcés ou de la reclusion à raison de circonstances atténuantes, étaient obligées d'exprimer ces circonstances (art. 5); tandis qu'il suffisait aux tribunaux correctionnels de déclarer qu'il existe des circonstances atténuantes.

est le juge de la culpabilité, c'est-à-dire le jury; mais le droit de les vérifier était du moins attribué, par ces arrêtés, à la juridiction de jugement, appelée à statuer sur l'application de la peine. Ce principe, partiellement modifié par la loi du 15 mai 1858, sur le jury (2), fut aboli par les lois du 1^{er} et du 15 mai 1849, dont les dispositions relatives à cette matière ont été mises en harmonie avec le nouveau Code pénal par la loi du 4 octobre 1867. Dans le nouveau système, les juridictions d'instruction partagent, dans les limites marquées par cette loi, avec les juridictions de jugement, le pouvoir d'apprécier les excuses proprement dites (3) et les circonstances atténuantes; leurs décisions qui en constatent l'existence ont même pour effet de lier le tribunal de renvoi.

§ II. Du droit d'appréciation attribué aux juridictions d'instruction.

§ 59. En matière criminelle, lorsqu'il y a lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, la chambre du conseil et la chambre d'accusation peuvent renvoyer le prévenu au tribunal correctionnel (4). Ainsi, ces chambres

(2) Les art. 26 et 27 de cette loi autorisaient la chambre du conseil et la chambre d'accusation à renvoyer le prévenu devant le tribunal correctionnel, lorsque le fait était punissable de reclusion et que les circonstances étaient atténuantes, en défendant au tribunal de renvoi de se déclarer incompétent en ce qui concernait ces circonstances.

(3) Ces juridictions n'ont pas la faculté d'apprécier les excuses péremptoires.

(4) Loi du 4 octobre 1867, art. 2 : « Dans tous les cas où il y aurait lieu de ne prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans les cas où il y aurait lieu d'appliquer les art. 72, 75 et 76 C. p., la chambre du conseil pourra, à l'unanimité de ses membres, et par une ordonnance motivée, renvoyer le prévenu au tribunal de police correctionnelle. » Art. 6 « ... La chambre des mises en accusation pourra, à la simple majorité, exercer la même faculté. » Par *excuses*, la loi entend les excuses spéciales, prévues par les

ont d'abord le pouvoir d'apprécier les excuses générales ou spéciales, qui, les unes et les autres, ont pour effet de transformer le crime en délit; elles sont investies de ce pouvoir, quelle que soit la peine ordinaire, attachée au crime déclaré excusable (5), pourvu que le fait ne constitue pas un crime politique; car la connaissance de ce crime, bien que transformé en délit par l'admission de l'excuse, ne peut en aucun cas être soustraite au jury (6). Ensuite, les juridictions d'instruction sont compétentes pour constater l'existence des circonstances atténuantes qui permettent aux juges de remplacer, par un emprisonnement correctionnel, la peine de reclusion, et même celle des travaux forcés de dix ans à quinze ans (7). Mais elles n'ont pas la faculté de correctionnaliser des crimes passibles de la détention de dix ans à quinze ans, ni même ceux qui n'emportent que la détention de cinq ans à dix ans. L'appréciation des circonstances atténuantes qui ont

art. 411, 412 et 413 C. p. Quant aux excuses générales, la loi se borne à citer les art. 72, 75 et 76 C. p., par la raison que le jeune âge et la surditité du délinquant constituent tantôt une excuse, tantôt une cause de justification, suivant que le tribunal de renvoi décide que le prévenu a agi avec ou sans discernement.

(5) Le droit de renvoyer le prévenu au tribunal correctionnel à raison d'une excuse appartient donc aux juridictions d'instruction, quand même le crime, s'il n'était pas excusable, emporterait la peine de mort ou les travaux forcés soit à perpétuité, soit de quinze ans à vingt ans. Art. 73 et 414 C. p.

(6) C'est avec cette restriction qu'il faut entendre l'art. 2 de la loi précitée (note 4). Au reste, ce ne sont que les excuses générales qui soient applicables aux crimes politiques. Art. 73 C. p. (*détention*).

(7) A moins, toutefois, que le crime emportant cette peine n'ait été commis en récidive; car il n'appartient pas aux juridictions d'instruction de décider si l'agent doit ou ne doit pas être condamné de ce chef aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans, c'est-à-dire à une peine qui ne peut être commuée en emprisonnement à raison de circonstances atténuantes. — Il est évident, au reste, que l'on ne peut renvoyer devant la justice correctionnelle le prévenu d'un fait qui demeure passible d'une peine criminelle alors même qu'il est accompagné de circonstances atténuantes. Cass. Belg. 17 novembre 1873.

accompagné ces crimes et dont l'existence autorise aussi le juge à ne prononcer qu'un emprisonnement correctionnel, est réservée aux cours d'assises (8). En effet, les crimes punis de la détention étant des infractions politiques, le législateur ne peut accorder aux juridictions d'instruction le pouvoir d'enlever au jury, par une déclaration de circonstances atténuantes, la connaissance de ces sortes de crimes.

860. En matière *correctionnelle*, la chambre du conseil et la chambre d'accusation qui sont d'avis qu'il y a lieu, à raison de circonstances atténuantes, de ne prononcer que des peines de police, ont la faculté de renvoyer le prévenu devant le juge de paix compétent (9), soit que le fait emporte l'emprisonnement ou l'amende, soit que la loi y attache l'une et l'autre pénalité (10); pourvu que la poursuite n'ait pas pour objet un délit politique ou de presse. Toutefois, pour que les juridictions d'instruction puissent exercer ce pouvoir dans le cas où des circonstances atténuantes concourent avec une excuse, il faut que le fait constitue un *délit* par lui-même et indépendamment de celle-ci. En conséquence, lorsqu'il s'agit d'un *crime* excusable, ces juridictions ne sont pas auto-

(8) Cela résulte, non de l'art. 2 de la loi précitée, dont la disposition est trop générale, mais de l'art. 5 dont le § 2 mentionne les deux derniers paragraphes de l'art. 80 C. p., en passant sous silence les deux derniers paragraphes de l'art. 81 du même Code. Voir, au reste, l'art. 98 de la Constit.

(9) Loi du 4 octobre 1867, art. 4 : « Lorsque le fait imputé sera punissable de l'emprisonnement ou de l'amende, et que, sur le réquisitoire du ministère public ou sur le rapport fait à la chambre du conseil, les juges seront unanimement d'avis qu'il y a lieu de réduire ces peines au taux des peines de police, ils pourront renvoyer le prévenu devant le juge de paix compétent, en exprimant les circonstances atténuantes. » Art. 6 : « . . . La chambre des mises en accusation pourra, à la simple majorité, exercer la même faculté. »

(10) Quoique l'art. 4 de la loi précitée ne parle que du fait punissable de l'emprisonnement ou de l'amende, il est évident que le renvoi peut être prononcé aussi dans le cas où le délit est passible de l'emprisonnement et de l'amende. L'art. 83 C. p. ne laisse aucun doute à cet égard.

risées, en admettant, en outre, des circonstances atténuantes, à renvoyer le prévenu au tribunal de police, bien que la loi remplace, à raison de l'excuse, la peine criminelle par l'emprisonnement dont la durée, dans certains cas, n'excède pas cinq ans, ni même deux ans⁽¹¹⁾; elles ont seulement la faculté de le renvoyer au tribunal correctionnel⁽¹²⁾, qui lui tiendra compte à la fois de l'excuse et des circonstances atténuantes dont il aura constaté l'existence (nos 854 et 855). Mais, lorsque des circonstances de cette nature viennent se joindre à un *délit* excusable⁽¹³⁾, rien ne s'oppose au renvoi du prévenu devant le juge de paix⁽¹⁴⁾.

861. Lorsque, dans les cas indiqués, la chambre du conseil est d'avis qu'il y a lieu soit de remplacer la peine criminelle par une peine correctionnelle, soit de réduire au taux des peines de police les peines correctionnelles dont le fait est passible, elle peut renvoyer le prévenu respectivement au tribunal correctionnel ou au tribunal de police. L'ordonnance de renvoi peut être attaquée, par la voie de l'appel qualifié d'opposition par la loi et porté à la chambre d'accusation, non seulement par le ministère public, mais encore par la partie civile qui y est autorisée dans l'intérêt de l'action publique⁽¹⁵⁾. La chambre d'accusation a la même

(11) Art. 73 § dernier, art. 414 §§ 2 et 3 C. p.

(12) Il est incontestable que l'art. 4 de la loi du 4 octobre 1867 n'a en vue que l'emprisonnement attaché au fait délictueux comme peine normale. Cela résulte avec évidence de la combinaison de cet article avec l'art. 5 §§ 2 et 3 de ladite loi. Liège, 11 août 1876.

(13) Art. 74 et 414 § dernier C. p.

(14) L'art. 4 de la loi de 1867 s'applique à tous les faits auxquels la loi attache l'emprisonnement ou l'amende comme peines normales, par conséquent aussi aux *délits* excusables.

(15) La partie civile n'a aucun intérêt à ce que l'affaire soit portée au tribunal correctionnel, plutôt qu'au tribunal de police; mais elle est intéressée à ce que le délinquant soit renvoyé à la cour d'assises, plutôt qu'à toute autre juridiction, parce que cette cour a le droit de statuer sur l'action

faculté que la chambre du conseil, avec cette différence, que celle-ci ne peut l'exercer qu'à l'unanimité de ses membres⁽¹⁶⁾, tandis que celle-là peut l'exercer à la simple majorité. Les deux juridictions peuvent faire usage de leur pouvoir sur la réquisition du ministère public ou d'office; mais l'une et l'autre sont tenues de motiver l'ordonnance ou l'arrêt de renvoi, en indiquant l'âge ou la surdi-mutité du prévenu, l'excuse spéciale ou les circonstances atténuantes. Le tribunal de renvoi ne pouvant décliner sa compétence en ce qui concerne ces causes d'atténuation, il faut bien que l'ordonnance ou l'arrêt les lui fasse connaître⁽¹⁷⁾.

§ III. Des pouvoirs du tribunal de renvoi.

862. L'ordonnance ou l'arrêt de renvoi est attributif de juridiction. Le tribunal auquel l'affaire est renvoyée ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne l'âge, la surdi-mutité du prévenu, l'excuse spéciale ou les circonstances atténuantes; il doit admettre l'existence de ces causes de renvoi, quand même il aurait puisé dans les débats la conviction que le prévenu était âgé de seize ans accomplis au moment du fait, qu'il n'est pas sourd-muet, que l'excuse n'existe

civile, même en cas d'acquiescement ou d'absolution de l'accusé; tandis que les tribunaux correctionnels et de police sont incompétents pour prononcer sur cette action, lorsqu'ils ont renvoyé le prévenu de la poursuite dirigée contre lui. Art. 558 et 566, combinés avec les art. 159, 191 (*annuler la citation*) et 212 (*sur ses dommages-intérêts*) C. cr.

(16) L'ordonnance de la chambre du conseil doit, à peine de nullité, mentionner que la décision a été prise à l'unanimité; car celle-ci est une condition substantielle et d'ordre public du pouvoir exceptionnel, attribué à la chambre du conseil. Cass. Belg. 22 mai et 1^{er} septembre 1871, 4 août 1873, 25 octobre 1873, 5 janvier 1876.

(17) L'art. 5 de la loi du 4 octobre 1867 exige une ordonnance *motivée*, et l'art. 4 veut que les circonstances atténuantes soient *exprimées*. Puisque les juridictions de jugement sont tenues *d'indiquer* les circonstances atténuantes qu'elles admettent en faveur de l'accusé ou du prévenu (art. 1^{er}), il est de toute évidence que cette obligation incombe aussi aux juridictions d'instruction.

point ou qu'il n'y a pas de circonstances atténuantes⁽¹⁸⁾. En effet, il y aurait conflit entre le tribunal qui déclinerait sa compétence, et la juridiction d'instruction qui a prononcé le renvoi, conflit qui nécessiterait un règlement de juges émanant de la cour de cassation. Or, la cour suprême ne peut décider s'il y a ou non une excuse ou des circonstances atténuantes⁽¹⁹⁾. Mais, dans le cas où l'incompétence du tribunal auquel le prévenu est renvoyé, résulte de toute autre cause, ce tribunal peut et doit se déclarer incompétent; particulièrement lorsque le fait n'est pas de nature à pouvoir être déféré à la juridiction correctionnelle⁽²⁰⁾ ou de

(18) « Le tribunal de police correctionnelle devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne l'âge, la surdité, l'excuse et les circonstances atténuantes. » Art. 5 § 1^{er}. — « Le tribunal de police devant lequel le prévenu sera renvoyé ne pourra décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. » Art. 5 de la loi du 4 octobre 1867.

(19) Dans ce système, les juridictions d'instruction qui, ne pouvant apprécier les faits que d'après l'instruction écrite, doivent se contenter de simples *présomptions*, sont établies juges souverains des excuses et des circonstances atténuantes; tandis que les tribunaux correctionnels et de police qui jugent sur des *preuves*, sont obligés d'admettre les excuses et les circonstances atténuantes, quand même il résulterait des débats qu'elles n'existent point.

(20) Tel qu'un crime politique. Voici d'autres exemples. Le crime prévu soit par l'art. 400 § 2, soit par l'art. 401 C. p., ayant été correctionnalisé à raison de circonstances atténuantes, il résulte des débats que les coups ont été portés ou que les blessures ont été faites dans l'intention de donner la mort. Le prévenu d'un fait emportant les travaux forcés de dix ans à quinze ans ayant été renvoyé, du chef de semblables circonstances, au tribunal correctionnel, on découvre que le crime a été commis en récidive (n° 839 note 7). Dans une poursuite pour tentative de meurtre, la chambre du conseil ou la chambre d'accusation renvoie le prévenu au tribunal correctionnel, en admettant par erreur que cette tentative est punissable, au choix du juge, des travaux forcés soit de quinze à vingt ans, soit de dix à quinze ans, et que cette dernière pénalité peut être remplacée, en cas de circonstances atténuantes, par un emprisonnement de trois ans au moins (art. 80 §§ 2 et 4 C. p.). Le tribunal de renvoi doit se déclarer incompétent, et la cour de cassation annulera, par un règlement de juges, la décision erronée de la juridiction d'instruction. Cass. Belg. 15 juillet 1872. Voir

police⁽²¹⁾, ou que, en raison de sa qualité, le prévenu n'est pas justiciable du tribunal de renvoi⁽²²⁾. Il y a plus : le tribunal qui reconnaît que le prévenu n'est pas coupable, est tenu de l'acquitter, nonobstant la déclaration d'excuse ou de circonstances atténuantes, qui a motivé le renvoi⁽²³⁾. Le tribunal a même le droit et le devoir de se déclarer incompétent en ce qui concerne l'excuse ou les circonstances atténuantes, si l'ordonnance de renvoi ne constate pas qu'elle a été rendue à l'unanimité par la chambre du conseil⁽²⁴⁾.

863. Lorsque le tribunal, saisi de la connaissance d'un crime correctionnalisé par une juridiction d'instruction, estime que le prévenu est coupable, des distinctions sont nécessaires. Si le prévenu est mineur de seize ans ou sourd-muet, le tribunal correctionnel posera à lui-même et décidera la question de discernement. S'il est décidé que le prévenu a agi sans discernement, les juges observeront les dispositions

supra n° 473 note 3. Il en serait de même, si les juridictions d'instruction avaient correctionnalisé le crime d'infanticide commis par la mère sur son enfant illégitime; Art. 596 C. p. (n° 823, note 9).

(21) Le tribunal de police reconnaît que le fait constitue un délit politique ou de presse. Le même tribunal auquel une chambre d'instruction a déféré la connaissance d'un des faits prévus par les art. 598 et 599 C. p., trouve que le prévenu avait commis l'acte de violence dans le dessein de tuer, ou que les blessures ont causé une maladie paraissant incurable et qu'elles ont été préméditées. Art. 400 § 1 C. p. Cass. Belg. 16 février 1852.

(22) Parce qu'il est militaire ou qu'il est membre de l'ordre judiciaire.

(23) Voilà une autre contradiction qui résulte du système adopté par la loi de 1867. En effet, si l'excuse et les circonstances atténuantes, reconnues par les chambres d'instruction, sont réputées constantes, la culpabilité du prévenu devrait aussi être considérée comme prouvée, puisque l'existence d'une excuse ou de circonstances atténuantes suppose l'imputabilité pénale du fait.

(24) Lorsque le tribunal s'est déclaré incompétent pour connaître du fait que l'ordonnance de renvoi lui avait déféré et que ces décisions sont passées en force de chose jugée, il y a lieu à être réglé de juges par la cour de cassation, qui annulera l'ordonnance de la chambre du conseil et renverra l'affaire devant le juge d'instruction d'un autre arrondissement. Cass. Belg. 10 juillet 1876.

des art. 72 et 76 du Code pénal; que s'il est reconnu qu'il a agi avec discernement, ils statueront conformément aux art. 73 et 76 de ce Code. Lorsqu'une excuse spéciale a été admise en faveur du prévenu, le tribunal appliquera l'art. 414 du même Code. Enfin, dans le cas de déclaration de circonstances atténuantes, les juges correctionnels prononceront l'emprisonnement qui ne sera pas au-dessous des minimums fixés par les deux derniers paragraphes de l'art. 80 du Code pénal, et suivant les distinctions qui y sont établies; sans préjudice de l'application des autres peines édictées par l'art. 84 (25), et ajoutons, sans préjudice de la faculté de réduire l'amende, conformément à l'art. 83 dudit Code (26).

864. Lorsque des circonstances atténuantes concourent avec une excuse générale ou spéciale, le juge peut abaisser encore, à raison de ces circonstances, la peine mitigée déjà par la loi à raison de l'excuse, en opérant la double réduction dans l'ordre indiqué plus haut (n° 855). Ce pouvoir appartient, en matière criminelle, non seulement à la cour d'assises, dans le cas où l'affaire lui a été renvoyée, mais aussi au tribunal correctionnel, appelé à statuer sur le crime déclaré excusable. En effet, le Code pénal permet et la justice commande d'accorder au prévenu le bénéfice de l'excuse et celui des circonstances atténuantes qui militent en sa faveur, quelle que soit la juridiction devant

(25) « Il (le tribunal correctionnel) pourra prononcer un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous des minimums fixés par les deux derniers paragraphes de l'art. 80 du Code pénal, et suivant les distinctions établies par ces paragraphes, sans préjudice des autres peines prévues par l'art. 84 dudit Code. — Toutefois, dans les cas prévus par les art. 72, 73, 76 et 414 du Code pénal, il statuera conformément à ces dispositions. » Art. 3 §§ 2 et 3 de la loi du 4 octobre 1867.

(26) Cette faculté est la conséquence naturelle des dispositions des art. 80, 81 et 82 C. p., qui obligent ou autorisent les cours d'assises à réduire les peines principales. Si donc l'art. 83 C. p. n'est pas mentionné dans l'art. 3 § 2 de la loi du 4 octobre 1867, c'est évidemment par oubli.

laquelle il est traduit (27). Si un *délit* excusable a été commis avec d'autres circonstances atténuantes, le tribunal correctionnel, saisi de la connaissance du délit, peut avoir égard à ces circonstances (28). Les juridictions d'instruction sont elles-mêmes autorisées à en tenir compte au prévenu et à le renvoyer de ce chef devant le juge de paix (n° 860).

(27) La loi du 4 octobre 1867 n'a pas modifié le Code pénal dans le cas d'un crime correctionnalisé par les juridictions d'instruction. A la vérité, après avoir marqué les articles du Code pénal que le tribunal de renvoi devra appliquer, à raison des circonstances atténuantes, l'art. 5 § 3 de la loi précitée indique les dispositions dudit Code dont le tribunal sera tenu de faire l'application, quand le crime est déclaré excusable. « Toutefois, porte ce paragraphe, dans les cas prévus par les art. 72, 73, 76 et 414 du Code pénal, le tribunal correctionnel statuera conformément à ces dispositions. » Mais la loi du 4 octobre 1867 n'a pas voulu déroger à un principe de justice, indépendamment de la juridiction appelée à l'appliquer; elle s'est bornée à régler les cas ordinaires, ceux où le prévenu peut faire valoir soit une excuse, soit des circonstances atténuantes seulement, sans avoir songé à déterminer la pénalité dans le cas de concours de ces modalités du crime. *Belgique judiciaire*, 1872, pp. 473, et suiv. D'ailleurs, pour ce qui concerne les excuses générales, le texte même de l'art. 5 § 3 de la loi précitée, qui ordonne l'application des art. 73 et 76 C. p., autorise le tribunal correctionnel à opérer la double réduction, puisque, conformément à ces articles, le juge, avant d'appliquer au prévenu le bénéfice de l'excuse, doit fixer d'abord la peine que celui-ci aurait encourue s'il était majeur de seize ans ou exempt de l'infirmité dont il est affecté (n° 855).

(28) Aucune difficulté de texte ne peut s'élever sur ce point. L'art. 5 de la loi du 4 octobre 1867 ne concerne que les crimes correctionnalisés à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. Le tribunal correctionnel est le juge naturel des délits, et dans le cas où il est saisi de la connaissance d'un délit excusable, rien ne l'empêche de combiner, dans la fixation de la peine, l'art. 85 avec les art. 74 et 414 C. p. Le droit d'atténuation du chef de circonstances atténuantes sera particulièrement utile dans le cas de l'art. 414 § dernier C. p. D'après cette disposition, en effet, le cumul de l'emprisonnement et de l'amende est obligatoire; tandis que l'art. 85 §§ 2 et 3 autorise le juge à prononcer séparément l'un ou l'autre, ou à substituer l'amende à l'emprisonnement.

CHAPITRE III.

DE L'AGGRAVATION DES PEINES.

SECTION PREMIÈRE.

DES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES EN GÉNÉRAL.

§ I. *Notion des circonstances aggravantes.*

865. Lorsque le fait est accompagné de circonstances qui augmentent la criminalité de l'action ou la culpabilité de l'agent, le juge, obligé de proportionner le châtement à la gravité de l'infraction, doit élever le taux de la peine dans les limites du maximum et du minimum fixés par la loi; mais il ne peut franchir le terme extrême et appliquer une peine supérieure en degré, que dans les cas où la loi aggrave elle-même la peine ordinaire. On peut donc distinguer deux sortes de circonstances aggravantes. Les unes sont spécialement définies par la loi qui y attache une peine plus forte que celle dont le fait, dépouillé de ces circonstances, est punissable. Ce sont les circonstances aggravantes *légales* ou proprement dites. Les autres ne sont pas prévues par la loi qui en laisse la libre appréciation aux juges chargés d'appliquer la peine, sans pourtant leur permettre de l'élever au-dessus du taux normal. On les appelle circonstances aggravantes *judiciaires*. Nous n'avons plus à nous occuper de celles-ci.

866. Nulle circonstance aggravante légale ne peut influencer sur l'application de la peine, que lorsque le jury en a déclaré l'existence. Dans le système de notre législation, une question particulière doit être posée au jury sur chacune des circonstances aggravantes qui ont accompagné le fait, qu'elles soient mentionnées dans l'acte d'accusation, ou qu'elles résultent des débats sans être exprimées dans cet

acte (1). La réponse affirmative du jury à une question portant collectivement sur deux ou plusieurs circonstances aggravantes du fait principal, tel que le vol, ou à une question comprenant à la fois le fait principal et une circonstance aggravante, ne peut donc servir de fondement à une condamnation (2).

§ II. *Des diverses espèces de circonstances aggravantes.*

867. Les circonstances aggravantes légales ou proprement dites sont générales ou spéciales, selon qu'elles sont communes à toutes les infractions ou propres à certains genres de délits. Notre législation n'établit qu'une seule circonstance aggravante générale, la récidive; elle ne considère point comme une cause d'aggravation de peine le concours de plusieurs infractions. A la vérité, le prévenu convaincu de plusieurs *contraventions* encourt la peine de chacune d'elles; mais l'accumulation des pénalités de police n'a point pour effet de les aggraver. Pareillement, lorsque des *délits* concourent soit entre eux, soit avec des *contraventions*, la loi veut que les peines soient cumulées jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte. Il est évident que cette disposition a pour but de restreindre le pouvoir du juge et d'empêcher que l'accumulation des peines encourues par le prévenu n'excède la limite fixée. Dès que le total des peines cumulées dépasse cette limite, le juge est obligé de retrancher l'excédant; ce qui produit une atténuation, plutôt qu'une aggravation de peine. Enfin, les cinq ans que la loi permet à la cour d'assises, d'ajouter à la peine la plus forte, en cas de concours de plusieurs *crimes* emportant des peines temporaires, repré-

(1) Les dispositions des art. 337 et 338 C. cr. ont été modifiées, dans le sens indiqué ci-dessus, par l'art. 20 de la loi du 15 mai 1838, sur le jury.

(2) Cass. Belg. 31 mars et 20 octobre 1873; 22 septembre 1874 (art. 401 C. p.).

sentent les autres peines criminelles que l'accusé a encourues, et qui, presque toujours, s'élèvent au-dessus de ce taux qui constitue le minimum des peines criminelles les plus faibles. Dans cette hypothèse encore, le concours d'infractions a pour effet de réduire les peines attachées aux crimes concurrents. Toutefois, la règle n'est pas absolue. Dans certains cas, la loi considère le concours d'un meurtre avec un autre crime comme une circonstance aggravante du premier qui, par suite, emporte la peine de mort (5).

868. On distingue les circonstances objectives ou intrinsèques, et les circonstances aggravantes subjectives ou personnelles. Les premières sont inhérentes au fait; les autres sont attachées exclusivement à la personne de l'agent. Cette distinction est importante, quand le crime a été commis avec la participation de plusieurs personnes. D'abord, elle exerce de l'influence sur la peine applicable aux codélinquants. En effet, les circonstances aggravantes qui se rattachent au crime et en font partie, se communiquent à tous ceux qui ont participé à ce crime, quand même ils les auraient ignorées; tandis que les circonstances personnelles aggravent la peine de l'auteur ou du complice dans la personne duquel elles se rencontrent, sans nuire aux autres participants (n° 571 à 574). Ensuite, le jury est interrogé d'une manière différente sur ces circonstances accessoires, suivant qu'elles sont inhérentes au fait principal ou attachées à la personne; comme nous allons voir.

869. Puisque les circonstances aggravantes personnelles restent à la charge de celui ou de ceux des codélinquants dans la personne desquels elles se rencontrent, il faut que le jury soit spécialement interrogé sur toute circonstance de

(5) Art. 58 à 65. — Art. 475 et 532 C. p. Voir ci-après le n° 938.

cette nature à l'égard de chaque accusé auquel elle est imputée. Ainsi, dans une accusation d'assassinat, la question de préméditation doit être posée à l'égard de toutes les personnes accusées de participation principale ou accessoire (4). Les questions, au contraire, qui concernent des circonstances inhérentes au crime, sont rédigées en termes généraux (*in rem*), qui s'appliquent au crime même, et non pas individuellement à chacun des coauteurs ou complices (*in personam*). En effet, après avoir interrogé le jury sur les actes de participation mis à la charge de chaque accusé, on lui demande si le crime a été commis avec telle ou telle circonstance aggravante; par exemple, si le vol a été exécuté à l'aide d'escalade, d'effraction, de fausses clefs, de violences ou menaces, etc., en posant une question spéciale sur chacune de ces circonstances.

§ III. De la différence qui distingue les circonstances aggravantes des éléments constitutifs de l'infraction. — Importance de la distinction.

870. Pour déterminer les conditions essentielles d'un crime ou d'un délit et en séparer les circonstances emportant aggravation ou atténuation de peine, on doit consulter et analyser avec soin la définition légale de ce crime ou de ce délit. Il n'est guère possible de confondre les éléments constitutifs de l'infraction avec les excuses et les circonstances simplement atténuantes. Mais la confusion peut facilement s'établir entre les circonstances aggravantes spéciales et les éléments qui font partie intégrante et nécessaire du crime ou du délit; d'autant plus que certaines circonstances ont pour effet de changer la qualification légale de l'infraction

(4) Cass. Fr. 16 décembre 1854, 28 juin 1835. En sens contraire, Cass. Belg., 12 juillet 1858.

(n^{os} 872 et 875), et que la même circonstance forme quelquefois, suivant les cas, tantôt un élément constitutif, tantôt une cause d'aggravation (4). Cependant, la distinction dont il s'agit, est d'une grande importance pratique dans les affaires qui sont de la compétence des cours d'assises. En effet, les éléments constitutifs qui forment le fait principal, doivent être compris dans la question générale à poser au jury; tandis que celui-ci est interrogé spécialement sur chacune des circonstances aggravantes, énoncées dans l'acte d'accusation ou résultant des débats. Ensuite, lorsque l'accusé n'est déclaré coupable du fait principal qu'à la simple majorité, les juges doivent délibérer entre eux sur le même point; tandis que cette majorité suffit pour constater l'existence d'une circonstance aggravante (5). Les observations que nous allons présenter, pourront servir à distinguer avec exactitude ce qui est simplement aggravant de ce qui est constitutif dans une incrimination (6).

§ IV. Principe de la distinction et applications du principe.

871. Le fait principal détermine le genre de l'infraction dont il est question. Les circonstances aggravantes élèvent par degré la criminalité du fait sans le transformer en un autre genre de crime ou de délit, quand même elles ont

(4) Dans l'attentat à la pudeur, l'âge au-dessous de quatorze ans de la victime est une circonstance aggravante ou un élément constitutif, suivant que l'attentat a été commis avec ou sans violence. Art. 373 § 2 et 372 § 1^{er} C. p. Pareillement, les violences ou menaces sont une condition essentielle du délit d'attentat à la pudeur réprimé par l'art. 373, et du crime d'extorsion prévu par l'art. 470; tandis que, dans le vol, elles ne sont que des causes d'aggravation. Art. 468 C. p. La qualité de fonctionnaire ou officier public est tantôt un élément constitutif, tantôt une circonstance aggravante de l'infraction. Art. 240, 241; art. 266 C. p.

(5) Art. 20 de la loi du 15 mai 1838. Art. 531 C. cr., modifié par l'art. 2 de la loi du 15 mai 1849, reproduit par l'art. 118 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire.

(6) Il importe de remarquer que la distinction dont il s'agit, ne s'applique qu'aux infractions intentionnelles, c'est-à-dire aux crimes qui supposent une intention coupable, et aux délits commis par dol.

pour effet d'en changer la qualification légale. La circonstance aggravante, détachée du fait principal, laisse subsister le même genre de crime ou de délit; tandis que, si un élément constitutif vient à manquer, le fait cesse d'être punissable ou forme une infraction d'un genre différent (n^{os} 276, 277). Toute infraction commise avec des circonstances aggravantes admet deux ou plusieurs degrés, et c'est précisément le premier degré de l'incrimination qui constitue le fait principal, alors même que ce fait n'est qu'un simple délit. Les conditions matérielles et morales de la criminalité du fait principal ou du premier degré de l'infraction doivent être considérées comme des éléments constitutifs ou essentiels de celle-ci, et les causes qui en aggravent la criminalité et partant la peine, sont des circonstances aggravantes. Appliquons le principe sur lequel repose la distinction dont il s'agit.

872. La circonstance qui influe sur la gravité de la peine en laissant subsister le même genre d'infraction ne devient pas constitutive, lorsqu'elle a pour effet de changer le délit en crime. L'effraction, l'escalade, l'usage de fausses clefs, les violences ou menaces, etc., qui ont accompagné le vol, ne sont que des circonstances aggravantes de ce dernier, bien que le vol dépouillé de ces circonstances ne forme qu'un délit (7). Pareillement, les coups et blessures volontaires, prévues par l'art. 398 du Code pénal, sont des faits principaux qui ne constituent que des délits. Les suites qui en sont résultées et qui emportent des peines plus fortes, sont des circonstances aggravantes, alors même que ces peines changent les délits en crimes. La mort causée par les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de la donner, ou l'homicide volontaire non qualifié

(7) Art. 463, 467, 468 et suiv. C. p.

meurtre, n'est donc qu'une circonstance aggravante de ces violences (8). L'attentat à la pudeur commis sans violences ni menaces sur un enfant âgé de moins de quatorze ans accomplis est puni d'un emprisonnement correctionnel; mais il emporte la peine de reclusion si l'enfant est âgé de moins de onze ans accomplis. L'âge au-dessous de quatorze ans est donc un élément constitutif du délit, qui disparaît s'il s'agit d'une personne plus âgée. Mais l'âge de moins de onze ans est une circonstance aggravante, bien que, à raison de cet âge, la loi attache au fait une peine criminelle; car, si cette circonstance était écartée, le même délit subsisterait, pourvu que l'enfant fût âgé de moins de quatorze ans (9). L'attentat à la pudeur commis avec violences ou menaces est puni d'un emprisonnement correctionnel, quel que soit l'âge de la victime. Si l'attentat a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quatorze ans accomplis, le coupable subit la reclusion. Les violences ou menaces sont donc des circonstances constitutives de ce délit; tandis que l'âge de moins de quatorze ans n'est qu'une circonstance aggravante (10). Le Code

(8) La même distinction est établie par les art. 402 à 404 et par les art. 406 à 408 C. p. Une question spéciale doit donc être posée au jury sur l'homicide commis volontairement, mais sans intention de donner la mort. Cass. Belg. 22 septembre 1874.

(9) Art. 372 C. p. En invoquant la jurisprudence belge et française, M. NYPÉLS prétend que l'âge de moins de quatorze ans et l'âge de moins de onze ans sont, l'un et l'autre, des éléments constitutifs de l'infraction. (*Code pénal interprété*, art. 372, n° 7 et 8). Mais l'arrêt de la cour de cassation de Belgique du 28 juillet 1831 ne parle que de l'âge au-dessous de quatorze ans, conformément à la loi belge du 13 juin 1846, art. 3, qui ne fixe que cet âge. Les arrêts de la cour de cassation de France du 4 mars 1842 et 7 avril 1845 considèrent effectivement l'âge de moins de onze ans comme une circonstance constitutive, mais par la raison que l'art. 551 du Code pénal de 1810, révisé par la loi de 1832, ne fixe non plus qu'un seul âge, celui de moins de onze ans. L'art. 372 du Code belge, au contraire, indique deux âges dont le premier est constitutif, le second aggravant.

(10) Art. 373 C. p. Notre doctrine est confirmée par le rapport fait au

pénal contient d'autres applications de la règle énoncée (11).

373. La circonstance qui élève la peine normale de l'infraction sans transformer celle-ci en un autre genre de crime ou de délit, conserve son caractère de circonstance aggravante alors même que, à raison de cette circonstance, la loi donne un nom spécial au fait incriminé. Ainsi l'*assassinat*, le *parricide* et l'*empoisonnement*, nonobstant leurs dénominations particulières, sont des degrés supérieurs, des espèces ou variétés aggravées du *meurtre* ou de l'*homicide commis avec intention de donner la mort*, et non des crimes *sui generis* (12); tout comme l'*homicide volontaire*

sénat sur ledit article (*Législ. crim. de la Belg.*, t. III, p. 140, n° 50). M. NYPÉLS critique cette doctrine en soutenant que l'âge de moins de quatorze ans est une circonstance constitutive, parce que l'attentat qui n'est qu'un *délit*, devient un *crime* à raison du jeune âge de la victime (*Code pénal interprété*, art. 375, n° 6). Mais l'escalade, l'effraction, l'usage de fausses clefs, les violences ou menaces à l'aide desquels un vol a été commis, deviennent-ils des éléments constitutifs du vol, parce qu'ils ont pour effet de l'ériger en *crime*? M. NYPÉLS n'oserait le soutenir. Il est inexact de dire qu'une circonstance est constitutive, toutes les fois qu'elle a pour effet de changer un *délit* en *crime*. L'auteur le reconnaît lui-même plus loin. En effet, dans son commentaire sur l'art. 401, n° 6, M. NYPÉLS s'exprime comme suit : « La mort qui est la suite des coups ou blessures volontaires est évidemment une circonstance aggravante de ces violences. » Cependant, les coups et blessures ne sont que des *délits*, abstraction faite des suites qui emportent des peines criminelles.

(11) Dans les art. 379 et 380 C. p. relatifs à la prostitution ou corruption de la jeunesse, l'âge de quatorze ans à vingt et un ans accomplis est constitutif du *délit*. Si la victime est un enfant qui n'a pas accompli sa onzième année, l'âge ne cesse pas d'être une circonstance aggravante, quoique, dans ce cas, l'attentat aux mœurs soit érigé en *crime* par l'art. 480. M. NYPÉLS est d'un avis contraire (*Code pénal interprété*, art. 380, n° 1). Mais voyez la note précédente. On trouve d'autres exemples de circonstances aggravantes, élevant des *délits* au rang de *crimes*, dans les art. 352, 353 combinés avec l'art. 350; art. 358 à 360; art. 434 et suiv. C. p.

(12) Suivant la législation française, l'*infanticide* ou le meurtre d'un enfant nouveau-né est un meurtre accompagné d'une circonstance aggravante, comme le parricide; car l'un et l'autre emportent la peine de mort, quand même ils sont commis sans préméditation. Art. 299, 300 et 302 C. p. fr. Dans le système du Code belge, au contraire, l'*infanticide* que ce Code définit le meurtre commis sur un enfant au moment de sa naissance ou immédiatement après, est puni comme meurtre ou comme

non qualifié meurtre est une circonstance aggravante des coups ou blessures qui en ont été la cause (n° 872). En effet, le Code pénal qualifie de *meurtre* l'assassinat, le parricide et l'empoisonnement. Le fait principal est donc le meurtre (15) qui subsiste, alors même que les circonstances qui influent sur la gravité de la peine et changent la qualification légale du fait, sont écartées (14). Ainsi, dans l'assassinat, la préméditation n'est pas un élément constitutif, mais une simple circonstance aggravante du crime (15). Il n'est pas moins certain que, dans le parricide, le rapport de filiation qui unit l'auteur du crime à la victime forme une

assassinat, suivant qu'il a été commis sans préméditation ou qu'il a été prémédité, et si néanmoins la loi change la dénomination du crime, c'est que, dans le cas où la mère a donné la mort à son enfant *illégitime*, ce qui arrive le plus souvent, ce fait entraîne une réduction de la peine ordinaire. Une circonstance atténuante peut donc avoir pour effet de changer la qualification légale d'un crime, aussi bien qu'une circonstance aggravante.

(15) « L'homicide commis avec intention de donner la mort est qualifié meurtre. Il sera puni des travaux forcés à perpétuité. » Art. 595 C. p. La question à poser au jury sur le fait principal ou le meurtre doit donc comprendre à la fois le fait d'avoir donné la mort et l'intention de la donner. Cass. Belg. 10 août 1867 et 10 janvier 1876. Voir *Belgique judic.*, 1875, pp. 465 et 801.

(14) « Le meurtre commis avec préméditation est qualifié assassinat. Il sera puni de mort. » Art. 594. « Est qualifié parricide et sera puni de mort, le meurtre des père, mère ou autres ascendants légitimes, ainsi que le meurtre des père ou mère naturels. » Art. 593. « Est qualifié empoisonnement le meurtre commis par le moyen de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées. Il sera puni de mort. » Art. 597 C. p.

(15) Cass. Belg. 15 février 1878. La jurisprudence française est également fixée sur ce point. Dans le même sens, ORTOLAN, *Éléments de droit pénal*, n° 1064 et 1067. L'opinion contraire, soutenue par l'honorable rapporteur au sénat (*Législ. crim. de la Belg.*, t. III, p. 382) et par M. NYPÉLS (*Code pénal interprété*, art. 394, n° 3) n'est pas fondée. Si, malgré le nom spécial qu'il porte, l'homicide volontaire non qualifié meurtre n'est qu'une simple circonstance aggravante des coups ou blessures qui ont causé la mort, ce que M. NYPÉLS reconnaît lui-même (*Code pénal interpr.*, art. 401, n° 5), pour quoi l'assassinat constituerait-il un crime génériquement différent du meurtre ?

circonstance de même nature (16). Pour ce qui regarde l'empoisonnement, le Code pénal français en fait un crime *sui generis* (17); mais, dans le système du Code belge, c'est un meurtre dont la criminalité est aggravée par une circonstance particulière, l'emploi du poison (18). Sans doute, si, *animo occidendi*, l'agent a donné la mort par un autre moyen, l'empoisonnement disparaît; mais le meurtre subsiste (19).

(16) Cass. Belg. 22 juin 1846 et 8 octobre 1849. Dans le même sens, ORTOLAN, l. c. n° 1064 et 1067. En France, la cour de cassation et la majorité des auteurs considèrent le lien qui unit le meurtrier à la victime comme un élément constitutif du crime. Cette décision nous paraît erronée, et, à notre avis, les arguments de M. NYPÉLS qui l'approuve, sont impuissants à la justifier (*Code pénal interprété*, art. 393, n° 8 et 9). Sans doute, comme nous l'avons dit dans notre Exposé des motifs du Code pénal (*Législ. crim. de la Belg.*, t. III, p. 201, n° 15), le parricide est un crime *d'une nature particulière*, car, à raison du lien qui existe entre le coupable et la victime, le meurtre emporte la peine de mort, fût-il commis dans un accès d'empoiement; mais cette circonstance ne le transforme pas en un autre genre de crime.

(17) « Est qualifié empoisonnement, tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites. » Art. 501 C. p. fr. Cette définition comprend à la fois le crime consommé et la tentative de crime qui a manqué son effet, soit par des circonstances indépendantes de la volonté de l'agent, soit par la volonté même de ce dernier.

(18) Dans une accusation d'empoisonnement, deux questions doivent donc être posées au jury: l'une sur le fait principal du meurtre, l'autre sur la circonstance aggravante consistant dans l'emploi de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, Cass. Belg. 20 janvier 1875. La doctrine consacrée par cet arrêt est combattue par M. NYPÉLS (*Code pénal interprété*, art. 597, n° 8 et 9). Mais l'opinion du savant professeur est inadmissible.

(19) Un individu est renvoyé aux assises pour crime d'empoisonnement. On demande au jury, 1° L'accusé est-il coupable d'avoir donné la mort à N. dans l'intention de la donner? 2° Le meurtre a-t-il été commis par le moyen de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement? Supposons que le jury réponde affirmativement à la première question et négativement à la seconde; ce qui arrivera fort rarement, mais ce qui peut arriver. Résulte-t-il de la réponse négative que, l'empoisonnement étant écarté, il n'y a plus de crime et que partant les deux réponses se contredisent? Evidemment non. En effet, dans sa réponse à la première question, le jury a déclaré que N. a été tué, qu'il l'a été par l'accusé, et que celui-ci

Le crime d'empoisonnement est un assassinat (n° 520); et si le législateur a jugé nécessaire de l'incriminer séparément, c'est pour mieux assurer l'application de la peine proportionnée à la gravité de ce crime (20).

§ V. De l'appréciation des éléments constitutifs et des circonstances aggravantes du crime.

874. Le jury est investi du pouvoir de constater l'existence des conditions essentielles et des circonstances aggravantes du crime qui est l'objet de l'accusation; par conséquent aussi de décider les questions que peut soulever la vérification des unes et des autres. Cependant, la jurisprudence, établissant une distinction entre l'appréciation de faits et l'appréciation d'un point de droit, ne laisse au jury que la première,

a donné la mort dans l'intention de la donner; par conséquent qu'il est coupable de meurtre. En écartant le fait d'empoisonnement, le jury déclare implicitement que, suivant les débats, le meurtre a été commis par un autre moyen que le poison; par exemple, à l'aide d'une substance qui, sans être toxique, peut cependant altérer gravement la santé, a été administrée *animo occidendi*, et a amené la mort. Dans ce cas, l'accusé doit donc être condamné pour simple meurtre aux travaux forcés à perpétuité.

(20) L'empoisonnement n'étant qu'un assassinat, le législateur pouvait se borner à réprimer ce dernier. Cependant, il a cru devoir l'incriminer séparément par le motif que voici. Si l'empoisonnement était passé sous silence par le Code pénal, il faudrait, dans toute accusation ayant pour objet ce crime, poser au jury la question de préméditation. Or, il serait à craindre que cette question ne fût souvent résolue négativement par le jury et que, par suite, le coupable n'échappât à la peine de mort qu'il a méritée par son crime. Pour éviter ce résultat fâcheux de l'indulgence dont le jury fait preuve quand il est appelé à apprécier les circonstances qui révèlent la préméditation, le Code belge définit l'empoisonnement (art. 397); de sorte que la question de préméditation est remplacée par celle de savoir si le meurtre a été commis par le moyen de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement. Dès que ce fait matériel est constaté par le verdict du jury, la loi présume la préméditation et prononce la peine de mort. Que si, dans des cas extraordinaires, l'empoisonnement était commis sans préméditation, la cour d'assises aurait égard à cette circonstance atténuante (n° 520).

en réservant l'autre à la cour d'assises. Cette distinction qui restreint les attributions du jury, n'est pas consacrée par la loi. Dans le système de notre législation, il appartient au jury de décider les questions de fait ou de droit, qui se rattachent soit aux éléments constitutifs du crime (21), soit à des circonstances aggravantes (22).

875. Lorsque le fait et le droit se confondent de manière qu'il est impossible de dégager l'un de l'autre, la jurisprudence elle-même est forcée d'abandonner au jury la solution de la question de droit (23). Dans les cas où l'on peut distinguer les deux éléments de la question, il convient, pour faciliter au jury la solution de celle-ci, de la rédiger en fait (24), c'est-à-dire d'exprimer les faits auxquels la décision

(21) Telles que les questions de savoir si la monnaie d'or ou d'argent contrefaite ou altérée a cours légal en Belgique; si l'émission des billets de banque contrefaits ou falsifiés est autorisée par la loi ou en vertu de la loi; si le coupable de détournement est fonctionnaire ou officier public. Dans une accusation de vol, l'accusé prétend qu'il est propriétaire de la chose par lui soustraite. Dans une accusation de bigamie, l'accusé conteste la validité de l'un ou de l'autre mariage. Nous reviendrons sur ces deux dernières hypothèses en traitant, dans le quatrième livre, des questions de droit civil qui peuvent s'élever dans un procès criminel.

(22) Ainsi, c'est au jury de décider, dans une accusation de parricide, si la victime est le père légitime ou naturel de l'accusé; dans une accusation d'homicide volontaire non qualifié meurtre, ou de blessures graves, si l'accusé est le fils légitime, naturel ou adoptif de la personne tuée ou blessée; dans une accusation d'attentat à la pudeur ou de viol, si le coupable est ascendant de la personne sur laquelle l'attentat a été commis, ou s'il est de la classe de ceux qui ont autorité sur elle, etc. Toutes les circonstances aggravantes du vol, définies par les art. 477 et suiv. C. p., peuvent soulever des questions de droit.

(23) Il est impossible de rédiger en fait, dans une accusation de banqueroute frauduleuse, la question de savoir si l'accusé s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait point; dans une accusation de vol, la question de savoir si la chose soustraite appartient à l'auteur de la soustraction, etc.

(24) La double forme de rédaction des questions dans lesquelles le fait et le droit sont mêlés et que le jury est appelé à résoudre, est absolument la même que celle qui était suivie, à Rome, par le préteur dans la *formula judicii* ou instruction adressée par écrit au juge et fixant l'objet du litige. En effet, GAIUS (IV, 45 à 47) nous apprend que cette instruction était rédigée

de la question de droit est subordonnée. Mais pour que cette rédaction soit admissible, il faut que la décision du point de fait emporte *de plano* la décision du point de droit, de telle sorte qu'il ne reste aux juges qu'à appliquer la loi au fait constaté par le verdict du jury (23). Que si le caractère légal

tantôt en droit (*formula in jus concepta*), tantôt en fait (*formula in factum concepta*). Une autre analogie frappante est celle qui existe entre les questions dans lesquelles l'accusé est ou n'est pas nommé (n° 869), et les formules dont l'*intentio* désigne le défendeur (*formulae in personam conceptae*), ou n'en fait pas mention (*formulae in rem conceptae seu scriptae*). CAIUS, IV, 41.

(23) L'accusé est poursuivi pour avoir contrefait des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal dans le pays. En France, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour admettre que, le cours légal de la monnaie contrefaite étant un élément constitutif du crime de contrefaçon, le jury doit être interrogé sur ce point, et que la question peut être rédigée en droit, c'est-à-dire en ces termes : L'accusé est-il coupable d'avoir contrefait des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France? HÉLIE, *Théorie du Code d'instr. crim.*, t. IX, p. 99 (édit. belge, n° 5122). La cour de cassation de Belgique, réformant sa jurisprudence d'après laquelle la solution de cette question est exclusivement du ressort de la cour d'assises, décide que le jury doit déclarer si l'accusé a contrefait telle ou telle monnaie spécialement désignée dans la question; par exemple, s'il a contrefait des pièces de cinq francs à l'effigie de Napoléon III, des pièces de 10 florins des Pays-Bas, etc. (rédaction en fait), et qu'il appartient ensuite à la cour d'assises de juger si les pièces ainsi désignées ont cours légal en Belgique. Cass. 23 janvier 1847, 9 janvier 1865. Mais c'est une erreur de croire que, par ce mode de procéder, on parvient à faire juger la question de droit par la cour d'assises. Le jury a déclaré l'accusé coupable d'avoir contrefait des pièces de cinq francs à l'effigie de Napoléon III, ou des pièces de 10 florins des Pays-Bas. Or, la convention internationale du 23 décembre 1863, approuvée par la loi du 21 juillet 1866, désigne nominativement, comme ayant cours légal en Belgique, les pièces de cinq francs fabriquées à l'empreinte des hautes parties contractantes (la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse); et la loi du 7 mars 1867 déclare que les pièces de 10 florins des Pays-Bas n'ont plus cours légal chez nous. La question de savoir si les monnaies contrefaites ont cours légal en Belgique, ne doit donc plus être résolue par la cour d'assises, puisqu'elle a été décidée en fait par le jury. La mission de la cour se borne à appliquer la loi aux faits reconnus constants, c'est-à-dire à condamner l'accusé à la peine portée soit par l'art. 160, soit par l'art. 164 C. p. La question de publicité du chemin dans lequel le vol, objet des poursuites, a été commis, est contestée par la défense. On demande au jury si l'usage de ce chemin est public. Prétendrait-on que, dans le cas d'un verdict affirmatif, c'est à la cour d'assises de décider la question de droit, celle de savoir si ce chemin est un chemin public? Mais l'art. 477 C. p. déclare expressément que les chemins publics sont ceux dont l'usage est public.

du fait constitutif ou aggravant a besoin d'être apprécié, les deux éléments de la question ne doivent pas être séparés; car il appartient au jury de vérifier l'un et l'autre. Dans ce cas, la question doit donc être rédigée en droit, c'est-à-dire dans les termes mêmes de la loi pénale (26). En effet, formuler *in factum* les questions de droit n'est pas une règle de compétence, c'est une règle qui concerne la rédaction de ces questions. Quant à la compétence du jury, pour les décider elle n'est pas moins certaine (27).

876. Toute juridiction répressive a une double mission à remplir: elle doit statuer d'abord sur la culpabilité de l'agent, et ensuite sur l'application de la peine. En matière criminelle, ces deux attributions sont séparées; l'une est confiée au jury, l'autre à la cour d'assises. Ainsi, le jury est chargé d'apprécier la culpabilité de l'accusé, non seulement en ce qui concerne le fait principal, mais aussi eu égard aux cir-

(26) Dans une poursuite intentée du chef soit de provocation à un crime par abus d'autorité ou de pouvoir, soit d'attentat à la pudeur ou de viol, on ne doit pas se borner à demander au jury si l'accusé est père, tuteur, curateur, maître, etc. de la personne provoquée ou de la victime de l'attentat. Le jury doit être interrogé sur la question de savoir si l'accusé est coupable d'avoir provoqué au crime par abus d'autorité ou de pouvoir; s'il est de la classe de ceux qui ont autorité sur la victime de l'attentat. Art. 66 § 4 et 5, C. p. Toutefois, la jurisprudence belge et française décident que, dans une accusation d'attentat à la pudeur ou de viol, le jury ne doit être interrogé que sur les faits et circonstances d'où peut résulter cette autorité, et que la cour d'assises doit apprécier ces faits et circonstances au point de vue de la loi. Cass. Belg. 19 mars 1866. Cass. Fr. 11 août 1871.

(27) ORTOLAN, *Éléments de droit pénal*, n° 2069. « Dans certains cas, dit M. NYPELS, le fait et le droit sont liés d'une manière indissoluble qui ne permet pas de les distinguer; il faut alors, nécessairement, que les juges du fait (le jury) résolvent les deux éléments de la question... Dans les autres cas, cette impossibilité ne se présentant pas, il faut se conformer à la volonté du législateur. Le jury est, dans ces cas, sans qualité pour juger la question de droit, uniquement parce que le législateur l'a voulu. » (*Code pénal interprété*, t. II, p. 284, note 2). Nous nous bornerons à demander que l'on veuille bien nous indiquer le texte de loi qui exprime cette volonté du législateur. Voyez au reste le numéro suivant (876).

constances accessoires qui peuvent l'atténuer ou l'aggraver. Il est donc appelé à juger toutes les questions qui rentrent dans le cercle de ses attributions légales ; à moins qu'elles ne soient soustraites à sa compétence par une disposition expresse et formelle de la loi, telles que les questions relatives aux circonstances simplement atténuantes et les questions préjudicielles. Il est certain que le droit domine dans l'application de la peine, et le fait dans l'appréciation de la culpabilité. Cependant la cour d'assises n'est pas uniquement juge du droit. Pour pouvoir proportionner, dans les limites du maximum et du minimum, la mesure de la peine à la gravité du crime, elle a besoin de l'apprécier dans ses faits principaux et accessoires ; la loi lui réserve même l'appréciation des circonstances atténuantes ; tandis qu'elle lui défend, aussi bien qu'au jury, de décider les questions de droit qui sont préjudicielles à l'exercice ou au jugement de l'action publique. D'un autre côté, le jury n'est pas exclusivement juge du fait ; car l'appréciation des conditions de la culpabilité et des circonstances aggravantes soulève quelquefois des questions de droit qu'il doit résoudre pour pouvoir remplir sa mission, telle qu'elle est définie par la loi. La division des pouvoirs attribués respectivement au jury et à la cour d'assises repose donc sur un autre principe que celui de la séparation radicale du fait et du droit (28). Les attributions conférées au jury par la loi n'admettent d'autres limites que celles qui sont fixées par la loi même.

(28) La cour de cassation de Belgique adopte le système de la séparation absolue du fait et du droit. En France, au contraire, l'on admet que le jury doit décider les questions de droit relatives aux éléments constitutifs du crime et rédigées même en droit (note 25), mais qu'il ne peut juger celles qui concernent les circonstances aggravantes. CHAUVEAU et HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, nos 1535 à 1537 (édit. belge). On comprend difficilement pourquoi le jury, compétent pour résoudre les unes, est incompétent pour prononcer sur les autres. Toutes ces distinctions sont étrangères à la loi qui est générale.

SECTION II.

DE LA RÉCIDIVE.

ARTICLE PREMIER. — *De la récidive en général.*§ 1. *Les principes en matière de récidive.*

877. La justice et l'intérêt social commandent au législateur de déployer une plus grande sévérité contre les coupables qui, après avoir encouru une condamnation pour délits, portent de nouvelles atteintes à l'ordre public. Le plus souvent, en effet, la récidive dénote, chez les uns, une persistance dans la volonté d'enfreindre la loi pénale ; chez les autres, un penchant à se laisser entraîner au mal par la passion ; chez d'autres, enfin, une habitude d'imprévoyance ou de négligence ; elle augmente donc la culpabilité de l'agent, et doit, par conséquent, lui attirer, du moins en règle générale, un châtement plus sévère. En outre, la récidive qui prouve l'impuissance de la première condamnation à corriger le délinquant, présente, dans la plupart des cas, un danger social qui doit exercer son influence sur la mesure et le mode de répression. A la vérité, le coupable ne peut être puni deux fois à raison du même fait ; mais ce n'est point du premier délit, c'est du second, que la justice lui demande compte, en prenant en considération une circonstance qui, dans les cas ordinaires, justifie l'aggravation de peine.

878. Considérée en général, la récidive est une circonstance aggravante. Cependant, toute condamnation antérieure, prononcée contre l'accusé ou le prévenu, n'est pas un motif d'aggravation de la peine ordinaire. Il est incontestable que la culpabilité de l'agent s'élève, lorsque les deux infractions sont de même nature, et qu'elles ont été commises à des époques peu éloignées. Mais il n'est pas moins certain que la répression de toute récidive ne peut être subordonnée au

concours de ces deux conditions. En effet, le plus souvent la condamnation antérieure de l'accusé ou du prévenu suffit pour aggraver sa culpabilité, quoiqu'il ait commis un délit différent peu après sa libération, ou le même délit après un intervalle plus ou moins long (1). Quelquefois cependant la récidive ne mérite d'être punie que si le coupable est retombé dans le même délit, et s'il a commis la nouvelle infraction dans un certain intervalle. Ensuite, il est juste d'avoir égard à la gravité du fait qui a motivé la première condamnation. Si ce fait ne constitue qu'une offense légère, le délinquant ne doit pas, en règle générale, subir une aggravation de peine. Le législateur a le devoir d'établir, en cette matière, les exceptions commandées par la justice et susceptibles d'être déterminées *a priori*, en exigeant, suivant la diversité des cas, le concours de quelques autres conditions avec celle de la condamnation antérieure, pour que la récidive soit punissable.

879. Lors même qu'elle réunit les conditions requises par la loi, la récidive n'est qu'une présomption défavorable au prévenu ou à l'accusé, présomption qui peut être détruite par les circonstances du fait (2). En conséquence, le législateur doit laisser au juge la faculté d'aggraver la peine, et ne

(1) Un voleur, à peine libéré, va trouver le témoin qui avait déposé contre lui et le blesse gravement. Un voleur, sorti de prison, signalé à la défiance des maîtres et des ouvriers, ne trouve du travail nulle part. Pour nourrir sa famille plongée dans la misère, il va la nuit voler quelques provisions dans les champs. Lequel des deux est le plus coupable? Des individus condamnés pour vol avec effraction, pour banqueroute frauduleuse, pour faux en écriture, pour fausse monnaie ou fabrication de faux billets de banque, commettent, après dix ou vingt ans, à compter de l'expiration ou de la remise de leur peine, le même crime pour lequel ils avaient subi une première condamnation. Leur culpabilité est-elle affaiblie, parce qu'ils ont longtemps attendu l'occasion favorable pour exercer leur ancienne industrie?

(2) Pourquoi le voleur qui, sorti de prison, s'est battu dans une rixe, ne pourrait-il pas faire valoir des circonstances atténuantes ou même une excuse? *Législat. crim. de la Belgique*, t. I, p. 99, n° 219 et 220.

pas lui en imposer l'obligation. Enfin, la récidive ne change point la criminalité intrinsèque du fait, elle n'est qu'une aggravation de la culpabilité de l'agent. Il suit de là que la loi ne doit pas changer le genre de la peine normale, qu'elle doit se borner à en élever le taux ou à l'aggraver dans le mode d'exécution. La circonstance aggravante de la récidive ne peut donc autoriser le législateur à remplacer une peine correctionnelle par une peine criminelle, une pénalité temporaire par une peine perpétuelle, et bien moins encore à édicter la peine de mort. Les principes que nous venons d'énoncer, servent de base aux dispositions du Code pénal qui règlent la matière de la récidive.

§ II. Des conditions de la récidive en général.

880. Il y a récidive, lorsque le coupable qui a déjà encouru une condamnation pour infraction à la loi pénale, commet une infraction nouvelle (3). Si le fait poursuivi après la première condamnation, est antérieur à celle-ci, il y a concours d'infractions, qui n'est pas une circonstance aggravante. Puisque la récidive suppose une condamnation précédente, on ne peut l'admettre dans le cas où l'agent a commis une nouvelle infraction, après avoir été acquitté pour défaut de discernement à raison soit de son âge, soit de sa surdi-mutité, bien qu'il ait été mis par le jugement ou l'arrêt à la disposition du gouvernement (n° 663).

881. Pour devenir une cause d'aggravation de la peine ordinaire, la condamnation doit avoir acquis force de chose jugée au moment de l'infraction nouvelle; car tant qu'elle est susceptible d'être réformée, elle ne peut aggraver la position du condamné à qui reste encore l'espoir d'être

(3) Art. 34 à 57 C. p. Ces articles exigent, pour qu'il y ait récidive, une condamnation antérieure à l'infraction qui est l'objet des poursuites.

acquitté. En conséquence, le condamné qui, dans le délai de l'opposition, dans les délais ou pendant la durée de l'appel ou du pourvoi en cassation, a commis un crime ou un délit, n'est pas en état de récidive, quand même il aurait ensuite succombé dans ces voies de recours. Pareillement, il n'y a pas de récidive dans le sens juridique, lorsque l'infraction a été commise après une condamnation par contumace, mais avant qu'elle fût devenue irrévocable par l'expiration du délai de la prescription. Pour que le délinquant soit coupable de récidive, il ne faut pas qu'il ait déjà subi, au moment du second fait, tout ou partie de la peine prononcée contre lui; il suffit qu'il ait antérieurement encouru, pour violation de la loi pénale, une condamnation irrévocable, bien que celle-ci n'ait pas été exécutée. La prescription et la remise de la peine n'empêchent donc pas la récidive, qui existe alors même que le condamné a été réhabilité par voie de grâce; car la réhabilitation n'a d'autre effet que de faire cesser les incapacités prononcées par les juges ou attachées à la condamnation par la loi. La récidive n'est exclue que dans le cas où la condamnation antérieure a été abolie par un acte d'amnistie ou annulée par suite de la révision du procès.

882. L'état de récidive ne peut influer sur la mesure de la peine attachée à la seconde infraction, que lorsqu'il est régulièrement constaté. L'existence de la première condamnation peut être prouvée en tout état de cause; par conséquent, pendant les débats devant la cour d'assises, quoique l'acte d'accusation et l'arrêt de renvoi n'en fassent pas mention; et même, en matière correctionnelle ou de police, pendant l'instance d'appel, bien qu'elle n'ait pas été invoquée contre le prévenu en première instance. Mais, si elle reste ignorée jusqu'à la condamnation en dernier ressort, elle ne peut plus aggraver la position du condamné.

883. La récidive est communément prouvée par un extrait du jugement ou de l'arrêt de condamnation (4). A défaut de cette preuve légale, elle peut l'être, à l'audience même, par tous les moyens propres à l'établir, tels que les déclarations du directeur de la maison de détention où la peine a été subie, les dépositions des témoins, et même l'aveu du prévenu ou de l'accusé. L'appréciation de toutes ces preuves appartient, en matière criminelle, au jury. Si elle ne change pas le caractère matériel du fait incriminé, la récidive modifie cependant, en l'aggravant, la moralité de ce fait ou la culpabilité de l'auteur, qui est un élément constitutif du crime. La récidive est donc une circonstance aggravante, non pas objective ou inhérente au fait, mais subjective ou personnelle, et, par suite, elle doit être reconnue et déclarée par le jury, alors même que le ministère public produit une expédition authentique de l'arrêt de condamnation (5). Sans doute, cet acte forme une preuve

(4) Les arrêts et jugements de condamnation à des peines criminelles ou à un emprisonnement correctionnel, sont consignés par les greffiers sur des registres particuliers, dont copie est adressée au ministre de la justice. Art. 600, 601 et 602 C. cr.

(5) « Si la récidive, objecte-t-on, est légalement constatée, si le ministère public produit une expédition authentique de l'arrêt de condamnation, ne serait-il pas absurde d'exposer la foi de cet acte aux incertitudes d'une délibération du jury, de mettre en problème une vérité irréfragable? » NYERES dans CHAUVEAU et HÉLIZ, *Théorie du Code pénal*, n° 490, note 1^{re}, Addit. Mais un acte authentique de naissance est aussi une preuve légale, et cependant la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que, dans une accusation d'attentat à la pudeur, l'âge de la victime doit être reconnu et déclaré par le jury, et que cette déclaration ne peut être remplacée par la production de l'acte authentique de naissance de l'enfant. Cass. Fr. 1^{er} octobre 1834 et 1^{er} mars 1838. « Cette séparation des pouvoirs de la cour d'assises et du jury est fondée sur les principes les plus élémentaires du droit. Dès que l'âge est, soit un élément du crime même, soit un élément d'aggravation ou d'atténuation de la peine, il est impossible de le soustraire à l'appréciation des jurés, puisqu'il rentre dans les circonstances du fait, et que le fait et toutes les circonstances qui peuvent le modifier leur appartiennent exclusivement. Vainement on alléguerait l'authenticité des actes qui ne permettrait

légale qui commande aux juges en matière correctionnelle et de police, mais qui n'enchaîne pas la conviction des jurés pour lesquels il n'y a que des preuves de conscience⁽⁶⁾. En considérant même la récidive comme un fait extrinsèque, comme une circonstance étrangère au crime qui est l'objet de l'accusation, on doit reconnaître qu'elle entraîne ou peut du moins entraîner une aggravation de peine, aggravation qui, dans le système de notre Code pénal, constitue une seconde peine ajoutée à la peine ordinaire ou normale. Or, cette accumulation de deux pénalités n'est légitime, que lorsque le fait qui lui sert de base est constaté par le jury.

pas de soumettre les faits qu'ils constatent aux délibérations des jurés. L'acte authentique est hors des débats ; il ne s'agit pas d'en discuter la teneur et la vérité ; mais cet acte, qui partout ailleurs fait pleine foi, perd, en matière criminelle, sa force de preuve ; il n'a plus qu'une force de présomption que la preuve testimoniale peut combattre, que le jury peut anéantir. En un mot, il ne suffit pas que le fait résulte d'un acte, il faut encore que le jury reconnaisse et proclame ce résultat. » CHAUVEAU et HÉLIE, n° 2807, 2808. Ces observations, reproduites par M. NYPELS qui les déclare excellentes (*Code pénal interprété*, sur l'art. 572, n° 9), s'appliquent à toutes les circonstances constitutives ou aggravantes du crime sur lequel le jury est appelé à prononcer.

(6) « La loi ne demande pas compte aux jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher, dans la sincérité de leur conscience quelle impression ont fait sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé, et les moyens de sa défense. La loi ne leur dit point : *Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins* ; elle ne leur dit pas non plus : *Vous ne regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices* ; elle ne leur fait que cette seule question qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : *Avez-vous une intime conviction ?* » Art. 342 C. cr.

ARTICLE II. — De la récidive punissable.

§ I. Énumération des conditions de la récidive punissable.

884. En théorie, le fait d'une condamnation antérieure et irrévocable est l'unique condition de la récidive. Mais, pour que celle-ci soit punissable, c'est-à-dire pour qu'elle ait pour effet d'aggraver la peine ordinaire, la loi exige le concours de plusieurs autres conditions que nous allons indiquer.

885. En matière de *contraventions*, pour qu'il y ait récidive punissable, il faut, d'abord, que le contrevenant ait déjà été condamné pour la même contravention. Il faut, ensuite, qu'il ait été condamné dans les douze mois précédents, c'est-à-dire qu'il ait commis la même contravention dans les douze mois, à compter du jour où la première condamnation a acquis force de chose jugée⁽¹⁾. Il faut, enfin, qu'il ait été condamné par le même tribunal, en d'autres termes, qu'il ait commis la nouvelle contravention dans le ressort du même tribunal de police. La récidive qui réunit ces conditions, autorise le juge à prononcer la peine d'emprisonnement indépendamment de l'amende, dans les cas où celle-ci

(1) Suivant CHAUVEAU et HÉLIE (*Théorie du Code pénal*, n° 4083), il faut que le premier jugement ait été rendu dans les douze mois qui ont précédé la nouvelle contravention. C'est donc la date du premier jugement combinée avec celle de la seconde contravention qui doit être prise en considération. Cette doctrine est en opposition avec le principe en vertu duquel la récidive suppose une condamnation antérieure et irrévocable. Les douze mois doivent donc se compter, non à partir du jour où la première condamnation a été prononcée, mais à partir du jour où elle a acquis force de chose jugée. CRABAT, *Traité des contraventions de police*, n° 85. Dans ce système, il est vrai, les deux contraventions peuvent être séparées par un intervalle de plus d'une année, et même de deux ans. CRABAT, n° 86. Or, c'est la succession rapide des deux contraventions qui peut seule révéler une négligence habituelle, et dès lors plus grave. On pourrait donc soutenir que, par ce motif, le législateur a voulu déroger en cette matière, au droit commun. Mais une pareille dérogation devrait être expresse et formelle, et les termes de l'art. 563 C. p. ne nous autorisent pas à l'admettre.

est seule édictée par le Code, ou à élever le taux de l'emprisonnement, lorsque cette peine est portée par la loi avec l'amende⁽²⁾. En matière de contraventions prévues par des lois ou des règlements particuliers, la récidive n'est punissable que dans les cas déterminés par ces lois ou ces règlements⁽³⁾, et, dans ces cas, elle ne l'est, à défaut de dispositions contraires, que si elle réunit les conditions requises par le Code pénal⁽⁴⁾. Désormais nous n'aurons plus à nous occuper de la récidive en matière de *contraventions*.

886. Lorsqu'il s'agit de *crimes* ou de *délits* commis en récidive, celle-ci n'est une cause d'aggravation de la peine normale qu'aux conditions que voici. Il faut, d'abord, que la condamnation antérieure ait été prononcée par un tribunal belge. Il faut, de plus, que le cas de récidive qui fait l'objet des poursuites, soit spécialement réglé par la loi. Il faut, enfin, que le fait qui a motivé la condamnation antérieure et celui qui doit être jugé, soient prévus, l'un et l'autre, par le Code pénal ordinaire, ou par la même loi spéciale. Dans ce dernier cas, il est évident que la récidive suppose deux infractions de même nature. Mais, lorsque les deux faits

(2) « Il y a récidive, dans les cas prévus par les quatre chapitres qui précèdent, lorsque le contrevenant a déjà été condamné, dans les douze mois précédents, pour la même contravention et par le même tribunal. » Art. 363 C. p. — Art. 554, 556, 562, 564 C. p.

(3) Comme dans les cas prévus par l'art. 1^{er} de la loi du 6 mars 1866, relative à la mendicité et au vagabondage.

(4) Il est incontestable que, dans l'intention du législateur, la disposition de l'art. 363 C. p., qui énonce les conditions de la récidive punissable en matière de police, doit recevoir son application aux contraventions dont la récidive est punie par une loi ou un règlement particulier, comme à celles qui sont prévues par le Code pénal. En effet, ne serait-il pas contraire à la raison de punir comme coupable de récidive le prévenu de mendicité ou de vagabondage pour avoir été condamné, du chef de la même contravention, par un tribunal de police quelconque du pays, dix ans ou vingt ans auparavant; tandis que la récidive de *délit sur délit* n'est punissable que si le nouveau délit a été commis avant l'expiration de cinq ans depuis que le condamné a subi ou prescrit sa peine?

sont réprimés par le Code pénal ordinaire, il y a récidive, quand même ils sont de nature différente, sauf les exceptions spécialement indiquées par ce Code⁽⁵⁾. Il n'est pas nécessaire que la nouvelle infraction ait été commise dans un délai déterminé. Ce n'est que dans le cas de récidive de *délit sur délit*, que le Code pénal et plusieurs lois particulières fixent un semblable délai⁽⁶⁾. Nous examinerons séparément les conditions requises pour que la récidive constitue une circonstance aggravante légale en matière criminelle et correctionnelle.

§ II. Conditions de la récidive punissable en matière de crimes et de délits. Première condition.

887. L'agent qui, frappé d'une condamnation antérieure, retombe dans un crime ou un délit, n'est, suivant le droit positif, en état de récidive, que lorsque la condamnation est émanée d'un tribunal belge. Sans doute, l'individu qui, après avoir été condamné en pays étranger pour meurtre, pour vol ou pour faux, commet un nouvel attentat contre les personnes ou contre les propriétés, n'est pas moins coupable ni moins dangereux que s'il avait encouru la même condamnation sur notre territoire. Mais les lois pénales étrangères n'étant pas obligatoires chez nous, les jugements fondés sur ces lois ne peuvent avoir, en Belgique, pour effet d'aggraver la condition du délinquant, à moins qu'une disposition formelle de la loi belge ne leur attribue cet effet.

888. Des considérations de justice s'opposent même à ce que, dans le silence de notre législation sur ce point, des condamnations émanées des tribunaux étrangers servent de base à une aggravation de peine. D'abord, ces condamnations

(5) Art. 267 § 2, 453 et 544 C. p.

(6) Art. 56 § 2 C. p. Voir infra les nos 890 et 894 note 14, II.

peuvent avoir été motivées par des faits qualifiés délits par les lois étrangères, mais non prévus par nos lois pénales. Ensuite, des condamnations prononcées au dehors pour des infractions politiques qui perdent leur caractère de gravité au-delà des frontières, ne méritent certainement pas au condamné une aggravation de la peine qu'il vient d'encourir dans notre pays. Enfin, pour ce qui concerne les crimes et les délits contre les personnes ou contre les propriétés, les lois étrangères appliquent à ces infractions des peines plus ou moins sévères que celles qui sont portées par nos lois. Si les condamnations prononcées à raison de ces offenses par des juridictions étrangères constituaient des circonstances aggravantes chez nous, il en résulterait que la question de savoir si la récidive est punissable, et, en cas d'affirmative, dans quelle mesure la peine doit être aggravée, recevrait, en Belgique, relativement au même fait, une solution différente, selon que la première condamnation émanerait d'un juge belge ou d'un tribunal étranger. La loi peut sans doute admettre, comme élément de la récidive, une condamnation antérieure, prononcée par des juges étrangers pour des crimes ou des délits de droit commun; mais la justice lui commande de ne l'admettre qu'avec cette restriction que, dans l'appréciation de la récidive, nos tribunaux n'auront égard qu'à la peine que la loi belge attache au fait qui a motivé la condamnation antérieure.

§ III. Deuxième condition.

889. Pour que, en matière criminelle et correctionnelle, il y ait récidive aux yeux de la loi, il ne suffit point qu'après une première condamnation prononcée par les tribunaux belges pour crime ou délit, l'agent se soit rendu coupable d'un second crime ou délit; il faut, de plus, que le cas de récidive qui fait l'objet des poursuites soit spécialement

prévu par la loi. Or, le Code pénal ne punit pas tous les cas de récidive. En effet, la personne antérieurement condamnée à une peine *criminelle* peut commettre soit un *crime*, soit un *délit*. Dans la première de ces deux hypothèses, la récidive cesse d'être une cause légale d'aggravation. si la peine attachée au second crime est une peine perpétuelle (n° 879).

890. D'un autre côté, après avoir encouru une condamnation à une peine *correctionnelle*, le condamné peut retomber dans un *délit*, ou commettre un *crime*. Dans ce dernier cas, que le législateur a eu raison de passer sous silence, la récidive n'est pas une circonstance aggravante légale. Il est évident, d'abord, que l'homme qui tombe d'un *délit* dans un *crime*, ne mérite point, en ce qui concerne l'aggravation de peine, d'être mis sur la même ligne que celui qui, après avoir été condamné pour *crime*, se rend coupable d'un nouveau *crime*. Ensuite, les peines criminelles temporaires, les seules qui soient susceptibles d'aggravation pour cause de récidive, offrent au juge, dans le cas dont il s'agit, une latitude suffisante pour proportionner, dans les limites du maximum et du minimum, le châtement à la culpabilité de l'agent. Si la récidive de *crime* sur *délit* n'est jamais passible d'une peine supérieure en degré, la récidive de *délit* sur *délit* ne l'est qu'à la double condition que le délinquant ait précédemment été condamné à un emprisonnement d'un an au moins, et qu'il ait commis le second délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine⁽⁷⁾. A défaut de l'une ou de l'autre condition, la récidive n'est plus qu'une circonstance aggravante judiciaire.

(7) Art. 54, 55 et 56 C. p.

§ IV. *Troisième condition.*

891. La récidive dans le sens légal n'existe que si les deux infractions, le fait qui a motivé la condamnation antérieure et celui qui doit être jugé, sont prévus, l'un et l'autre, soit par le Code pénal ordinaire, soit par la même loi spéciale. Ce principe est formellement reconnu par ledit Code dans le cas où la première condamnation a été prononcée par un tribunal militaire. Si l'infraction réprimée par la première condamnation est uniquement prévue par la loi militaire, il n'y a pas de récidive punissable de la part du condamné qui a commis ensuite un crime ou un délit de droit commun. La justice ne permet pas, en effet, que la répression de ce crime ou de ce délit soit aggravée à raison de la peine que le coupable a précédemment encourue et dont la sévérité exceptionnelle repose, non sur la criminalité intrinsèque du fait, mais sur les exigences de la discipline militaire. Les règles qui concernent la récidive ne deviennent applicables que dans le cas où la condamnation antérieure a été prononcée pour un fait qualifié crime ou délit par le Code pénal ordinaire. Point de difficulté, lorsque le coupable a été condamné pour ce fait à une peine portée par ledit Code. Mais, s'il a été condamné à une peine édictée par la loi militaire, les cours et tribunaux, dans l'appréciation de la récidive, doivent uniquement prendre en considération, par le motif indiqué, la peine que l'infraction réprimée par le premier jugement emporte d'après les lois pénales ordinaires⁽⁸⁾; et dans les cas où celles-ci y

(8) Certains crimes et délits sont réprimés à la fois par le Code pénal ordinaire et par le Code pénal militaire. Tels sont les violences exercées par des militaires sur une sentinelle; les violences et les outrages commis par un militaire envers un supérieur. Art. 53 et suiv. C. p. milit. Tels sont aussi les faits de trahison prévus par les art. 115 et suiv. C. p. ord. et par les art. 15 et 16 C. p. milit.

attachent la peine d'emprisonnement correctionnel, les juges sont tenus de n'avoir égard qu'au minimum de cette peine⁽⁹⁾. En conséquence, le coupable qui, après avoir été condamné, par un tribunal militaire, pour un fait qualifié *délit* par le Code pénal ordinaire, a commis un nouveau *délit*, n'est en état de récidive, quelle que soit la peine prononcée par ce tribunal en vertu de la loi militaire, que si le minimum de l'emprisonnement porté par ledit Code est d'un an au moins, et si le nouveau délit a été commis avant l'expiration de cinq ans depuis que le condamné a subi ou prescrit sa peine⁽¹⁰⁾.

(9) « Les règles établies pour la récidive seront appliquées, conformément aux articles précédents, en cas de condamnation antérieure prononcée par un tribunal militaire, pour un fait qualifié crime ou délit par les lois pénales ordinaires, et à une peine portée par ces mêmes lois. — Si, pour ce fait, une peine portée par les lois militaires a été prononcée, les cours et tribunaux, dans l'appréciation de la récidive, n'auront égard qu'au minimum de la peine que le fait puni par le premier jugement pouvait entraîner d'après les lois pénales ordinaires. » Art. 37 C. p.

(10) Le second paragraphe de l'art. 37 C. p. suppose qu'un individu antérieurement condamné, par un tribunal militaire, pour un fait que le Code pénal ordinaire punit d'un emprisonnement *correctionnel*, a commis un nouveau *délit*. En effet, si l'infraction jugée par le tribunal militaire emporte, d'après les lois ordinaires, une peine *criminelle*, le coupable est toujours en état de récidive, soit qu'il ait commis ensuite un nouveau *crime* ou un nouveau *délit* (art. 34, 53 et 56 § 1). Que si, après avoir encouru une condamnation prononcée, par un tribunal militaire, pour un fait auquel le Code pénal commun attache la peine de l'emprisonnement *correctionnel*, le condamné a commis un *crime*, il n'y a pas de récidive aux yeux de la loi. L'art. 57 § 2 n'a donc en vue que le cas de récidive de *délit* sur *délit*. Mais aux termes de l'art. 56 § 2, celui qui, après avoir encouru une condamnation pour *délit*, a commis un nouveau *délit*, n'est considéré comme récidiviste, que lorsqu'il a été condamné à un emprisonnement *d'un an au moins*. Voilà pourquoi l'art. 57 § 2 enjoint aux cours et tribunaux de n'avoir égard, dans l'appréciation de la récidive, qu'au minimum de la peine (d'emprisonnement) que le fait puni par le premier jugement pouvait entraîner d'après les lois pénales ordinaires. En conséquence, si le minimum de cette peine est d'un an au moins, le condamné qui a commis ensuite un nouveau *délit*, est coupable de récidive, pourvu que ce délit ait été commis avant l'expiration de cinq ans depuis que le condamné a subi ou prescrit sa peine. Au reste, la disposition de l'art. 57 § 2 ne trouve guère d'application que dans le cas prévu par l'art. 400 § 1^{er} C. p.

892. La récidive n'est pas punissable lorsque, après avoir été condamné à raison d'un crime ou d'un délit de droit commun, on a enfreint les lois militaires, que la nouvelle infraction soit exclusivement réprimée par ces lois, ou qu'elle soit également prévue par les lois pénales ordinaires (n° 891 note 8); à moins qu'elle n'emporte, d'après le Code pénal militaire, la même peine que celle qui y est attachée par le Code pénal ordinaire⁽¹¹⁾. La récidive n'entraîne pas non plus une aggravation de peine, si l'on s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit réprimé par les lois militaires, après avoir été condamné pour violation de toute autre loi spéciale. A la vérité, la matière de la récidive n'étant pas réglée par le Code pénal pour l'armée, les juges militaires sont tenus, en vertu de l'art. 58 dudit Code, d'appliquer, en cette matière, les dispositions du Code pénal ordinaire. Mais cette application suppose que le prévenu poursuivi à raison d'une infraction prévue par les lois militaires, ait encouru une condamnation antérieure pour un crime ou un délit réprimé par les mêmes lois. Dans cette hypothèse, la récidive est punissable, lorsque le fait qui est l'objet des poursuites, emporte une peine de droit commun; mais elle ne l'est point, si le Code pénal pour l'armée attache à ce fait une peine militaire, telles que la destitution ou la dégradation militaire et l'incorporation dans une compagnie de correction; car le Code pénal ordinaire ne règle que l'aggravation des peines édictées par ce même Code. La récidive n'a donc pas pour effet d'aggraver les peines militaires, si ce n'est dans le cas spécialement prévu de désertion⁽¹²⁾.

(11) Les infractions que le Code pénal militaire déclare punissables conformément au Code pénal ordinaire, sont mentionnées aux art. 54 et 55 du premier de ces deux Codes.

(12) La désertion en temps de paix est punie de l'incorporation dans une

§ V. Troisième condition. Suite.

893. Le principe en vertu duquel la récidive punissable suppose deux infractions prévues, l'une et l'autre, par la même loi, générale ou spéciale, doit également recevoir son application dans les hypothèses où il s'agit de faits réprimés par des lois particulières, autres que les lois militaires. Il n'y a donc pas de récidive dans le sens légal, lorsqu'une personne antérieurement condamnée pour une infraction spéciale, se rend coupable d'un délit de droit commun, ou lorsque, après avoir encouru une condamnation pour un fait prévu par le Code pénal, elle commet une infraction réprimée par une loi particulière. En effet, l'aggravation de peine que la loi attache à la récidive est fondée sur la présomption d'une plus grande culpabilité du délinquant. Or, les actions et les inactions réprimées par des lois particulières sont généralement des infractions de convention sociale, infractions que la justice ne permet pas de confondre avec les délits qui blessent la morale par eux-mêmes et dont la répression fait l'objet du Code pénal commun; et lors même qu'elles sont répréhensibles en soi, le législateur, guidé par des considérations d'intérêt public, par des motifs puisés dans des circonstances accidentelles et passagères, les punit plus sévèrement qu'elles ne le méritent d'après leur nature intrinsèque. On ne peut donc non plus admettre une récidive punissable dans le cas où le prévenu est tombé d'une infraction particulière dans une autre infraction spéciale, prévue par une loi différente.

894. La violation réitérée de la même loi spéciale dénote, au contraire, chez l'agent une volonté persistante d'enfreindre

compagnie de correction pour trois ans au plus. La durée de cette incorporation est de deux ans à cinq ans, si le coupable a déjà été antérieurement condamné pour désertion. Art. 46 et 47 C. p. milit.

cette loi, et doit par conséquent lui attirer une punition plus forte (13). Telle est l'hypothèse que le législateur belge a en vue, en déclarant les dispositions générales du Code pénal sur la récidive applicables aux infractions réprimées par des lois particulières qui ne contiendraient pas sur cette matière des dispositions spéciales (art. 100). Ainsi, lorsque la loi dont il s'agit, garde le silence sur la récidive, on doit appliquer les principes du Code pénal qui règlent les conditions et les effets de celle-ci. Toutefois, comme les pénalités édictées par la plupart des lois spéciales ne s'élèvent pas à une année d'emprisonnement, et que, d'un autre côté, le Code pénal ne permet aux juges, en cas de récidive de délit sur délit, d'aggraver la peine qu'à la condition que le prévenu ait été précédemment condamné à un emprisonnement d'un an au moins, il est évident que, dans l'hypothèse indiquée, la récidive demeure le plus souvent impunie. Mais les dispositions du Code pénal restent sans application, dès que la loi spéciale prévoit la récidive, quand même elle ne subordonnerait la punition de celle-ci à aucune condition relative soit à la quotité de la peine encourue par la première condamnation, soit à l'époque de la perpétration du second délit; car cette loi déroge au Code (14). Cependant lorsqu'une loi particulière, antérieure au nouveau Code pénal, renvoie

(13) Pour qu'il y ait récidive, il ne faut pas que la seconde infraction soit la même que la première; il suffit que l'une et l'autre soient réprimées par la même loi spéciale. Liège, 27 avril 1872, Bruxelles, 6 octobre 1875.

(14) Les lois spéciales se divisent sous ce rapport, en deux catégories. I) Les unes se bornent à punir la récidive sans condition. Loi du 14 floréal an X, sur la pêche fluviale (art. 4 § dern.). Loi du 12 mars 1818, sur l'art de guérir (art. 18 à 21). Loi du 6 avril 1845, sur la répression de la fraude en matière de douane (art. 19 et 22). Loi du 24 mars 1846, sur la vente d'effets militaires (art. 4.) Loi du 6 mars 1866, relative au vagabondage et à la mendicité (art. 1^{re} et 5 § dern.). Loi du 14 décembre 1876, réglant le transport des émigrants (art. 10 § 3). La récidive prévue par ces lois est donc punissable, quel que soit le taux de la première condamnation et quelle que soit l'époque de l'infraction nouvelle. II) D'autres lois spéciales fixent un

purement et simplement, en ce qui concerne les conditions de la récidive de délit sur délit, à l'ancien Code pénal sous l'empire duquel elle a été rendue, l'on doit appliquer les dispositions du nouveau Code, parce que la loi spéciale veut punir la récidive conformément au droit commun, qui a été modifié depuis la publication de cette loi (15).

ARTICLE III. — Des effets de la récidive et de la rétroactivité des lois qui la répriment.

§ I. Des effets de la récidive en matière de crimes et de délits.

395. La récidive a pour effet d'aggraver la peine de la nouvelle infraction, conformément aux règles établies par le Code pénal (1). Toutefois, ces règles ne sont pas applicables,

déjà dans lequel la nouvelle infraction doit avoir été commise. Telles sont la loi du 26 février 1846, sur la chasse (art. 8); la loi du 20 mai 1846, sur les ventes publiques en détail des marchandises neuves (art. 9); la loi du 1^{er} décembre 1849, sur le droit de débit des boissons alcooliques (art. 14); la loi du 20 décembre 1854, dite Code forestier (art. 109); la loi du 9 juillet 1858, sur la pharmacopée belge (art. 9). Si, dans ce cas, on voulait subordonner, par application du Code pénal, la punition de la récidive à la condition que le prévenu ait été précédemment condamné, pour la même infraction, à un emprisonnement d'un an au moins, on rendrait le plus souvent impossible la répression de la récidive que le législateur veut cependant punir et qui mérite de l'être.

(15) La loi du 20 décembre 1852, relative aux offenses envers les souverains étrangers (art. 1^{er} § 2) punit la récidive prévue par l'art. 53 du Code pénal (de 1810). Evidemment la loi précitée ne peut maintenir en vigueur cet article qui est abrogé par le nouveau Code pénal.

(1) « Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la réclusion, pourra être condamné aux travaux forcés de dix ans à quinze ans. — Si le crime emporte les travaux forcés de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné aux travaux forcés de quinze ans à vingt ans. — Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine, si le crime emporte les travaux forcés de quinze ans à vingt ans. » Art. 54. « Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime puni de la détention de cinq ans à dix ans, pourra être condamné à la détention de dix ans à quinze ans. — Si le crime est puni de la détention de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la détention extraordinaire. — Il sera condamné à dix-sept ans au moins de détention, si le crime emporte la détention extraordinaire. » Art. 55. « Quiconque, après

lorsqu'une disposition particulière du Code ou d'une loi spéciale a prévu le cas de récidive et fixé la peine d'après cette circonstance⁽²⁾. L'aggravation de peine est le seul effet que la loi attache à la récidive, qui n'empêche pas le condamné d'être réhabilité par voie de grâce. La récidive ne dénotant pas toujours chez le délinquant une plus grande culpabilité, la loi n'oblige pas, en général, le juge d'avoir égard à cette circonstance⁽³⁾; elle lui accorde la faculté d'aggraver la peine ordinaire ou de ne pas l'aggraver, suivant son appréciation. Le juge peut donc non seulement s'abstenir d'élever cette peine, mais encore la réduire, s'il reconnaît en faveur de l'agent des circonstances atténuantes (n^{os} 835 et 879).

896. Lorsqu'une personne condamnée à une peine *criminelle* a commis un nouveau *crime*, la récidive cesse d'être une circonstance aggravante légale, si le second crime emporte une peine perpétuelle; car la peine de mort ne doit jamais être prononcée, quand le fait ne mérite pas par lui-même ce châtiment extrême. Mais, lorsque la loi n'attache au crime commis en récidive qu'une peine temporaire, le juge a la faculté d'appliquer, à raison de cette circonstance, la peine immédiatement supérieure, conformément à la gradation établie par le Code pénal⁽⁴⁾. Toutefois,

une condamnation à une peine criminelle, aura commis un délit, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre le délit. — La même peine pourra être prononcée en cas de condamnation antérieure à un emprisonnement d'un an au moins, si le condamné a commis le nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine. — Dans ces deux cas, le condamné pourra être placé par le jugement ou l'arrêt, sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. » Art. 56 C. p.

(2) Art. 267 § 2, 433, 544 C. p. Voir n^o 894.

(3) La règle souffre exception dans les cas prévus par les art. 21 n^o 2, 54 § 5, 55 § 3 et 433 C. p.

(4) Dans les cas où la peine ordinaire est la *reclusion*, le juge a donc la faculté de la remplacer par celle des *travaux forcés* (de dix an à quinze ans),

lorsque le second crime emporte une peine temporaire du degré le plus élevé, c'est-à-dire les travaux forcés ou la détention de quinze ans à vingt ans, le législateur ne pouvait autoriser le juge à prononcer une peine perpétuelle uniquement en considération de la récidive. D'un autre côté, il ne lui était pas possible de faire complètement abstraction de cette circonstance aggravante. C'est par ces motifs, qu'il enjoit au juge d'élever de deux ans le minimum légal de l'une et de l'autre peine, en rendant cette aggravation obligatoire; sauf le cas où il existe des circonstances atténuantes⁽⁵⁾. La récidive de *crime* sur *crime* aggrave, en outre, la position du coupable relativement à certaines pénalités accessoires. En effet, il peut être placé, pendant toute sa vie, sous la surveillance spéciale de la police; et, si le second crime emporte la détention ordinaire, il est, par exception à la règle, en état d'interdiction légale pendant la durée de cette peine⁽⁶⁾.

897. Quiconque, ayant été condamné à une peine *criminelle*, a commis un *délit* peut être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre ce délit. La même peine peut être prononcée en cas de condamnation antérieure à un *emprisonnement d'un an au moins*, si le condamné a commis le nouveau *délit* dans le délai de cinq ans, à compter du jour où il a subi ou prescrit sa peine. Ainsi, dans les cas de récidive de *délit* sur *crime* ou de *délit* sur *délit*, le juge n'est pas obligé de prononcer le maximum

c'est-à-dire par une pénalité différente, ce qui paraît contraire aux principes (n^o 879). Mais la principale et presque l'unique différence qui distingue l'une de l'autre, consiste dans leur durée respective.

(5) Dans le cas où la loi élève le minimum d'une peine criminelle, la cour appliquera le minimum ordinaire de cette peine, ou même la peine immédiatement inférieure, conformément aux articles précédents. » Art. 82 C. p.

(6) Art. 54, 55; art. 21 n^o 2 et 36 § 2 C. p.

de la peine légale, et moins encore de le doubler. La loi lui accorde à cet égard un pouvoir discrétionnaire dont elle fixe la limite. Le juge peut donc, en se renfermant dans cette limite, augmenter la peine ou s'en abstenir. Si la loi porte l'emprisonnement et l'amende, ce qui est de règle en matière correctionnelle, il peut appliquer le maximum de ces deux pénalités ou de l'une d'elles seulement; il peut les élever cumulativement ou séparément au-dessus du maximum légal, et même doubler ce dernier. De plus, la loi lui accorde, dans les deux cas, la faculté de placer le condamné sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans à dix ans, alors même que cette pénalité accessoire ne serait pas spécialement attachée au délit à punir.

898. Lorsque, après une condamnation à une peine *correctionnelle*, le condamné a commis un *crime*, il n'y a pas de récidive dans le sens légal. Cependant, si ce crime était déclaré excusable par la loi, le coupable pourrait encourir une aggravation de peine, comme s'il était retombé d'un *délit* dans un *délit*, pourvu qu'il ait été précédemment condamné à un emprisonnement d'un an au moins et que le crime ait été commis avant l'expiration de cinq ans depuis que le condamné avait subi ou prescrit sa peine. En effet, tout crime excusable n'étant puni par la loi que d'une peine correctionnelle, dégénère en *délit* (7). Il en serait autrement, si le juge, admettant des circonstances atténuantes, commuait la peine attachée au crime en un emprisonnement correctionnel (8). À la vérité, cette commutation de peine a également pour effet de changer le crime en délit (n° 847 note 7); mais le juge qui, nonobstant la récidive, reconnaît

(7) Art. 75 et 414, combinés avec l'art. 1^{er} C. p.

(8) Art. 80 § 4 et 5; art. 81 § 3 et 4 C. p.

des circonstances atténuantes en faveur du coupable, ne peut, sans contradiction, aggraver la peine qu'il vient de réduire à raison de ces circonstances.

§ II. De la rétroactivité des lois pénales en matière de récidive.

899. La loi nouvelle qui modifie les conditions ou le mode de répression de la récidive, a ou n'a pas d'effet rétroactif, selon qu'elle est plus ou moins favorable au délinquant, que la loi antérieure (9). Le même principe est applicable à la loi qui change le caractère pénal du fait à raison duquel la condamnation antérieure a été prononcée. Si la nouvelle loi est moins sévère que la loi ancienne, le juge doit observer la loi nouvelle, non seulement lorsqu'il est appelé à punir le fait prévu par l'une et par l'autre, mais toutes les fois qu'il s'agit de l'appréciation ou de la qualification de ce fait en justice. Les effets que l'ancienne loi, appliquée par des jugements passés en force de chose jugée, a produits, continueront de subsister, tant qu'une disposition législative ou un acte de grâce ne les aura pas fait cesser; mais la loi abrogée ne peut plus, sous l'empire de la loi qui l'abroge, produire des effets nouveaux au préjudice du condamné, ni par conséquent l'effet d'aggraver la peine de la seconde infraction. D'ailleurs, l'agent qui a encouru une condamnation soit à une peine criminelle pour un fait puni correctionnellement par la loi nouvelle, soit à une peine correctionnelle à raison d'une

(9) Les dispositions du Code pénal belge sur la récidive étant bien moins sévères que celles du Code français, doivent réagir sur tous les faits antérieurs, non encore irrévocablement jugés. À la vérité, ce dernier Code exige, pour la récidive du *délit* sur *délit*, une condamnation antérieure à un emprisonnement de plus d'un an, tandis que le Code belge se contente d'une condamnation à un emprisonnement d'un an ou moins; mais cette aggravation légère est largement compensée par les importantes atténuations introduites en cette matière par le nouveau Code.

infraction à laquelle cette loi n'attache qu'une pénalité de police, n'est pas plus coupable que celui qui a commis un *délit* ou une *contravention*, puisque, en modérant la peine, le législateur a déclaré lui-même qu'elle était disproportionnée (10).

900. Le principe que nous venons d'établir donne lieu aux corollaires que voici. I) Lorsque le fait qui a motivé la première condamnation et que la loi ancienne réprimait par une peine criminelle, est puni correctionnellement par la loi nouvelle, le juge appelé à apprécier la récidive ne peut plus considérer comme *crime* ce même fait que le législateur vient de transformer en *délit*; il ne doit avoir égard, dans cette appréciation, qu'à la peine que le fait énoncé dans le premier jugement emporte d'après la loi actuellement en vigueur. Le coupable est donc censé n'avoir été condamné antérieurement qu'à une peine *correctionnelle*; d'où la conséquence que, si depuis il a commis un *crime*, il n'encourt aucune aggravation de peine, la récidive de *crime* sur *délit* n'étant pas punissable. II) L'agent qui a commis un *délit*, après avoir été condamné à une peine *correctionnelle* pour un fait rangé par la loi nouvelle dans la catégorie des *contraventions*, n'est pas coupable de récidive. Il en serait autrement, s'il était retombé dans la même infraction et que le second fait eût été commis dans la même année et dans le ressort du même tribunal. III) A plus forte raison, le juge doit-il s'abstenir d'infliger un châtement plus grave au prévenu ou à l'accusé antérieurement condamné pour un fait que la loi nouvelle efface du catalogue des infractions.

(10) Les cours de cassation de Belgique et de France repoussent cette doctrine (Cass. Belg. 22 juin 1855. Cass. Fr. 19 août 1850), par le motif évidemment mal fondé qu'il s'agit d'un fait irrévocablement jugé, auquel les qualifications ultérieures doivent rester étrangères.

TITRE III.

DE L'APPLICATION DES PEINES EN CAS DE CONCOURS DE PLUSIEURS INFRACTIONS.

CHAPITRE PREMIER.

DU CONCOURS D'INFRACTIONS SUIVANT LA THÉORIE PÉNALE.

§ I. *Notion et conditions du concours d'infractions.*

901. Il y a concours de délits (*concursum delictorum*), lorsque le même agent s'est rendu coupable de plusieurs infractions avant d'avoir été condamné pour aucune d'elles (1). Ainsi, pour que les principes qui régissent cette situation soient applicables, il faut, en premier lieu, que la même personne ait commis au moins deux infractions. Il ne peut donc être question de concours de délits, lorsque l'infraction consiste dans un fait unique qui, dès qu'il est accompli, se prolonge, sans interruption, pendant un temps plus ou moins long, tel que la séquestration illégale d'une personne ou le recèlement d'une chose volée (n^{os} 365 et suiv.). On ne peut non plus considérer comme des délits concurrents les faits distincts et séparés dont la réunion ne forme qu'un seul délit, soit parce qu'ils sont l'exécution successive d'une même résolution criminelle, tels que les actes du failli qui

(1) On dit communément qu'il y a concours d'infractions, lorsqu'une personne a commis plusieurs délits qui tous sont encore à punir. Mais cette définition s'applique seulement à l'une des deux hypothèses qui peuvent se présenter, celle où les délits concurrents sont déférés à la justice pénale tous en même temps; elle ne comprend pas l'hypothèse où ils sont l'objet de poursuites, et partant de condamnations distinctes. Voir infra les n^{os} 923 et suiv.

détourne des marchandises ou contracte des engagements dans une intention frauduleuse, le faux et l'usage du faux imputés à la même personne, l'exposition suivie du délaissement d'un enfant (n^{os} 379 à 386); soit parce que la loi punit seulement l'habitude de commettre certains faits, telle que l'habitude de prendre publiquement un faux nom ou d'exercer illégalement la médecine (n^{os} 387 à 390). Par le même motif, on ne peut admettre un concours d'infractions, lorsque l'accusé a commis un crime avec des circonstances aggravantes qui, prises isolément, sont des infractions *sui generis*, mais qui, avec le fait principal auquel elles se rattachent, ne constituent qu'un crime unique que la loi punit plus sévèrement à raison de ces circonstances (2). Il est évident, au reste, que les actes de participation criminelle ou de complicité, en prenant ce terme dans le sens large, ne forment pas un concours d'infractions, puisqu'il y a pluralité d'agents et unité de délit (n^o 576, I).

902. Pour qu'il y ait concours de deux ou plusieurs infractions, il faut, en second lieu, que le coupable n'ait pas encore été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. Le concours de délits diffère donc de la

(2) Les violences envers les personnes, les menaces, la violation du domicile sont des crimes ou des délits spécialement punis par les art. 527 sqq., 593, 394, 398 sqq., 459, 440 C. p.; comme le faux en écriture, l'usurpation de titres, de costume ou de nom sont prévus par les art. 194 sqq., 228 sqq. C. p. Mais, lorsqu'on a commis, dans une maison habitée, un vol à l'aide d'escalade, d'effraction ou de fausses clefs, à l'aide de violences ou de menaces; lorsque ces violences ont causé des blessures ou la mort d'une personne, il n'y a qu'un seul crime, le vol commis avec des circonstances aggravantes spécialement définies par la loi. Cass. Belg. 21 septembre 1877. Il en serait de même, si le coupable avait pris le titre ou les insignes d'un fonctionnaire public ou produit un faux ordre de l'autorité publique. Art. 467, 468 à 474 C. p. Mais, si l'on s'était rendu coupable d'un meurtre pour faciliter l'exécution d'un vol ou pour en assurer l'impunité (art. 475 et 552 C. p.), si l'on avait escroqué une somme d'argent en faisant usage d'une pièce faussée, il y aurait deux crimes ou délits, par conséquent concours d'infractions.

récidive qui suppose une condamnation antérieure et irrévocable. Il se peut qu'une personne déjà atteinte, pour crime ou délit, d'une condamnation passée en force de chose jugée, commette plusieurs infractions nouvelles. Dans ce cas, il y a tout ensemble concours d'infractions et récidive.

§ II. Des diverses espèces de concours.

903. Le concours de délits est susceptible de plusieurs modalités que l'on peut ramener à deux formes principales. Le concours est *intellectuel* ou *idéal*, quand le même fait constitue plusieurs infractions soit de même espèce, soit d'espèces différentes. L'agent qui, par un breuvage empoisonné, par un coup d'arme à feu ou en faisant sortir des rails, par des moyens quelconques, un convoi circulant sur le chemin de fer, a causé, intentionnellement ou par simple faute, la mort de plusieurs personnes, s'est rendu coupable de plusieurs crimes ou délits de même nature. Lorsque l'incendie a causé la mort d'une personne qui, à la connaissance de l'auteur, se trouvait dans les lieux incendiés au moment où le feu y a été mis, le même fait a produit deux crimes différents, l'incendie et l'assassinat. Si l'incendiaire ignorait cette circonstance qu'il aurait pu connaître, il a commis par le même fait un incendie volontaire et un homicide involontaire (3).

904. Pour qu'il y ait concours idéal ou intellectuel, il n'est point nécessaire qu'on ait enfreint, par le même fait, plusieurs lois pénales; car la violation d'une seule et même

(3) Art. 518, 520, 522, 548 C. p. Si, dans l'intention de donner la mort à une femme enceinte, on lui a administré du poison qui n'a causé que l'avortement de la femme, le crime d'avortement concourt avec une tentative d'empoisonnement. Quelqu'un tire un coup d'arme à feu sur Pierre dans l'intention de lui donner la mort; le coup atteint et tue ou blesse Paul. Dans ce cas, une tentative de meurtre ou d'assassinat concourt avec un homicide ou des blessures involontaires (n^o 331).

loi peut constituer plusieurs délits de même espèce, comme nous venons de voir. D'un autre côté, on peut contrevenir, par le même fait, à deux lois différentes, et ne commettre cependant qu'une seule infraction. En effet, certaines offenses sont réprimées à la fois par le Code pénal militaire et par le Code pénal commun, telles que les violences et les outrages envers un supérieur (n° 891 note 7). Le militaire qui commet un fait de cette nature, ne se rend coupable que d'un seul délit punissable d'après la loi militaire. Enfin, le même fait qui porte préjudice à des personnes différentes, ne renferme pas toujours plusieurs infractions quoiqu'il donne ouverture à plusieurs actions civiles (4).

905. Le concours est *matériel* ou *réel*, lorsque, par des faits distincts, on a enfreint plusieurs fois la même loi pénale ou contrevenu à plusieurs lois différentes. Dans le premier cas, la théorie pénale qualifie de *délits réitérés* les infractions concurrentes, en désignant par ce terme les délits distincts et de même espèce, commis successivement par la même personne ; tels que la fabrication ou la falsification successive de monnaies, de billets de banque, de timbres ou marques, les mêmes faux en écritures, l'usage renouvelé d'une même pièce fautive, les mêmes violences, les mêmes vols, escroqueries ou abus de confiance, imputés au même individu (5). Dans le second cas, les délits concurrents sont liés entre eux par un rapport de causalité, et alors ils sont connexes, tels

(4) La soustraction d'une malle qui contient des effets appartenant à des propriétaires différents, ne constitue qu'un seul vol ; car l'objet immédiat et direct du crime ou du délit est la malle soustraite. Il en serait de même, si l'on avait volé une chose appartenant à plusieurs personnes en commun.

(5) Un autre exemple de délits réitérés se rencontre dans l'art. 357 C. p., qui inflige au coupable une peine distincte pour chaque arbre méchamment abattu, mutilé ou écorcé ; pour chaque greffe méchamment détruite. On doit aussi considérer comme délits réitérés les mêmes propos diffamatoires renouvelés, à diverses reprises, contre la même personne. Gand, 5 novembre 1868. Bruxelles, 1^{er} décembre 1870.

que le vol et le meurtre commis pour faciliter l'exécution du vol ou pour en assurer l'impunité ; ou ils n'ont entre eux aucune relation de cause et d'effet, tels qu'un faux, un acte de rébellion, un attentat à la pudeur, commis successivement par le même agent.

§ III. Les systèmes de répression en matière de concours. *Systèmes absolus.*

906. La question de savoir quelle règle le législateur doit suivre en cas de concours de plusieurs infractions, est fortement controversée. Deux systèmes sont en présence. Le premier, qui est celui de la législation française (6), s'oppose au cumul des peines attachées aux délits concurrents ; il veut que la plus forte de ces pénalités absorbe les autres (*Pœna major absorbet minorem*). Le second, au contraire, adopte la maxime : à chaque délit sa peine (*Nullum delictum sine pœna*) ; il demande que les peines encourues par le coupable soient cumulées, ou, si le cumul n'est pas possible, que la peine la plus forte soit aggravée dans son exécution. Les deux systèmes ont le défaut d'être trop absolus. Ce n'est qu'en combinant l'un avec l'autre, en suppléant à l'insuffisance du premier et en écartant les excès de l'autre, que le législateur peut donner au problème de la répression des délits concurrents une solution conforme à la fois aux principes de la justice répressive et aux exigences de l'intérêt social.

(6) Le Code pénal de 1810 est muet sur cette matière qui est réglée par le Code d'instruction criminelle (art. 363 et 379). Dans les deux hypothèses prévues par ces articles, le Code applique, en cas de concours de plusieurs crimes ou délits, le principe en vertu duquel la peine la plus forte absorbe toutes les autres. Quant aux *contraventions* qu'il passe sous silence, le législateur français n'a pas voulu les soumettre à la même règle. Les peines de police doivent donc être cumulées.

§ IV. *Appréciation de ces systèmes.*

907. Suivant la justice absolue, celui qui s'est rendu coupable de plusieurs délits, doit, en règle générale, subir la peine de chacun de ces délits; car tout méfait mérite un châtement. L'agent n'est donc pas en droit de se plaindre du cumul des peines qu'il a encourues. D'ailleurs, il a connu les lois qu'il vient d'enfreindre et les conséquences qu'elles attachent à leur violation; il s'est donc soumis à l'avance et spontanément à toutes ces conséquences. Un délit ne peut effacer ni atténuer la peine d'un autre délit(7). La maxime: à chaque délit sa peine, n'est pas seulement un principe de justice, c'est aussi une règle de prudence que l'intérêt social commande au législateur de suivre, lorsque son application ne rencontre pas d'obstacle. La loi qui porte qu'en cas de conviction de plusieurs infractions la peine la plus forte sera seule prononcée, invite en quelque sorte les malfaiteurs qui ont commis quelque crime, tel qu'un vol qualifié, à profiter du temps pendant lequel ils sont encore en liberté, pour ajouter à ce vol bon nombre d'autres vols, des escroqueries, des fraudes de toute espèce, en leur promettant l'impunité pour tous ces faits, pourvu qu'ils prennent garde de ne pas commettre des infractions plus graves que la première.

908. Mais le législateur ne peut consacrer, sans restriction, le principe qui déclare le délinquant pénalement responsable de chacun des délits qui lui sont imputés. Dans certaines circonstances, il doit répudier ce principe; en d'autres, il doit adopter des combinaisons propres à en adoucir la rigueur. Et d'abord, le concours *intellectuel* ne doit

(7) *Nunquam plura delicta concurrentia faciunt ut ullius impunitus detur; neque enim delictum ob aliud delictum minuit poenam.* L. 2 D. de privat. delict. (47,1).

jamais entraîner une accumulation de peines, quand même elle serait possible. Si les faits distincts qui sont l'exécution successive d'un même projet criminel, n'emportent qu'un seul châtement, à plus forte raison le cumul des peines doit-il être interdit, lorsque le même fait a produit plusieurs infractions. Dans cette espèce de concours, en effet, il y a non-seulement un fait unique, mais encore, le plus souvent, une seule résolution criminelle; et, s'il s'agit d'un fait non intentionnel, on ne peut, dans tous les cas, imputer à l'agent qu'une seule faute(8). Le juge ne doit donc appliquer que la peine la plus forte. En ce qui concerne le concours *matériel*, l'incompatibilité de certains châtements empêche leur accumulation. Non seulement le cumul de deux peines perpétuelles est impossible, mais des peines temporaires ne pourraient non plus se cumuler avec les premières. Il serait possible, à la rigueur, d'aggraver dans son exécution soit la peine emportant une privation perpétuelle de la liberté, soit la peine de mort; on pourrait même faire précéder celle-ci d'une détention temporaire; mais ce serait un excès de répression aussi injuste qu'inutile.

(8) Lorsque plusieurs délits résultent d'un même fait *intentionnel*, on ne peut dire d'une manière absolue qu'il n'y ait qu'une résolution criminelle. Si l'incendie a causé la mort d'une personne qui, à la connaissance de l'auteur, se trouvait dans les lieux incendiés au moment où le feu y a été mis, le coupable a voulu directement commettre un incendie et éventuellement causer la mort de cette personne. Mais lorsque, par le même fait *non intentionnel*, on a commis plusieurs infractions, par exemple, si, en maniant une arme à feu que l'on ne croyait pas chargée, on a tué ou blessé plusieurs personnes, on ne peut, dans tous les cas, reprocher à l'agent qu'une seule faute. Quelquefois le même fait constitue deux délits dont l'un a pour cause un projet criminel, l'autre une coupable négligence (nos 331 et 303 in fine). Dans ce concours d'un dol et d'une faute, il est évidemment juste que la peine la plus forte soit seule prononcée.

§ V. *Système mixte.*

909. On voit que le concours matériel donne seul lieu à l'application de plusieurs châtimens, et que, dans ce cas même, il ne peut être question que du cumul des peines qui emportent une privation temporaire de la liberté et de celles qui atteignent le coupable dans son patrimoine. Cependant, lorsque les premières sont d'une certaine durée ou que les amendes s'élèvent à un certain taux, leur accumulation pourrait avoir pour effet de frapper l'accusé d'une exclusion perpétuelle de la Société ou d'une confiscation générale des biens, c'est-à-dire d'une peine tout autre que celle qui est attachée à chacun des crimes concurrents, pris isolément. Quand même ce résultat ne serait pas à craindre, le législateur doit toujours appliquer le principe du cumul avec modération, surtout lorsqu'il s'agit de châtimens graves, tels que les peines criminelles : d'abord, parce que l'accumulation de ces pénalités sévères n'est pas commandée par des nécessités sociales ; ensuite, parce que l'accusé qui a commis successivement plusieurs crimes, sans avoir été condamné pour le premier au moment où il a exécuté l'autre, n'est pas aussi coupable que celui qui est tombé en récidive. La loi doit prendre, enfin, en considération que l'application successive de plusieurs peines qui emportent, chacune, une longue privation de la liberté et que le condamné serait forcé de subir sans pouvoir prendre haleine et réparer ses forces, l'accablerait d'un mal hors de proportion avec les crimes qu'il aurait commis.

910. Il résulte des observations qui précèdent que, dans le cas de concours matériel de plusieurs infractions, le principe du cumul des peines ne peut légitimement s'appliquer qu'aux pénalités placées sur les degrés inférieurs de l'échelle pénale, telles que les peines correctionnelles et de police. En

cas de concours de plusieurs crimes ou de crimes et de délits, la loi doit se borner à l'application de la peine la plus forte, tout en accordant aux juges la faculté d'élever le maximum ordinaire de cette peine unique, sans lui en imposer l'obligation ; car des circonstances particulières peuvent s'opposer à cette aggravation pénale. Quant au concours intellectuel, la loi ne doit punir que l'infraction la plus grave de celles qui sont résultées du même fait. Tel est le système consacré, en cette matière, par le Code pénal dont nous allons exposer les dispositions.

CHAPITRE II.

DU CONCOURS D'INFRACTIONS SUIVANT LA LOI BELGE.

SECTION PREMIÈRE.

RÈGLES GÉNÉRALES.

§ I. *Système du Code pénal.*

911. Le concours de délits est réglé par le nouveau Code pénal (1), qui abroge les articles du Code d'instruction criminelle relatifs à la même matière. Il importe peu que les diverses infractions commises par le même accusé ou le même prévenu soient jugées simultanément ou successivement, par le même tribunal ou par des tribunaux distincts. Dans l'une et l'autre hypothèse, les dispositions du Code pénal qui régissent le concours de délits, doivent recevoir leur application.

912. Le Code pénal distingue le concours idéal ou intellectuel et le concours matériel ou physique. Dans le

(1) Le concours de plusieurs infractions fait l'objet du chap. VI, livre 1^{er} du Code pénal (art. 58 à 63). Le mot *plusieurs*, dans la rubrique et les articles de ce chapitre, signifie plus d'un crime, plus d'un délit, plus d'une contravention, quel qu'en soit le nombre.

premier, il adopte le principe absolu du non-cumul des peines. Si les infractions résultant du même fait sont d'espèce différente, la peine la plus forte est seule prononcée (2). Que si elles sont de même espèce, on n'applique la peine qu'une seule fois. Le Code pénal ne prévoit pas cette hypothèse; mais comme il défend, dans le concours idéal, l'accumulation des peines, les cours et tribunaux ne peuvent élever la peine ordinaire au-dessus du maximum légal; ils doivent se borner à l'aggraver dans les limites du maximum et du minimum, eu égard au nombre des infractions qui sont résultées du même fait.

913. Dans le concours matériel dont nous parlerons désormais exclusivement, le Code suit des règles différentes, suivant la nature des peines applicables aux infractions qui concourent entre elles. En ordonnant, d'une part, de cumuler sans restriction, non seulement les pénalités de police, mais encore les amendes établies pour assurer la perception des droits fiscaux, et les peines de confiscation spéciale, même en cas de concours de plusieurs crimes ou délits, il limite, d'un autre côté, le cumul des peines correctionnelles, soit entre elles, soit avec des peines de police. De plus, il défend purement et simplement de cumuler une peine criminelle avec toute autre pénalité, et repousse l'accumulation des peines criminelles, sauf la faculté accordée aux juges d'aggraver la peine la plus forte, lorsque celle-ci consiste dans la privation temporaire de la liberté. Ainsi, le législateur belge admet les deux systèmes qui, en cette matière, divisent les jurisconsultes, et les applique tantôt sans restriction, tantôt en les tempérant dans leur application. Nous avons donc à examiner avec détail l'influence que chacun

(2) « Lorsque le même fait constitue plusieurs infractions, la peine la plus forte sera seule prononcée. » Art. 65 C. p.

des deux principes opposés exerce, suivant les dispositions du nouveau Code pénal, sur la répression des délits concurrents.

§ II. Du cumul illimité des peines.

914. Dans le système du Code pénal, certaines peines doivent être cumulées indéfiniment. Le prévenu convaincu de plusieurs *contraventions* encourt la peine de chacune d'elles (3). La loi ordonne aussi l'accumulation illimitée des peines de confiscation spéciale, quelles que soient les infractions concurrentes, et alors même que le cumul des peines principales est interdit (4). Il s'ensuit que la confiscation spéciale doit être prononcée même dans le cas où la peine principale dont elle forme l'accessoire, est absorbée par la peine de l'infraction la plus grave. Pareillement, les amendes en matière fiscale, quel qu'en soit le nombre ou le taux, sont toutes encourues, sans pouvoir être réduites (5). Pour ce qui concerne les pénalités disciplinaires, elles se cumulent, soit entre elles, soit avec des peines proprement dites.

§ II. Du cumul limité des peines.

915. Le Code pénal admet encore l'accumulation d'autres peines, mais d'une manière limitée. En cas de concours soit de plusieurs *délits*, soit d'un ou de plusieurs *délits* avec une ou plusieurs *contraventions*, les peines sont cumulées, sans

(3) « Tout individu convaincu de plusieurs contraventions encourra la peine de chacune d'elles. » Art. 58 C. p. Cette disposition est applicable au cas où des *délits* imputés au même prévenu ont été déferés à la connaissance du tribunal de police à raison de circonstances atténuantes; car celles-ci les transforment en *contraventions*. Voir Cass. Belg. 29 novembre 1869.

(4) « Les peines de confiscation spéciale, à raison de plusieurs crimes, délits ou contraventions, seront toujours cumulées. » Art. 64 C. p.

(5) « Cette application (des dispositions du livre I^{er} du Code pénal) ne se fera pas, lorsqu'elle aurait pour effet de réduire les peines pécuniaires établies pour assurer la perception des droits fiscaux. » Art. 100 § 2 C. p.

qu'elles puissent néanmoins excéder le double du maximum de la peine la plus forte⁽⁶⁾. Nous examinerons séparément ces deux hypothèses.

316. Si plusieurs *délits* sont imputés au même prévenu, le juge doit cumuler non seulement les peines d'emprisonnement et les amendes, mais aussi les peines accessoires qui sont attachées aux délits concurrents, telles que le renvoi sous la surveillance spéciale de la police et l'interdiction de certains droits, dans les cas où ces pénalités sont obligatoires. Le juge peut même cumuler les peines d'interdiction, lorsque l'une des deux lois enlève au coupable certains droits déterminés, tandis que l'autre accorde au juge la faculté de déterminer lui-même les droits dont le prévenu pourrait mériter l'interdiction. En fixant, comme limite de l'accumulation, le double du maximum de la peine *la plus forte*, le Code suppose le concours de plusieurs délits différents. Que si le prévenu est poursuivi à raison de plusieurs délits de même espèce (*délits réitérés*), par exemple, de plusieurs vols simples, de plusieurs escroqueries ou abus de confiance, c'est le double du maximum des peines attachées à cette espèce de délit, que l'accumulation ne peut excéder.

317. Lorsqu'un ou plusieurs *délits* concourent avec une ou plusieurs *contraventions*, le juge, sans pouvoir dépasser la limite indiquée, doit condamner le délinquant aux amendes qu'il a encourues à raison de chaque délit et de chaque contravention ; mais il ne peut prononcer, en se renfermant dans

(6) « En cas de concours d'un ou de plusieurs délits avec une ou plusieurs contraventions, toutes les amendes et les peines de l'emprisonnement correctionnel seront cumulées, dans les limites fixées par l'article suivant. » Art. 59. — « En cas de concours de plusieurs délits, les peines seront cumulées, sans qu'elles puissent néanmoins excéder le double du maximum de la peine la plus forte. » Art. 60 C. p. Une autre limite que l'accumulation ne peut excéder, est fixée par l'art. 557 C. p.

la même limite, que les peines d'emprisonnement qu'emportent les *délits* concurrents, l'emprisonnement correctionnel absorbant l'emprisonnement de police dont la loi pourrait avoir frappé l'une ou l'autre contravention. Ainsi, dans les cas de concours dont il est question, toutes les amendes, c'est-à-dire les amendes correctionnelles et de police, et les peines d'emprisonnement correctionnel sont cumulées, sans que les unes et les autres puissent excéder le double de la peine la plus forte. La limitation porte donc non seulement sur les peines d'emprisonnement correctionnel, mais encore sur les amendes ; et non seulement sur les amendes correctionnelles, mais aussi sur les amendes de police, soit qu'elles viennent se joindre à une ou plusieurs amendes correctionnelles, soit que, les délits concurrents n'emportant que l'emprisonnement, il n'y ait que des amendes de police ; de sorte que celles-ci ne peuvent être cumulées, dans la seconde hypothèse, que jusqu'au double du maximum de l'amende de police la plus forte⁽⁷⁾.

(7) La disposition de l'art. 59 C. p. n'est pas en tout conforme à l'intention du législateur. Dans le projet du gouvernement, cet article était ainsi conçu : « Au cas de concours d'un délit et d'une ou de plusieurs contraventions les amendes sont cumulées, mais la peine de l'emprisonnement correctionnel est seule prononcée. » Ainsi, dans le cas prévu par le projet, les amendes de police étaient indéfiniment cumulées, lorsqu'elles concourent avec une seule amende correctionnelle, et à plus forte raison, lorsque le délit n'emportait que l'emprisonnement. L'exposé des motifs s'exprimait en ces termes : « Il peut arriver qu'un prévenu soit convaincu de plusieurs délits et d'une ou de plusieurs contraventions. Dans cette hypothèse qui n'est pas textuellement prévue par le projet, il faut combiner les art. 59 et 60. L'emprisonnement correctionnel absorbera l'emprisonnement de police et les amendes seront cumulées, sans qu'elles puissent cependant excéder le double du maximum de l'amende que la loi prononce contre le délit le plus grave. En effet, si les amendes en matière correctionnelle doivent être réduites à ce taux, à plus forte raison les amendes de police doivent elles subir cette réduction. » (*Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 125, n° 281 in fine). On voit que, dans le projet, le cumul des amendes n'était limité que si deux ou plusieurs amendes correctionnelles venaient se joindre à des amendes de police, la limitation ne s'étendant à celles-ci que parce qu'elle s'appliquait à celle-là. L'art. 59 fut admis par la chambre des représentants. La commission du

§ III. Du mode de cumul des peines.

918. Lorsque le prévenu est convaincu de plusieurs *contraventions*, le juge doit le condamner séparément à raison de chacune d'elles, sans pouvoir cumuler les peines dans une condamnation unique. En effet, le total des amendes et des peines d'emprisonnement peut excéder le maximum légal des peines de police, de sorte que le juge qui les réunirait en une seule amende et en une seule peine d'emprisonnement, serait amené à prononcer des peines correctionnelles et, par suite, à commettre un excès de pouvoir. La règle n'admet aucune exception. Dans le cas de concours dont il est question, il n'y a pas lieu d'additionner les peines pour vérifier si le total n'excède pas certaine limite, puisque les peines de police sont cumulées indéfiniment. De même, le juge doit fixer séparément la durée de l'emprisonnement destiné à remplacer chaque amende en cas de non-paiement. Le cumul des peines d'emprisonnement subsidiaire est illimité, comme celui de toutes les peines de police.

919. En cas de concours soit de plusieurs *délits*, soit d'un

sénat trouva cette disposition juste et conforme aux principes, mais elle fit remarquer qu'il était nécessaire de prévoir expressément le cas du concours de plusieurs délits avec une ou plusieurs contraventions. En conséquence, la rédaction de cet article fut modifiée de façon à y comprendre cette hypothèse. Quant au surplus, la commission entendit maintenir le sens de la disposition primitive. La nouvelle rédaction, successivement adoptée par le sénat et par la chambre des représentants, est celle de l'art. 59 du Code pénal. (*Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 295, n° 39). Dans la pensée du législateur, les amendes de police devaient donc être cumulées indéfiniment si ces amendes concouraient entre elles ou avec une amende correctionnelle unique, le rapport de la commission du sénat n'ayant eu en vue, comme l'exposé des motifs du projet, que le cas où les délits concurrents emportent à la fois un emprisonnement et une amende. Mais la généralité des termes dans lesquels l'art. 59 est conçu, ne permet pas de restreindre, au préjudice des prévenus, la limitation établie par cet article. Voir l'analyse des documents parlementaires relatifs à l'art. 59, dans CARRAY, *Traité des contraventions de police*, n° 105 et 104, et NVEELS, *Code pénal interprété*, art. 59, n° 3.

ou de plusieurs *délits* avec une ou plusieurs *contraventions*, le juge prononcera autant de peines distinctes et séparées qu'il y a d'infractions à punir, et fixera pour chaque amende séparément la durée de l'emprisonnement subsidiaire. Toutefois, la règle n'est pas absolue. Aux termes des art. 59 et 60 du Code pénal, les peines ne peuvent être cumulées que jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte. Le juge doit donc en fixer le taux de façon que leur total n'excède pas cette limite. Mais celle-ci peut être dépassée alors même que chacune des peines encourues est réduite à son minimum⁽⁸⁾. Dans ce cas, le juge, après avoir indiqué, dans le jugement ou l'arrêt, la peine ou les peines que lui paraît mériter chaque fait délictueux, additionnera les peines qu'il s'agit de cumuler, retranchera l'excédant, et ne prononcera qu'un seul emprisonnement et qu'une seule amende. Le juge procédera de la même manière, lorsque les peines d'emprisonnement subsidiaire, dont la durée doit être fixée, dans le jugement ou l'arrêt, à l'égard de chaque amende, excéderont le double du maximum légal⁽⁹⁾. En ce qui concerne les amendes en ma-

(8) Supposons que le prévenu soit convaincu de douze attentats à la pudeur, commis sur des enfants âgés de moins de quatorze ans. Le minimum de la peine étant d'une année d'emprisonnement, minimum que le juge n'abaissera certainement pas en admettant des circonstances atténuantes, le total de ces peines serait de douze ans, c'est-à-dire de deux ans de plus que le double du maximum qui est de cinq ans. Art. 572 C. p.

(9) Dans l'opinion de quelques honorables magistrats et d'après la jurisprudence, le juge est *obligé*, dans tous les cas où la loi ordonne le cumul des peines, de condamner le prévenu séparément à raison de chaque infraction ; il ne lui est point permis d'additionner les peines qu'il s'agit de cumuler, et de ne prononcer qu'une peine unique. En effet, dit-on, comment établir, par exemple, qu'une condamnation à trois ans d'emprisonnement et à trois cents francs d'amende pour trois délits concurrents, représente trois emprisonnements d'un an et trois amendes de cent francs ; que, par conséquent, le jugement satisfait à la loi impérieuse du cumul ? (Voir M. CARRAY, *Traité des contraventions*, n° 111 bis, les discours de rentrée prononcés par MM. les procureurs généraux BELTRUENS et DE LE COUR, ainsi que les arrêts de la cour de cassation et des cours d'appel cités par l'auteur). Mais cette objection est fondée sur une hypothèse que nous n'admettons point. Laissons de côté le

rière fiscale, elles doivent toujours être prononcées séparément pour chaque délit; car elles sont en même temps des réparations civiles que la loi ne permet point de réduire.

§ IV. Du non-cumul des peines.

920. La loi ne permet de cumuler ni les peines criminelles, ni celles-ci avec des peines correctionnelles ou de police; elle veut que, dans le cas de concours de ces pénalités, la peine la plus forte soit seule prononcée. Cependant, bien qu'il ne puisse appliquer qu'une seule peine, le juge doit statuer sur toutes les infractions imputées au même accusé et comprises dans les mêmes débats⁽¹⁰⁾. Dans les deux cas de concours, l'emprisonnement subsidiaire ne peut être prononcé, que si la loi ajoute l'amende à la peine criminelle, appliquée au fait le plus grave⁽¹¹⁾. Le principe en

concours de plusieurs *contraventions*, concours dans lequel le juge ne peut jamais prononcer une peine unique, comme nous venons de démontrer (n° 918), et comme nous l'avons déjà enseigné dans l'édition précédente, dont le n° 838 in fine a échappé à l'attention de M. CRAHAY. Nous parlons ici du concours de plusieurs *délits*, ou d'un ou de plusieurs *délits* avec une ou plusieurs *contraventions*. Le Code pénal ordonne de cumuler les peines dans une certaine limite, sans qu'il détermine le mode de cumul. Pour satisfaire au vœu de la loi, il suffit donc que le jugement ou l'arrêt constate que les peines encourues par le coupable ont été effectivement cumulées. En conséquence, le juge a le choix ou de prononcer autant de peines distinctes et séparées qu'il y a d'infractions; ou bien, après avoir indiqué séparément, dans le jugement ou l'arrêt, la peine ou les peines que lui paraît mériter chaque fait, de les additionner, et de ne prononcer qu'un emprisonnement et qu'une amende. Ainsi, nous n'admettons pas, comme on le suppose, que le juge puisse se borner, après avoir *mentalement* assigné à chaque délit sa peine et *mentalement* additionné les peines d'emprisonnement et les amendes, à ne prononcer qu'une seule condamnation. C'est le jugement ou l'arrêt qui doit renfermer la preuve que le principe du cumul a été appliqué. Toutefois, nous donnons la préférence au premier de ces deux systèmes, non parce que, comme on le prétend, il est seul conforme à la loi, mais par la raison qu'il est plus simple et plus naturel; et nous ne proposons de suivre le second que dans le cas où la nécessité le commande.

(10) Bruxelles, 11 mars 1871.

(11) En matière criminelle, la durée de l'emprisonnement subsidiaire ne peut excéder six mois. Art. 40 C. p.

vertu duquel la peine la plus forte absorbe les autres, est admis par le législateur belge tantôt d'une manière absolue, tantôt avec la faculté accordée au juge d'aggraver cette peine.

921. Lorsqu'un crime concourt soit avec un ou plusieurs *délits*, soit avec une ou plusieurs *contraventions*, la peine du crime est seule prononcée. Le juge ne peut donc ni élever celle-ci au-dessus du maximum, quel que soit le nombre et quelle que soit la gravité des délits concurrents, ni ajouter à cette peine l'amende ou toute autre pénalité accessoire, attachée au délit ou à la contravention, si ce n'est l'amende établie pour assurer la perception des droits fiscaux, et la confiscation spéciale.

922. En cas de concours de plusieurs *crimes*, la peine la plus forte est seule prononcée; mais cette peine, si elle consiste dans la reclusion, la détention ou les travaux forcés à temps, peut être élevée au-dessus du maximum, sans que cette aggravation puisse dépasser cinq ans⁽¹²⁾. Le juge ne pourrait donc ni augmenter le taux de l'amende attachée au crime le plus grave, ni élever au-dessus du maximum légal la peine de surveillance. Dans l'hypothèse dont il s'agit, la peine la plus grave est celle dont la durée est la plus longue. Si les peines sont de même durée, les travaux forcés et la reclusion sont considérés comme des peines plus fortes que la détention⁽¹³⁾.

(12) Une autre aggravation de peine est établie par l'art. 21 n° 2 C. p., qui soumet à l'interdiction légale les condamnés à la détention ordinaire en cas de concours de plusieurs crimes.

(13) « Lorsqu'un crime concourt, soit avec un ou plusieurs délits, soit avec une ou plusieurs contraventions, la peine du crime sera seule prononcée. » Art. 61. — « En cas de concours de plusieurs crimes, la peine la plus forte sera seule prononcée. Cette peine pourra même être élevée de cinq ans au-dessus du maximum, si elle consiste dans les travaux forcés, la détention à temps ou la reclusion. » Art. 62. — « La peine la plus forte est celle dont la durée est la plus longue. Si les peines sont de même durée, les travaux forcés et la reclusion sont considérés comme des peines plus fortes que la détention. » Art. 63 C. p.

§ V. *Du concours des infractions qui font l'objet de poursuites distinctes.*

923. Le principe du cumul et le principe du non-cumul des peines doivent recevoir respectivement leur application, non seulement lorsque les infractions concurrentes ont été comprises dans les mêmes débats⁽¹⁴⁾, mais encore quand elles font l'objet de poursuites distinctes. Dans ce dernier cas, si les infractions qui concourent entre elles sont des délits, le tribunal appelé à statuer sur le délit ou les délits postérieurement découverts, mesurera les peines d'emprisonnement et les amendes de façon que, réunies aux pénalités antérieurement prononcées, elles n'excèdent pas ensemble le double du maximum de la peine la plus forte. Que si les peines cumulées par le premier jugement ont atteint la limite fixée, le prévenu condamné par le second jugement ne subira que ces peines.

924. Lorsque des crimes concourent entre eux ou avec des délits, le coupable condamné par deux arrêts distincts ne doit subir que la peine la plus forte, c'est-à-dire celle qui est supérieure en degré, si les peines successivement prononcées sont d'espèces différentes, ou celle dont le taux, dans les limites du maximum et du minimum, est le plus élevé, si elles sont temporaires et de même espèce⁽¹⁵⁾. En cas de concours de plusieurs crimes punis de la reclusion, de la détention ou des travaux forcés à temps, le second juge peut élever de cinq ans le maximum de la peine encourue par l'accusé ; à moins que le premier juge n'ait déjà usé de cette

(14) Telle est l'hypothèse prévue par les art. 59, 60, 61 et 62 C. p.

(15) Par exemple, chacun des crimes concurrents emporte la reclusion, les travaux forcés de dix ans à quinze ans, etc. Supposons que, par le premier arrêt, l'accusé ait été condamné à dix ans de travaux forcés, et par le second, à douze ans ou à quinze ans de la même peine. C'est cette dernière qu'il devra subir.

faculté. Toutes les fois que la peine portée par la seconde condamnation est plus forte, on doit imputer sur l'exécution de celle-ci la partie déjà subie de la première peine ; ce qui n'est possible que si l'une et l'autre sont des pénalités temporaires.

925. Lorsqu'un condamné a été gracié, et que l'on découvre ensuite un nouveau crime ou délit, antérieur à la condamnation et emportant la même peine ou une peine moins forte que la première, la peine portée par le second arrêt doit être exécutée, si le condamné a obtenu la remise de la première peine, ou si la peine par laquelle l'arrêté de grâce l'a remplacée, est inférieure en degré à celle qui vient d'être prononcée. Dans ces cas, en effet, il n'y a pas d'accumulation de peines, le condamné n'en subissant qu'une seule⁽¹⁶⁾.

§ VI. *Du cumul des poursuites.*

926. La loi qui s'oppose à l'accumulation de certaines peines ou ne l'admet que dans des limites déterminées, ne défend pas de cumuler les poursuites. Il est incontestable que des poursuites nouvelles doivent être intentées, lorsque le crime ou le délit imputé au même agent et découvert dans le cours des débats qui ont précédé sa condamnation, ou après le jugement, est puni d'une peine plus grave que celle qui a été prononcée. Il n'est pas moins certain que ce crime ou ce délit doit faire l'objet d'une poursuite, toutes les fois qu'il emporte une peine qui, bien qu'égale ou même inférieure en degré à la première, n'est pas absorbée par celle-ci, et doit, par conséquent, recevoir son exécution⁽¹⁷⁾. Mais en outre toute infraction qui s'est nouvellement révélée, peut et doit être poursuivie, quand même la peine qui y est attachée

(16) Cass. Belg. 23 juin 1851.

(17) Comme dans les cas prévus par les nos 925 et 924. Il peut arriver aussi que le délit nouvellement découvert et moins grave que le premier emporte la peine de la confiscation ou une amende fiscale (n° 914).

se confond, dans son exécution, avec celle que le coupable doit subir en vertu de la première condamnation.

927. L'action publique n'est pas éteinte par l'épuisement de la pénalité applicable à l'accusé ou au prévenu; le ministère public n'est pas empêché d'agir par cela seul que la seconde condamnation, par l'effet d'une condamnation antérieure à une peine plus forte, n'est pas susceptible d'exécution. L'accusé ou le prévenu soumis à de nouveaux débats et reconnu coupable doit être condamné non seulement à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, et aux frais du procès, mais encore à la peine légale, quoique celle-ci se confonde, dans son exécution, avec la peine antérieurement prononcée. En traitant, dans le quatrième livre de notre Manuel, des causes d'extinction de l'action publique, nous aurons l'occasion de démontrer que, même dans le système du Code d'instruction criminelle, l'épuisement de la pénalité n'a point pour effet d'éteindre cette action (n^o 1266 et suiv.).

SECTION II.

RÈGLES PARTICULIÈRES.

§ I. Du système des circonstances atténuantes appliqué au concours d'infractions.

928. Lorsque les infractions ou quelques-unes des infractions imputées au même individu sont accompagnées de circonstances atténuantes, la réduction des peines s'opère d'une manière différente suivant les diverses espèces de celles-ci. Si le prévenu n'a encouru que des peines de police, le juge réduira chacune d'elles en particulier. Il procédera de la même manière dans le cas où plusieurs délits concourent soit entre eux soit avec des contraventions (1). Cependant, dans ce cas, il pourrait aussi, sans violer la loi, suivre

(1) Cass. Belg. 10 août 1868, 7 avril 1873. Bruxelles, 8 septembre 1875 et arrêts antérieurs. Gand, 5 septembre 1869. Liège, 18 juin 1870.

un autre système, en fixant d'abord, dans le jugement ou l'arrêt, la peine que mériterait chacune des infractions concurrentes s'il n'existait pas de circonstances atténuantes, et en réduisant ensuite le total des peines d'emprisonnement et des amendes à raison de ces circonstances. Mais le premier de ces deux systèmes doit obtenir la préférence, parce qu'il est plus simple et qu'il laisse au juge toute la latitude dont il a besoin pour réduire les peines dans une juste mesure (2).

929. En cas de concours soit de plusieurs crimes, soit d'un ou de plusieurs crimes avec un ou plusieurs délits (3), la peine la plus forte absorbe les autres. Lorsque ces faits ou quelques-uns de ces faits sont accompagnés de circonstances atténuantes, la cour d'assises déterminera, dans son arrêt, la peine criminelle qu'encourrait l'accusé à défaut de ces circonstances et la réduira conformément aux dispositions du Code pénal. En conséquence, si cette peine est de nature à pouvoir être remplacée, en cas de circonstances atténuantes, par des pénalités correctionnelles, la cour pourra se borner à prononcer à raison des crimes et des délits concurrents une seule peine d'emprisonnement et, s'il y a lieu, une amende, l'interdiction et la peine de surveillance spéciale de police (4).

930. Le système de réduction que nous venons d'indiquer, rencontre l'objection que voici. Lorsque la cour d'assises déclare qu'il y a lieu, à raison de circonstances atténuantes, de remplacer par une peine correctionnelle la peine criminelle qui, si elle était prononcée, absorberait les autres pénalités attachées par la loi aux crimes et aux délits

(2) C'est par ces motifs que le juge doit réduire séparément chacune des peines encourues par le coupable, et non parce que ce système est seul conforme à la loi, comme le déclarent les arrêts précités.

(3) Il est inutile de faire remarquer que la même règle s'applique au cas où un crime concourt avec des contraventions.

(4) Art. 80 §§ 4 et 5; art. 81 §§ 3 et 4; art. 82 et 84 C. p.

concurrents, l'effet de cette déclaration remonte au jour de la perpétration du crime ou des crimes compris dans l'accusation ; de sorte que l'accusé est censé n'avoir commis que des *délits*, et que le juge est obligé de cumuler les peines dans la limite fixée par la loi (5). L'objection ne nous paraît pas fondée. La déclaration de circonstances atténuantes, qui transforme en *délit* une infraction qui jusque là constituait un *crime*, doit rétroagir en faveur de l'accusé et, par suite, rendre applicables les règles qui concernent la prescription des *délits* ; mais elle ne peut avoir un effet rétroactif à son préjudice. Or, dans les cas de concours dont il s'agit (6), cette déclaration lui nuirait si elle opérait rétroactivement, en lui faisant encourir plusieurs peines d'emprisonnement et plusieurs amendes, dont le total, lors même que le juge ne prononcerait que le minimum de chacune d'elles, serait souvent hors de toute proportion avec la culpabilité de l'agent, et qui ne pourraient pas être réduites, comme dans le cas de concours de plusieurs délits, qualifiés tels *par la loi*, car une double réduction des peines à raison de circonstances atténuantes serait légalement impossible (7).

(5) Cass. Belg. 2 mars 1868, 29 novembre 1869, 21 mars 1870.

(6) Il importe de ne pas confondre ces cas avec ceux où le fait, objet de l'accusation, est dépourvu des circonstances aggravantes, mentionnées dans l'acte d'accusation, ou modifié par l'admission d'une excuse, car ce fait étant puni de peine correctionnelle par la loi même, n'a jamais été qu'un *délit* ; tandis que, dans les deux hypothèses ci-dessus indiquées (n° 929), l'infraction constituait un *crime* jusqu'au moment de la déclaration de circonstances atténuantes.

(7) Il y a peu de temps, un banquier et son jeune commis furent traduits devant une de nos cours d'assises comme coauteurs de faux nombreux dont chacun emportait la reclusion. Le jury les déclara coupables l'un et l'autre. Cependant, il résultait des débats que le jeune homme, entraîné au crime par les machinations et artifices coupables de son patron, méritait une forte réduction de peine. Mais comment s'y prendre pour opérer cette réduction ? En remplaçant par un emprisonnement unique la reclusion que l'accusé avait encourue pour tous les faux réunis, la cour d'assises se serait exposée, sous l'empire de la jurisprudence actuelle, à voir son arrêt cassé. Si elle avait correctionnalisé les crimes de faux, toutes les peines cumulées,

931. Lorsque le crime qui se trouve en concours avec des délits, ou les crimes concurrents ont été correctionnalisés, à raison de circonstances atténuantes, par la chambre du conseil ou la chambre d'accusation, le tribunal correctionnel doit suivre la même règle que la cour d'assises (n° 929) ; il ne peut donc cumuler les peines correctionnelles, en considérant les *crimes* transformés en *délits* par la juridiction d'instruction comme des faits qualifiés délits par la loi même (n° 928). Puisque le pouvoir exceptionnel d'apprécier les circonstances atténuantes et de changer, à raison de ces circonstances, des crimes en délits a été accordé aux juridictions d'instruction en faveur des inculpés, il est évident que l'exercice de ce pouvoir ne peut tourner à leur préjudice. Or, si le prévenu avait été traduit devant la cour d'assises, son juge naturel, il aurait été condamné, à raison des circonstances atténuantes, pour tous les crimes concurrents ou pour le crime et les délits en concours, à une seule peine d'emprisonnement et à une seule amende si celle-ci était édictée par la loi (n° 929). Le tribunal correctionnel qui, dans ce cas, est substitué à la cour d'assises et qui ne peut être investi d'un pouvoir plus étendu que cette cour, doit donc remplacer la peine criminelle que le prévenu aurait encourue s'il n'existait pas de circonstances atténuantes, par la peine d'emprisonnement et, s'il y a lieu, par une amende conformément aux dispositions des art. 80 §§ 4 et 5 du Code pénal, sans préjudice de la faculté accordée aux juges par l'art. 84 dudit Code, d'ajouter à la peine principale les pénalités accessoires édictées par cet article (8).

bien que réduites au minimum, se seraient élevées à dix ans d'emprisonnement et à un millier de francs d'amende. Pour se tirer d'embarras la cour, après avoir infligé quinze ans de reclusion au principal coupable (art. 62 C. p.), condamna le commis à cinq ans de la même peine, et le recommanda ensuite à la clémence du roi.

(8) Une femme était prévenue d'avoir, dans le cours d'une année,

§ II. *Du concours de plusieurs infractions commises en récidive.*

932. Une personne déjà condamnée à une peine criminelle ou correctionnelle peut commettre plusieurs crimes ou délits. La circonstance de récidive vient alors se joindre au concours d'infractions. I) Lorsque le prévenu s'est rendu coupable de plusieurs délits, après avoir encouru une condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement d'un an au moins, chacun de ces délits est commis en récidive; pourvu que, dans la seconde hypothèse, les nouveaux délits aient été commis avant l'expiration du délai fixé par la loi. Le juge doit donc déterminer la peine ou les peines que paraît mériter chacun des délits concurrents, eu égard à cette circonstance aggravante. Ces peines sont cumulées, sans que, dans aucun cas, le total puisse excéder le double du maximum de la peine ou des peines attachées par la loi au délit le plus grave. II) Si la récidive vient se joindre au concours d'un crime avec plusieurs délits, la peine du crime absorbant les pénalités correctionnelles, est seule prononcée; mais le juge peut et doit même quelquefois, à raison de la récidive, aggraver cette peine, si elle est temporaire. Enfin III) dans le cas où l'accusé antérieurement condamné à une peine criminelle, a commis plusieurs nouveaux crimes, la peine la plus forte doit seule être prononcée. Si cette peine est temporaire, le crime auquel elle est attachée, ayant été

fabriqué cent trente-cinq faux bons de pain, en contrefaisant la signature d'un visiteur des pauvres, et de s'être fait délivrer des pains chez différents boulangers en échange de ces bons. Chacun de ces faux emportait la peine de reclusion. La modicité du préjudice causé (moins de cent francs) avait engagé la chambre du conseil à correctionnaliser ces crimes et à renvoyer la prévenue au tribunal correctionnel, qui la condamna, par application de l'art 60 C. p. à dix ans d'emprisonnement et à trois mille cinq cent dix francs d'amende. Traduite devant le cour d'assises, la femme eut échappé, dans tous les cas, à cette répression excessive. En effet, la cour, en s'abstenant même de déclarer des circonstances atténuantes en faveur de l'accusée, ne l'eût condamnée qu'à cinq ans de reclusion et à vingt-six francs d'amende.

commis en récidive, la cour d'assises peut ou doit l'aggraver à raison de cette circonstance. D'un autre côté, ce même crime concourant avec un ou plusieurs autres crimes, la cour conserve la faculté de prendre en considération la circonstance du concours et d'élever de cinq ans la peine déjà aggravée pour cause de récidive; mais elle ne fera usage de cette faculté, que si la gravité des crimes concurrents et la perversité de l'auteur commandent cette sévérité exceptionnelle.

§ III. *De la rétroactivité des dispositions du Code pénal relatives au concours d'infractions.*

933. La question de savoir si les dispositions du nouveau Code pénal, relatives au concours d'infractions, ont ou n'ont pas d'effet rétroactif, doit être résolue par des distinctions. Sous l'empire du Code d'instruction criminelle qui régissait antérieurement cette matière, les peines de police étaient indéfiniment cumulées, de même que les peines de confiscation spéciale. A cet égard, la législation belge n'a rien innové. Mais, en cas de concours de plusieurs crimes ou de plusieurs délits, le Code français proclame le principe absolu du non-cumul des peines. Le même principe est adopté par le Code belge dans le cas de concours d'un crime avec des délits ou des contraventions. Mais ledit Code admet le cumul, bien que limité, des pénalités correctionnelles soit entre elles, soit avec des pénalités de police; et tout en prohibant l'accumulation des peines criminelles, il autorise cependant le juge à aggraver la peine la plus forte qui, seule, doit être prononcée. Ces dispositions, plus sévères que celles de la législation antérieure, ne peuvent avoir aucun effet rétroactif.

§ IV. *Du concours d'infractions spéciales.*

934. Les dispositions du Code pénal ordinaire, relatives au concours de délits, s'appliquent aux infractions spéciales,

soit que celles-ci concourent entre elles ou avec des infractions de droit commun. Toutefois, la règle souffre exception, d'abord, lorsque la loi spéciale prévoit le concours de délits⁽⁹⁾, parce qu'elle déroge au Code pénal; ensuite dans le cas où l'application des dispositions générales aurait pour effet de réduire les peines pécuniaires, établies pour assurer la perception des droits fiscaux, parce que, dans ce cas, le Code pénal (art. 100) déroge lui-même à ces dispositions. Si donc un délit prévu par une loi fiscale concourt avec un délit de droit commun, l'amende portée par cette loi doit être prononcée tout entière, et, en cas de concours de plusieurs délits fiscaux, les amendes attachées à ces délits doivent être indéfiniment cumulées.

935. Pour ce qui concerne les infractions réprimées par le Code pénal pour l'armée, ce Code (art. 58) déclare applicables aux infractions militaires les dispositions du premier livre du Code pénal ordinaire, auxquelles il n'a pas dérogé; par conséquent aussi celles qui concernent le concours d'infractions. Or, cette loi spéciale ne déroge à la loi générale que dans le cas de concours de plusieurs délits, et seulement lorsque les délits concurrents ou l'un d'eux emportent l'incorporation dans une compagnie de correction, soit exclusivement, soit cumulativement avec l'emprisonnement (art. 11 et 12). Dans tous les autres cas où des infractions militaires concourent entre elles ou avec des infractions de droit commun, il faut donc appliquer les dispositions générales, pourvu que les infractions militaires en concours soient punies de peines ordinaires; car le Code pénal commun ne règle que l'application de ces peines.

(9) Telle est la loi du 26 février 1846, sur la chasse (art. 7). En vertu de cet article de ladite loi, l'individu qui chasse sans permis de port d'armes sur le terrain d'autrui, en temps prohibé, peut être condamné à trois peines distinctes. Bruxelles, 27 avril 1871.

§ V. Des cas de concours spécialement prévus par le Code pénal.

936. Les dispositions générales qui régissent le concours d'infractions doivent recevoir leur application toutes les fois que la loi ne contient pas sur cette matière des dispositions spéciales. Quelquefois, en effet, le Code pénal applique lui-même les règles tracées dans le chapitre VI du premier livre (art. 58, sqq.). Ainsi, lorsque l'incendie a causé des blessures ou la mort d'une ou de plusieurs personnes qui, à la connaissance de l'auteur, se trouvaient dans les lieux incendiés au moment du crime ou du délit (*concourse intellectuel*), le coupable est condamné à la peine la plus forte, et partant à la peine de mort, si le fait a causé la mort, les conséquences produites par l'incendie étant considérées, avec raison, comme préméditées⁽¹⁰⁾. Pareillement, quand un acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis par la Constitution a été commis par un fonctionnaire ou officier public, un dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, au moyen d'une fausse signature d'un fonctionnaire (*concourse matériel*), la loi ne punit que le faux ou l'usage du faux; de sorte que la peine criminelle, attachée à l'un ou à l'autre de ces deux faits, absorbe la peine correctionnelle qu'emporte l'acte attentatoire aux droits garantis par la Constitution⁽¹¹⁾.

937. Dans la plupart des cas qui sont spécialement

(10) Art. 518, et ci-dessus n° 520. La disposition de cet article est également applicable dans les cas prévus par les art. 520, 522 et 548 C. p.

(11) Art. 154 C. p. La disposition de cet article n'est pas une dérogation à l'art. 65, comme le pense M. NIVIAS (*Code pénal interprété*, t. 1^{er}, p. 383, *in fine*), mais l'application pure et simple de l'art. 61. En effet, dans le cas prévu par l'art. 154, il y a un *concourse matériel* d'un acte contraire à la Constitution et puni de l'emprisonnement (art. 148 à 151) avec un faux ou l'usage d'un faux en écriture authentique et publique, qui, l'un et l'autre, emportent, pour tout fonctionnaire ou officier public, la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans (art. 194, 195 et 197), c'est-à-dire la peine édictée par l'art. 154, conformément à l'art. 61 C. p.

prévus par le Code et où, suivant la théorie pénale, il y a deux ou plusieurs délits concurrents, le législateur n'admet pas de concours, en considérant comme une circonstance aggravante l'infraction qui vient se joindre à une autre, soit qu'elle résulte de celle-ci, soit qu'elle ait pour but d'en faciliter l'exécution. Lorsque les moyens, employés pour faire avorter une femme ont causé la mort, un homicide non intentionnel concourt avec le crime d'avortement, tenté ou consommé (*concours intellectuel*). Cependant, dans le système du Code pénal, l'homicide ne forme qu'une circonstance aggravante de l'avortement (12). Le vol commis à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs, de violences ou de menaces, se compose de plusieurs faits dont chacun constitue un délit distinct (*concours matériel*). Dans ces cas encore, la loi ne reconnaît qu'un crime unique, le vol, auquel se rattachent les délits qui ont servi à le commettre et qui en aggravent la peine (13).

338. Il importe de signaler une dérogation spéciale au système de répression adopté par le législateur belge en matière de concours d'infractions. Le Code pénal punit de mort le meurtre commis, soit pour faciliter le vol ou l'extorsion, la destruction ou le dégat de propriétés mobilières d'autrui, soit pour assurer l'impunité d'un de ces crimes ou de ces délits (14). Cette disposition déroge à la règle générale suivant

(12) Art. 352. Voir d'autres exemples dans les art. 349, 357, 560, 576 C. p. Voir aussi ci-dessus le n° 315.

(13) Art. 467 à 474 (n° 901, note 2). D'autres exemples se rencontrent dans les art. 457, 458, 473, 474, 550, 551 C. p.

(14) « Le meurtre commis, soit pour faciliter le vol ou l'extorsion, soit pour en assurer l'impunité, sera puni de mort. » Art. 475. « Le meurtre commis, soit pour faciliter la destruction ou le dégat (des propriétés mobilières d'autrui), soit pour en assurer l'impunité, sera puni de mort. » Art. 552 C. p. La disposition de l'art. 475 s'applique également au cas où le voleur a tué pour conserver l'objet qu'il venait de soustraire, pourvu que le meurtre ait suivi immédiatement la soustraction de la chose, de sorte qu'il y ait entre l'un et l'autre à la fois un rapport de causalité et de temps. Dans

laquelle, en cas de concours de plusieurs crimes ou d'un crime avec un ou plusieurs délits, la peine la plus forte est seule prononcée. En effet, au lieu d'appliquer, dans les hypothèses précitées, la peine des travaux forcés à perpétuité qui constitue la peine ordinaire du simple meurtre et qui est plus forte que celle qu'emporte le crime ou le délit concurrent, le Code édicte la peine de mort, c'est-à-dire une peine supérieure en degré. Ainsi, dans ce cas, le législateur ne considère pas le meurtre comme une circonstance aggravante du vol, etc., ne formant avec ce dernier qu'un seul crime; il admet le concours du meurtre avec un autre crime ou délit, et aggrave la peine du premier à raison de ce concours (n° 867 *in fine*). Pour que la peine de mort soit applicable, il faut non seulement qu'il y ait entre le meurtre et le vol, etc. une liaison de temps (*simultanéité, concomitance*), mais encore que les deux faits soient unis par un rapport de causalité (*corrélation*). Il faut ensuite, que le vol auquel se rattache le meurtre, ait été consommé. Si ce dernier n'a été accompagné que d'une tentative de vol, le coupable n'encourt que la peine ordinaire du simple meurtre, celle des travaux forcés à perpétuité (15). La même peine doit

la rigueur des principes, le vol étant consommé par la prise de possession, le meurtre commis pour retenir la chose soustraite n'a point pour but de faciliter le vol qui est accompli. Mais, dans l'hypothèse dont il s'agit, la consommation du vol est censée, en vertu d'une fiction légale, se prolonger jusqu'au meurtre qui, par suite de cette fiction, tend à faciliter le vol en assurant à l'agent la possession de la chose soustraite. Cette interprétation de l'art. 475 est consacrée par les discussions qui ont eu lieu au sénat sur la portée de l'article précité. *Législat. crim. de la Belg.*, t. III, p. 742, n° 73. Les mêmes observations s'appliquent à l'art. 352 C. p. Voir ci-dessus les n° 372 et 423.

(15) L'art. 476 C. p. qui ne mentionne pas l'art. 475, s'oppose à l'application de la peine capitale, si le vol n'est pas consommé. Le premier de ces deux articles est ainsi conçu : « Les peines portées par les art. 473 et 474 seront appliquées, lors même que la consommation du vol ou de l'extorsion aura été empêchée par des circonstances indépendantes de la volonté des coupables. » On ne peut objecter que l'omission est un oubli qui s'explique

être prononcée lorsqu'il n'y a qu'une tentative de meurtre, commise pour faciliter le vol ou pour en assurer l'impunité, le meurtre étant puni de mort, s'il est en rapport avec un vol.

aisément par cette circonstance que l'art. 475 forme un article nouveau, ajouté par les Chambres au projet du gouvernement et que, en remaniant les textes, on a omis, par inadvertance, de le mentionner dans l'art. 476. Dans ce projet, en effet, l'art. 535 (art. 474 du Code pénal) passant sous silence le simple meurtre accompagné d'un vol, le premier n'emportait que la peine des travaux forcés à perpétuité, « sans préjudice de la peine de mort en cas d'assassinat. » La commission de la chambre des représentants approuva d'abord ce système conforme aux principes généraux. Mais lors de la discussion sur la proposition du ministre de la justice (M. Tesca) et d'accord avec la commission spéciale, la Chambre ajouta aux articles du projet un article nouveau, portant : « Le meurtre commis ou tenté pour faciliter l'exécution du vol ou pour en assurer l'impunité est puni de mort. » Cette disposition, adoptée par la Chambre, fut amendée, sur la proposition du ministre de la justice (M. BARA), par le sénat et rédigée dans les termes reproduits par l'art. 475 C. p., rédaction approuvée ensuite par la chambre des représentants. *Législat. crim. de la Belgique*, t. III, p. 476; pp. 540, n° 11, 387, 388, n° 18, 618 à 620, n° 62; p. 620; p. 678, n° 12. Dans le système de notre législation répressive, le meurtre n'emporte, en règle générale, la peine de mort, que lorsqu'il a été commis avec préméditation, et, en cas de concours d'infractions, la peine criminelle la plus forte est seule prononcée. Il est évident que le législateur n'a pas voulu déroger à ces principes, quand le meurtre n'est accompagné que d'une tentative de vol, alors qu'il a refusé d'édicter la peine capitale en cas de concours d'une tentative de meurtre avec un vol. Mais en admettant même que l'omission de l'art. 475 dans l'article suivant soit l'effet d'une inadvertance de la part du législateur, il n'appartient pas aux juges de combler la lacune en appliquant l'art. 476 par analogie (n° 151).

TITRE IV.

DE L'EXTINCTION DES PEINES.

939. La peine est naturellement éteinte, lorsqu'elle a reçu son exécution, ou que le terme pour lequel le coupable a été condamné à la privation de certains droits est expiré. En subissant sa peine, le condamné se libère envers la Société, comme le débiteur se libère envers le créancier en payant la dette. Indépendamment de ce mode d'extinction naturel et régulier, certaines circonstances ont pour effet soit d'anéantir la peine principale, en empêchant son exécution ou en la faisant cesser, soit d'effacer les incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations. Ces circonstances sont la mort du condamné, l'amnistie, la grâce et la prescription. Nous aurons donc à traiter, dans le présent titre, d'abord, de l'exécution des peines; ensuite, des autres causes qui ont pour effet de les éteindre.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'EXÉCUTION DES PEINES.

SECTION PREMIÈRE.

DU DROIT ET DU MODE D'EXÉCUTION.

§ I. Du droit d'exécution.

940. Le droit d'exécuter la peine prend naissance, dès que la condamnation est devenue irrévocable (1). L'exercice de

(1) Les arrêts et jugements rendus en matière répressive ne sont pas susceptibles d'exécution pendant le délai et la durée du recours en cassation; l'art. 373 C. cr. étant applicable en matière correctionnelle et de police, comme en matière criminelle. Cass. Belg. 31 juillet 1850.

ce droit suppose des peines qui ont besoin d'une exécution matérielle pour produire leurs effets sur le condamné. Telles sont les peines corporelles et les peines pécuniaires, amendes et confiscations. Tel est encore le renvoi du condamné sous la surveillance spéciale de la police, qui est exécuté par l'indication des lieux dans lesquels il est interdit au condamné de paraître après qu'il a subi ou prescrit sa peine, et par la remise d'une feuille de route, réglant l'itinéraire dont il ne peut s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Telles sont, enfin, les mesures de publicité prescrites à l'égard de certaines condamnations. Les pénalités, au contraire, qui ont un caractère purement moral, qui consistent dans la privation de certains droits, produisent leurs effets indépendamment de tout acte matériel, par la seule puissance de la loi, dès que la condamnation a acquis force de chose jugée.

941. Le droit d'exécuter la condamnation implique celui de réclamer l'extradition du condamné réfugié en pays étranger. Le droit de punir, dont le droit d'exécution n'est qu'un élément, autorise même l'État à demander aux gouvernements étrangers de lui livrer les individus poursuivis pour avoir violé ses lois. Il est évident que ce n'est qu'à charge de réciprocité qu'un gouvernement puisse obtenir l'extradition des personnes poursuivies ou condamnées à raison des infractions commises sur son territoire; que les gouvernements étrangers ne l'accordent qu'à la condition de leur rendre, le cas échéant, le même service qu'il vient réclamer d'eux. La réciprocité est d'autant mieux assurée, que l'extradition procure un avantage aux deux parties. En effet, si chaque État est intéressé à empêcher que ceux qui se sont rendus coupables, chez lui, de crimes ou de délits, ne puissent se soustraire à son action répressive par la fuite en pays étranger, il a un intérêt non moins légitime à éloigner

de son territoire les malfaiteurs étrangers qui viendraient s'y réfugier afin de s'assurer une impunité scandaleuse sous la protection de ses lois. Nous aurons donc, à l'occasion de l'exécution des peines, à examiner les dispositions législatives qui régissent l'extradition des délinquants, réclamée soit par les gouvernements étrangers, soit par le gouvernement belge. Cet examen fera l'objet de la section suivante.

§ II. De l'autorité investie du droit d'exécution.

942. Le ministère public est exclusivement chargé de faire exécuter les condamnations pénales⁽²⁾; lui seul a le droit de fixer le moment, de prescrire le mode et les mesures d'exécution; c'est à lui qu'il appartient de résoudre les questions qui s'élèvent à l'occasion de l'exécution des jugements et arrêts; telles que les questions relatives à la prescription, à l'amnistie, à la remise ou à l'expiration de la peine, les questions concernant l'exécution des condamnations successivement prononcées contre le même individu (nos 923 à 925), etc. Toutefois, s'il y a réclamation de la part du condamné, si celui-ci prétend que la décision du ministère public s'écarte des prescriptions de la loi ou des dispositions du jugement de condamnation, la question prend un caractère contentieux et doit, par conséquent, être décidée par les tribunaux.

943. Quelle est la juridiction compétente pour statuer sur l'incident? Ce point n'est réglé par aucun texte de loi. Le système le plus rationnel serait, sans doute, de porter la question contentieuse devant les juges qui ont prononcé la condamnation et qui sont le mieux à même d'apprécier si elle s'exécute conformément à ce qu'ils ont voulu décider⁽³⁾.

(2) Art. 165, 197, 376 C. cr. Ce n'est point aux tribunaux de pourvoir à l'exécution des condamnations prononcées, ni de régler le mode d'exécution.

(3) La cour de cassation de France, considérant la question contentieuse

Mais les inconvénients que produit ce système ne permettent pas de l'adopter. En effet, les questions dont il s'agit sont d'une urgence évidente. Or, la cour d'assises qui a prononcé la condamnation, n'est qu'une juridiction temporaire qui finit avec la clôture de la session. Lors même que la condamnation émanerait d'une juridiction permanente, le condamné qui se trouverait hors du ressort de cette juridiction, serait obligé, en recourant à elle, de subir des délais qui peuvent être considérables. Il ne reste donc d'autre moyen que de faire décider la question par le tribunal correctionnel de l'arrondissement où se trouve le condamné, bien qu'il soit contraire aux règles de compétence de charger ce tribunal de statuer sur l'exécution d'une condamnation prononcée par la cour d'appel ou par une cour d'assises (4).

944. Lorsqu'il s'agit d'une exécution capitale, le ministère public en est chargé seul ; il requiert lui-même directement la force publique, les agents et même les ouvriers qui peuvent être nécessaires à cette exécution (5). Les condamnés à des peines qui emportent privation de la liberté, sont remis, par le ministère public, au directeur de la maison de détention où ils doivent subir leurs peines (6). L'exécution

comme un accessoire de l'action publique, et appliquant par analogie l'art. 472 C. pr. civ., avait décidé, par arr. des 23 février 1853 et 25 juin 1845, que cette question devait être portée devant les juges compétents pour statuer sur le principal.

(4) Conformément au réquisitoire du procureur général Dupin, la cour de cassation de France, réformant sa première jurisprudence, confère, par analogie de l'art. 805 C. pr. civ., le droit de statuer sur l'incident au tribunal civil du lieu où se trouve actuellement le condamné. Cass. 17 décembre 1850. Mais, d'abord, ce tribunal n'est pas une juridiction répressive. Ensuite, la chambre civile du tribunal d'arrondissement ne peut avoir, en cette matière, un pouvoir plus étendu que la chambre correctionnelle, puisque l'une et l'autre font partie du même tribunal. La disposition de l'art. 8 § 5 de l'ancienne loi du 18 février 1852, sur la détention préventive, était conforme à notre doctrine.

(5) Loi du 22 germinal an IV, conférée avec l'art. 856 n° 5 C. p.

(6) La remise du condamné est constatée par un acte d'écron sur le

de celles-ci appelle, dans tous les cas, le concours de l'autorité judiciaire et de l'autorité administrative. Le procureur général ou le procureur du roi faisant régulièrement partie de la commission chargée de l'administration de chaque prison, le ministère public est mis à même de surveiller l'exécution des condamnations rendues par les cours et tribunaux. Pour ce qui concerne le paiement des amendes et la mise en possession des objets confisqués qui n'ont pas été matériellement saisis avant la condamnation, les poursuites sont faites, sur la réquisition et au nom du ministère public, par les receveurs de l'enregistrement et des domaines.

§ III. Du mode d'exécution.

945. Nous avons fait connaître, dans le premier titre du présent livre, le mode d'exécution des peines qui ont besoin d'être matériellement exécutées pour produire leurs effets. Il nous reste à parler de l'exécution par effigie, de l'impression et de l'affiche des arrêts ou jugements de condamnation. L'exécution par effigie des arrêts de condamnation prononcés par contumace se fait dans la forme que voici. Extrait de l'arrêt de condamnation est, dans les trois jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, affiché par l'exécuteur des jugements criminels, à un poteau qui est planté au milieu de l'une des places publique de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime a été commis. Pareil extrait est, dans le même délai, adressé au directeur des domaines et droits d'enregistrement du domicile du contumax (7).

registre de la prison et dans la forme déterminée par la loi. Art. 608, 609 et 610 C. cr.

(7) Art. 472 C. cr. Art. 95 n° 8 de l'arrêté royal du 18 juin 1853, portant règlement des frais de justice criminelle. Le motif pour lequel un extrait de l'arrêt de condamnation est adressé au directeur de l'enregistrement, se trouve dans la disposition de l'art. 471 C. cr. Dans la session de 1871-1872,

946. L'arrêt portant condamnation à la peine de mort, à la peine des travaux forcés ou de la détention à perpétuité, est imprimé par extrait et affiché dans la commune où le crime a été commis et dans celle où l'arrêt a été rendu. L'arrêt portant condamnation à la peine de mort est, en outre, affiché dans la commune où se fait l'exécution. Dans le cas de falsification de denrées ou de boissons propres à l'alimentation, le tribunal doit ou peut ordonner, suivant la gravité du délit, que le jugement de condamnation soit affiché dans les lieux qu'il désignera, et inséré, en entier ou par extrait, dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné. Enfin, tous arrêts ou jugements de condamnation rendus pour fait de banqueroute, sont affichés, en vertu d'une disposition spéciale de la loi, dans l'auditoire du tribunal de commerce, et insérés, par extrait, dans les journaux désignés par ce tribunal⁽⁸⁾.

947. La mesure dont il s'agit est une forme d'exécution qui a un caractère pénal; elle constitue une pénalité accessoire ou du moins une aggravation de peine. Il suit de là que les cours et tribunaux ne peuvent ordonner l'impression et l'affiche ou l'insertion, dans certains journaux, des arrêts ou jugements de condamnation, si ce n'est dans les cas spécialement prévus par la loi⁽⁹⁾. Toutefois, les juges qui ont prononcé des peines correctionnelles ou de police, sont autorisés à ordonner l'impression et l'affiche, ou l'insertion dans certains journaux, aux frais du condamné, de leurs arrêts ou jugements, sur la demande de la partie civile; car

M. LELIÉVRE a proposé à la chambre des représentants un projet de loi tendant à modifier l'art. 472 C. cr. (*Annales parlem.* 1871-1872, p. 833).

(8) Art. 18 C. p. Art. 91, 92, 93 de l'arrêté royal du 18 juin 1853. — Art. 457 et 502 C. p. — Art. 553, 573 à 578 et 472 de la loi du 18 avril 1851, sur les faillites et banqueroutes.

(9) Cass. Fr. 16 août 1860.

alors cette mesure est un complément de la réparation civile, et non pas une addition de peine et une forme d'exécution de celle-ci⁽¹⁰⁾.

§ IV. Du sursis à l'exécution des peines.

948. Dès que la condamnation est passée en force de chose jugée, le droit d'exécution prend naissance. Mais l'exercice de ce droit est quelquefois suspendu par la loi même. I) La détention d'un membre de l'une ou de l'autre chambre législative est suspendue pendant la session et pour toute sa durée, si la chambre dont il fait partie le requiert⁽¹¹⁾. II) Lorsque, pendant les débats qui ont précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé a été inculpé soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, d'autres crimes que ceux dont il est accusé, si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé les a commis avec des coauteurs ou des complices qui sont en état d'arrestation, la cour d'assises ordonne qu'il soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits, et par suite le procureur général est tenu de surseoir à l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès. En effet, dans la première de ces deux hypothèses, le sursis est nécessaire, parce que la peine la plus forte, si elle vient à être prononcée, absorbera celle qui a été antérieurement appliquée. Dans la seconde hypothèse, le sursis est de rigueur, lors même que le fait nouvellement découvert est moins grave que le premier, parce que le crime commis avec la participation de plusieurs personnes étant indivisible, tous les codélinquants

(10) Cass. Fr. 12 juillet 1838. Bruxelles, 27 février 1847. La partie qui obtient un jugement, n'a pas besoin d'autorisation pour le publier à ses frais.

(11) Art. 43 § 3 de la Constit. Cette disposition, qui est générale, s'applique à la détention prononcée soit à titre de contrainte, soit à titre de peine.

qui se trouvent sous la main de la justice doivent être jugés ensemble par la même cour ou le même tribunal⁽¹²⁾.
 III) Lorsqu'il est vérifié qu'une femme condamnée à mort est enceinte, elle ne subit sa peine qu'après sa délivrance⁽¹³⁾.

949. Puisque la Constitution accorde au roi le pouvoir de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, le gouvernement doit veiller à ce que l'exercice de ce droit constitutionnel ne subisse pas d'entraves. Or, dans le système de notre législation militaire, les jugements rendus par les conseils de guerre permanents en campagne ont immédiatement force de chose jugée et sont mis à exécution sur l'ordre du général commandant. Pour rendre possible le recours à la clémence du chef de l'État, un arrêté royal dispose que les militaires condamnés par un conseil de guerre permanent en campagne pourront se pourvoir en grâce dans les vingt-quatre heures à compter du jugement, et que le pourvoi sera suspensif, s'il est appuyé par la majorité des membres du conseil de guerre⁽¹⁴⁾. Dans le même but, lorsque la peine d'emprisonnement prononcée contre un individu laissé en liberté est inférieure à six mois, un arrêté ministériel accorde au condamné un délai pour recourir à la clémence royale. Pendant ce délai, et, s'il y a recours en grâce, jusqu'à la réception de la décision royale, l'exécution de la peine est suspendue ; à moins que des circonstances graves et exceptionnelles, qu'il appartient au ministre de la justice d'apprécier, n'exigent impérieusement une exécution plus prompte⁽¹⁵⁾.

(12) Art. 379 C. cr. Voir les nos 926, 927. Le droit accordé par cet article à la cour d'assises n'appartient pas au tribunal correctionnel, par la raison qu'il est laissé au ministère public un certain pouvoir discrétionnaire sur le moment opportun de faire exécuter la peine d'emprisonnement.

(13) Art. 11 C. p. L. 3 D. de poenis (48, 19), et *supra*, n° 753.

(14) Arrêté royal du 16 novembre 1852. Art. 276 Code de procéd. pour l'armée de terre.

(15) On a pensé que les délits à raison desquels les tribunaux avaient

950. Dans les cas où le sursis n'est pas accordé par une mesure générale, le ministre de la justice doit ordonner aux officiers du ministère public de surseoir à l'exécution des peines prononcées par les juges, toutes les fois que l'intérêt de la justice et de l'humanité le commande. Ainsi lorsque, après la condamnation, le condamné a été atteint de démence et que son état est judiciairement constaté, l'exécution de toute peine corporelle doit être suspendue et le coupable placé dans un établissement d'aliénés. Mais rien n'empêche d'exécuter la condamnation à l'amende qui constitue une dette envers le trésor public, et la confiscation de certains objets dont la propriété est acquise à l'État. Pareillement, quand le condamné a exercé un recours en grâce, le ministre de la justice doit faire surseoir à l'exécution, s'il trouve cette mesure nécessaire pour éclairer la religion du roi et le mettre à même de statuer en connaissance de cause.

SECTION II.

DE L'EXTRADITION DES DÉLINQUANTS.

ARTICLE PREMIER. — *De l'extradition en général.*

§ I. *Observations préliminaires.*

951. L'extradition est l'acte par lequel une puissance livre un individu poursuivi ou condamné pour un délit commis hors de son territoire, à la puissance qui a le droit de le juger et de le punir. L'État qui, en vertu du pouvoir dont il est investi de réprimer les infractions à ses lois, a le droit de contraindre les inculpés à comparaître devant leurs juges,

prononcé une condamnation à l'emprisonnement de six mois et plus, présentaient un certain degré de gravité qui ne permettait point d'accorder un sursis par une mesure générale. La même présomption semblait exister, lorsque le condamné, mis en état de détention préventive, se trouvait en prison au moment du jugement. Arrêté du ministre de la justice, du 1^{er} janvier 1864.

et les condamnés à subir la peine qu'ils ont encourue, doit avoir aussi la faculté de solliciter, pour l'exécution des décrets de la justice, le concours du gouvernement sur le territoire duquel les uns et les autres se sont réfugiés. En réclamant ce concours, il n'exerce aucun acte de souveraineté hors de son territoire; il n'investit d'aucune juridiction la puissance étrangère à laquelle il s'adresse. La demande d'extradition, fondée sur un mandat de justice ou sur un jugement, est donc légitime. D'ailleurs, le réfugié, s'il est citoyen de l'État qui demande son extradition, est jugé par ses juges naturels et d'après les lois de son pays.

952. Si la Société offensée a le droit de demander l'extradition des délinquants, l'État sur le territoire duquel ils se trouvent, a le devoir de l'accorder. En effet, puisque les nations doivent se prêter une assistance mutuelle dans un but légitime, il faut aussi qu'elles s'aident à faire respecter les droits de la justice et à prévenir les délits, en assurant leur répression. Ce serait donc porter atteinte aux relations internationales, que d'assurer l'impunité aux malfaiteurs qui sont parvenus à se soustraire à l'action des lois de leur pays. D'ailleurs, le gouvernement auquel la demande est adressée, a intérêt à y déférer; car en refusant l'extradition, il se dépouillerait du droit de la réclamer à son tour dans les cas où cela serait nécessaire. Mais cette obligation est loin d'être absolue. D'abord, l'État peut refuser l'extradition des nationaux, en se chargeant de les punir lui-même. Ensuite, il ne doit accorder l'extradition, même celle des étrangers, que pour des crimes ou des délits attentatoires aux personnes ou aux propriétés et assez graves pour justifier cette mesure de rigueur; mais il n'est point tenu de livrer aux gouvernements étrangers des personnes qui ont commis soit des délits qui, bien que prévus par le droit commun, ne troublent cependant pas sensiblement l'ordre social, soit des infractions politiques

dont la criminalité essentiellement variable dépend des temps et des lieux. Au reste, tout État a le droit de régler lui-même les conditions et le mode d'exécution de ce devoir international.

953. Indépendamment des considérations générales sur lesquelles le principe de l'extradition est fondé, la position géographique de notre pays au milieu d'États puissants et peuplés, l'étendue de nos frontières, la facilité de les franchir, réclament l'adoption de ce principe, pour empêcher que la Belgique ne devienne le refuge des malfaiteurs. La Constitution défend l'extradition des Belges⁽¹⁾; mais elle permet l'extradition des étrangers, pourvu que celle-ci soit réglée par une loi⁽²⁾. Cette loi n'existait point à l'époque de la promulgation de notre pacte constitutionnel. En France et dans le royaume des Pays-Bas, le gouvernement s'était attribué le droit d'accorder ou de refuser l'extradition, comme il le jugeait convenable, et de conclure à cet effet des traités avec les États étrangers. Quant au décret du 23 octobre 1811, relatif à l'extradition des nationaux, ce décret est abrogé par la Constitution. L'absence de dispositions légales en matière d'extradition fit sentir la nécessité de fixer, par une loi, les règles à suivre en pareil cas, et surtout de déterminer les faits à raison desquels l'extradition serait accordée. Tel était l'objet de la loi du 1^{er} octobre 1833, qui a été remplacée, à l'exception de l'art. 6⁽³⁾, d'abord par la loi du 5 avril 1868 et la loi additionnelle du 1^{er} juin 1870; ensuite par la loi du 13 mars 1874, actuellement en vigueur⁽⁴⁾,

(1) Art. 7 et 8, combinés avec l'art. 128 de la Const.

(2) « Tout étranger qui se trouve sur le territoire de la Belgique, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, *sauf les exceptions établies par la loi.* » Art. 128 de la Const.

(3) En conservant l'art. 6 de la loi de 1833, le législateur a maintenu en vigueur la loi du 22 mars 1836, qui restreint la portée de l'art. 6 précité.

(4) L'art. 2 de la loi du 7 juillet 1873 ajoute quelques autres infractions à celles qui sont mentionnées à l'art. 1^{er} de la loi du 13 mars 1874, comme donnant lieu à l'extradition.

§ II. De la loi et des traités d'extradition.

954. L'extradition ne peut être accordée qu'en vertu d'un traité conclu avec l'État qui la réclame. Le gouvernement belge ne peut conclure des traités d'extradition, que sous la condition de réciprocité⁽⁵⁾. Ainsi, l'extradition est réglée, en Belgique, par la loi et par des traités; elle a donc un caractère mixte, en ce sens qu'elle tient à la fois au droit public interne et au droit public international. En effet, la loi établit les principes que le gouvernement belge doit suivre dans la rédaction des traités et dont il ne peut s'écarter sous aucun prétexte; tandis que le traité même est la loi régulatrice de l'extradition vis-à-vis de la puissance avec laquelle il est conclu. Les traités ne déterminent pas seulement les conditions de l'extradition; ils servent en même temps d'avertissement aux étrangers. C'est dans ce but qu'ils doivent être insérés au *Moniteur belge* et qu'ils ne peuvent être mis à exécution que dix jours après leur publication⁽⁶⁾. Mais à l'expiration de ce délai, l'extradition peut être accordée même pour des faits antérieurs au traité dont l'effet rétroactif ne porte atteinte à aucun droit acquis⁽⁷⁾. La Belgique a conclu des traités d'extradition avec les divers États de l'Europe, avec les États-Unis de l'Amérique du Nord et avec quelques États de l'Amérique du Sud⁽⁸⁾.

(5) Art. 1^{er} de la loi du 13 mars 1874, verbis : à charge de réciprocité.

(6) Art. 6 de la loi précitée.

(7) L'amendement proposé, lors de la discussion de la loi du 1^{er} octobre 1833 et consistant à n'autoriser l'extradition que pour des faits postérieurs aux traités, fut rejeté par la section centrale à l'unanimité. *Pasinomio* 1833, p. 244. Cependant, le traité conclu avec les États-Unis d'Amérique ne permet l'extradition pour aucun crime ou délit antérieur à la date dudit traité, à l'exception des crimes de meurtre et d'incendie (art. 5).

(8) Les puissances avec lesquelles la Belgique a conclu des traités d'extradition 1) avant la promulgation de la loi du 13 mars 1874, sont : *Autriche-Hongrie*, 16 juillet 1833; conventions additionnelles, 18 mars 1857 et 13 décembre 1872. *Suède et Norvège*, 31 mars 1870; convention additionnelle,

§ III. Des personnes soumises à l'extradition.

955. La mesure de l'extradition s'applique aux étrangers, et non pas aux nationaux. Ce principe est formellement consacré par les traités. En effet, le gouvernement belge, à qui la Constitution et la loi d'extradition défendent de livrer des Belges aux gouvernements étrangers⁽⁹⁾, doit aussi reconnaître le droit de ces derniers de refuser l'extradition de leurs sujets. En vertu du même principe, l'étranger qui, avant l'extradition effectuée⁽¹⁰⁾, a acquis ou recouvré la qualité de Belge, ne peut plus être extradé⁽¹¹⁾; mais il peut être poursuivi, jugé et puni, en Belgique, à raison du crime ou du délit commis en pays étranger, en tant que le fait est punissable suivant les lois belges⁽¹²⁾. Cette disposition

6 novembre 1877. *Espagne*, 17 juin 1870. *Russie*, 4 septembre 1872. *Luxembourg*, 23 octobre 1872; convention additionnelle, 21 juin 1877. *Brésil*, 21 juin 1873; convention additionnelle, 12 décembre 1877. 11) Après la promulgation de la loi de 1874 : *États-Unis d'Amérique*, 19 mars 1874. *Confédération suisse*, 15 mai 1874. *Monaco*, 29 juin 1874. *Pérou*, 14 août 1874. *France*, 15 août 1874. *Allemagne*, 24 décembre 1874. *Italie*, 15 janvier 1875. *Portugal*, 8 mars 1875. *Danemark*, 29 mars 1876. *Angleterre*, 20 mai 1876; convention additionnelle, 23 juillet 1877. *Pays-Bas*, 16 janvier 1877.

(9) « Nul ne peut être distrait, contre son gré du juge que la loi lui assigne, » Art. 8 de la Constit. Or, c'est le juge belge que la loi assigne au Belge qui a commis un crime ou un délit en pays étranger. — « Le gouvernement pourra livrer aux gouvernements des pays étrangers, à charge de réciprocité, tout étranger poursuivi, mis en prévention ou en accusation, ou condamné par les tribunaux desdits pays, comme auteur ou complice, pour un des faits ci-après énumérés. » Art. 1^{er} de la loi du 13 mars 1874.

(10) L'arrestation provisoire de l'inculpé dont l'extradition est réclamée, ne peut être considérée comme un commencement d'exécution de celle-ci.

(11) Cass. Belg. 23 octobre 1856. Voir aussi la *Belgique judiciaire*, 1874, p. 1510.

(12) « L'étranger qui, après avoir commis hors du territoire du royaume, l'une des infractions prévues par l'art 1^{er} de la loi du 30 décembre 1856 (art. 7 de la loi du 17 avril 1878) et par les art. 1^{er} et 9 de la présente loi (du 13 mars 1874), acquerra ou recouvrera la qualité de Belge, pourra, s'il se trouve en Belgique, être poursuivi, jugé et puni conformément aux lois du royaume, dans les limites déterminées par ladite loi du 30 décembre 1856 (art. 12, 13 et 14 de la loi du 17 avril 1878), » Art. 10 de la loi du

s'applique particulièrement à l'individu né en Belgique d'un étranger et à la veuve devenue étrangère par son mariage avec un étranger, qui ont rempli les conditions prescrites par le Code civil (12^{bis}).

956. Pour que l'extradition puisse être accordée, il faut que l'étranger soit poursuivi ou condamné par les tribunaux du pays qui la réclame(15). L'inculpé est considéré comme poursuivi, dès qu'un mandat d'arrêt ou tout autre acte ayant la même force a été décerné contre lui par l'autorité compétente(14). Le coupable peut avoir été condamné soit contradictoirement, soit par contumace ou par défaut. L'extradition ne peut avoir lieu si, depuis le fait imputé, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action publique ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel l'étranger se trouve au moment où l'extradition est réclamée(15). Les demandes d'extradition constituant des actes de poursuite, interrompent la prescription de l'action publique dans le pays dont le gouvernement les a formées, et non dans celui où l'étranger se trouve, les actes émanés d'une autorité

15 mars 1874. La disposition précitée fait réagir le changement d'état de l'inculpé, en déclarant ce dernier justiciable des tribunaux belges à raison d'un fait antérieur qui, à l'époque où il a été commis, n'était pas punissable en Belgique. Mais ce même changement n'a pas d'effet rétroactif en ce qui concerne l'extradition qui n'a pas encore eu lieu et dont il empêche la mise à exécution. Voir ci-dessus le n° 242.

(12^{bis}) Art. 9 et 19 C. civ. On ne peut reprocher à celui qui a fait les déclarations exigées par le Code civil, de ne pas encore avoir fixé son domicile en Belgique lorsqu'il était dans l'impossibilité de le faire par suite de son état d'arrestation. Cass. Belg. 23 octobre 1854.

(13) Art. 1^{er} de la loi du 15 mars 1874. Voir ci-dessus la note 9. L'inculpé mis en prévention ou en accusation n'étant qu'un individu poursuivi, puisqu'il n'est pas encore jugé, il suffit de parler de l'extradition des étrangers poursuivis ou condamnés par les tribunaux du pays qui demande l'extradition.

(14) Art. 3 § 2 de la loi précitée.

(15) Ainsi, le gouvernement belge doit refuser l'extradition, si la prescription est acquise d'après les lois de la Belgique. Art. 7 de la loi du 15 mars 1874.

n'ayant point d'effet hors du territoire. Réciproquement, les actes de poursuite faits, en vertu de la demande d'extradition, par le gouvernement auquel elle est adressée, n'interrompent la prescription que dans le pays où ils ont eu lieu.

957. Le gouvernement peut même accorder l'extradition de l'étranger poursuivi ou condamné par les tribunaux d'un État dont il n'est pas le sujet. Mais l'étranger dont l'extradition est demandée, et qui est poursuivi ou condamné pour une infraction commise dans le pays où il s'est réfugié, ne peut être livré qu'après avoir été jugé et, en cas de condamnation, qu'après avoir subi la peine prononcée contre lui. Cette réserve établie par les traités d'extradition et non par la loi même, est fondée en principe et doit recevoir son exécution nonobstant le silence de la loi(16). Mais ni la détention de l'étranger à la requête de ses créanciers, ni les engagements qu'il aurait contractés envers des particuliers et que l'extradition l'empêcherait de remplir, ne mettent obstacle à celle-ci, qui peut être suspendue dans l'intérêt de la vindicte publique, et non dans un intérêt privé(17).

958. Lorsque le même individu est réclamé à la fois par les gouvernements de deux pays, l'extradition doit être accordée de préférence au gouvernement de l'État sur le territoire duquel le crime ou le délit a été commis. S'il s'agit d'infractions successivement commises par le même individu sur les territoires des deux États qui demandent son extradition, le malfaiteur doit être livré au gouvernement du pays où le fait le plus grave a été commis, et si les faits sont de même gravité, au gouvernement de l'État dont il est le sujet.

(16) Cette réserve est également formulée par l'art 1^{er} § 4 de la loi du 5 janvier 1853, relative à l'arrestation des marins déserteurs (n° 975).

(17) La plupart des conventions internationales, conclues en exécution des lois de 1868 et 1874, contiennent cette clause.

Que si, dans cette dernière hypothèse, le coupable est étranger aux deux États réclámants, on doit préférer le gouvernement qui, le premier, a formé la demande d'extradition. Les règles qui précèdent ne sont applicables que dans les cas où les traités n'y dérogent point.

§ IV. *Des infractions qui donnent lieu à l'extradition.*

959. Les faits qui peuvent motiver l'extradition sont déterminés par l'art. 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 (18) et par une disposition additionnelle de la loi du 7 juillet 1875 (19). Dans ces faits, qui constituent des crimes et des délits, la loi comprend expressément la tentative et la participation criminelle ou la complicité (20). Les traités peuvent diminuer le nombre des infractions donnant lieu à l'extradition et énumérées par la loi (21); rien n'empêche même les parties contractantes de se réserver le droit de ne pas consentir à l'extradition, dans des cas particuliers et exceptionnels, pour des faits prévus par le traité (22). L'extradition ne peut avoir lieu pour d'autres

(18) Ce sont les crimes et les délits prévus par les art. 160 à 169, 171, 172, 175 à 178, 179 à 189, 193 à 209, 211 à 214, 215 à 220, 221, 223, 224, 226, 240, 241, 243, 244 à 283, 289 à 291, 322 à 324, 327 à 331, 348 à 360, 363 à 368, 368, 371, 372 à 376, 379 à 382, 391, 393 à 397, 398 § 2, 399 § 2, 400 à 410, 434 à 442, 461 à 476, 488, 489 à 494, 496, 497, 498 à 501, 505, 510 à 518, 520, 521 à 534, 535 à 557, 558 à 544, C. p. Art. 28 à 40 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime. Art. 236, 237 et 248 du Code de commerce de 1808.

(19) L'art. 2 de la loi du 7 juillet 1875 porte : « La disposition suivante est ajoutée au n° 9 de l'art 1^{er} de la loi du 13 mars 1874 : Pour offres ou propositions de commettre un crime ou d'y participer, ou pour acceptation des dites offres ou propositions. » Voir ci-dessus le n° 444.

(20) Loi du 13 mars 1874, art. 1^{er} § 1^{er} (voir ci-dessus la note 9), et § dernier (voir ci-dessous la note 25).

(21) Ce nombre est plus ou moins restreint par les conventions d'extradition; il l'est surtout par les traités avec les États-Unis d'Amérique et avec la Grande-Bretagne. Il importe de remarquer que, dans le premier de ces deux traités (art. 1^{er}), le mot *crimes* comprend les *délits*, et les mots *personnes mises en accusation* comprennent les individus *poursuivis* ou *mis en prévention*; ce qui résulte de l'énumération des faits qui, d'après ledit traité, donnent lieu à l'extradition et qui constituent des *crimes* ou des *délits*.

(22) Voir les traités avec le Brésil (art. 4) et avec le Portugal (art. 4). Une autre réserve est faite dans le traité avec le Danemark (art. 3).

infractions que celles qui sont déterminées par la loi, ni par conséquent pour des délits politiques; elle ne peut même être accordée à raison des infractions prévues par la loi, mais connexes à de semblables délits (23). Le gouvernement à qui la demande d'extradition est adressée, est le seul juge de la question de savoir si l'infraction qui a motivé la demande a un caractère politique. Toutefois, le législateur ne considère pas comme délit politique, ni comme fait connexe à un pareil délit, l'attentat contre la personne du chef d'un gouvernement étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constitue le fait de meurtre, d'assassinat ou d'empoisonnement (24).

960. Lorsque, soit les crimes ou les délits qualifiés dans le traité, soit la tentative ou la complicité, sont définies d'une manière différente par les lois belges et par les lois du pays avec lequel le traité est conclu, l'extradition ne peut être demandée ni accordée que pour des faits prévus par les législations des deux pays contractants. Ce principe n'est pas expressément établi par la loi du 13 mars 1874; mais celle-ci le reconnaît en l'appliquant à l'extradition pour cause de tentative (25).

(23) C'est-à-dire pour des infractions de droit commun, ayant un but politique. Art. 6 de la loi du 1^{er} octobre 1853, et ci-dessus n° 332.

(24) Loi du 22 mars 1856. Cette loi qui se rattache à l'art. 6 de la loi du 1^{er} octobre 1853, a été maintenue avec l'art 6 précité, par l'art. 12 de la loi du 13 mars 1874. Remarquez que le fait de meurtre, d'assassinat ou d'empoisonnement comprend la tentative punissable et la participation criminelle. — L'exception établie par la loi du 22 mars 1856 est insérée dans les traités d'extradition conclus par la Belgique.

(25) Loi du 13 mars 1874, art. 1^{er} in fine : « Est comprise dans les qualifications précédentes la tentative, lorsqu'elle est punissable en vertu des lois pénales. » c'est-à-dire en vertu de la législation des deux pays contractants. C'est dans ces termes que la disposition est reproduite par les traités conclus depuis la promulgation de la loi précitée. Cette disposition est importante lorsque la loi étrangère punit comme tentative un simple acte préparatoire, ou la tentative qui a été suspendue ou a manqué son effet par la volonté même de l'auteur, ou enfin les tentatives de délits non prévues par la loi belge. Art. 31 et 33 C. p.

et pour des crimes ou des délits commis hors du territoire de l'État qui la demande (26). D'ailleurs, les traités conclus par la Belgique avec les puissances étrangères depuis la promulgation de la loi nouvelle ont formellement consacré ce même principe soit en termes généraux (27), soit par des applications à des faits particuliers (28). Le gouvernement belge doit donc refuser, dans tous les cas, l'extradition d'un étranger qui, aux yeux de la loi belge, ne s'est rendu coupable d'aucune infraction, et il ne peut s'engager par convention à livrer des étrangers poursuivis ou condamnés à raison de faits uniquement punissables d'après les lois du pays qui réclame l'extradition (29).

961. Pour qu'il y ait lieu à l'extradition, il ne faut pas que le crime ou le délit ait été commis sur le territoire du pays dont le gouvernement la réclame, à moins que cette condition ne soit expressément requise par le traité d'ex-

(26) Art. 2 de la loi précitée et ci-dessous le n° 961.

(27) Traités avec les États-Unis d'Amérique (art. 1^{er} in f.), avec la Confédération suisse (art. 2 in f.), avec la France (art. 2 in f.), avec l'Angleterre (art. 1^{er} in f.), avec le Danemark (art. 2 § dern.).

(28) Empire allemand (art. 1^{er}, nos 7, 12, 17 et 18); France (art. 2, nos 26, 29, 30, 31 et 38); Portugal (art. 3, nos 3, 6, 13 et 18); Danemark (art. 2, n° 14); Pays-Bas (art. 1^{er} nos 3, 8, 20 et 21). — Ces traités appliquent le principe à différents délits, tels que l'escroquerie, l'abus de confiance, etc.; mais ni la loi ni les traités d'extradition n'en font expressément l'application à la participation criminelle ou à la complicité. Cependant, cette application est aussi importante en cette matière, qu'en matière de tentative. En effet, des lois étrangères punissent comme actes de participation ou de complicité des faits qui ne sont pas qualifiés tels par le Code belge.

(29) Cependant, un semblable engagement paraît avoir été pris par la Belgique dans le traité conclu avec l'Allemagne, par lequel les parties contractantes s'obligent « à se livrer réciproquement, dans tous les cas prévus par les clauses dudit traité, les personnes qui, à cause d'un des faits y énumérés, ont été, comme auteurs ou comme complices, condamnés ou mises en accusation, ou soumises à une poursuite judiciaire. » Mais cette disposition qui ne doit pas être prise à la lettre, n'a point pour but de déroger au principe que nous venons d'exposer, et qui est formellement reconnu dans plusieurs cas par ce traité même. (Art. 1^{er}, nos 7, 12, 17 et 18; art. 1^{er} § dern. et art. 2 in f.).

dition (30). A défaut d'une pareille clause et en règle générale, l'extradition peut être accordée alors même que le fait a été commis hors du territoire de l'État réclameur; pourvu que la loi belge autorise la poursuite de la même infraction commise hors du royaume (31). Ainsi, le gouvernement doit refuser de livrer l'étranger poursuivi ou condamné par les tribunaux de l'État qui demande son extradition pour un crime ou un délit commis hors du territoire de cet État, si le fait n'est pas punissable en vertu de la loi belge dans le cas où il a été commis en pays étranger (32).

§ V. De l'effet de l'extradition dans le pays qui l'a obtenue.

962. Suivant les principes rationnels, l'individu extradé ne peut être poursuivi ou puni pour aucun délit antérieur à l'extradition et autre que celui qui l'a motivée. En effet, l'ex-

(30) Cette condition est stipulée par les traités avec les États-Unis d'Amérique et avec l'Angleterre. Le traité avec le Portugal admet la règle, mais seulement dans le cas où l'individu poursuivi ou condamné est sujet de l'État qui réclame son extradition. La Belgique ne pourrait donc demander au gouvernement portugais dans les cas prévus par les art. 10 et 11 de la loi du 17 avril 1878.

(31) « Néanmoins, lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, le gouvernement pourra livrer, à charge de réciprocité, l'étranger poursuivi ou condamné, dans les cas où la loi belge autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors du royaume. » Art. 2 de la loi du 15 mars 1874. — Voir ci-dessus les nos 230 et suiv.

(32) Un Français ayant commis en Allemagne un crime ou un délit contre un Français, s'est réfugié en Belgique. Le gouvernement belge ne peut accorder son extradition aux autorités françaises. En effet, si un Belge ayant commis la même infraction contre un Belge en France, n'était pas retourné dans sa patrie, il ne pourrait y être poursuivi du chef de cette infraction; art. 12 de la loi du 17 avril 1878; et, par suite, notre gouvernement ne serait pas autorisé à demander qu'il lui fût livré (n° 238). Au contraire, l'extradition ne rencontrerait aucun obstacle, si le Français réfugié en Belgique avait contrefait, en Allemagne, les monnaies nationales de France, l'art. 12 de la loi précitée n'exigeant pas que le Belge qui se serait rendu coupable, à l'étranger, de contrefaçon des monnaies nationales belges, soit trouvé en Belgique pour pouvoir y être poursuivi et condamné. Voir l'exposé des motifs et la discussion de l'art. 2 de la loi du 15 mars 1874. *Parimonia* pp. 40 et suiv.

tradition ayant été demandée et accordée à raison d'un fait déterminé, l'État qui l'a obtenue, s'est tacitement engagé à ne poursuivre ou punir que pour ce fait la personne qui lui a été livrée. Par une fiction du droit international, cette personne est donc réputée se trouver hors du territoire de cet État en ce qui concerne tout autre délit qu'elle aurait commis avant l'extradition, fût-il prévu par le traité. Il est possible qu'on n'ait pas compris ce délit dans la demande soit pour ne point la retarder par l'accomplissement des formalités requises, soit parce qu'il n'a été découvert qu'après l'extradition accordée. Mais ces circonstances n'autorisent pas le gouvernement qui l'a obtenue à violer la clause implicitement comprise dans toute extradition. Dans le système contraire, rien n'empêcherait la puissance qui a réclamé et obtenu l'extradition, de poursuivre l'individu extradé ou de le punir pour un autre délit que celui qui a donné lieu à l'extradition, mais à raison duquel la puissance requise ne l'aurait pas accordée s'il eût été compris dans la demande, bien qu'il rentre dans la catégorie des délits spécifiés par la convention ; soit parce que cette puissance le considère comme un fait connexe à un délit politique, tandis que la partie requérante lui dénie ce caractère ; soit parce qu'elle trouve que, aux termes de ses lois, la prescription est acquise, soit par tout autre motif⁽⁵³⁾.

363. Les clauses des conventions internationales qui régulent l'effet de l'extradition ne sont pas toutes fondées sur le droit rationnel. En vertu d'une disposition de la loi d'extradition, il doit être expressément stipulé dans les traités

(53) Le principe énoncé est reconnu par la doctrine et consacré, en France, par la cour de cassation et par les circulaires émanées du Département de la justice. HAVEN, *Le droit international de l'Europe*, traduit par BEACON. Paris 1875, § 65, n° VIII. BULLOT, *Traité de l'extradition*. Paris 1874, pp. 510 et suiv.

conclus par le gouvernement belge, que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou des délits non prévus par le traité d'extradition⁽⁵⁴⁾. Cette stipulation, reproduite dans toutes les conventions conclues par la Belgique avant la loi du 15 mars 1874⁽⁵⁵⁾, autorise donc la poursuite ou la punition de la personne extradée, pour tout délit prévu par la convention, quoiqu'il n'ait pas formé l'objet de la demande d'extradition. La plupart des traités conclus après la promulgation de la loi précitée déclarent, au contraire, que cette personne ne pourra être poursuivie ou punie pour aucune autre infraction que celle qui a motivé l'extradition, quand même elle est prévue par la convention⁽⁵⁶⁾. Quoique fondée en principe, cette clause ne forme pas une règle générale, applicable nonobstant toute convention contraire. Par rapport à l'effet de l'extradition, les traités conclus par

(54) Art. 6 de la loi du 1^{er} octobre 1853. (Voir ci-dessus la note 24). Cet article porte : « . . . ni pour aucun des crimes ou des délits non prévus par la présente loi. » Mais les infractions qui donnent lieu à l'extradition étant déterminées par le traité qui, seul, est obligatoire pour les deux parties, on comprend que la réserve est stipulée en ces termes : « . . . ni pour aucun des crimes ou des délits non prévus par la présente convention. » L'article 6 précité ajoute : « sinon, toute extradition, toute arrestation provisoire est interdite. » Le gouvernement belge ne pourrait donc conclure de traité d'extradition avec une puissance qui refuserait de consentir à une pareille stipulation.

(55) Tels que les traités avec l'Autriche-Hongrie, art. 5 ; la Suède et la Norvège, art. 6 ; l'Espagne, art. 3 ; la Russie, art. 11 ; le Luxembourg, art. 7, et le Brésil, art. 10.

(56) Ce sont les traités avec les États-Unis d'Amérique, art. 3 ; avec la Confédération suisse, art. 9 ; la Principauté de Monaco, art. 3 ; la France, art. 10 ; l'Italie, art. 3 ; le Portugal, art. 6 ; l'Angleterre, art. 6 ; et les Pays-Bas, art. 3. Parmi les traités postérieurs à la date ci-dessus indiquée, il n'y a que ceux conclus avec le Pérou, art. 8 ; avec l'Allemagne, art. 6, et le Danemark, art. 4, qui aient conservé la clause conforme à l'art. 6 de la loi du 1^{er} octobre 1853.

la Belgique renferment deux clauses différentes. Chacune de ces clauses, la nouvelle non moins que l'ancienne, n'oblige que les parties qui l'ont stipulée. Le droit de poursuite et de répression de la puissance qui a obtenu l'extradition, est donc plus ou moins limité par le traité en vertu duquel elle a été accordée.

§ VI. *De l'effet de l'extradition. Suite.*

964. La personne extradée peut être poursuivie et punie à raison de tout délit postérieur à l'extradition; mais elle ne peut l'être pour un fait antérieur qui n'est pas prévu par la convention ou qui n'a point motivé l'extradition, si, dans cette dernière hypothèse, les clauses du traité s'opposent à la poursuite ou à la punition du fait (n° 963). L'individu poursuivi pour une semblable infraction est en droit de repousser la poursuite par une exception dilatoire, et les juges sont tenus, même d'office, de déclarer l'action publique non recevable quant à présent. Toutefois, si, par suite des débats, l'infraction pour laquelle l'extradition a été consentie, est dégénérée en un autre délit⁽⁵⁷⁾, la peine prononcée à raison de ce fait doit être appliquée au condamné, qui ne peut s'opposer à son exécution; car la légalité de la poursuite doit être appréciée sur le titre original de la prévention ou de l'accusation, et non sur la qualification que le fait a reçu dans le jugement ou l'arrêt de condamnation. D'un autre côté, le coupable qui, avant son extradition, avait encouru une condamnation passée en force de chose jugée pour un fait à raison duquel il ne pourrait pas être pour-

(57) Par exemple, si le fait qualifié de tentative de meurtre ne constituait plus, d'après la déclaration du jury, que des coups ou blessures volontaires; si le fait qualifié de blessures causées avec préméditation, ou de vol commis avec effraction ou escalade, avait été dépouillé de ces circonstances aggravantes par le verdict du jury; si l'individu poursuivi pour crime d'empoisonnement ou d'incendie, n'était reconnu coupable que d'homicide ou d'incendie involontaires.

suivi et jugé après son extradition, serait autorisé à s'opposer à l'exécution de la peine, si l'on voulait le contraindre à la subir.

965. L'individu traduit en justice dans le pays auquel il a été livré, et jugé à raison de l'infraction ou des infractions dont la poursuite est autorisée par le traité d'extradition, doit être mis en liberté s'il a été acquitté, ou, en cas de condamnation, s'il a subi la peine prononcée contre lui. Dans l'un et l'autre cas, l'État requérant a épuisé les droits que lui conférerait l'extradition, et l'extradé doit jouir du bénéfice de la fiction en vertu de laquelle il est réputé absent par rapport à tous les délits mis à sa charge et exclus de la poursuite par les clauses de la convention. Il ne pourra donc être jugé à raison de ces faits que par contumace ou par défaut; à moins que l'action publique ne soit prescrite⁽⁵⁸⁾.

966. Le privilège d'exterritorialité cesse de couvrir l'extradé, lorsqu'il y a renoncé, en consentant à être poursuivi et jugé contradictoirement à raison d'un de ces délits, pourvu que son consentement soit libre. On objecte en vain que l'adhésion d'un prévenu ne peut modifier les règles de la compétence, ni l'exécution d'une convention dans laquelle il n'a pas été partie. En effet, tout prévenu a le droit de se défendre, et partant de se soumettre à un débat contradictoire, qui lui permet de repousser l'accusation dont il est l'objet. Ce droit naturel ne peut lui être enlevé par une convention à laquelle il est resté étranger. Il suit de là que l'incompétence établie par cette convention est couverte par le consentement du prévenu extradé, et que la poursuite contradictoire n'a pas besoin d'être approuvée par la puissance

(58) Ce qui peut arriver dans les cas où, avant sa mise en liberté, le coupable a dû subir la peine prononcée contre lui à raison de l'infraction qui avait motivé l'extradition.

qui a accordé l'extradition⁽³⁹⁾. Le consentement du prévenu peut être exprès ou tacite. La forme du consentement exprès est indifférente ; qu'il soit déclaré verbalement ou par écrit, devant l'autorité judiciaire ou administrative, dans l'instruction préliminaire ou à l'audience, peu importe⁽⁴⁰⁾. Le consentement tacite résulte d'un fait qui manifeste avec certitude la volonté de l'inculpé d'être jugé contradictoirement. Tel est surtout le cas où, après avoir été mis en liberté, l'individu extradé néglige de quitter le pays ou y retourne⁽⁴¹⁾. Il en est

(39) Il est libre, sans doute, aux parties contractantes de stipuler que le consentement du prévenu sera communiqué à la puissance qui l'a livré (voir la note suivante) ; mais la communication n'a point pour but d'obtenir l'adhésion de cette puissance qui, dans aucun cas, ne pourrait mettre obstacle à la poursuite contradictoire.

(40) Les traités conclus avec la France (art. 10) et avec la Confédération suisse (art. 9) renferment la disposition que voici : « L'individu qui aura été livré, ne pourra être poursuivi et jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition, à moins de consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui a accordé l'extradition. » Voir la note précédente et ci-dessous la note 43. — Hors ces deux conventions, aucune autre ne prévoit le cas du consentement exprès, donné à la poursuite contradictoire par le prévenu extradé.

(41) Le traité d'extradition conclu avec l'Espagne (art. 3) permet de juger (contradictoirement) le prévenu ou l'accusé pour des infractions non comprises dans le traité, si, après avoir été puni ou acquitté du chef du crime ou du délit qui a donné lieu à l'extradition, il néglige de quitter le pays ou y retourne de nouveau. Le traité conclu avec la Suède et la Norvège (art. 6) autorise le jugement (contradictoire) pour les crimes et les délits non prévus dans le traité, si, après avoir été puni ou définitivement acquitté à raison du fait qui a motivé l'extradition, l'inculpé néglige de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trente jours, ou qu'il y retourne de nouveau. La même clause est stipulée dans le traité conclu avec le Danemark (art. 4), et, en ce qui concerne le jugement contradictoire des infractions autres que celle qui a motivé l'extradition, dans le traité conclu avec l'Italie (art. 5). Le traité avec l'Angleterre (art. 6) porte : « Lorsqu'une personne aura été extradée par l'une des hautes parties contractantes, cette personne, jusqu'à ce qu'elle soit rentrée dans le pays d'où elle a été extradée, ou bien qu'elle ait eu occasion de le faire, ne sera poursuivie (contradictoirement) pour aucun délit commis dans le pays avant l'extradition, autre que celui pour lequel l'extradition a eu lieu. » Tous les autres traités passent sous silence le cas

de même, lorsque le prévenu forme opposition au jugement qui le condamne par défaut à raison d'un délit non prévu par la convention ou autre que celui qui a motivé l'extradition⁽⁴²⁾, ou lorsque, poursuivi pour une infraction de cette nature, il néglige de repousser l'action publique par l'exception fondée sur les clauses du traité d'extradition⁽⁴³⁾.

967. L'individu qui, avant son extradition, avait encouru une condamnation passée en force de chose jugée pour un délit non prévu par le traité en vertu duquel il a été livré, ou pour un autre fait délictueux que celui qui a motivé l'extradition, peut demander d'être immédiatement mis en liberté, si, poursuivi et jugé à raison du fait qui a donné lieu à l'extradition, il a été acquitté ou s'il a subi la peine à laquelle il a été condamné de ce chef. Mais on pourrait le reprendre pour l'exécution de la condamnation antérieure, s'il était resté ou retourné dans le pays ; à moins que la prescription ne lui fût acquise⁽⁴⁴⁾. Les règles que nous venons d'établir en ce qui regarde l'effet de l'extradition, doivent recevoir leur application alors même qu'elles ne sont sanctionnées que partiellement ou qu'elles sont passées sous silence par les traités.

dont il s'agit. A défaut de stipulation, l'équité commande que le gouvernement qui a obtenu l'extradition, fixe le délai avant l'expiration duquel l'extradé mis en liberté doit avoir quitté le pays pour être à l'abri d'une nouvelle arrestation.

(42) Bruxelles, 3 août 1875. *Belgique judiciaire*, 1875, pp. 1063, sqq.

(43) Puisque l'individu extradé et mis en liberté peut renoncer au privilège d'exterritorialité, il est évident que son consentement à la poursuite contradictoire ne doit pas être exprès. A la vérité, cette condition semble être exigée par les traités conclus avec la France et la Suisse (note 40). Mais on doit admettre que les mots *consentement exprès* sont synonymes de *consentement certain*. Telle est effectivement l'interprétation adoptée par la cour de Bruxelles. Voir la note précédente.

(44) L'individu irrévocablement condamné, avant l'extradition, à un emprisonnement correctionnel, a été condamné à une peine criminelle pour le fait qui a donné lieu à l'extradition. S'il subit cette peine pendant cinq ans ou pendant dix ans, la peine prononcée par le premier jugement sera prescrite. Art. 92 C. p.

ARTICLE II. — *De la procédure en matière d'extradition.*

§ I. *De l'extradition réclamée par des gouvernements étrangers.*

968. Lorsqu'il s'agit de livrer un étranger qui s'est réfugié sur le territoire belge, la loi prescrit l'observation des formalités que voici⁽¹⁾. La demande d'extradition doit toujours être faite par la voie diplomatique⁽²⁾. A l'appui de la demande doit être fourni, en original ou en expédition authentique, soit le jugement ou l'arrêt de condamnation, soit l'ordonnance de la chambre du conseil, l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ou, si ces juridictions d'instruction n'existent pas dans le pays par lequel l'extradition est réclamée, l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive. L'extradition est également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils sont délivrés, et qu'ils soient rendus exécutoires par la chambre du conseil du tribunal de première instance du lieu de la résidence de l'étranger en Belgique, ou du lieu où il pourra être trouvé⁽³⁾. La chambre du conseil

(1) Les traités peuvent modifier les formalités exigées par la loi d'extradition. Voir spécialement le traité conclu avec l'Angleterre.

(2) Cette condition est requise par tous les traités d'extradition. En Belgique, une circulaire du Ministre de la justice du 27 décembre 1854, rappelle aux officiers du ministère public les instructions qui leur interdisent d'entretenir directement aucune correspondance officielle avec les autorités ou fonctionnaires étrangers sans autorisation spéciale du Ministre, et leur recommande d'observer strictement cette règle en matière d'extradition.

(3) Art. 3 §§ 1^{er} et 2 de la loi du 15 mars 1874. Pour être régulier, le mandat d'arrêt ou l'acte ayant la même force doit contenir l'indication de la nature du fait, l'indication de la date et du lieu de sa perpétration et celle du lieu de naissance de l'inculpé, afin que la chambre du conseil puisse apprécier si le fait est prévu par la convention, s'il n'est pas connexe à un

refusera de déclarer exécutoires ces actes, s'ils ne renferment pas les renseignements nécessaires pour qu'elle puisse en apprécier la régularité⁽⁴⁾.

969. Aussitôt que l'étranger a été écroué en exécution de l'un des actes ci-dessus mentionnés, qui lui est dûment signifié, la demande d'extradition avec les pièces à l'appui est transmise, par le ministre de la justice, à la chambre des mises en accusation de la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'étranger a été arrêté. Le ministère public et l'étranger, qui peut se faire assister d'un conseil, sont entendus en audience publique, à moins que l'étranger ne réclame le huis-clos⁽⁵⁾. La loi met ainsi le réfugié à même de s'expliquer devant la chambre d'accusation sur la demande de son extradition. S'il prétend que celle-ci ne réunit pas les conditions requises; s'il soutient, par exemple, que le fait mis à sa charge n'est pas prévu par le traité d'extradition, qu'il est connexe à un délit politique, qu'il ne tombe point sous l'application de la loi belge ou que la prescription est acquise suivant cette loi, les explications qu'il donnera, les preuves qu'il fournira, éclaireront les magistrats, qui pourront requérir de plus amples informations, et qui, dans le doute, conseilleront de s'abstenir. Les avis de la chambre d'accusation ne sont pas susceptibles de recours en cassation⁽⁶⁾. Il n'appartient ni à

délit politique, si la prescription n'est pas acquise, s'il a été commis sur le territoire ou hors du territoire de la puissance requérante, enfin, si l'inculpé est étranger.

(4) Il a été jugé que la chambre du conseil ne peut refuser de rendre exécutoire en Belgique un mandat d'arrêt décerné en pays étranger à fin d'extradition, par cela seul qu'il n'énonce pas le lieu de la naissance ou la nationalité de l'inculpé, si rien ne tend à faire présumer que celui-ci est Belge. Bruxelles, 17 septembre 1875. Cet arrêt reconnaît donc que la chambre peut, ou plutôt doit refuser de rendre exécutoire le mandat d'arrêt qui ne renferme pas les indications nécessaires; ensuite, que l'ordonnance contenant le refus est susceptible d'appel, qui est porté à la chambre d'accusation.

(5) Art. 3 §§ 3, 4 et 5 de la loi du 15 mars 1874.

(6) Cass. Belg. 6 février 1865. Les avis de la chambre d'accusation ne doivent pas être émis en audience publique. Bruxelles, 8 septembre 1868.

la chambre du conseil, ni à la chambre d'accusation d'ordonner la mise en liberté provisoire de l'étranger écroué en vertu d'un des actes ci-dessus spécifiés et décerné par l'autorité étrangère (7).

970. Dans la quinzaine, à dater de la réception des pièces, elles sont envoyées, avec l'avis motivé de la chambre d'accusation, au ministre de la justice, qui statue définitivement (8). En effet, le gouvernement seul est juge de l'opportunité de la mesure, alors que les conditions qui peuvent y donner lieu existent et que les formalités prescrites par la loi sont remplies. L'intervention du pouvoir judiciaire constitue une garantie pour les réfugiés; mais elle ne change pas la nature de l'extradition qui est un acte du pouvoir administratif.

971. Le gouvernement peut accorder l'extradition par voie de transit sur le territoire belge, sans avoir pris l'avis de la chambre d'accusation, sur la simple production, en original ou en expédition authentique, d'un des actes de procédure mentionnés ci-dessus (n° 968). En effet, on ne peut envisager le transit comme une véritable extradition, ni assimiler l'étranger qui traverse forcément notre pays à celui qui vient volontairement y chercher un asile. Mais pour que l'extradition par cette voie puisse être accordée, il faut, d'abord, qu'elle soit requise au profit d'un État étranger, lié avec la Belgique par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition; il faut, ensuite que cette infraction ne soit pas connexe à un délit politique; il faut, enfin, que la prescription ne soit pas acquise, en vertu de la loi belge, à l'étranger poursuivi ou condamné (9).

(7) Cass. Belg. 14 décembre 1874. Voir *infra* la note 11.

(8) Art. 3 § dern. de la loi du 15 mars 1874.

(9) Art. 4 de la loi précitée. Il est superflu d'exiger que l'infraction ne constitue pas un délit politique. Aucun traité d'extradition, en effet, ne

§ II. De l'arrestation provisoire de l'étranger poursuivi ou condamné.

972. L'extradition ne peut être accordée que sur la production soit d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance ou d'un arrêt de mise en prévention ou en accusation, soit enfin d'un mandat d'arrêt, émanés des autorités du pays qui la réclame. Mais à défaut d'une demande régulière d'extradition, la loi permet de prendre à l'égard de l'étranger réfugié des mesures provisoires, lorsque les circonstances commandent de s'assurer sans retard de sa personne et de saisir les papiers et autres objets jugés utiles à la manifestation de la vérité. En cas d'urgence, en effet, l'étranger peut être arrêté provisoirement en Belgique sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu de sa résidence ou du lieu où il peut être trouvé, et motivé sur un avis officiel donné par les autorités du pays où l'étranger est poursuivi ou a été condamné (10).

973. Après l'ordonnance d'arrestation, le juge d'instruction est autorisé à procéder suivant les règles prescrites par les art. 87 à 90 du Code d'instruction criminelle. L'étranger peut réclamer sa mise en liberté provisoire dans les cas où un Belge jouit de cette faculté et sous les mêmes conditions. La demande est soumise à la chambre du conseil (11). Cette chambre décide également, après avoir entendu

comprend et ne peut comprendre un délit de ce genre, dont le caractère ne dépend point des circonstances, comme on le croit par erreur. Mais une infraction de droit commun, prévue par le traité, est connexe à un délit politique, si elle a été commise dans un but politique.

(10) Art. 3 § 1^{er} de la loi du 15 mars 1874.

(11) L'étranger arrêté aux fins d'extradition peut être mis en liberté provisoire, dans le cas seulement où il est détenu en vertu d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction belge. Il ne peut l'être s'il a été écroué en vertu d'un acte émané de l'autorité étrangère. Cass. Belg., 14 décembre 1871. Voir ci-dessus le n° 969, *in fine*.

l'étranger, s'il y a lieu ou non de transmettre, en tout ou en partie, les papiers et autres objets saisis au gouvernement étranger qui demande l'extradition ; elle ordonne la restitution des papiers et autres objets qui ne se rattachent pas directement au fait imputé au prévenu, et statue, le cas échéant, sur la réclamation des tiers détenteurs ou autres ayants droit. Cette disposition ne confère pas à la chambre du conseil le pouvoir de trancher les contestations civiles auxquelles peut donner lieu la propriété des objets réclamés par des tiers. Le rôle de la chambre du conseil est purement conservatoire. Appelée seulement à ordonner la remise des objets saisis au gouvernement étranger, elle n'a d'autre droit que de refuser cette remise lorsque des tiers détenteurs ou autres ayants droit, par exemple, des hôteliers ou des fournisseurs non payés, s'opposent devant la chambre du conseil à l'envoi des objets saisis à l'étranger. L'action de la justice civile reste naturellement réservée (12).

974. L'étranger arrêté provisoirement est mis en liberté si, dans le délai de quinze jours à dater de son arrestation, lorsqu'elle a été opérée à la demande du gouvernement d'un pays limitrophe, et dans le délai de trois semaines, lorsqu'il s'agit d'un pays éloigné, il ne reçoit communication du jugement ou de l'arrêt de condamnation, de l'ordonnance ou de l'arrêt de mise en prévention ou en accusation, ou du mandat d'arrêt, émanés de l'autorité étrangère compétente. Ce délai peut être porté à trois mois, si le pays qui requiert l'extradition est hors d'Europe (13).

(12) Art. 5 §§ 4, 5 et 6 de la loi précitée. *Pasinomie*, note sur l'art. 5.

(13) Art. 5 §§ 2 et 3 de la loi du 15 mars 1874. C'est évidemment par inadvertance que, dans le § 1 de l'article précité, le législateur ne parle que de la communication d'un mandat d'arrêt. Voir l'art. 5 § 1^{er} et l'art. 5 § 1^{er}, *verbis* : CONDAMNÉ ou POURSUIVI.

§ III. De l'arrestation provisoire des marins étrangers déserteurs.

975. En vertu de la loi du 5 janvier 1855, les consuls des puissances étrangères peuvent, à charge de réciprocité de la part de ces puissances, faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins étrangers (15 bis) qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans l'un des ports de la Belgique. Il leur est donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui sont même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé l'occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause. Que si le déserteur avait commis quelque délit en Belgique, son renvoi serait différé jusqu'à ce que le tribunal compétent eût rendu son jugement et que ce jugement eût reçu son exécution (14).

§ IV. De l'extradition réclamée par le gouvernement belge.

976. Le gouvernement belge peut réclamer l'extradition des Belges et des étrangers (14 bis), poursuivis ou condamnés

(15 bis) C'est-à-dire, les officiers, matelots et toutes les autres personnes faisant partie des équipages, à quelque titre que ce soit, des bâtiments de guerre ou de commerce de leur nation.

(14) Ces dispositions de la loi du 5 janvier 1855 sont ordinairement insérées, quelquefois avec des modifications, dans les traités de commerce et de navigation et dans les conventions consulaires conclus entre la Belgique et les puissances étrangères. Voir l'art. 13 du traité conclu entre la Belgique et le Portugal le 23 février 1874, approuvé par la loi du 17 août 1874. Art. 17 de la convention consulaire conclue, le 22 juillet 1878, entre la Belgique et l'Italie, et approuvée par la loi du 18 octobre 1878.

(14 bis) Lors même que ces étrangers n'appartiennent pas au pays où ils se sont réfugiés.

par les tribunaux belges, comme auteurs ou complices, pour les infractions qu'ils ont commises ou tenté de commettre sur le territoire du royaume ou hors du territoire. Mais ce droit est subordonné aux conditions que nous venons d'indiquer ; car, en vertu du principe de réciprocité consacré par la loi et par les traités, le gouvernement belge ne peut demander ce qu'il n'a pas le droit d'accorder. Conformément à ce principe, il ne peut réclamer l'extradition ni pour des crimes ou des délits commis sur le territoire du royaume, mais non prévus par le traité d'extradition, ni pour des faits prévus par le traité, mais commis en pays étranger, dans les cas où la loi belge n'autorise pas la poursuite de ces faits⁽¹⁵⁾. Par application du même principe, il ne peut demander l'extradition d'un étranger qui est sujet de l'État sur le territoire duquel il s'est réfugié.

977. La demande d'extradition doit être adressée directement au gouvernement étranger et s'appuyer soit sur un jugement ou un arrêt de condamnation, sur une ordonnance ou un arrêt de mise en prévention ou en accusation, délivrés en original ou en expédition authentique ; soit sur un mandat d'arrêt^(15bis), renfermant l'indication précise du fait pour lequel il est décerné⁽¹⁶⁾.

(15) Le gouvernement ne peut donc demander l'extradition d'un Belge qui, ayant commis un crime ou un délit hors du territoire du royaume contre un Belge ou contre un étranger, n'est point rentré dans sa patrie. Mais il peut réclamer l'extradition d'un Belge ou d'un étranger qui, ayant commis en pays étranger un des crimes ou délits prévus par l'art. 6 n^o 1 et 2, et par l'art. 10 de la loi du 17 avril 1878 (art. 3 et 6 C. cr.), est resté au dehors. Voir l'art. 42 de ladite loi et ci-dessus le n^o 258.

(15bis) Le mandat d'arrêt sur le vu duquel l'inculpé a été extradé par le gouvernement étranger, doit être confirmé par la chambre du conseil dans les cinq jours de son interrogatoire. Bruxelles, 15 mars 1878.

(16) Quelques traités, spécialement le traité conclu avec l'Angleterre exigent plusieurs autres formalités.

Si le gouvernement belge avait obtenu l'extradition sans avoir produit aucun de ces actes à l'appui de sa demande, le réfugié extradé pourrait s'opposer par une exception à la poursuite ou à l'exécution du jugement ou de l'arrêt de condamnation et réclamer sa mise en liberté devant les tribunaux belges, qui seraient compétents pour statuer sur l'exception. Dans ce cas, en effet, il s'agit d'appliquer la loi belge qui interdit au gouvernement d'accorder et partant de demander l'extradition, si les formalités exigées par cette loi ne sont pas remplies (n^o 976). Mais, lorsque la demande a été régulière, il n'appartient pas aux tribunaux belges d'apprécier si les formes requises par le traité ont été exactement observées dans le pays qui a accordé l'extradition⁽¹⁷⁾. Toutefois, le réfugié qui aurait été livré aux autorités belges par les autorités étrangères sans ordre de leur gouvernement, pourrait adresser ses réclamations au gouvernement belge et demander sa mise en liberté.

§ V. Observations particulières.

978. Lorsque la demande d'extradition réunit les conditions que nous venons d'indiquer, la puissance à laquelle elle est adressée, n'a pas, en règle générale, le droit de la refuser par le motif que la poursuite du prévenu réfugié ne paraît pas fondée sur des indices suffisants de culpabilité. Mais les traités conclus par la Belgique avec l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique dérogent à la règle. Il est, en effet, formellement stipulé dans ces traités que l'extradition ne sera accordée, que si la perpétration du crime est établie de telle façon que les lois du pays où l'inculpé sera trouvé, justifieraient son arrestation et son emprisonnement. En conséquence, le gouvernement belge qui réclame de l'une

(17) Cass. Belg. 25 octobre 1850, 19 septembre 1851, 13 juillet et 14 décembre 1868.

ou de l'autre de ces deux puissances l'extradition de l'inculpé qui a cherché un asile sur leur territoire, doit indiquer, dans sa demande, les charges qui pèsent sur lui; sauf au juge anglais ou américain à décider si, d'après la jurisprudence de leur pays, elles autorisent son arrestation et son emprisonnement. Réciproquement, le gouvernement belge, requis par l'un ou l'autre de ces États d'extrader le prévenu ou l'accusé réfugié en Belgique, ne doit consentir à l'extradition que si, sur l'avis de la chambre d'accusation qui doit être consultée sur ce point, les charges produites contre lui par la partie requérante permettent, aux termes de la loi belge, de le constituer en état de détention préventive. De même, un mandat d'arrêt ne peut être décerné, ni aucun autre acte ayant la même force et émané de l'autorité étrangère ne peut être rendu exécutoire, en Belgique, contre un réfugié anglais ou américain, que dans les cas où cette mesure est autorisée par la loi belge sur la détention préventive des inculpés.

CHAPITRE II.

DE LA MORT DE L'INCUPLÉ OU DU CONDAMNÉ.

§ I. Du décès de l'inculpé.

979. L'action publique pour l'application de la peine s'éteint par la mort du prévenu (1). Peu importe qu'à l'époque

(1) Art. 2. C. cr. Art. 20 de la loi du 17 avril 1878. *Is qui in reatu dcedit, integri status dcedit. Extinguitur enim crimen mortalitate.* L. 11 D. ad L. Jul. Majest. (48, 4). *Si miles, qui deseruerat militiam, mortuus fuerit, extinguitur accusatio.* L. 1 C. si reus vel accus. mort. fuer. (9, 6)... *quum morte rei crimen cum poena sit extinctum.* L. 3 C. eod. Toutefois, le droit romain déroge au principe dans le cas où l'inculpé s'est donné la mort *ob metum criminis*. L. 1, L. 2 C. de bonis eorum, etc. (9, 50). D'après l'ordonnance de 1670 (titre XXII, art. 1^{er}), le procès pouvait être fait au cadavre ou à la mémoire du défunt « pour crime de lèse-majesté divine ou humaine, duel, homicide de soi-même, ou rébellion à justice avec force ouverte, dans la rencontre de laquelle il a été tué. »

du décès l'action publique n'ait pas encore été intentée, ou que le ministère public ait déjà commencé des poursuites, et que, dans ce dernier cas, le prévenu soit décédé avant le jugement ou après la condamnation. Peu importe que le condamné ait attaqué le jugement par la voie de l'appel ou du recours en cassation, ou qu'il soit mort dans les délais que la loi lui accordait pour appeler ou pour se pourvoir. Il suffit que la condamnation n'ait pas acquis force de chose jugée, pour que la mort du prévenu anéantisse l'action publique non irrévocablement jugée et, par suite, la procédure et le jugement qui serait intervenu; de sorte que le prévenu meurt *integri status*. A plus forte raison doit-on considérer comme non avenus les actes de procédure et les condamnations par contumace ou par défaut, qui seraient survenus par erreur postérieurement au décès (2). Il est évident, au reste, que la mort de l'auteur du crime n'éteint pas l'action publique contre ses coauteurs ou complices (3).

980. La mort du prévenu éteint l'action pour l'application des amendes, comme pour l'application de toute autre peine. Si le prévenu est décédé sans avoir été condamné, ou s'il est venu à mourir après la condamnation, mais avant que celle-ci eût acquis force de chose jugée, l'amende ne peut être exigée des héritiers. Cette règle s'applique même aux amendes établies pour assurer la perception des droits fiscaux (4). Toutefois, si, en matière de douanes, d'accise ou de régime postal, le contrevenant avait passé, avant son décès, une

(2) *Paulus respondit, eum qui in rebus humanis non fuit sententiae dictae tempore, inefficaciter condemnatum videri.* L. 2 pr. § 1 D. quæ seut. sine appell. rescind. (49, 8). Les héritiers peuvent donc faire rapporter ces condamnations. Cass. Fr. 23 octobre 1821, 9 décembre 1848.

(3) La règle admet une exception en matière d'adultère. Voir infra le n° 1174.

(4) Voir ci-dessus le n° 773 et le rapport de M. THOUSSIER sur l'art. 20 de la loi du 17 avril 1878.

soumission de payer l'amende, il y aurait engagement qui lierait comme tel et dans tous les cas les héritiers du contrevenant. En ce qui concerne la confiscation spéciale, si elle est ordonnée à titre de peine, le décès du prévenu a pour effet de l'éteindre, alors même qu'elle est à la fois une peine et une réparation civile (n° 786); mais elle peut être poursuivie contre les héritiers du délinquant, lorsqu'elle constitue une mesure d'ordre public; car, dans ce cas, la confiscation n'a aucun caractère pénal (n° 791).

§ H. De la mort du condamné.

981. Lorsque le coupable est décédé après la condamnation passée en force de chose jugée, sa mort éteint la peine (5). La première conséquence de ce principe est que l'on ne peut faire l'exécution de la peine sur le cadavre du condamné. Une pareille exécution ne serait pas seulement révoltante comme acte d'inutile vengeance; mais, dans les pays où la mort civile est attachée à certaines peines, cette exécution aurait des effets très-réels et très-funestes, puisqu'on pourrait en conclure que le condamné n'est pas mort *integrè status*, les condamnations contradictoires emportant la mort civile à compter du jour de leur exécution. La seconde conséquence du principe indiqué est que les peines ne passent pas aux héritiers (6).

982. Les peines étant personnelles, les amendes prononcées par des arrêts ou jugements devenus irrévocables s'éteignent, comme les autres peines, par la mort du condamné. A la vérité, la condamnation passée en force de

chose jugée constitue le condamné débiteur du fisc, elle crée une dette qui affecte les biens du premier et qui peut être poursuivie sur ses biens. Mais de là il ne suit point que cette dette continue de grever le patrimoine, même après la mort du condamné, et que les héritiers soient tenus de la payer pour lui. En effet, bien que, par suite de la condamnation, elle soit devenue une dette, l'amende n'a pas cessé d'être une peine. Or, c'est le coupable qui doit subir la peine, et spécialement payer l'amende à laquelle il a été condamné, et non l'héritier innocent, la responsabilité pénale n'étant pas transmissible. Sans doute, si le condamné avait payé l'amende avant de mourir, la perte serait retombée sur ses successeurs; mais ils ne l'auraient éprouvée que d'une manière indirecte; tandis que, s'ils étaient obligés de payer l'amende l'exécution de la peine serait dirigée directement contre eux-mêmes, comme pénalement responsables du délit de leur auteur.

983. La règle que nous venons d'énoncer ne s'applique qu'aux amendes purement pénales; elle ne s'étend pas aux peines pécuniaires qui sont établies pour assurer la perception des droits fiscaux et auxquelles le législateur belge attribue un caractère mixte, en les envisageant à la fois comme des pénalités et comme des réparations du préjudice causé par la fraude à l'État. En effet, lorsque le coupable est décédé, après avoir été condamné à une semblable amende par un jugement ou arrêt passé en force de chose jugée, et sans l'avoir payée, les héritiers sont tenus de l'acquitter, puisqu'ils sont obligés de réparer le dommage causé par le délit de leur auteur (n° 774).

984. Si la mort du condamné éteint communément l'amende, elle n'exerce aucune influence sur la confiscation spéciale. En effet, la première a pour objet une somme d'argent que le coupable est obligé de payer; tandis que

(5) Art. 86 C. p. Si le condamné est mort en prison, il n'est fait sur les registres de l'état civil aucune mention de cette circonstance. Art. 83 C. civ.

(6) L. 20, L. 26 D. de poenis (48, 19). Cette dernière loi porte : *Crimen vel pœna paterna nullam maculam filio infligere potest : nam unusquisque ex suo admisso sorti subicitur nec alieni criminis successor constituitur, idque Diot Fratres Hieropolitanis rescripserunt.* Voyez cependant supra n° 100.

l'autre consiste dans l'attribution de la propriété de certains objets soit à l'État, soit à des particuliers lésés par le délit. Or, la propriété de ces objets était acquise aux parties intéressées soit par le jugement de condamnation, si la confiscation a un caractère exclusivement pénal ou mixte, soit par le fait même du délit, si elle est une mesure d'ordre public. Ce droit leur reste donc acquis nonobstant la mort du condamné; par conséquent, les choses confisquées ne doivent pas être restituées, et si elles n'ont pas encore été réellement saisies, l'État ou le particulier, devenu propriétaire, peut les revendiquer contre les héritiers du condamné, comme envers tout autre possesseur (n^{os} 786 et 791).

CHAPITRE III.

DE L'AMNISTIE ET DE LA GRACE.

985. Lorsque les lois pénales ont été enfreintes, le pouvoir social peut, dans des circonstances particulières et par des motifs de justice ou d'intérêt public, renoncer, en tout ou en partie, au droit de répression, soit en abolissant la poursuite et la condamnation même; soit en remettant, réduisant ou commuant les peines portées par des arrêts ou jugements et ayant besoin d'être mises à exécution; soit, enfin, en faisant cesser les incapacités prononcées par les juges ou attachées à certaines condamnations par la loi. Le mot *grâce*, pris dans le sens grammatical, comprend tous ces actes de clémence; car, dans cette acception, toute faveur accordée par le pouvoir social à ceux qui ont violé les lois pénales, est un acte de grâce. Mais la théorie pénale distingue l'*amnistie*, la *grâce* et la *réhabilitation* ou la réintégration du condamné dans l'exercice des droits que lui a fait perdre la condamnation. Toutefois, la législation belge considère le droit de réhabiliter les condamnés comme une émanation du droit de grâce accordé au roi (art. 87 C. p.).

SECTION PREMIÈRE.

DE L'AMNISTIE.

§ I. *Notions générales.*

986. Le pouvoir social a, dans la plénitude de sa puissance, la faculté d'abolir les poursuites à raison de certains faits délictueux, ou les condamnations auxquelles ils ont donné lieu. Cette abolition peut être individuelle ou générale. Elle est individuelle ou personnelle, lorsqu'elle est accordée, du chef d'un ou de plusieurs délits particuliers, à une ou plusieurs personnes déterminées. L'abolition générale ou l'*amnistie* (1) a pour objet non des faits isolés, mais tous les délits d'un genre déterminé, quels qu'en soient les auteurs; elle est décrétée, non pas en faveur des personnes qui en profitent, mais en considération des délits mêmes dont la Société a intérêt à effacer le souvenir. Ainsi, l'amnistie est un acte du pouvoir souverain, qui couvre du voile de l'oubli les infractions d'une certaine catégorie, en abolissant soit les poursuites faites ou à faire, soit les condamnations prononcées à raison de ces délits.

987. Lorsque, bien loin d'affermir l'ordre ébranlé par la lutte des parties, l'action de la justice répressive l'exposerait à de nouveaux troubles; lorsqu'une sévérité intempestive aurait pour résultat de prolonger les haines et les dissensions civiles, l'intérêt de l'État commande au pouvoir de calmer les passions et de concilier les esprits, en jetant un voile sur les erreurs et les fautes du passé. La Société peut même avoir intérêt, dans certaines circonstances, à mettre en oubli des faits délictueux d'une moindre gravité, tels que les délits en matière fiscale, les infractions militaires, particulièrement

(1) *Lex oblivionis, quam Graeci ἀμνηστίαν vocant.* VALER. MAX. L. IV., Ch. 1^{er}. CORN. NEPOS, in Trasylb. ch. III.

les faits de désertion, etc. Quant aux abolitions particulières ou individuelles, elles ne sont pas d'usage chez nous, et elles ne peuvent, d'ailleurs, se justifier par aucune considération d'utilité publique⁽²⁾. Toutefois, cette règle n'est pas absolue. En matière de douanes, d'accise et de régime postal, l'administration a la faculté de transiger sur l'infraction, même avant qu'un jugement de condamnation soit intervenu. Le mari ou la femme peut, en se désistant de la plainte, arrêter les poursuites intentées contre le conjoint pour cause d'adultère⁽³⁾.

§ II. Du droit d'amnistie.

988. La question de savoir si l'amnistie doit émaner du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif, est une des questions les plus controversées du droit public général. Au point de vue juridique, il est certain que le droit d'amnistie n'appartient pas au pouvoir exécutif, qui a pour mission d'exécuter les lois et les décisions judiciaires. Mais rentre-t-il dans les attributions du pouvoir législatif? L'affirmative ne pourrait être contestée, si l'amnistie n'était qu'une dispense de la loi; car le pouvoir qui fait la loi, peut aussi en suspendre l'application. Le législateur agit sans doute dans les limites de ses attributions, en défendant d'entamer des poursuites à raison de certaines infractions qu'il importe de couvrir du voile de l'oubli. Mais il empiète sur la sphère légitime du pouvoir judiciaire, en abolissant les poursuites commencées, les mandats décernés, les décisions des juridictions d'instruction, les jugements ou arrêts de condamnation qui n'étaient pas encore devenus irrévocables. Cet empiète-

(2) Sous le gouvernement des Pays-Bas, le roi accordait des lettres d'abolition en vertu de l'art. 67 de la loi fondamentale de 1815 (n° 999 note 4).

(3) Art. 229 de la loi du 26 août 1822. Art. 7 de la loi du 14 septembre 1864. Art. 53, 54 de la loi du 29 avril 1868. — Arg. des art. 587 et 589 C. p.

ment est bien plus grave, lorsqu'un acte législatif anéantit la chose jugée. Une loi d'amnistie est donc un excès de pouvoir, à moins qu'elle ne se borne à supprimer l'action publique non encore intentée; c'est l'exercice d'un droit exorbitant (*jus eminentis*) qui, d'après la rigueur des principes, ne peut appartenir à aucun des pouvoirs constitutifs de l'État.

989. Mais une question qui tient si intimement à l'ordre politique, ne doit pas se décider par les seuls principes du droit constitutionnel. Il est impossible de ne pas tenir compte des exigences sociales qui, dans certaines circonstances, commandent à la souveraine puissance d'arrêter le cours de la justice, et qui justifient une mesure que le droit strict regarde comme un excès de pouvoir. L'amnistie est le seul moyen de rétablir ou d'affermir l'ordre troublé par les dissensions civiles. L'Assemblée constituante le comprit si bien que, tout en supprimant le droit de grâce et les abolitions individuelles, elle conserva les amnisties⁽⁴⁾. Il s'agit donc uniquement de savoir, si, en théorie, il est plus convenable d'accorder le droit d'amnistie au pouvoir législatif ou au pouvoir royal. En examinant la question exclusivement au point de vue de l'intérêt social, on n'hésitera pas à revendiquer ce droit en faveur du monarque. En effet, le but de l'amnistie, qui est de rendre le calme aux esprits agités en jetant un voile sur les fautes du passé, serait difficilement atteint, si elle devait être soumise au contrôle des corps politiques et devenir l'objet d'une discussion longue et passionnée⁽⁵⁾.

(4) Code pénal de 1791, P. 1^{re} tit. VII, art. 15. « L'usage de tous actes tendant à empêcher ou suspendre l'exercice de la justice criminelle, l'usage des lettres de grâce, de rémission, d'abolition, de pardon et de commutation de peines, sont abolis pour tous crimes poursuivis par voie de jurés. »

(5) « Si c'est aux majorités parlementaires, a dit M. BÉRENGER dans la séance de la chambre des députés du 30 décembre 1834, si c'est aux majo-

990. Toutefois, ce n'est qu'en théorie que l'on pourrait donner la préférence au pouvoir exécutif; car, dans la pratique, il faut nécessairement consulter les institutions de chaque pays. La Constitution belge qui garde le silence sur le droit d'amnistie, ne le confère à aucun des trois pouvoirs. Mais, nous l'avons dit, ce n'est point d'après la rigueur des principes juridiques que la question doit être résolue. Les nécessités politiques peuvent commander des amnisties, et il s'agit alors de savoir qui, sous l'empire de notre Constitution, doit les accorder. Il est certain que le droit d'amnistie n'appartient pas au roi, qui n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières, portées en vertu de la Constitution même. Il n'est pas moins incontestable que ce droit n'entre point dans les attributions du pouvoir judiciaire qui, d'ailleurs, est étranger aux discussions politiques. C'est donc par le pouvoir législatif qu'il doit être exercé, non comme attribution normale, mais comme un droit éminent, comme une haute exception aux principes constitutionnels. Les auteurs de la Constitution ont voulu réserver eux-mêmes ce droit au pouvoir législatif, comme le prouvent les discussions relatives au droit de grâce. Aussi, l'exercice de cette prérogative par la législature n'a-t-il soulevé aucune difficulté (6).

rités parlementaires que vous contraignez le gouvernement de demander des mesures de clémence, vous les obtiendrez rarement; car ces majorités, le plus souvent liées à des systèmes, irritées des contradictions qu'elles éprouvent, blessées dans leur amour-propre, et fières de leur victoire, sont ordinairement avares d'indulgence. Tandis que le monarque, juge impassible des événements, lui, dans l'âme duquel il ne peut être ni ressentiment ni haine, lui, intéressé plus que personne à la pacification du pays, est seul placé assez haut pour servir de modérateur entre les partis et pour les forcer au repos. »

(6) Des amnisties ont été accordées par les lois du 27 juin 1840, du 31 mai 1866 et du 2 septembre 1870. En France, les diverses Constitutions qui se sont succédées, ne contenaient aucune disposition relative à l'exercice du droit d'amnistie. Sous la première république, les amnisties furent décré-

§ III. De l'application des lois d'amnistie.

991. Lorsque des poursuites sont commencées au moment de la publication de l'amnistie ou entamées depuis, les tribunaux seuls sont compétents pour décider si l'action publique est ou n'est pas éteinte à l'égard des personnes qui sont l'objet de ces poursuites. Mais, si l'amnistie couvre des condamnations passées en force de chose jugée, le ministère public, chargé de leur exécution, peut et doit faire mettre les condamnés sur-le-champ en liberté, et ce n'est qu'en cas de contestation, que les tribunaux doivent intervenir.

992. Toute loi d'amnistie doit être appliquée suivant sa teneur et d'après l'intention qui l'a dictée. Dans le doute, elle doit s'interpréter en faveur de ceux qui en réclament le bénéfice. En conséquence, quand le législateur déclare abolir les poursuites, on ne peut étendre l'amnistie aux condamnations devenues irrévocables au moment de sa promulgation, et réciproquement. Mais, lorsque, sans déterminer la portée de l'amnistie, la loi, conçue en termes généraux, se borne à couvrir du voile de l'oubli un certain genre d'infractions, on doit admettre qu'elle anéantit non seulement les poursuites, même commencées, mais encore les condamnations prononcées à raison des délits qu'elle abolit. Puisque l'amnistie efface les infractions qui en sont l'objet, en les considérant, au point de vue de la justice répressive, comme si elles n'avaient pas été commises, il est évident qu'elle doit profiter à tous ceux qui ont participé à celles-ci d'une manière principale ou accessoire.

tées par des lois. Sous le premier empire, sous la restauration et sous la monarchie de juillet, elles furent proclamées par le pouvoir exécutif, à l'exception de l'amnistie décrétée par la loi du 12 janvier 1816. La Constitution républicaine du 4 novembre 1848 régla, la première, le droit d'amnistie, en le réservant au pouvoir législatif. Mais le sénatus-consulte du 23 décembre 1852 l'attribua à l'empereur.

993. L'amnistie comprend tous les faits qui rentrent dans la catégorie désignée et qui ont été commis avant l'époque déterminée par la loi. Si celle-ci ne fixe pas de terme, l'amnistie n'est applicable qu'aux infractions antérieures à sa *promulgation*. Les faits délictueux qui appartiennent à une classe d'infractions, autre que celle qui est indiquée par la loi, ne sont pas abolis. Ainsi, l'amnistie accordée pour délits politiques ne s'étend pas aux délits inspirés par l'esprit de cupidité ou de vengeance; de même que l'amnistie abolissant les délits politiques commis par la voie de la presse, ne s'applique pas aux diffamations et calomnies relatives à des faits qui rentrent dans la vie privée des citoyens. En ce qui concerne les infractions connexes aux délits mentionnés dans la loi d'amnistie, une distinction est nécessaire. Les faits connexes qui constituent des infractions par eux-mêmes et indépendamment du délit amnistié, ne sont pas couverts par l'amnistie; mais celle-ci comprend les faits dont le caractère délictueux dépend de la criminalité des faits amnistiés. L'amnistie décrétée en faveur des déserteurs et réfractaires couvre les faux certificats fabriqués dans le but de soustraire un milicien au service militaire. Mais un faux commis dans le même but sur les registres de l'état civil, n'est pas aboli. Dans le premier cas, en effet, la criminalité du faux ne provient que de la criminalité de la désertion ou de la désobéissance. Dans le second cas, au contraire, le faux, criminel en lui-même, l'est aussi par le préjudice qu'il peut causer à des tiers.

§ IV. Des effets de l'amnistie.

994. Toute amnistie a pour effet d'effacer le caractère délictueux des faits qu'elle couvre. L'amnistie qui abolit spécialement les poursuites, éteint l'action publique, quoique déjà intentée. Les personnes comprises dans l'amnistie

ne peuvent donc renoncer à son bénéfice et demander leur mise en jugement. D'ailleurs, l'amnistie étant une mesure d'ordre public, est acquise aux amnistiés de plein droit, à leur insu et malgré eux (7). L'abolition de l'action publique a pour effet d'anéantir toutes les condamnations qui n'ont pas force de chose jugée au moment de la promulgation de la loi; par conséquent aussi les condamnations par contumace, si la peine n'est pas prescrite, et les condamnations par défaut, si le condamné se trouve encore dans le délai de l'opposition ou de l'appel, ou s'il n'a pas encore été statué sur l'opposition ou l'appel qu'il avait formé. La loi qui abolit expressément les condamnations devenues irrévocables, les annule rétroactivement, de sorte qu'elles sont considérées comme si elles n'avaient pas été prononcées. Les individus condamnés, s'ils ont encouru des peines corporelles, doivent donc être mis en liberté; les incapacités dont ils ont été frappés, viennent à cesser; les amendes et les frais payés à l'État doivent leur être restitués, et, s'ils commettaient des infractions nouvelles, ils ne seraient pas coupables de récidive.

995. La loi d'amnistie laisse subsister les actions en réparation du dommage causé par les infractions amnistiées et les adjudications civiles, prononcées à raison de ces infractions. En effet, si le législateur a le pouvoir d'effacer le caractère délictueux des actes qu'il couvre, il ne peut ni leur enlever le caractère de faits dommageables, puisque ce caractère ne dépend pas de la loi; ni éteindre les obligations auxquelles ces actes ont donné naissance, car il doit respecter les droits

(7) La cour de cassation de France avait hésité sur cette question. Un arrêt du 25 novembre 1826 décide, « que l'amnistie est une faveur que des prévenus qui soutiennent n'avoir commis aucun délit, sont libres de ne pas invoquer. » Un autre arrêt du 10 juin 1831 déclare, au contraire, « que les ordonnances d'amnistie ayant pour but et pour résultat de ramener la concorde dans la Société, les tribunaux ne peuvent se dispenser de les appliquer. »

des tiers. Ces droits doivent donc être considérés comme réservés, quand même la loi d'amnistie serait muette à cet égard (8). Cependant, on ne peut se dissimuler que dans des circonstances exceptionnelles, les inconvénients des actions privées, exercées pour des faits couverts du voile de l'oubli, seraient aussi graves que nombreux, que ces actions perpétueraient des souvenirs, entretiendraient des haines et renouvelleraient peut-être des troubles que le législateur a voulu éteindre. Si donc l'intérêt de la Société se trouvait en opposition avec celui de quelques particuliers, le premier devrait l'emporter, et alors le législateur serait autorisé à abolir, par une disposition formelle de la loi, les actions et même les adjudications civiles qui auraient pour cause des crimes couverts par l'amnistie ; mais à la charge par l'État d'indemniser lui-même les personnes lésées par ces crimes(9).

SECTION II.

DE LA GRACE.

§ I. Généralités.

996. Dans l'acception grammaticale, le mot *grâce* comprend tous les actes de clémence exercés par le pouvoir social en faveur de ceux qui ont enfreint les lois pénales, qu'ils soient poursuivis ou condamnés de ce chef, ou qu'aucune poursuite n'ait encore été dirigée contre eux. La science pénale distingue la grâce de l'amnistie, en attachant à la première de ces deux expressions une double signification.

(8) L. 9 C. ad L. Corn. de falsis (9,22). Cass. Fr. 8 février 1817, 21 octobre 1850.

(9) « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établie par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité. » Art. 11 de la Constit. Le même principe s'applique aux créances dont les parties lésées sont privées dans un intérêt social, par la loi d'amnistie. — Loi française du 17 avril 1825, relative aux indemnités à accorder aux émigrés.

Dans le sens juridique et étendu, la grâce est la faveur que le pouvoir social accorde aux condamnés et qui consiste dans la remise ou la réduction des peines qu'ils ont encourues ; elle comprend donc aussi la remise des incapacités prononcées par les juges ou attachées à certaines condamnations par la loi. Telle est la portée de ce terme dans le système de la législation belge (1). Mais la théorie qui sépare, de la réhabilitation des condamnés, la grâce proprement dite, entend par celle-ci l'acte de clémence par lequel le pouvoir social remet ou réduit les peines que les juges ont prononcées et qui ont besoin d'une exécution matérielle pour produire leurs effets (n° 940).

997. Le pouvoir social peut faire grâce soit par un acte spécial, à des personnes déterminées (*grâce individuelle*), soit par une disposition générale, à tous ceux qui ont été condamnés soit pour certaines infractions, soit à certaines pénalités (*grâce collective*) (2). La différence qui distingue la grâce de l'amnistie, ne consiste donc pas en ce que l'une est spéciale ou individuelle, l'autre collective ou générale. L'amnistie abolit soit les poursuites commencées ou non, soit les condamnations intervenues, soit à la fois les unes et les autres. La grâce, au contraire, qui ne s'applique qu'à la peine, laisse subsister la condamnation. Au reste, la grâce n'est qu'une faveur à laquelle le condamné n'a aucun droit, et qui ne peut lui être accordée que lorsque la

(1) « Le roi a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué relativement aux ministres. » Art. 73 de la Constit. « Les incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations cessent par la remise que le roi peut en faire en vertu du droit de grâce. » Art. 87 C. p.

(2) C'est ainsi que, par plusieurs arrêtés rendus à diverses époques, le roi a accordé la remise de leur peine à tous les délinquants condamnés soit pour les infractions, soit aux pénalités désignées dans ces arrêtés. La grâce collective (*indulgentia generalis, communitas*) était d'un usage fréquent sous les empereurs romains. L. 4, 5, 7, 9 C. de sentent. passis (9, 51).

condamnation est devenue irrévocable, quoiqu'elle puisse être demandée avant cette époque. Rien n'empêche, en effet, le condamné en dernier ressort de se pourvoir en même temps en cassation et en grâce.

§ II. Du droit de grâce.

998. Le pouvoir social a le droit de faire grâce, parce qu'il a le devoir de faire régner la justice et de protéger les intérêts de la Société. En effet, le droit de grâce est le complément de la justice sociale; c'est le seul moyen d'éviter les dangers de la peine de mort et les inconvénients des peines perpétuelles; c'est le moyen le plus puissant d'opérer la réforme morale des condamnés; c'est enfin le dernier secours que la Société offre au condamné innocent qui ne peut plus faire réformer l'arrêt par aucune voie légale. La légitimité de ce droit ne peut donc être sérieusement contestée. Sans doute, l'abus du droit de grâce porte des atteintes graves à l'autorité des lois; mais ce pouvoir, exercé avec sagesse, est un élément conservateur de l'ordre social⁽³⁾. Puisque le droit de remettre, de réduire ou de commuer les peines prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations repose sur des motifs de justice et d'utilité publique, il en résulte que la grâce peut être accordée sans avoir été demandée, et que le condamné ne peut la refuser.

999. La Constitution belge réserve le droit de grâce au

(3) MONTESQUIEU, *Esprit des lois*, Liv. VI, chap. 16. A Rome, sous le régime impérial, le droit de grâce appartenait au prince qui avait le pouvoir illimité de réduire ou de remettre les peines prononcées. L. 43 § 1 D. de re judic. (42, 1). L. 4, L. 9 § 11, D. de poenis (48, 19). Les empereurs accordaient souvent, à l'occasion de quelque grand événement, la remise ou une réduction de peine à tous les condamnés, en exceptant seulement ceux qui avaient commis les crimes les plus graves. Cod. de sentent. passis et restitutis (9, 31). En France, le droit de grâce, supprimé par le Code pénal de 1791, fut rétabli par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X.

roi. Pour prévenir toute équivoque dans les termes, et pour éviter que le droit d'abolition et d'amnistie ne fût considéré un jour comme une émanation du droit de grâce, les auteurs de la Constitution, instruits par l'expérience, ont préféré définir ce droit accordé à la Couronne, sans employer le mot *grâce* (4). « Le roi, porte la Constitution (art. 75), a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué relativement aux ministres. » Il n'appartient donc pas au roi d'accorder des lettres d'abolition ou de décréter des actes d'amnistie. Mais indépendamment du pouvoir de remettre ou de réduire les peines, et partant aussi les incapacités prononcées par les juges, le roi a le droit de faire cesser les incapacités attachées à certaines condamnations par la loi même (art. 87 C. p.). Le roi exerce le droit de grâce par des arrêtés contresignés par le ministre de la justice et exécutés par les procureurs généraux ou les procureurs du roi.

§ III. Des prérogatives comprises dans le droit de grâce.

1000. Le roi est investi du droit de grâce dans toute sa plénitude et avec toutes les prérogatives qui en émanent. Il a le droit non seulement de remettre ou de réduire les peines, mais encore de les commuer, pourvu que la commutation contienne une réduction de la peine prononcée (5). Le roi ne serait donc autorisé ni à remplacer celle-ci par une pénalité plus forte, par exemple, un emprisonnement de police par une amende correctionnelle; ni à substituer, à la

(4) La loi fondamentale de 1815 (art. 67) portait : « Le roi a le droit de faire grâce, après avoir pris l'avis de la haute cour du royaume. » En se fondant sur la signification la plus générale du mot *grâce*, l'on prétendait que l'article précité comprenait le droit d'abolition et d'amnistie. Conformément à cette interprétation, le roi avait plusieurs fois aboli, en faveur de certaines personnes déterminées, les poursuites intentées contre elles.

(5) Art. 88, 89 et 90 C. p.

peine prononcée par les juges, un châtimeut inconnu au Code pénal, tel que le bannissement hors du royaume. Une pareille commutation ne serait admissible qu'avec le consentement du condamné. En effet, le roi a la faculté de remettre la peine conditionnellement ; il peut donc aussi en faire la remise sous la condition que le condamné paye telle amende, qu'il quitte le pays pour un certain temps ou pour toujours. Si cette condition est acceptée par le condamné, celui-ci est tenu de la remplir, et faute par lui de l'exécuter, la remise étant considérée comme non avenue, il doit subir la peine à laquelle il a été condamné (6).

1001. Le droit de grâce renferme le pouvoir de transiger sur la peine prononcée par les juges. Dans l'acceptation générale, la transaction sur la peine est la commutation de celle-ci par suite d'une convention entre le chef de l'État et le condamné. Ainsi, quand le roi remet au condamné la peine qu'il a encourue, à la charge par ce dernier de subir telle autre peine qui ne pourrait lui être imposée, il y a transaction, s'il accepte la condition sous laquelle la grâce lui est offerte. Mais, à proprement parler, la transaction sur la peine est la convention par laquelle le condamné s'engage à payer une certaine somme pour racheter la peine prononcée contre lui. On comprend que les transactions de cette nature ne

(6) Lors de la discussion du projet de Code pénal à la chambre des représentants, M. DEVAUX, dans le but de permettre au roi de remplacer, en matière politique, la détention et l'emprisonnement par le bannissement hors du royaume, avait fait la proposition de rétablir cette peine dans le Code pénal. L'amendement fut retiré par son auteur, sur l'observation faite par le ministre de la justice (M. TESSU), qu'elle était inutile, le roi pouvant ajouter à la remise de la peine une condition que le condamné ne devait exécuter qu'après l'avoir acceptée. *Législat. crim. de la Belg.*, t. I^{er}, p. 382, n° 9; p. 386, n° 13; pp. 388 et suiv., n° 13 à 18. Au reste, si, après avoir accepté la condition du bannissement, le condamné rentre dans le pays avant le temps fixé, il est juste d'imputer le temps qu'il a passé en exil sur la durée de la peine d'emprisonnement ou de détention temporaire qui a été prononcée contre lui.

sont admissibles qu'en matière fiscale, et seulement dans le cas où l'équité commande de ménager les contribuables qui ont enfreint les prescriptions légales par simple faute, sans intention de se procurer des profits illicites.

1002. En Belgique, la loi autorise l'administration des douanes et accises à transiger sur l'amende, la confiscation spéciale, la fermeture des fabriques, usines ou ateliers, et même sur la peine d'emprisonnement (7), toutes les fois que l'infraction est accompagnée de circonstances atténuantes, ou qu'elle est le résultat d'une négligence ou d'une erreur, plutôt que d'un dessein frauduleux et prémédité (8). La faculté accordée à l'administration de transiger sur certains délits est une dérogation au principe qui réserve le droit de grâce au roi. Une autre exception à la règle est établie par le Code pénal qui permet au mari ou à la femme d'arrêter l'effet de la condamnation encourue par le conjoint pour cause d'adultère : au mari, en consentant à reprendre sa femme ; à celle-ci, en demandant l'élargissement de son mari (9).

§ IV. De l'exercice du droit de grâce.

1003. L'exercice du droit de grâce n'est limité par aucune condition. Le roi ne doit prendre l'avis d'aucun conseil, d'aucune autorité ; il peut manifester spontanément le désir

(7) D'après le texte de l'art. 229 de la loi du 26 août 1822, la transaction peut avoir pour objet l'amende, la confiscation et la fermeture des établissements industriels. Mais il résulte des explications données aux États généraux, lors de la discussion de la loi, que l'administration peut transiger sur toute infraction à cette loi, lors même qu'elle emporte une peine corporelle, telle que l'emprisonnement.

(8) L'administration des douanes et accises peut transiger avant ou après la condamnation passée en force de chose jugée. L'administration des chemins de fer, postes et télégraphes, au contraire, a la faculté de transiger sur les infractions aux lois relatives au régime postal, tant qu'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation irrévocable. Loi du 14 septembre 1864 (art. 7) ; loi du 29 avril 1868 (art. 53 et 54).

(9) Art. 387 § 2 et 389 § 2 C. p.

d'user d'indulgence envers un condamné, ou attendre le pourvoi en grâce pour y statuer. Les auteurs de la Constitution ont pensé que le chef de l'État pouvait prendre tous les renseignements propres à éclairer sa religion ; mais qu'il était à craindre qu'en l'assujettissant à demander l'avis préalable d'une commission, cet avis ne finit par devenir sa règle de conduite, et que de fait le droit de faire grâce ne fût transféré à cette commission⁽¹⁰⁾. Il appartient au roi seul d'apprécier les motifs qui peuvent mériter au condamné la remise ou une réduction de peine. Sous ce rapport, la prérogative royale est également absolue.

1004. Le roi ne peut faire grâce, que lorsque la condamnation est devenue irrévocable. Tant que le condamné peut obtenir, par voie de justice, la réformation du jugement ou de l'arrêt, il n'a pas besoin de grâce ; et si le droit de grâce était exercé avant que l'action de la justice fût épuisée, il se transformerait en abolition des poursuites, abolition que le chef de l'État n'a pas le droit d'accorder. Il résulte de là qu'il ne peut remettre ou réduire des peines prononcées par contumace, puisque la condamnation n'étant que provisoire, tant que la prescription de la peine n'est pas acquise, l'action publique continue d'exister.

1005. Le droit de grâce, tel qu'il est défini par l'art. 73 de la Constitution, s'applique à toutes les peines, principales ou accessoires, portées par le Code pénal ou par des lois particulières, et même aux peines disciplinaires. En effet, puisque

(10) Lors de la discussion de l'art. 73 de la Constitution, plusieurs membres du Congrès proposèrent que le roi demandât préalablement l'avis d'une commission prise dans la cour de cassation, nommée par elle et renouvelée annuellement. Cette opinion ne prévalut point. Si elle avait été adoptée, le droit de grâce aurait été exercé de fait par la cour suprême, ce qui eût été d'autant plus dangereux, que cette cour ne peut connaître du fond des affaires.

l'article précité permet au roi de remettre ou de réduire indistinctement les *peines* prononcées par les juges, on doit prendre ce terme dans son acception la plus générale et y comprendre toutes les pénalités que les juges ont appliquées soit comme moyens de répression, soit comme mesures de discipline. Mais cette disposition de la loi constitutionnelle ne peut s'étendre aux châtimens disciplinaires qui n'ont pas été prononcés par les juges, c'est-à-dire par les cours et tribunaux. Sans doute, le roi a le droit de remettre ou de réduire les peines de discipline prononcées par les autorités administratives ou militaires ; mais il l'a, comme chef du pouvoir exécutif et de la force armée, en vertu des art. 29 et 68, et non pas suivant l'art. 73 de la Constitution. Au reste, quelque étendue que soit la disposition de cet article, il est certain qu'elle n'autorise pas le roi à remettre la peine de la confiscation spéciale, lorsque celle-ci est destinée non seulement à frapper le coupable, mais encore à réparer le préjudice causé par le délit à des particuliers (n° 782), l'exercice du droit de grâce ne pouvant porter atteinte aux intérêts des tiers. La prérogative royale ne peut non plus s'appliquer aux confiscations ordonnées par la loi comme mesures d'ordre public, pour retirer de la circulation des objets nuisibles ou dangereux (n° 791).

1006. Le roi peut gracier tous les condamnés, même ceux qui sont en état de récidive. Cependant il n'a le droit de faire grâce aux ministres condamnés par la cour de cassation pour crimes ou délits commis dans l'exercice de leur fonction, que sur la demande de l'une ou de l'autre Chambre. En effet, l'ordre du chef de l'État, fût-il par écrit, ne peut soustraire le ministre à la responsabilité. Il peut donc arriver qu'un ministre soit condamné, quoiqu'il ait agi par ordre du chef de l'État, et dès lors le droit de lui faire grâce ne pouvait exister sans condition. On admet également que le condamné

ne peut obtenir la remise ou une réduction de sa peine, s'il est fugitif ou latitant.

§ V. *Du pourvoi en grâce.*

1007. Le recours en grâce est ouvert non seulement au condamné, mais encore à ses parents et amis. De plus, la cour qui a prononcé la condamnation, les jurés, le président de la cour d'assises, l'officier chargé près d'elle du ministère public peuvent, dans des circonstances particulières, recommander le condamné à la clémence du roi. Mais cette recommandation doit se faire d'une manière officieuse, et non par procès-verbal ou par acte authentique, et moins encore pourrait-elle être insérée dans l'arrêt même. Enfin, des propositions de grâce peuvent être faites par les commissions administratives des prisons centrales, lorsque les circonstances l'exigent ou qu'elles sont réclamées par le ministre de la justice⁽¹¹⁾.

1008. Le pourvoi en grâce n'a point pour objet d'obtenir la réformation du jugement; il ne peut donc avoir pour effet d'en suspendre l'exécution. En règle générale, les officiers du ministère public n'ont pas le pouvoir de faire surcoir à l'exécution des jugements ou arrêts de condamnation jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le recours en grâce⁽¹²⁾; ce droit n'appartient qu'au ministre de la justice, qui l'exerce lorsque le sursis lui paraît nécessaire pour éclairer la religion du roi sur les circonstances de l'affaire qui a donné lieu au pourvoi.

§ VI. *Des effets de la grâce accordée.*

1009. La grâce accordée au condamné n'infirme point la condamnation, qui subsiste et continue de produire tous les

(11) Arrêté royal du 12 mars 1844, qui abroge l'arrêté du 15 juillet 1831, portant que des propositions de grâce seront faites tous les quatre mois par lesdites commissions.

(12) Des exceptions à cette règle ont été établies par l'arrêté royal du 16 novembre 1832 et par l'arrêté ministériel du 1^{er} janvier 1864. Voir supra, n° 949.

effets que l'arrêté de grâce n'a pas expressément anéanti ou qu'il n'a pu anéantir⁽¹³⁾. En conséquence, I) la remise ou la commutation de la peine principale n'affranchit pas le condamné de la surveillance spéciale de la police, si cette peine lui a été appliquée, et le laisse sous le poids des incapacités prononcées par les juges ou attachées à la condamnation par la loi; à moins qu'il en soit autrement ordonné par l'arrêté de grâce. II) Tout condamné à mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, dont la peine a été remise ou commuée en une peine temporaire, est, si l'arrêté de grâce n'en a autrement disposé, de plein droit sous la surveillance spéciale de la police pour un terme de vingt ans (art. 88 C. p.). Ce condamné ne peut, en effet, se trouver dans une condition plus favorable que celui qui aurait obtenu remise ou commutation d'une peine criminelle temporaire à laquelle la cour d'assises aurait joint la surveillance.

1010. III) Lorsque la peine substituée par l'arrêté de grâce à la peine prononcée par les juges emporte l'interdiction légale, le condamné y reste soumis pendant la durée de la première de ces deux pénalités. Mais la grâce fait cesser l'interdiction légale, si le condamné a obtenu la remise ou la commutation de sa peine en une autre peine qui n'emporte pas cette interdiction (art. 89 et 90 C. p.); car celle-ci, bien qu'elle soit un effet de la condamnation, est attachée par la loi à la durée de la peine dont elle est l'accessoire. IV) La grâce laisse subsister les condamnations prononcées au profit de la partie civile et la condamnation aux frais prononcée au profit de l'État⁽¹⁴⁾. V) Elle n'empêche pas le condamné de demander la révision de l'arrêt

(13) Nous connaissons dans le paragraphe suivant les incapacités que la loi attache à certaines condamnations et que le roi ne peut faire cesser par l'exercice du droit de grâce.

(14) Avis du conseil d'État du 25 fructidor an XIII.

ou du jugement de condamnation, dans les cas où cette voie est ouverte. Enfin VI) le condamné gracié qui commet une nouvelle infraction est coupable de récidive.

1011. La grâce accordée au condamné, laissant subsister la condamnation, n'anéantit pas rétroactivement les effets que celle-ci a produits soit par suite de la mise à exécution de la peine, si elle a besoin d'être matériellement exécutée, soit par la seule puissance de la loi, si elle consiste dans la privation de certains droits politiques et civils. Nous parlerons plus loin de la remise des incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations (n° 1014). Pour ce qui concerne les peines qui supposent une exécution matérielle, l'impossibilité de faire rétroagir l'acte de grâce est évidente, lorsqu'il s'agit de peines emportant privation ou restriction de la liberté. Quant à la peine de mort, il est toujours sursi à l'exécution par ordre du ministre de la justice jusqu'à la décision du roi. Il ne peut donc être question que de la remise ou de la réduction des peines pécuniaires.

1012. Le coupable condamné à l'amende se pourvoit en grâce. Le pourvoi n'ayant pas d'effet suspensif, le receveur de l'enregistrement contraint le condamné à payer l'amende. Après le paiement, un arrêté royal remet ou réduit celle-ci. Le condamné qui a acquitté une dette résultant du jugement que l'arrêté de grâce est impuissant à infirmer, ne peut demander la restitution de la somme comme payée indûment. Cet arrêté n'a donc pas d'effet rétroactif; il n'anéantit point la dette. Mais la somme ayant été versée au Trésor, l'arrêté de grâce qui survient, déclare implicitement que cette somme, dûment payée, sera restituée au condamné; car autrement, la décision royale serait illusoire. D'ailleurs, le gouvernement a dû savoir qu'au moment où il accordait la remise ou une réduction de l'amende, celle-ci était déjà

payée, et dès que la demande en grâce lui était parvenue, il aurait dû enjoindre au receveur de l'enregistrement de suspendre la poursuite en recouvrement de l'amende⁽¹⁵⁾. Le condamné est donc en droit, en vertu de la libéralité royale, de réclamer la restitution totale ou partielle de la somme qu'il a payée pour acquitter une dette; à moins que le délai fixé par les lois financières pour les réclamations à la charge du Trésor ne soit expiré⁽¹⁶⁾.

§ VII. De la réhabilitation des condamnés.

1013. La réhabilitation (*in integrum restitutio damnatorum*) est l'acte du pouvoir social, qui fait cesser, dans la personne du condamné, les incapacités prononcées par les juges ou attachées par la loi à certaines condamnations. On verra dans un instant que la réhabilitation, telle qu'elle est réglée par nos lois, n'a point pour effet de réintégrer le condamné dans tous les droits que lui a fait perdre la con-

(15) A la vérité, le ministre des finances peut n'avoir pas été informé du pourvoi en grâce, et le ministre de la justice peut, au moment où il soumet l'arrêté de grâce à la signature royale, ignorer le paiement de l'amende. Mais le pouvoir exécutif, dont ils sont les agents, étant indivisible, est censé avoir connu l'une et l'autre circonstance. Ces considérations de fait ne peuvent donc exercer aucune influence sur la solution de la question de droit.

(16) Conformément à une décision du ministre des finances, lorsque des amendes prononcées par les cours et tribunaux sont acquittées par des prévenus condamnés qui ont exercé un recours en grâce sur lequel il n'a pas encore été statué, la remise ou la réduction de l'amende ne peut produire d'effet, si les intéressés n'ont pas fait insérer dans la quittance la réserve expresse du bénéfice des recours en grâce. Mais, si l'amende a été payée sans réserve par une personne condamnée qui ignorait la décision ministérielle, cette décision peut-elle détruire l'effet d'un arrêté royal, contresigné par le ministre de la justice et accordant la remise ou une réduction de l'amende? Poser la question, c'est la résoudre. Ensuite, ne pouvait-on pas prévenir toute difficulté d'une manière bien simple, en ordonnant aux receveurs de l'enregistrement de demander aux condamnés s'ils ont exercé un recours en grâce, et, en cas d'affirmation, d'insérer d'office la réserve dans la quittance?

damnation. Le droit de réhabilitation ne peut être contesté au pouvoir social. En effet, si les condamnés libérés de leur peine perdaient les droits que la condamnation leur enlève, sans espoir aucun de pouvoir les recouvrer par une conduite irréprochable et longtemps éprouvée, la loi mettrait elle-même obstacle à leur régénération morale.

1014. Le Code pénal réserve au roi le pouvoir de réhabiliter les condamnés en vertu du droit de grâce⁽¹⁷⁾. La réhabilitation n'étant qu'une émanation de ce droit, n'est soumise à aucune condition ni formalité; elle dépend de la seule clémence du chef de l'État, elle n'est qu'une faveur à laquelle le condamné n'a aucun droit. En usant de sa prérogative, le roi peut réhabiliter tout condamné, même le condamné pour récidive ou pour banqueroute frauduleuse⁽¹⁸⁾; il peut le réhabiliter quand il le juge convenable, soit en même temps qu'il lui accorde la remise ou une commutation de la peine principale, soit après que le condamné a subi sa peine. Il convient cependant que, si celle-ci n'a pas été complètement remise, le condamné ne soit réhabilité que lorsqu'il l'a subie et que, par sa conduite régulière, il s'est rendu digne de la faveur qu'il sollicite. Au reste, la réhabilitation n'a point d'effet rétroactif, elle ne fait cesser que pour l'avenir les incapacités qui frappent le condamné⁽¹⁹⁾. Mais l'arrêté royal qui l'accorde, produit ses effets à compter de sa date, alors même que l'impétrant n'a pas encore payé les

(17) Art. 87 C. p. Cet article abroge les dispositions du Code d'instr. crim. relatives à la réhabilitation des condamnés (art. 619 à 634).

(18) La disposition de l'art. 591 de la loi du 18 avril 1851, sur les faillites et banqueroutes (art. 612 C. com.), ne concerne que la réhabilitation commerciale, prononcée par les cours d'appel.

(19) Ce principe est formellement reconnu, en ce qui concerne les pensions civiles et ecclésiastiques, par la loi du 21 juillet 1844, art. 49 § 1^{er}, et par les arrêtés royaux du 29 décembre 1844, art. 58 (33). Voir le n° 802, note 4.

dommages-intérêts et les frais auxquels il a pu être condamné⁽²⁰⁾.

1015. En vertu de la prérogative que lui accorde la Constitution (art. 75) de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, le roi a incontestablement le pouvoir de restituer au condamné tout ou partie des droits que lui a enlevés l'interdiction portée par l'arrêt ou le jugement de condamnation. Le Code pénal comprend même dans la prérogative royale de faire grâce aux condamnés, le droit de remettre les incapacités qui ne sont pas prononcées par les juges, mais que la loi attache à certaines condamnations⁽²¹⁾. Cependant, la réhabilitation ne s'applique pas à toutes les incapacités de cette nature. D'abord, le roi ne peut, en vertu du droit de grâce, remettre l'interdiction légale; il ne le pourrait qu'indirectement, en remettant la peine principale, ou en la commuant en une autre peine qui n'emporte pas cette interdiction⁽²²⁾. D'ailleurs, celle-ci vient à cesser de plein droit, dès que le condamné a subi la peine à laquelle l'interdiction légale est attachée. Ensuite, la réhabilitation ne s'étend pas aux incapacités de droit purement civil dans lesquelles sont engagés les intérêts des tiers; telles que l'indignité de succéder et la privation des droits et avantages que le Code civil accorde aux père et mère sur la personne et les biens de l'enfant⁽²³⁾.

(20) En vertu de la loi française du 3 juillet 1832, le condamné doit justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts auxquels il a pu être condamné, ou de la remise qui lui en a été faite. A défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi, ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution. Quant au banqueroutier frauduleux, il doit justifier du paiement du passif de la faillite, en capital, intérêts et frais, ou de la remise qui lui en aura été faite.

(21) Art. 31 à 34; art. 87 C. p. et supra, n° 802.

(22) Art. 89 et 90 C. p. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 579, n° 3.

(23) Art. 727 C. civ. Art. 578 et 582 C. p. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 363, n° 4; p. 418, n° 12 in fine.

CHAPITRE IV.

DE LA PRESCRIPTION DES PEINES.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA PRESCRIPTION DES PEINES EN GÉNÉRAL.

§ I. *Notion et fondement de la prescription des peines.*

1016. La loi établit, en matière répressive, deux sortes de prescriptions, dont l'une s'applique à l'action qui résulte de l'infraction, l'autre aux peines prononcées par les juges. Le laps de temps a pour effet d'éteindre, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale (Loi du 17 avril 1878), l'action publique à laquelle le délit a donné naissance et qui n'a pas été exercée dans le délai légal. Pareillement, les peines portées par les arrêts ou jugements s'éteignent, suivant les dispositions du Code pénal, lorsqu'elles sont restées sans exécution pendant le temps requis. La prescription, en matière de répression, est donc le moyen de se libérer des conséquences pénales d'une infraction par l'effet du temps fixé et sous les conditions déterminées par la loi⁽¹⁾. Le présent chapitre a pour objet la prescription des peines. Nous expliquerons, dans le quatrième livre, les principes qui régissent la prescription de l'action publique, résultant d'un crime, d'un délit ou d'une contravention⁽²⁾.

(1) La prescription de l'action civile résultant d'une infraction, et la prescription des condamnations civiles prononcées par les tribunaux de répression, sont des prescriptions civiles, bien que l'une et l'autre concernent un délit, et que la première soit réglée par les mêmes principes que la prescription de l'action publique. Nous traiterons de la prescription des condamnations civiles dans le présent chapitre, et de la prescription de l'action civile dans le quatrième livre.

(2) Chez les Romains, la prescription extinctive qui ne concernait primitivement que les *actiones*, fut successivement étendue aux *accusationes*. Ce changement s'opéra sous les premiers empereurs; car, du temps de la république, la prescription des accusations était encore inconnue. Cicero, *pro Rabirio*, cap. 9. Cependant quelques crimes étaient imprescriptibles. L. 10 D. ad L. Pomp. de parrie. (48, 9). L. 19 § 1 D. ad L. Corn. de fals. (48, 10).

1017. La prescription des peines, comme la prescription des poursuites, repose sur le même principe qui sert de base au droit de punir exercé par la Société. Pour être légitime, la peine sociale doit être nécessaire au maintien de l'ordre public et utile par les effets qu'elle produit. Ces deux conditions ne se rencontrent point dans les pénalités appliquées après un certain laps de temps. En effet, la Société n'a plus d'intérêt à réprimer des infractions dont le souvenir s'est effacé. Ensuite, loin de produire sur les esprits l'effet salutaire de l'intimidation par l'exemple, et de faire naître cette satisfaction morale qu'éprouve la conscience publique, toutes les fois que le châtement retombe avec mesure sur le coupable, l'exécution tardive de la peine provoquerait des sentiments tout opposés. Comme le souvenir du fait et le besoin de la répression se conservent plus longtemps à l'égard des grands crimes, qu'à l'égard des délits inférieurs, le temps de la prescription doit être plus ou moins long, suivant le plus ou moins de gravité des infractions. D'un autre côté, les poursuites intentées et la condamnation prononcée ayant pour effet de prolonger le souvenir du fait qui y a donné lieu, les délais de la prescription des peines doivent être plus longs que ceux de la prescription de l'action publique.

§ II. *Des peines auxquelles s'applique la prescription.*
Règles générales.

1018. La prescription a pour objet les peines proprement dites. Les dispositions du Code pénal qui la régissent, ne sont

L. 4 C. de apost. (1, 7). Mais la prescription des peines est étrangère au droit romain. Les peines publiques sont imprescriptibles. Quant aux peines privées portées contre les *privata delicta*, l'exécution de la condamnation doit être poursuivie par la *judicati actio* que le demandeur victorieux exerce contre le défendeur qui a succombé. Cette action est susceptible de prescription; mais celle-ci s'applique à l'action, plutôt qu'à la peine.

donc pas applicables aux condamnations disciplinaires; sans en excepter celles qui portent l'emprisonnement ou l'amende; car ces pénalités infligées par voie de discipline cessent d'être des peines dans le sens du droit criminel, et les dispositions du Code pénal, comme celles du Code d'instruction criminelle, ne s'appliquent qu'aux pénalités qui ont ce caractère (nos 261 et 262). Mais toutes les peines proprement dites ne sont pas prescriptibles. Puisque les peines se prescrivent par la raison qu'elles n'ont pas reçu leur exécution pendant le temps fixé par la loi, il est évident que la prescription suppose des peines qui ont besoin d'être exécutées, qui n'existent que lorsqu'un fait matériel leur a donné naissance.

1019. Les pénalités qui produisent leurs effets indépendamment de tout acte extérieur, par la seule puissance de la loi, dès que la condamnation est devenue irrévocable, ne sont pas susceptibles de prescription. Telles sont les peines qui consistent dans la privation de certains droits, dans des incapacités juridiques, prononcées par les juges ou attachées à certaines condamnations par la loi. Il peut arriver, sans doute, que, dans une localité où la condamnation était restée inconnue, le condamné ait continué d'exercer les droits qu'elle lui avait enlevés; mais puisqu'il en a été judiciairement privé, ne fût-ce que pour un certain temps, il s'agit pour lui non de conserver, mais de recouvrer ces droits, et il ne peut les recouvrer que par l'expiration du terme pour lequel l'interdiction a été prononcée, ou par un acte de réhabilitation; l'état et la capacité des personnes ne pouvant s'acquérir ni se perdre par prescription, laquelle, d'ailleurs, est libératoire et non pas acquisitive en matière de répression. Pour ce qui concerne spécialement l'interdiction légale, cette pénalité accessoire étant attachée à la durée de la peine principale, la prescription de celle-ci a pour effet

d'éteindre celle-là, sauf l'interdiction légale en cas de condamnation à mort⁽³⁾.

§ III. De quelques peines prescriptibles en particulier.

1020. La prescription s'applique à toutes les peines proprement dites qui ont besoin d'être exécutées; par conséquent aussi aux peines de la mise sous la surveillance de la police, de l'amende et de la confiscation spéciale, qui se prescrivent, conformément aux dispositions du Code pénal, par un laps de temps plus ou moins long, suivant qu'elles ont été prononcées pour crimes, délits ou contraventions⁽⁴⁾. La prescription réglée par le Code s'étend même aux peines prononcées en vertu de lois ou de règlements particuliers (art. 100 C. p.).

1021. La peine de surveillance ne produit ses effets que par son exécution matérielle (n° 940). Tant que les mesures de précaution ordonnées par la loi n'ont pas été prises à l'égard du condamné, celui-ci est libre d'aller et de résider où il veut; et si cet état de choses s'est prolongé pendant vingt ans ou pendant cinq ou dix ans, selon que le renvoi a été prononcé pour crime ou pour délit, la peine est prescrite. La prescription de la peine principale n'entraîne pas la prescription de la peine de surveillance, puisque celle-ci ne peut recevoir son exécution et produire ses effets qu'après que le condamné a subi ou prescrit la première de ces deux peines⁽⁵⁾. C'est par le même motif que cette pénalité accessoire se prescrit, non pas à compter de la date de l'arrêt ou du juge-

(3) Art. 20. C. p. et supra, n° 808, II.

(4) « Les peines de la mise sous la surveillance spéciale de la police, de l'amende et de la confiscation spéciale se prescrivent dans les délais fixés par les articles précédents, selon qu'elles seront prononcées pour crimes, délits ou contraventions. » Art. 94 C. p.

(5) Art. 97 C. p. Les deux peines devant être exécutées successivement, il est clair qu'elles ne peuvent se prescrire en même temps.

ment de condamnation, mais à partir du jour où elle peut légalement être exécutée. Mais dès qu'elle a reçu son exécution, la peine de surveillance devient imprescriptible, nonobstant la suspension des mesures que le gouvernement est autorisé à prendre.

1022. L'amende pénale, bien qu'elle constitue une dette, n'en conserve pas moins son caractère de peine, et se prescrit, qu'elle ait été prononcée par un tribunal de répression ou par toute autre juridiction, dans les cas ordinaires ou en matière fiscale (nos 767, 768), et alors même qu'elle est due par les héritiers du condamné ou par la personne civilement responsable de l'infraction, si, dans les délais fixés par le Code pénal, la condamnation n'a pas été exécutée sur les biens du débiteur. La prescription de l'amende n'est interrompue que par des actes d'exécution sur les biens, par une saisie mobilière ou immobilière. La signification d'un commandement n'a pas cet effet. L'emprisonnement subsidiaire étant destiné, en cas de non-paiement, à remplacer l'amende, empêche la prescription de celle-ci, lorsqu'il a été requis, et il peut l'être, tant que l'amende reste due. Cet emprisonnement ne peut donc se prescrire qu'avec l'amende même.

1023. La confiscation spéciale qui est une mesure d'ordre public, est imprescriptible (n° 792 III). La confiscation répressive, au contraire, soit qu'elle ait un caractère exclusivement pénal, soit qu'elle constitue à la fois une peine et une réparation civile, s'éteint par la prescription, conformément aux dispositions du Code pénal, lorsque, dans les délais déterminés par ce Code, la saisie réelle des choses dont la confiscation a été prononcée, n'a pas été effectuée. D'après la rigueur des principes, le droit de revendiquer les objets auxquels s'applique la confiscation et dont la propriété a été acquise à l'État par le jugement de condamnation, devrait se prescrire conformément aux règles

du Code civil; mais le Code pénal déroge aux principes (n° 786).

1024. La prescription réglée par le Code pénal ordinaire s'applique aux peines édictées soit par ce Code, soit par des lois ou des règlements particuliers, et même aux peines militaires qui, sous le régime de la législation antérieure, étaient imprescriptibles⁽⁶⁾. En effet, le Code pénal militaire de 1870 distinguant les peines criminelles et correctionnelles (art. 1^{er}), distinction étrangère au Code antérieur, déclare les dispositions du premier livre du Code pénal ordinaire auxquelles il n'a pas dérogé, applicables aux infractions militaires (art. 58). En conséquence, toutes les peines établies par le nouveau Code pénal pour l'armée se prescrivent conformément aux règles du droit commun, à l'exception de la dégradation militaire et de la destitution, qui n'ont pas besoin d'être matériellement exécutées pour produire leurs effets⁽⁷⁾.

§ IV. Caractère et effets de la prescription des peines.

1025. La prescription des peines est d'ordre public. Ce principe est fécond en conséquences. D'abord, le condamné ne peut renoncer à la prescription qui lui est acquise de plein droit, à son insu et malgré lui; il ne peut donc demander, en cas de condamnation par contumace, d'être jugé de

(6) Sous l'empire du Code pénal militaire de 1815, qui gardait le silence sur la prescription des peines militaires, ces peines échappaient à la prescription, par la double raison que, aux termes de l'art. 5 du Code pénal ordinaire de 1867, les dispositions de ce Code n'étaient pas applicables aux infractions militaires, et que le premier de ces deux Codes n'adoptait pas la classification des peines établie par le second et déterminant les délais de la prescription.

(7) La mise à exécution de la dégradation militaire n'est qu'une aggravation de celle-ci, qui produit ses effets de plein droit, dès que la condamnation est devenue irrévocable. Le Code pénal militaire garde le silence sur la mise à exécution de cette peine.

nouveau (8). Ensuite, la prescription acquise doit être suppléée d'office, soit par les magistrats chargés de faire exécuter les condamnations contradictoires ou par défaut (n° 942), soit par les juges dans le cas où le condamné par contumace est arrêté ou se représente. Enfin, en cas de contestation, elle peut être opposée en tout état de cause, même devant la cour de cassation.

1026. La prescription éteint la peine qui n'a pas été exécutée dans le délai légal; mais elle laisse subsister la condamnation, et avec celle-ci tous les effets qu'elle produit indépendamment de la peine prescrite. Il résulte de là que la prescription de la peine principale n'anéantit ni la mise du condamné sous la surveillance spéciale de la police (n° 1021), ni les incapacités prononcées par les juges ou attachées à la condamnation par la loi même; à l'exception toutefois de l'interdiction légale, qui est limitée à la durée de la peine qu'elle accompagne. Par suite du même principe, le condamné est coupable de récidive, si, après avoir prescrit sa peine, il commet une nouvelle infraction.

§ V. *De la prescription des condamnations civiles, prononcées par les tribunaux de répression.*

1027. Les dispositions du Code pénal ne règlent que la prescription des peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle et de police (9). Les condamnations civiles, prononcées par les tribunaux de répression, se prescrivent d'après les règles du droit civil, par trente ans, à compter du jour où elles sont devenues irrévocables. Toutefois, ces condamnations se prescrivent à compter de la date de l'arrêt, si elles ont été prononcées par

(8) Aux termes de l'art. 641 C. cr., le condamné dont la peine est prescrite, ne peut être admis en aucun cas à se présenter pour purger sa contumace.

(9) Art. 91 à 98 C. p., abrogeant les art. 658, 656 et 659 C. cr.

contumace (10). En règle générale, la prescription des condamnations commence à courir, lorsqu'elles peuvent être exécutées. Or, les condamnations civiles, prononcées par contumace, sont immédiatement exécutoires. En effet, le recours en cassation contre la condamnation par contumace n'étant ouvert qu'au ministère public et à la partie civile, rien n'empêche cette partie, qui ne s'est point pourvue, de faire exécuter la condamnation en ce qui la concerne. A la vérité, tout arrêt de contumace est provisoire; la représentation volontaire ou forcée du condamné l'anéantit de plein droit, et il ne devient irrévocable que lorsque le condamné a prescrit sa peine. Mais, si l'exécution des condamnations pénales est suspendue, il n'en est pas ainsi à l'égard des condamnations civiles. Quant à ces dernières, l'arrêt de contumace doit être considéré comme un jugement rendu sous une condition résolutoire, celle de la représentation du condamné dans le délai déterminé; et, comme tout acte formé sous une pareille condition, il doit recevoir son exécution en attendant l'événement de la condition. Les condamnations civiles, prononcées par contumace, se prescrivent donc, comme les condamnations pénales, à compter de la date de l'arrêt. D'ailleurs, il serait peu rationnel de ne faire courir la prescription des condamnations civiles que du jour où la prescription de la peine serait acquise au condamné, ce qui porterait le délai de la première à cinquante ans.

1028. Les condamnations aux frais, prononcées au profit de l'État, ne se prescrivent non plus que par trente ans; car, bien que ces condamnations soient un accessoire nécessaire de la peine et qu'elles soient prononcées sur la réquisition

(10) « Les condamnations civiles, prononcées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, se prescrivent d'après les règles du droit civil, à compter du jour où elles seront devenues irrévocables. — Toutefois, ces condamnations se prescrivent à compter de la date de l'arrêt, si elles ont été prononcées par contumace. » Art. 99 C. p.

du ministère public, elles ont cependant un caractère purement civil⁽¹⁾.

SECTION II.

DU TEMPS ET DU POINT DE DÉPART DE LA PRESCRIPTION DES PEINES.

§ I. *Du temps de la prescription.*

1029. Le temps de la prescription est différent suivant le genre de la peine qui en fait l'objet. Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; les peines correctionnelles par cinq ans ou dix ans ; les peines de police par une année. La durée de la prescription dépend uniquement de la peine prononcée par la cour ou le tribunal qui a statué sur l'infraction. Ainsi, lorsque le fait étant dépouillé, par les débats, du caractère de crime que lui avait donné l'acte d'accusation, la cour d'assises a condamné l'accusé à une peine correctionnelle, celle-ci ne se prescrit pas moins par cinq ans ou par dix ans ; tout comme la peine de police est prescrite après une année, lors même qu'elle a été prononcée par un tribunal correctionnel. Pareillement, si l'individu accusé de meurtre n'a encouru, à raison d'une excuse, qu'une condamnation à la peine d'emprisonnement, cette peine est prescrite après l'expiration des délais fixés pour la prescription des peines correctionnelles, bien que, dans les cas ordinaires, le meurtre soit puni des travaux forcés à perpétuité. Dans l'une et l'autre hypothèse, l'application de la règle générale souffre d'autant moins de difficulté, que la cour ou le tribunal n'a prononcé que la peine portée par la loi.

1030. Le juge qui admet des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé ou du prévenu, applique une peine autre que celle qui est attachée à cette infraction par la loi ;

(1) Loi du 7 septembre 1807. Cass. de Fr. 23 janvier 1828. En sens contraire, arr. de la cour de Liège, jugeant en cassation, 17 janvier 1822.

et si, à raison de ces circonstances, il a substitué à la peine criminelle, édictée par la loi, une peine correctionnelle, ou s'il a commué celle-ci en une pénalité de police, on doit avoir égard, pour déterminer le temps de la prescription, non pas à la peine qui est établie par la loi et qui imprime à l'infraction le caractère d'un crime ou d'un délit, mais à la peine portée par le jugement ou l'arrêt de condamnation. Ainsi, dans ces cas, la prescription s'accomplira après cinq ans ou dix ans ou après une année, bien que le fait soit puni par la loi d'une peine criminelle ou d'une peine correctionnelle. Ce système est rationnel. Il est évident, en effet, que le législateur a voulu fixer le délai de la prescription d'après la gravité du fait, car on conserve plus longtemps le souvenir d'une infraction grave, que d'une offense légère. Or, la gravité du fait se révèle par la peine que le juge applique en connaissance de cause. D'ailleurs, la justice commande qu'en ce qui concerne la prescription, l'auteur d'un délit ou d'une contravention soit traité moins sévèrement que l'auteur d'un crime ou d'un délit. Or, l'accusé ou le prévenu en faveur duquel des circonstances atténuantes ont été déclarées, n'est pas plus coupable que s'il n'avait commis qu'un délit ou qu'une contravention.

1031. La prescription se compte par jours, c'est-à-dire date par date, et non par heures. Il ne suffit pas que le dernier jour soit commencé ; il faut qu'il soit accompli. Le jour fixé par la loi comme point de départ de la prescription (*dies a quo*) est compris dans le délai de celle-ci. Ce n'est point parce que le Code se sert des expressions : *à compter de la date* ou *à compter du jour* ; car la loi attache quelquefois à ces locutions un sens exclusif⁽¹⁾. Ce n'est pas non plus parce que, dans le doute, il faut interpréter la loi en faveur du con-

(1) Comme dans les art. 135, 205, 425 C. cr.

damné; car la prescription a été introduite par des motifs d'ordre public. La raison en est que la prescription de la peine serait suspendue pendant le jour où le jugement de condamnation a été rendu, si elle ne devait commencer que le lendemain de ce jour. Or, la prescription des peines n'est pas susceptible de suspension. En vain objecterait-on que la prescription se comptant par jours et non par heures, le *dies a quo* devrait entrer dans le terme pour la totalité; de sorte que la prescription commencerait avant le jugement. En statuant que la prescription se compte par jours, et non par heures, la loi déclare que le jour à partir duquel la prescription commence à courir, n'admet pas de fractions, qu'il est indivisible; ce jour ne forme donc qu'un seul et même moment. La règle que nous venons d'énoncer, s'applique aussi au jour de l'évasion du condamné, lorsque ce jour forme le point de départ de la prescription. Notre doctrine est implicitement consacrée par la loi qui règle la prescription de l'action publique et de l'action civile résultant d'un crime, d'un délit ou d'une contravention^(1bis).

§ II. De la prescription des peines criminelles.

1032. Les peines criminelles se prescrivent par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugements⁽²⁾. Par *arrêts* le Code pénal entend les condamnations prononcées, contradictoirement ou par contumace, par les cours d'assises⁽³⁾. Le mot *jugements* est appliqué par le Code aux

(1bis) « Le jour où l'infraction a été commise est compris dans le délai de la prescription. » Art. 24 de la loi du 17 avril 1878.

(2) « Les peines criminelles se prescrivent par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugements qui les prononcent. » Art. 91 C. p. La disposition de cet article, qui fixe le point de départ de la prescription des peines criminelles, ne s'applique pas à la prescription de la peine de surveillance. Voir le n° 1021.

(3) A la vérité, les art. 472, 473 et 374 C. cr. qualifient de *jugements* les arrêts rendus par contumace; mais la terminologie du Code d'instr. crim.

condamnations prononcées par les conseils de guerre⁽⁴⁾. A la vérité, les arrêts des cours d'assises sont en dernier ressort, tandis que les jugements des conseils de guerre provinciaux sont sujets à appel⁽⁵⁾. Néanmoins les peines criminelles se prescrivent à compter de la date des jugements prononcés par ces conseils, non seulement quand ils n'ont pas été attaqués par la voie de l'appel, mais encore dans le cas où, frappés d'appel, ils sont confirmés. Que si la cour militaire, saisie de l'appel, a infirmé le jugement, en condamnant le coupable soit à une peine criminelle plus ou moins forte que la première, soit à une peine correctionnelle, ce jugement n'existant plus, la prescription doit nécessairement avoir pour point de départ la date de l'arrêt rendu par la cour militaire⁽⁶⁾.

1033. Le condamné à mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, qui a prescrit sa peine, est de plein droit sous la surveillance spéciale de la police pendant un terme de vingt ans, à compter du jour de la prescription accomplie⁽⁷⁾. Puisque la mise sous la surveillance de la police ne peut être prononcée contre un condamné à la peine de mort ou à une peine perpétuelle, il faut qu'il soit placé, après avoir prescrit sa peine, sous cette surveillance par la loi même; car s'il en était autrement, ce condamné jouirait

n'est pas uniforme en cette matière. C'est ainsi que, dans l'art. 471, il parle de l'arrêt rendu par contumace; tandis que, dans l'art. 474 § 2, il désigne par le mot *jugement* l'arrêt contradictoire de la cour d'assises.

(4) La signification ci-dessus indiquée des mots *arrêts* et *jugements* dont se sert l'art. 91 C. p., est fixée par les documents parlementaires. *Législat. crim. de la Belg.*, t. 1^{er}, p. 354, n° 15; p. 420, n° 15 in fine.

(5) Art. 222 et suiv. C. proc. milit.

(6) Dans ces deux hypothèses non prévues par le Code, on est forcé de suivre la règle établie par l'art. 93 C. p.

(7) « Tout condamné à mort, aux travaux forcés ou à la détention à perpétuité, qui a prescrit sa peine, sera de plein droit sous la surveillance spéciale de la police pendant un terme de vingt ans. » Art. 98 C. p.

de toute sa liberté après avoir prescrit sa peine ; tandis que l'individu condamné à une peine temporaire et à la surveillance se trouvait encore sous le poids de celle-ci après avoir prescrit celle-là.

1034. Les peines criminelles se prescrivent à compter de la date des arrêts ou jugements, qu'ils aient été rendus contradictoirement ou par contumace. En principe, la prescription des peines criminelles suppose, comme la prescription de toute peine, une condamnation irrévocable. La peine se prescrit, en effet, parce qu'elle n'a pas été exécutée dans le temps voulu. Pour que la prescription de la peine puisse courir, il faut donc que l'arrêt de condamnation soit exécutoire. Or, il n'est susceptible d'exécution qu'après avoir acquis force de chose jugée. Tant qu'il n'a pas ce caractère, l'arrêt n'est qu'un acte d'instruction qui laisse subsister l'action publique et qui a seulement pour effet d'interrompre la prescription de celle-ci. Ce n'est donc pas la prescription de la peine qui commence à courir ; c'est la prescription de l'action publique, qui reprend son cours à compter de la date de cet arrêt, et qui s'accomplit par dix ans. Cependant, en matière criminelle, la loi déroge au principe quand il s'agit de condamnation par contumace ; elle ne le maintient que dans le cas de condamnation contradictoire. Dès que celle-ci est devenue irrévocable, l'action publique est éteinte, et la prescription de la peine qui n'est pas exécutée commence à courir en remontant au jour de l'arrêt. On ne doit donc pas décompter au condamné qui invoque la prescription de la peine, le délai que la loi accorde pour le pourvoi en cassation, ni le temps qu'a duré ce pourvoi.

§ III. De la prescription des peines prononcées par contumace.

1035. La condamnation par contumace, quoique provisoire, a pour effet d'arrêter la prescription de l'action publique et de faire courir la prescription de la peine. Il suit de là que le contumax qui est arrêté ou qui se représente en temps utile, ne peut invoquer la prescription de l'action publique, si dix ans se sont écoulés depuis l'ordonnance de se représenter jusqu'au jour de sa représentation volontaire ou forcée. Cela n'est pas conforme aux principes. D'abord, la prescription de la peine ne peut courir, tant que la condamnation n'est pas devenue irrévocable. Ensuite, l'arrêt étant anéanti, n'a pu avoir pour effet d'arrêter la prescription de l'action publique. L'accomplissement de cette prescription devrait donc mettre obstacle au second jugement. Mais le législateur doit déroger, à l'égard de la contumace, des mesures rigoureuses et exceptionnelles, pour contraindre les accusés à se soumettre à l'action de la justice et pour les empêcher de trouver, dans leur désobéissance à la loi, le moyen d'améliorer leur position. En effet, si les règles du droit commun étaient applicables en cette matière, le contumax échapperait aux conséquences de son crime par une absence de dix ans ; tandis que l'individu condamné contradictoirement à une peine criminelle aurait besoin de vingt ans pour la prescrire, en cas qu'il parvint à s'évader après sa condamnation.

1036. Dès que la peine est prescrite, l'arrêt de contumace devient irrévocable ; de sorte que le condamné n'est plus admis à se présenter pour purger la contumace⁽⁸⁾. L'irrévo-

(8) Art. 641 C. cr. Remarquez que c'est par inadvertance que, dans cet article, le législateur parle des condamnés par défaut. En effet, ce sont seulement les condamnés par contumace que la loi admet à purger la

cabilité de la condamnation est une conséquence naturelle de la prescription de la peine. On comprend, en effet, que le contumax qui se représenterait après l'expiration du terme fixé, ne pourrait être condamné à aucune peine, s'il était trouvé coupable, puisque la prescription lui est acquise, et qu'il n'a pas la faculté de renoncer à celle-ci; ni être acquitté, s'il était jugé innocent, puisque le droit d'acquitter suppose nécessairement celui de condamner, suivant l'axiome : *Qui non potest condemnare, non potest absolvere.*

1037. Lorsque, après avoir été condamné par contumace à une peine criminelle, l'accusé, jugé contradictoirement, n'est reconnu coupable que d'un *délit*, il serait sans doute équitable de le faire jouir du bénéfice de la prescription, si cinq ou dix années s'étaient écoulées depuis sa condamnation⁽⁹⁾. Mais les principes qui régissent la procédure de contumace s'y opposent. On ne pourrait, en effet, lui accorder ce bénéfice qu'en substituant fictivement une peine correctionnelle à la peine criminelle, prononcée par contumace. Or, cette fiction est juridiquement impossible. Pour pouvoir juger contradictoirement l'accusé condamné par contumace, qui, après cinq ans ou dix ans, a été arrêté ou s'est représenté volontairement, la cour d'assises doit admettre que la peine prononcée n'est pas prescrite, parce que celle-ci est une peine criminelle qui ne s'éteint que par la prescription de vingt ans. Comment la cour pourrait-elle, sans une flagrante contradiction, déclarer ensuite que ce même

contumace pendant toute la durée de la prescription. Les condamnés par défaut n'ont qu'un délai fort court pour former opposition au jugement. Art. 151, 187, 208 C. cr. Si ce délai est expiré, le jugement devient définitif et le condamné ne peut plus purger le défaut, quoique la peine ne soit pas encore prescrite.

(9) Ce bénéfice lui est reconnu par la cour de cassation de France, dont la jurisprudence est constante sur ce point. Cass. 11 janvier 1861, 4 décembre 1867, et arrêts antérieurs.

accusé n'a été condamné qu'à une peine correctionnelle, qui est prescrite après cinq ans ou dix ans; et que, par conséquent, la prescription lui est acquise?

§ IV. De la prescription des peines correctionnelles et de police.

1038. La durée de la prescription des peines correctionnelles est de cinq années; elle est de dix ans, si la peine prononcée dépasse trois années⁽¹⁰⁾. En matière correctionnelle, le délai de la prescription est uniformément fixé, par le Code français, à cinq ans⁽¹¹⁾; tandis qu'il est de vingt ans en matière criminelle. Ce dernier délai est calculé sur le maximum des peines criminelles temporaires. Le premier est aussi calculé sur le maximum de l'emprisonnement correctionnel, mais il l'est seulement sur le maximum ordinaire qui est de cinq ans. Cependant, dans les cas de récidive et de concours de plusieurs infractions, le maximum de cet emprisonnement peut s'élever à dix ans⁽¹²⁾. Ne serait-il pas étrange qu'une personne condamnée à cinq ans et même à dix ans d'emprisonnement pût s'affranchir de toute peine en passant cinq années en pays étranger; tandis que l'individu condamné à cinq ans de reclusion ne prescrirait cette peine qu'après vingt années, et qu'il faudrait une année entière, et même deux ans suivant le Code français, pour prescrire un emprisonnement de police? Pour rétablir la proportion, la durée de la prescription en matière correc-

(10) « Les peines correctionnelles se prescrivent par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort, ou à compter du jour où le jugement rendu en première instance ne pourra plus être attaqué par la voie de l'appel. — Si la peine prononcée dépasse trois années, la prescription sera de dix ans. » Art. 92 C. p.

(11) Art. 656 C. cr.

(12) Art. 56 et 60 C. p. Dans les cas prévus par les art. 75 et 76, le maximum de l'emprisonnement correctionnel peut même être porté à vingt ans.

tionnelle devait donc être prolongée. Toutefois, il eût été trop rigoureux d'exiger une prescription de dix ans pour toutes les peines correctionnelles. La loi se borne à fixer ce délai pour la prescription des peines qui dépassent trois années. Quoique, en consacrant cette innovation, le législateur ait eu principalement en vue la peine d'emprisonnement, cependant la disposition dont il s'agit, s'applique aussi à la prescription de la peine qui a pour objet le renvoi du condamné sous la surveillance spéciale de la police et dont le minimum est de cinq ans, à moins qu'il n'ait été abaissé par suite de l'admission de circonstances atténuantes (15).

1039. Le point de départ des délais fixés pour la prescription des peines correctionnelles est la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort (14); de sorte que l'on ne décompte pas non plus ici au condamné qui invoque la prescription de la peine, le délai accordé pour le pourvoi en cassation, ni la durée du pourvoi. Que si le jugement de condamnation a été rendu en première instance, la prescription commence à courir du jour où le jugement ne peut

(15) Art. 85 § 4 C. p. Ainsi, le coupable condamné en matière correctionnelle, à cette pénalité accessoire pour un terme de plus de trois ans, ne la prescrit que par dix années révolues. D'abord, la disposition de l'art. 92 § 2 C. p. est conçue en termes généraux. Ensuite, l'art. 94 déclare que la peine de la mise sous la surveillance spéciale de la police se prescrit dans les délais fixés pour la prescription des peines criminelles et correctionnelles. D'ailleurs, s'il en était autrement, l'accusé renvoyé par l'arrêt de la cour d'assises sous la surveillance spéciale de la police pour cinq années, ne serait libéré de cette peine que par une prescription de vingt ans; tandis que le prévenu condamné correctionnellement à rester sous cette surveillance pendant dix ans, en serait affranchi par une prescription de cinq années. — Remarquez que cette pénalité accessoire n'est jamais prononcée en matière de police.

(14) En règle générale, les peines correctionnelles sont portées, en dernier ressort, par des *arrêts* de la cour d'appel, de la cour d'assises ou de la cour militaire. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'elles sont appliquées, en premier et dernier ressort, par des *jugements*, comme dans les cas prévus par les art. 34 et 80 C. cr.

plus être attaqué par la voie de l'appel (15). Mais la loi fixe deux délais différents pour appeler des jugements correctionnels. En effet, l'appel des parties doit être interjeté dix jours au plus tard après celui où le jugement a été prononcé; et, s'il a été rendu par défaut, dix jours au plus tard après celui de la signification qui en a été faite au condamné ou à son domicile, outre un jour par trois myriamètres. D'un autre côté, le ministère public près la cour qui doit connaître de l'appel, doit notifier son recours soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable du délit (16), dans les quinze jours, à compter de la prononciation du jugement (17). La prescription des peines correctionnelles, prononcées par les tribunaux de première instance, ne peut donc commencer qu'après l'expiration de ce dernier délai.

1040. Les peines de police se prescrivent par une année révolue, à compter des époques fixées pour la prescription des peines correctionnelles. D'après notre législation, qui modifie sur ce point les dispositions du Code d'instruction criminelle, les jugements rendus par les tribunaux de police peuvent, dans tous les cas, être attaqués par la voie de l'appel, qui est ouverte à la partie poursuivie, à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement, et au ministère public du tribunal qui doit connaître de l'appel, c'est-à-dire au procureur du roi. L'appel est interjeté, poursuivi et jugé dans la même forme que les appels des jugements en matière correctionnelle. L'appel doit être formé, par les parties, dans les dix jours de la prononciation du jugement, ou de la

(15) Il importe de remarquer que les points de départ de la prescription, fixés en matière correctionnelle par l'art. 92 C. p., ne concernent pas la peine du renvoi du condamné sous la surveillance spéciale de la police (n° 1021).

(16) Dans les cas, bien entendu, où la responsabilité civile s'étend aux amendes. Voir supra n° 772, note 31, et n° 775, note 45.

(17) Art. 203 C. cr. Art. 8 de la loi du 1^{er} mai 1849, dérogeant à l'art. 203 C. cr. Cass. Belg. 7 avril 1851, 24 et 31 mars 1873.

signification, s'il est par défaut; il doit être notifié par le procureur du roi à la partie prévenue ou civilement responsable dans les quinze jours, à compter de la prononciation du jugement (18).

§ V. *De la prescription des peines prononcées par défaut.*

1041. En matière correctionnelle et de police, le prévenu qui ne comparait pas, peut être condamné par défaut (19). Il s'agit alors de savoir quel est le point de départ de la prescription. I) Lorsque le jugement par défaut est rendu en première instance, la peine prononcée par ce jugement se prescrit à compter de l'expiration du délai de l'appel, qui est plus long que celui de l'opposition, mais qui prend cours en même temps que ce dernier, c'est-à-dire à partir de la signification du jugement. Quant aux peines prononcées par défaut en dernier ressort, il est évident qu'il ne peut être question de la prescription de ces peines, tant que la condamnation n'est pas devenue irrévocable. Dès qu'il y a chose jugée, la prescription commence, si la peine n'est pas exécutée; mais alors son point de départ remonte au jour du jugement ou de l'arrêt rendu en dernier ressort. II) Lorsque la partie poursuivante a laissé écouler trois ans, sans notifier un jugement correctionnel, rendu par défaut, ou lorsqu'une année s'est écoulée depuis le jugement rendu par défaut en matière de police, sans qu'il ait été notifié, les actions nées du délit ou de la contravention sont prescrites et l'auteur se trouve à l'abri de toute poursuite (20).

(18) Art. 93 C. p. Art. 5 et 7 de la loi du 1^{er} mai 1849, qui abrogent les art. 172 et 174 C. cr. Le droit d'appel n'appartient pas au ministère public près le tribunal de police.

(19) Art. 149, sqq.; art. 186, sqq.; art. 208 C. cr. Art. 5 de la loi précitée (n^o 164).

(20) Art. 638, 640 C. cr. Cass. Fr. 31 août 1827, 30 avril 1830.

§ VI. *De la rétroactivité des lois en ce qui concerne la prescription des peines. Première hypothèse.*

1042. La loi qui modifie les conditions de la prescription, et particulièrement qui en réduit ou prolonge la durée, réagit indistinctement sur les prescriptions commencées à l'époque de la mise en vigueur de la loi nouvelle. Cela est incontestable dans le cas où celle-ci abrège le délai antérieurement requis pour prescrire. Il serait contradictoire, en effet, de maintenir l'ancienne prescription sous l'empire d'une loi postérieure qui défend toute exécution de la peine après l'expiration du temps qu'elle détermine. Ainsi, l'on doit appliquer rétroactivement les dispositions du Code pénal, dont l'une réduit la durée de la prescription des peines de police, tandis que l'autre abrège les délais de la prescription des peines criminelles et correctionnelles, en ordonnant, dans le cas où le condamné, qui subissait sa peine, est parvenu à s'évader, d'imputer sur la durée de la prescription le temps pendant lequel il a subi sa peine au-delà de cinq ans ou de deux ans, suivant que celle-ci est une peine criminelle ou correctionnelle.

1043. Mais la loi nouvelle doit rétroagir alors même qu'elle prolonge la durée de la prescription établie par la loi ancienne. La prescription en matière répressive n'est pas une faveur accordée aux condamnés; elle est fondée sur des considérations de justice et d'intérêt social. Si donc ces considérations commandent au législateur de décréter une prescription plus longue, la loi qui la sanctionne, doit immédiatement et indistinctement recevoir son application; d'autant plus que le condamné n'a pas de droit acquis à la prescription réglée par la loi au moment de la condamnation. En effet, loin de lui conférer aucun droit, la sentence pénale lui impose l'obligation de subir la peine prononcée, en investissant la Société du droit de l'exécuter; et ce droit de la

Société subsiste aussi longtemps que celle-ci juge nécessaire et utile de l'exercer. En conséquence, l'on doit admettre la rétroactivité de la disposition du Code pénal qui prolonge le délai de la prescription des peines correctionnelles, lorsque la peine prononcée dépasse trois années.

§ VII. *Seconde hypothèse.*

1044. La loi qui change le genre de la peine dont la prescription a commencé, n'a point d'effet rétroactif en ce qui concerne le délai de celle-ci, quand même la loi nouvelle serait moins sévère que la loi antérieure; par exemple, si elle ne punissait plus que d'une peine correctionnelle le fait à raison duquel le coupable a été condamné à une peine criminelle qu'il était en train de prescrire. Ce principe est évident, lorsqu'il s'agit d'une condamnation contradictoire. En effet, si la loi nouvelle réagit sur les faits qui ne sont pas encore irrévocablement jugés, elle laisse subsister les condamnations prononcées conformément à la loi ancienne et passées en force de chose jugée. Ces condamnations continuent de produire leurs effets, et particulièrement celui de fixer le temps requis pour la prescription de la peine. D'ailleurs, il serait contraire à la justice et à la raison de traiter avec plus de faveur le condamné qui s'est soustrait par la fuite au châtement de son crime, que celui qui subit sa peine. Ce n'est que dans le cas où une disposition formelle de la loi étend la réduction de peine aux individus condamnés par des jugements antérieurs et devenus irrévocables, que le délai de la prescription commencée doit être abrégé conformément à cette loi.

1045. Une condamnation par contumace étant essentiellement provisoire, il semblerait que la prescription de la peine prononcée par contumace dût se régler suivant le genre de la peine attachée à l'infraction par la loi actuellement en vigueur, si celle-ci était plus favorable au condamné que la

loi sous l'empire de laquelle l'arrêt a été rendu⁽²¹⁾. Mais, en ce qui concerne la prescription, la loi assimile la condamnation par contumace à une condamnation contradictoire; d'où la conséquence que la peine prononcée par contumace doit se prescrire, comme la peine prononcée contradictoirement, d'après la loi de l'époque où la condamnation a été rendue. D'ailleurs, l'esprit du Code d'instruction criminelle qui déploie contre le contumax une sévérité tout exceptionnelle, ainsi que la justice et la raison s'opposent au système qui tendrait à rendre la condition du condamné par contumace meilleure que celle du condamné contradictoirement, et de récompenser en quelque sorte la désobéissance à la loi. Le contumax condamné pour un fait qualifié *crime* par la loi alors en vigueur, ne peut donc exciper de la prescription de cinq ans ou de dix ans, lorsqu'il se présente sous l'empire d'une loi nouvelle qui qualifie seulement de *délit* le fait à raison duquel il a été condamné.

SECTION III.

DE L'INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION DES PEINES.

§ I. *Règles générales.*

1046. Les peines prononcées se prescrivent, parce qu'elles n'ont pas été exécutées dans le temps voulu. De là deux corollaires. La prescription est nécessairement interrompue par la mise à exécution de la peine, et elle ne peut être interrompue que par des actes d'exécution. Les actes de poursuite et de procédure faits pour obtenir l'exécution de

(21) Telle est effectivement la jurisprudence de la cour de cassation de France. Arr. du 25 novembre 1850. Dans ce système, l'accusé, condamné par contumace pour un fait qualifié *crime* par la loi alors en vigueur, peut exciper de la prescription de cinq ans, lorsqu'il se présente sous l'empire d'une loi nouvelle qui qualifie le fait seulement de *délit*. La cour de cassation de Belgique, au contraire, a décidé par arr. du 13 avril 1838, que l'on doit toujours appliquer à la prescription commencée la loi sous l'empire de laquelle la condamnation par contumace a été prononcée.

la sentence pénale, n'ont point d'effet interruptif; car il ne s'agit plus de la prescription de l'action publique. Ainsi, en matière d'amendes, le cours de la prescription n'est pas arrêté par la sommation faite au condamné de payer l'amende, par l'invitation adressée, par les préposés de l'administration de l'enregistrement, au ministère public de requérir l'emprisonnement subsidiaire du condamné, ni par le réquisitoire du procureur du roi, tendant à la mise à exécution de cet emprisonnement; la prescription n'est interrompue que par une saisie mobilière ou immobilière, ou par l'emprisonnement subsidiaire. En conséquence, si les saisies opérées n'ont produit qu'une partie de l'amende et que l'emprisonnement subsidiaire n'ait pas été requis, une nouvelle prescription commence à courir pour la somme qui reste due.

1047. Pareillement, lorsqu'il s'agit de peines emportant privation de la liberté, la prescription n'est pas interrompue par de simples significations, affiches, publications, visites domiciliaires ou procès-verbaux de perquisition. Mais si, avant l'expiration du délai légal, le condamné est arrêté, la prescription est interrompue par l'arrestation, qui constitue un acte d'exécution de la peine; et si ensuite le condamné s'évade de nouveau, il ne peut utilement compter pour la prescription le temps antérieur pendant lequel il est resté en liberté. La disposition du Code pénal sur l'effet interruptif de l'arrestation du condamné doit même recevoir son application au cas de condamnation à la peine de mort, bien que l'arrestation du condamné ne constitue pas un commencement d'exécution de cette peine⁽¹⁾. Appliquons maintenant

(1) L'art. 96 C. p. porte en termes généraux : « La prescription de la peine sera interrompue par l'arrestation du condamné. » On ne peut d'autant moins restreindre cette disposition aux peines emportant privation de la liberté, que, chez nous, la peine de mort est généralement commuée; et que, d'un

à la prescription des peines emportant privation de la liberté et prononcées par les cours et tribunaux, la règle en vertu de laquelle la prescription de la peine est interrompue dès que celle-ci est mise à exécution en temps utile.

§ II. Règles particulières. Première hypothèse.

1048. Lorsque le condamné, qui subissait sa peine, est parvenu à s'évader, la prescription commence à courir du jour de l'évasion, et non du jour de l'arrêt ou du jugement; car il est impossible que le condamné prescrive sa peine en même temps qu'il la subit. Puisque la mise à exécution de la peine interrompt nécessairement la prescription, celle-ci ne peut commencer à courir que du moment où l'exécution est venue à cesser par suite de l'évasion du détenu. Toutefois, l'application rigoureuse de cette règle juridique conduirait à des conséquences parfois iniques, parfois contraires au principe sur lequel repose la prescription en matière répressive. Serait-il, en effet, conforme à l'équité que le condamné à mort ou aux travaux forcés à perpétuité, qui, pendant vingt ans, est parvenu à échapper par la fuite à l'exécution de la peine prononcée contre lui, fût, quant à la prescription, dans une position plus favorable que le condamné à une peine temporaire, qui s'évade après en avoir subi une partie? Ensuite, le principe qui sert de fondement à la prescription pénale, ne s'oppose-t-il pas à ce que le point de départ et, par suite, l'accomplissement de celle-ci soient trop reculés, de telle sorte que la peine puisse encore être exécutée alors que l'intérêt social, à cause du temps écoulé depuis le crime, ne réclame plus cette exécution⁽²⁾?

autre côté, la prescription continuerait de courir, si le condamné parvenait à s'évader de nouveau après son arrestation.

(2) Un condamné à vingt ans de travaux forcés s'évade après avoir subi dix-huit ans de captivité. Si la règle établie devait s'appliquer d'une manière

1049. Par ces motifs, la loi, tempérant la rigueur du principe, ordonne d'imputer sur la durée de la prescription le temps pendant lequel le condamné a subi sa peine au-delà de cinq ans, si c'est une peine criminelle temporaire, ou au delà de deux ans, si c'est une peine correctionnelle⁽³⁾. Dans ce système, le temps le plus long par le laps duquel la peine sera éteinte, est donc, dans le premier cas, de vingt-cinq ans; dans le second cas, de sept ans ou de douze ans, suivant que la prescription des peines correctionnelles est de cinq ans ou de dix ans, à compter de la date de l'arrêt ou du jugement de condamnation⁽⁴⁾. Quant aux condamnés à perpétuité, qui se sont évadés après avoir commencé à subir leur peine, la règle doit être appliquée dans toute sa rigueur⁽⁵⁾.

§ III. Seconde hypothèse.

1050. Lorsque, dès le principe, la sentence pénale n'a pas été exécutée, soit parce que l'accusé ou le prévenu a été

absolue, il faudrait encore vingt ans au condamné pour prescrire les deux années restantes de sa peine; de telle sorte que, après trente-sept ans, depuis sa condamnation, il pourrait encore être arrêté et retenu en prison.

(3) « Si le condamné qui subissait sa peine est parvenu à s'évader, la prescription commence à courir du jour de l'évasion. — Toutefois, dans ce cas, on imputera sur la durée de la prescription le temps pendant lequel le condamné a subi sa peine au-delà de cinq ans, si c'est une peine criminelle temporaire, ou au-delà de deux ans, si c'est une peine correctionnelle. » Art. 95 C. p.

(4) Un condamné à vingt ans de travaux forcés s'évade après avoir subi sa peine pendant une année ou pendant cinq ans. Il lui faudra vingt ans, à partir de l'évasion, pour prescrire les dix-neuf ou les quinze années de travaux forcés qui lui restaient à subir, c'est à dire vingt-cinq ans, à compter de la date de l'arrêt de condamnation. Supposons que le même condamné se soit évadé après six, quinze ou dix-neuf ans. Il lui faudra, à partir de l'évasion, dix-neuf ans pour prescrire quatorze années, dix ans pour prescrire cinq années, et six ans pour prescrire une année; c'est-à-dire, dans les trois hypothèses, vingt-cinq ans, à compter de l'arrêt. Il est facile d'établir le même calcul pour la prescription des peines correctionnelles.

(5) Art. 95 C. p. Il importe de consulter, sur l'application de l'art. 95 C. p., le rapport fait au sénat par M. le baron d'ANETHAN. *Législat. crim. de la Belg.*, Tome I^{er}, p. 421.

condamné par contumace ou par défaut, soit parce qu'il a pris la fuite après sa condamnation contradictoire et avant la mise à exécution de celle-ci (ce qui lui était facile, si on l'avait laissé en liberté), la prescription de la peine court à compter de l'arrêt ou du jugement en dernier ressort, ou à partir du jour où le jugement rendu en première instance ne peut plus être attaqué par la voie de l'appel; et si le temps requis s'est écoulé sans que l'exécution ait eu lieu, la peine est prescrite. Mais lorsque, avant l'expiration de ce terme, le condamné est arrêté, la prescription est interrompue; de sorte que, s'il parvient à s'évader de nouveau, il ne peut utilement compter pour la prescription le temps pendant lequel la condamnation est restée sans exécution. La nouvelle prescription commence à courir du jour de l'évasion. Toutefois, si le condamné arrêté et mis en prison avait subi sa peine au-delà de cinq ans ou de deux ans avant sa nouvelle évasion, on devrait lui appliquer la disposition favorable de l'art. 95 du Code pénal (n° 1049).

1051. Dans la rigueur des principes, la prescription de la peine n'est pas susceptible d'interruption dans le cas où l'accusé a été condamné par contumace. En effet, la prescription n'est interrompue que par la mise à exécution de la peine. Or, l'arrêt de contumace étant anéanti par l'arrestation du condamné, celle-ci ne peut avoir pour but de lui faire subir une peine qui est éteinte; elle n'a pour objet qu'une détention préventive qui est nécessaire pour soumettre l'accusé à des débats contradictoires. Si donc ce dernier s'évade de nouveau avant d'avoir été jugé dans la forme ordinaire, son évasion fait revivre l'arrêt de contumace⁽⁶⁾, et la prescription de la peine continue de courir à compter

(6) L'arrêt de contumace n'est annulé que parce qu'il doit être procédé contre l'accusé dans la forme ordinaire, c'est-à-dire contradictoirement. Art. 476 C. cr.

de la date de cet arrêt. Mais, nous l'avons dit, en matière de contumace, le législateur est obligé de déroger aux principes. En effet, si l'arrestation d'un individu condamné contradictoirement, qui s'était évadé après sa condamnation, interrompt la prescription de la peine, elle doit produire le même effet à l'égard du contumax, bien qu'elle ne soit pas un acte d'exécution de la peine à laquelle il a été condamné, car autrement sa condition serait plus favorable que celle du premier.

SECTION IV.

DE LA SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION DES PEINES.

§ I. La prescription des peines n'admet pas de suspension.

1052. Les peines se prescrivent, parce qu'elles n'ont pas été exécutées dans les délais déterminés par la loi. Cependant, le ministère public peut avoir été empêché, par un obstacle de fait ou de droit, de les exécuter. Les obstacles de fait qui s'opposent à l'exécution de la peine, sont la fuite du condamné et la démence dont il a été atteint après sa condamnation (1). L'exécution de celle-ci peut aussi être suspendue par des causes légales. Telles sont le sursis que le condamné a obtenu ou dont il jouit de plein droit; le principe qui s'oppose à l'exécution de la peine à laquelle le coupable a été condamné, avant sont extradition, pour un fait à raison duquel il ne pourrait pas être poursuivi et jugé après son extradition; et l'autorisation accordée au condamné de se faire traiter dans une maison de santé (2). Tel est encore et surtout le pourvoi en cassation contre l'arrêt de condamnation. La loi veut, en effet, qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence pendant le délai fixé pour le

(1) Un autre exemple d'un empêchement de fait est indiqué au n° 967, note 44.

(2) Voir les nos 948 à 950 et 1008; 964 et 967; 739, note 11.

recours en cassation et pendant tout le temps que dure le pourvoi (3).

1053. Quelle que soit la cause qui empêche l'exécution de la peine, la prescription commence et continue à courir, si et tant que la peine n'est pas exécutée. Il est incontestable que la prescription n'est pas suspendue par des obstacles de fait qui entraînent l'inaction du ministère public; elle ne l'est pas même par les causes légales qui suspendent l'exécution de la sentence pénale. Dans le système de notre législation criminelle, la prescription des peines n'est point susceptible de suspension. En déclarant que la peine se prescrit par l'expiration du temps fixé, si, dans l'intervalle, le condamné n'a pas été arrêté, le Code pénal admet bien l'interruption, mais non pas la suspension de la prescription des peines (4). Par application du principe qui repousse cette dernière en matière répressive, le Code établit que les peines prononcées en dernier ressort se prescrivent à compter de la date de l'arrêt ou du jugement de condamnation, bien que l'exécution en soit suspendue pendant le délai et pendant la durée du pourvoi en cassation (5). D'ailleurs, quoique le ministère public se trouve, par suite d'un empêchement de fait ou d'un obstacle légal, dans l'impossibilité d'exécuter la condamnation, il n'en est pas moins vrai qu'après un long espace de temps l'exécution de la peine n'est plus nécessaire au maintien de l'ordre social, ni utile par ses effets. La suspension de la prescription est donc contraire au principe fondamental de celle-ci (n° 1017).

(3) Art. 375 C. cr. La règle établie par cet article s'applique également aux pourvois en matière correctionnelle et de police.

(4) Art. 91, 92, 93, 93, combinés avec l'art. 96 C. p.

(5) Art. 91, 92 et 93 C. p. et supra les nos 1032, 1034 et 1039.

§ II. Réponse à une objection.

1054. Cependant, l'interruption a pour résultat, plus encore que la suspension, de reculer le point de départ et, par suite, l'accomplissement de la prescription. Mais la première est une conséquence nécessaire de la mise à exécution de la peine, conséquence dont le législateur peut tempérer la rigueur dans l'application, mais qu'il ne peut éviter. Puisqu'il est juridiquement impossible de subir la peine et de la prescrire, il faut bien que tout acte d'exécution ait pour résultat, non de *suspendre*, mais d'*interrompre* la prescription. En effet, la prescription est *suspendue*, lorsque celui contre lequel on veut prescrire, est légalement empêché d'exercer ses droits. Si donc la prescription de la peine était susceptible de suspension, celle-ci ne pourrait résulter que des obstacles de droit qui empêcheraient le ministère public d'exécuter la condamnation ou d'en continuer l'exécution. Mais il impliquerait contradiction de considérer comme des causes suspensives de la prescription l'arrestation et la détention du condamné.

1055. On voit que, si, dans l'intérêt du principe qui sert de base, en matière répressive, à la prescription, le législateur doit supprimer la suspension de celle-ci, il ne peut en écarter l'interruption, sauf à en adoucir les effets. Tel est le système adopté par le Code pénal qui, pour ne pas trop reculer l'accomplissement de la prescription, ordonne que, dans le cas où le condamné détenu s'est évadé, l'on impute sur la durée de la prescription le temps pendant lequel il a subi sa peine au-delà de cinq ans, si c'est une peine criminelle temporaire, ou au-delà de deux ans, si c'est une peine correctionnelle (n° 1049). Peut-être le législateur belge aurait-il pu aller plus loin dans cette voie et assimiler l'interruption de

la prescription à la suspension de celle-ci, en permettant au condamné qui, en train de prescrire sa peine, a été arrêté et qui s'est évadé de nouveau, de compter à son profit le temps pendant lequel il était resté en liberté avant son arrestation. On sait, en effet, que l'interruption de la prescription diffère de la suspension en ce que la première rend inutile le laps de temps antérieur, au lieu que la suspension arrête seulement pour un temps le cours de la prescription, sans l'empêcher de continuer ensuite.

TITRE V.

DE LA RÉPARATION CIVILE.

1056. L'infraction ne rend pas seulement le délinquant passible des peines établies par la loi, elle l'oblige aussi à réparer le dommage qu'il a causé par son fait. La réparation civile comprend, d'abord, les restitutions et les dommages-intérêts qui peuvent être dus à la partie lésée; elle comprend, ensuite, le remboursement des frais auxquels la poursuite a donné lieu. Nous traiterons en conséquence, dans le premier chapitre, des restitutions et dommages-intérêts; dans le second chapitre, des frais de justice; et dans le dernier chapitre, du recouvrement des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

CHAPITRE PREMIER.

DES RESTITUTIONS ET DOMMAGES-INTÉRÊTS.

SECTION PREMIÈRE.

DE L'OBJET DES RESTITUTIONS ET DOMMAGES-INTÉRÊTS ET DE L'ÉVALUATION DE CES DERNIERS.

§ I. Du dommage et de sa réparation.

1057. Dans l'acception générale, on entend par dommage (*damnum*) la privation ou la diminution d'un bien. Le dommage peut avoir pour objet soit des biens susceptibles d'être appréciés et payés, tels que les choses qui font partie de notre patrimoine; soit des biens inappréciables par leur nature, tels que la vie, la santé, la liberté, l'honneur, l'état

et la condition des personnes⁽¹⁾. Il est évident que la lésion d'un bien dont on ne peut déterminer le prix, n'admet point de réparation pécuniaire et ne donne, par conséquent, pas lieu à une action en dommages-intérêts; à moins qu'elle n'ait en même temps causé du préjudice à la fortune du demandeur⁽²⁾. Toutefois, le dommage *moral*, produit par l'atteinte portée à l'honneur ou à la considération d'une personne, peut recevoir une réparation *morale*, qui consiste dans la condamnation du coupable à la peine portée par la loi, dans l'impression et la publication, aux frais de ce dernier, du jugement qui le condamne. La personne qui se prétend offensée, est donc en droit de poursuivre cette réparation devant les tribunaux de répression (n° 947); mais elle ne peut réclamer des dommages-intérêts à raison d'une offense qui ne lui a fait éprouver aucun préjudice matériel⁽³⁾. Le délit peut nous avoir causé d'autres souffrances morales⁽⁴⁾; mais celles-ci n'admettent pas de réparation civile.

1058. Le dommage proprement dit est celui qu'une personne éprouve dans sa fortune⁽⁵⁾. La réparation du dommage pécuniaire consiste dans les restitutions et les dommages-intérêts. Les unes et les autres peuvent être demandés simultanément ou par action séparée. La partie lésée qui a déjà obtenu des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui a causé la privation de la chose, peut donc encore réclamer la restitution de celle-ci, et réciproquement, sans qu'on puisse lui opposer l'exception de la chose jugée.

(1) *Damnum existimationis, damnum conditionis*. L. un. C. si contra matris volunt. (3, 47). L. 50 D. ad Scutum. Trebell. (36, 1).

(2) L. 3 D. si quadrupes (9, 4). L. 1 § 3; L. 7 D. de his qui effuder. (9, 3).

(3) Cass. Belg. 26 juillet 1852.

(4) Telles que la douleur qu'il nous a causée, la terreur qu'il nous a inspirée, les goûts, les habitudes, les affections qu'il a blessés.

(5) *Damnum et damnatio ab ademptione et quasi diminutione patrimonii dicta sunt*. L. 3 D. de damno infecto. (39, 2). *Damnum pecuniarium*. L. 3 § 3 in. f. D. de his qui effuder. (9, 3).

L'action en réparation du dommage pécuniaire, causé par l'infraction peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentants ; car l'obligation de réparer ce dommage résulte du délit même (6).

§ II. Des restitutions.

1059. Par restitution l'on entend, en général, le rétablissement de l'état des choses antérieur au délit. La restitution prise dans ce sens comprend I) la restitution proprement dite, qui a pour objet les choses mobilières, enlevées, détournées ou obtenues par un fait illicite et retrouvées en nature (7) ; le terrain usurpé à l'aide d'une suppression de clôtures ou de bornes, et le redressement des usurpations et des empiètements sur la voie publique (8). II) Le rétablissement des lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des plantations, constructions ou autres ouvrages exécutés en contravention à une loi ou à un règlement (9). III) L'annulation des actes surpris ou extorqués à l'aide d'un crime ou d'un délit (10), ainsi que des conventions par lesquelles le failli s'est frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait point (11). IV) La suppression ou la réformation des actes

(6) Art. 1382 C. civ. Art. 2 C. cr. Pr. J. de oblig. ex delicto (4, 1).

(7) Art. 366 §§ 2 et 3, art. 474 C. cr.

(8) Art. 546 C. p. Art. 33 de la loi du 1^{er} avril 1841 (voir la note suivante).

(9) Loi du 1^{er} avril 1841, sur les chemins vicinaux (art. 33). Loi du 13 avril 1843, sur la police des chemins de fer (art. 4). Loi du 1^{er} février 1844, sur la police de la petite et de la grande voirie (art. 10 et 14). Code forestier du 20 décembre 1854 (art. 111, 112, 113, 114, 116 et 117). Loi du 7 avril 1877, sur la police des cours d'eaux non navigables ni flottables (art. 29). — Cass. Belg. 24 novembre 1873. — Voir aussi, en ce qui concerne la démolition des constructions élevées par des particuliers dans le rayon des places fortes, l'arrêté-loi du 4 février 1813 (n^o 239).

(10) Lorsqu'on a fait signer à une personne des obligations, quittances, décharges, etc., à l'aide soit de violences ou de menaces, soit de manœuvres frauduleuses ou d'un abus de confiance. Art. 470, 493, 494, 496 C. p.

(11) Art. 537 n^o 3 et art. 379 § 4 de la loi du 18 avril 1831, sur les faillites et banqueroutes.

déclarés faux en tout ou en partie (12). Enfin V) dans le cas de banqueroute, la réintégration à la masse des créanciers, de tous les biens, droits et actions frauduleusement soustraits (13). — Toutes les restitutions doivent être ordonnées d'office par le juge répressif (n^o 1387).

§ III. De l'objet des dommages-intérêts.

1060. Les dommages-intérêts consistent dans les indemnités qui sont dues, indépendamment des restitutions, à la personne lésée pour la perte qu'elle a faite dans son patrimoine (*damnum emergens*) et pour le gain dont elle a été privée (*lucrum cessans*) par suite d'un fait illicite. Lorsqu'il y a lieu à restitution, le *damnum emergens* comprend les fruits naturels et civils que le coupable a perçus ou négligé de percevoir, et même ceux que le propriétaire aurait pu recueillir, s'il n'avait pas été privé de la chose, ainsi que les intérêts légaux de la somme dont la partie lésée a été dépouillée. Les fruits et les intérêts sont dus à compter du jour de l'infraction (14). S'il n'y a pas lieu à restitution ou si celle-ci est impossible, le *damnum emergens* comprend toutes les pertes que la partie lésée a éprouvées dans sa fortune, telles que les frais que la personne blessée a du faire pour sa guérison, et la valeur des choses qui ne peuvent être restituées. Dans tous les cas, le coupable doit rembourser les dépenses nécessitées par le délit, particulièrement les frais de démolition, de destruction ou d'enlèvement des ouvrages

(12) « Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la cour ou le tribunal qui aura connu du faux ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal. » Art. 465 C. cr.

(13) Art. 379 n^o 1^{er} de la loi 1831, sur les faillites et banqueroutes.

(14) Quiconque a obtenu une chose mobilière ou immobilière par un délit, est constitué en demeure par le fait même (*mora ex re*), et cette demeure qui se renouvelle à chaque instant, se perpétue jusqu'à la restitution. *Semper enim moram fur facere videtur.* L. 8 § 1, L. 20 D. de condict. furt. (13, 1).

illégalement exécutés, les frais de réparation des choses dégradées ou détériorées, et les frais de poursuite.

1061. Pour que la partie lésée puisse réclamer des indemnités à raison du profit dont elle prétend avoir été privée, il faut que ce profit soit certain dans l'ordre naturel des choses; il faut que le demandeur puisse justifier que, d'après les circonstances et à moins d'événements extraordinaires, il aurait réalisé tels bénéfices, si le délit n'y avait pas mis obstacle. Ainsi, la personne blessée est en droit d'exiger des indemnités pour le gain dont elle a été et dont elle sera privée par suite de l'incapacité de travail, causée par la blessure (15). Le juge ne peut prendre en considération la simple chance de faire un gain, l'espérance qu'avait la partie lésée d'augmenter sa fortune et qui lui a été enlevée par le délit (16). Il résulte de là que les personnes qui exercent une profession soumise à certaines conditions d'aptitude et de capacité, ne peuvent exiger des dommages-intérêts contre les tiers qui s'immiscient indûment dans l'exercice de cette profession; qu'elles doivent se borner à dénoncer ces infractions au ministère public (17).

§ IV. De la demande et de l'évaluation des dommages-intérêts.

1062. Les tribunaux de répression ne peuvent d'office adjuger des dommages-intérêts à la personne lésée; pour les obtenir, il faut que celle-ci les demande en se portant partie civile, alors même qu'il s'agit de la valeur d'une chose dont elle a été dépouillée et qui ne se retrouve pas en nature (18).

(15) L. 3 D. si quadrupes (9, 1). L. 7 D. de his qui effuder. (9, 5).

(16) L. 29 § 5 D. ad L. Aquil. (9, 2). L. 19 D. de peric. et comm. rei vend. (18, 6). L. 21 § 5 D. de A. E. et V. (19, 1).

(17) La cour de cassation de France a adopté une jurisprudence contraire en faveur des pharmaciens (Cass. 15 juin 1855, ch. réunies); des notaires (Cass. 11 janvier 1841); des courtiers de commerce (Cass. 11 septembre 1847).

(18) Art. 3, 66, 67, 68, 589 C. cr. Art. 379 n° 2, de la loi du 18 avril 1851, sur les faillites et banqueroutes.

Toutefois, cette règle souffre quelques exceptions que nous indiquerons plus loin (19). La personne lésée est en droit de demander la réparation de tout dommage que le délit lui a fait éprouver, quand même il n'est pas une suite immédiate et directe du délit, pourvu que celui-ci en soit l'unique et véritable cause; car alors le coupable l'a prévu ou a pu le prévoir (20). Que si le dommage a sa cause ailleurs que dans le délit (21), ou si des causes étrangères ont concouru à le produire (22), l'agent n'en est pas responsable.

1063. Lorsque la loi n'a point réglé les dommages-intérêts (23), la cour ou le tribunal en détermine le montant, sans pouvoir en prononcer l'application à une œuvre quelconque, même du consentement de la partie lésée (24). Ainsi,

(19) Loi du 1^{er} juin 1849, sur la révision des tarifs en matière criminelle (art. 4). Arrêté royal du 18 juin 1885 (art. 135) (Tarif criminel). — Loi du 26 février 1846, sur la chasse (art. 19). Voir infra, nos 1388 et 1589.

(20) Art. 1582 C. civ. La disposition de l'art. 1151 dudit Code est ici sans application. Des crimes ou des délits contre les personnes, tels que l'homicide, les coups et les blessures, la calomnie, etc., peuvent également avoir causé à la personne lésée un dommage pécuniaire que le coupable est obligé de réparer. Voir d'autres exemples dans les L. 21 § 2, L. 22 § 1 D. ad L. Aquil. (9, 2).

(21) Ainsi, celui contre lequel des poursuites avaient été mal à propos dirigées à raison d'un crime dont il n'était pas l'auteur, ne peut former de ce chef une demande en dommages-intérêts contre le vrai coupable, traduit plus tard devant la cour d'assises. Cass. Fr. 19 juillet 1832.

(22) On vous a volé les provisions destinées à la nourriture de vos bestiaux, qui sont morts de faim. Vous pouvez exiger du voleur le prix de ces provisions, mais non pas la valeur des bestiaux que vous avez perdus. L. 21 § 3 D. de A. E. V. (19, 1). Celui qui a mis le feu à une maison, n'est point responsable de la perte des objets détruits ou brisés par la maladresse ou la précipitation des gens qui ont cherché à les sauver, ni des dégâts causés aux meubles par le jeu des pompes.

(23) Aucun article du Code pénal ne règle les dommages-intérêts qui pourraient être dus aux personnes lésées par une infraction. Mais plusieurs lois spéciales en déterminent le montant. Loi du 14 floréal an X, sur la pêche fluviale (art. 14). Loi du 26 février 1846, sur la chasse (art. 3 § 4). Code forestier du 20 décembre 1854 (art. 172).

(24) Art. 43 C. p. Mais la simple énonciation, dans un jugement, que les dommages-intérêts accordés à une partie sont destinés par elle à des œuvres de bienfaisance, ne constitue pas une infraction à l'article précité, alors que le jugement ne renferme à cet égard aucune décision. Cass. Fr. 25 avril 1854.

la détermination des dommages-intérêts est laissée à la justice des tribunaux de répression, qui doivent estimer toutes les pertes que le délit a fait éprouver à la partie lésée, et lui adjuger de ce chef des indemnités. L'appréciation du *damnum emergens* présente ordinairement peu de difficulté (25). Il n'en est pas de même, lorsqu'il s'agit d'évaluer le *lucrum cessans*. Mais, quelles que soient les difficultés d'estimation, les tribunaux doivent, par tous les moyens d'instruction qui sont à leur disposition, arriver à déterminer une somme quelconque; car la difficulté d'apprécier un dommage ne rend pas non recevable l'action en réparation de ce dommage; pourvu que la difficulté d'appréciation concerne seulement le chiffre de la lésion éprouvée par le demandeur, et ne résulte pas de l'incertitude du profit dont il prétend avoir été privé.

1064. En attribuant à la juridiction répressive le droit de régler les dommages-intérêts des parties, le Code pénal n'a pas assigné des limites à cette attribution (26). L'appréciation du préjudice causé par l'infraction appartient souverainement aux tribunaux que la loi érige en arbitres et dont les évaluations échappent à la censure de la cour de cassation. Mais le pouvoir discrétionnaire dont le juge est investi, n'est pas un pouvoir arbitraire. L'estimation des dommages-intérêts doit être équitable et modérée. Le juge ne doit pas prendre pour base de cette évaluation la somptuosité du propriétaire (27). D'un autre côté, il doit avoir égard, dans la fixation des indemnités, aux facultés du coupable qu'il s'agit

(25) Cependant il n'en est pas toujours ainsi. Cass. Fr. 24 septembre 1846.

(26) Les tribunaux de répression ne sont pas astreints aux dispositions des art. 1146 et 1155 C. civ., ces dispositions n'étant pas applicables aux dommages-intérêts résultant d'un délit. Cass. Fr. 19 mars 1825, 17 septembre 1846, 18 mars 1853.

(27) *Honestus modus servandus est, non immoderata cujusque luxuria subsequenda*. L. 40 pr. D. de damno inf. (39,2).

de condamner (*in quantum facere potest*). La réparation ne peut pas toujours être adjugée dans la juste proportion du dommage. L'intérêt de l'offensé, quelque légitime qu'il puisse être, se trouve balancé par une raison d'équité qui ne permet pas de réduire le coupable à l'impuissance d'exister.

SECTION II.

DE L'OBLIGATION DE RÉPARER LE DOMMAGE CAUSÉ.

§ I. De la réparation due par les personnes qui ont causé le dommage.

1065. Tout fait illicite de l'homme, qui porte préjudice à autrui, oblige l'auteur à le réparer, lorsque celui-ci l'a commis sciemment et volontairement (*dolo*), ou qu'il a négligé les soins et les précautions qu'il pouvait et devait prendre pour éviter le mal qu'il a causé sans le vouloir (*culpa*). Mais, pour qu'il puisse être déclaré coupable de dol ou de faute, il faut qu'il ait agi avec intelligence et liberté. Toute culpabilité, et avec elle toute responsabilité disparaît, si l'une ou l'autre condition fait défaut. En conséquence, le mineur de seize ans ou le sourd-muet qui a agi sans discernement, et l'homme qui était en démence au moment de l'action, ne sont pas obligés de réparer le dommage qu'ils ont causé par leur fait (1). Sans doute, les personnes à la garde desquelles le fou était confié, sont responsables de leur négligence, si elles n'ont pas exercé sur lui une surveillance active (2). Mais il est erroné de soutenir que les biens du fou répondent du dommage qu'il a causé (3). Pareillement, il n'y

(1) § 10 J. de inutil. stip. (5,19); § 18 J. de oblig. ex del. (4,1); L. 60 D. de R. V. (6,1); L. 5 § 2 D. ad L. Aquil. (9,2); L. 61 in f. D. de admin. tut. (26,7).

(2) L. 14 D. de officio praes. (1,18).

(3) Quelques commentateurs du droit romain enseignent que l'on peut poursuivre par une action *in factum*, voire même par une action utile de *pauperie*, la réparation du dommage causé par un fou. Cette opinion est partagée par plusieurs auteurs français, notamment par MALIN, Quest. de dr.

a lieu à aucuns dommages-intérêts, lorsque, contraint par une force irrésistible, on a fait ce que la loi défend ou omis de faire ce qu'elle ordonne⁽⁴⁾.

1066. Tous les individus condamnés pour une même infraction sont tenus solidairement des restitutions et des dommages-intérêts⁽⁵⁾. Ainsi, la solidarité pèse sur les auteurs et les complices du même *crime* ou du même *délit* prévu par le Code pénal, et sur ceux qui ont commis en commun, par suite d'un concert, le même crime ou délit *spécial*, ou la même *contravention*⁽⁶⁾, soit qu'ils aient été condamnés aux mêmes peines ou à des peines différentes, par le même jugement ou par des jugements distincts. Les personnes condamnées par le même jugement, mais pour des infractions commises isolément, quoique de même nature et quoique connexes, ne sont pas tenues solidairement; car la solidarité dérive de la même infraction concertée entre les prévenus, et non du même jugement. La loi n'exige point que les coupables aient été condamnés par un tribunal de répression; il suffit qu'ils le soient pour une même infraction. Ainsi, lorsque la personne lésée a intenté son action

vo *Blessures*, § 3, n° IV, et par *Lexaueano*, tome I^{er}, chap. XIII, § IV. Mais les textes que l'on invoque, ne présentent aucun appui à cette doctrine contraire à la justice et à la raison.

(4) Art. 1148 C. civ. L. 50, L. 109 D. de R. J. (80, 17).

(5) Art. 50 C. p. Le Code pénal français (art. 53) ne soumet à la solidarité que les individus condamnés pour un même *crime* ou pour un même *délit*.

(6) Le système de complicité, en prenant ce terme dans le sens le plus large, ne s'applique ni aux crimes ou délits *spéciaux*, ni aux *contraventions* prévues par le Code pénal ou par des lois ou règlements particuliers; mais pour qu'il y ait solidarité, il faut toujours que plusieurs personnes se soient concertées pour commettre ensemble la même infraction; par exemple, pour commettre un délit de douane ou de chasse, pour troubler la tranquillité des habitants par des bruits ou tapages nocturnes, bien que, dans ces cas, il y ait, rigoureusement parlant, autant de délits ou de contraventions que de faits individuels. A défaut de concert entre les prévenus, il n'y a pas de solidarité. Cass. Belg. 5 septembre 1874, 29 novembre 1875, Bruxelles, 3 mai 1876, 15 décembre 1876.

devant la juridiction civile, les coupables condamnés par celle-ci sont également obligés solidairement. Au reste, la solidarité ne se transmet pas aux héritiers.

§ II. De la responsabilité civile du fait d'autrui.

1067. En règle générale, chacun n'est responsable que du fait qu'il a commis et qui peut lui être imputé. Mais cette règle n'est pas absolue. Certaines personnes sont obligées de réparer le dommage causé par le fait d'autrui, quoiqu'elles y aient été totalement étrangères. Cette obligation, désignée communément par le terme de *responsabilité civile*, dérive soit d'une convention, soit d'une disposition de la loi. Par rapport au principe qui lui sert de base, la responsabilité civile est de deux espèces. L'une repose sur la faute de la personne responsable qui n'a pas empêché le fait qu'elle pouvait et devait prévenir. L'autre consiste dans un cautionnement volontaire ou forcé.

1068. La responsabilité civile comprend les restitutions, dommages-intérêts et frais, même ceux qui ont été avancés par l'État pour la poursuite du délit, et qui constituent une véritable dette; mais elle ne s'étend pas aux amendes, à moins que cette extension ne soit consacrée par une disposition formelle de la loi. Le principe de la solidarité, en ce qui concerne les restitutions et les dommages-intérêts⁽⁷⁾, ne s'applique pas aux personnes civilement responsables du délit, si ce n'est dans les cas spécialement prévus par la loi⁽⁸⁾. A la vérité, ces personnes sont condamnées pour la même infraction que les individus qui ont causé le dommage dont elles doivent répondre; mais elles n'ont pris aucune

(7) Il en est autrement en ce qui concerne les frais. Art. 151 de l'arrêté-loi du 18 juin 1853 (n° 1077 *in fine*).

(8) Art. 59 du décret du 6 juillet 1810; art. 27 du décret du 18 août 1810 (responsabilité des greffiers).

part au fait dommageable^(8bis). Au surplus, la partie civilement responsable du délit peut être poursuivie séparément devant le tribunal civil, ou conjointement avec le délinquant devant la juridiction correctionnelle ou de police⁽⁹⁾.

§ III. *Des personnes civilement responsables. Première catégorie.*

1069. La responsabilité pèse, en premier lieu, sur ceux qui pouvaient et devaient empêcher le fait dommageable. Le précepte de droit : *neminem laedere*, commande à chacun de s'abstenir de tout fait qui pourrait nuire à quelqu'un. Mais nul n'est tenu, en vertu d'un principe juridique, de prendre soin des intérêts d'autrui et de prévenir, par une surveillance active, le dommage dont une autre personne pourrait être menacée ; à moins que cette obligation ne résulte d'un contrat ou d'une disposition de la loi. Dans l'un et l'autre cas, celui qui a négligé le soin qu'il pouvait et devait prendre, est obligé de réparer le dommage qu'il n'a pas causé, mais qu'il aurait dû empêcher ; il répond donc à la fois et du fait d'autrui et de sa propre faute.

1070. L'obligation de réparer le dommage causé par le fait d'autrui résulte de plusieurs contrats⁽¹⁰⁾. On répond, en vertu de la loi, du dommage causé par les personnes que l'on a sous sa puissance, sous sa direction ou sous sa surveillance. Cette responsabilité suppose qu'il nous a été possible de prévenir le fait dommageable par plus de vigilance, plus de surveillance sur les personnes qui dépendent de nous, ou

^(8bis) Dans le même sens, LAURENT, *Principes de droit civil*, t. XX, p. 669, n° 619. En sens contraire, СРАНАУ, *Traité des contraventions*, n° 75.

⁽⁹⁾ Art. 3, 143, 182, 202 C. cr. Si la personne soumise à la responsabilité civile a seule été traduite devant le tribunal correctionnel ou de police, le tribunal doit surseoir de statuer jusqu'à ce que l'auteur de l'infraction soit mis en cause (n° 1398).

⁽¹⁰⁾ Art. 1797, 1799 ; art. 1137, 1782, 1928 ; art. 1952, 1953, 1954 C. civ.

plus d'attention dans le choix de celles dont nous nous servons⁽¹¹⁾. La responsabilité établie par le Code civil a été aggravée par quelques lois spéciales dans les cas suivants. I) Les greffiers en chef des cours et les greffiers des tribunaux sont responsables *solidairement* de toutes amendes, restitutions, dépens et dommages-intérêts résultant des infractions dont leurs commis se seraient rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions ; sauf leur recours contre eux, ainsi que de droit⁽¹²⁾. II) Les négociants, fabricants et autres industriels sont civilement responsables, même en ce qui concerne les amendes, des fraudes commises, en matière de douanes et accises, par leurs employés, ouvriers, domestiques ou autres personnes salariées par eux, dans les fonctions auxquelles ils les emploient et qui sont relatives à leur profession⁽¹³⁾.

§ IV. *Seconde catégorie.*

1071. Quelquefois la responsabilité du fait d'autrui existe, quoiqu'on ne puisse reprocher aucune faute à celui qui y est soumis. Dans ce cas, elle n'est qu'un cautionnement conventionnel ou légal. On peut, en effet, répondre en vertu d'une convention expresse, du fait d'autrui, soit en s'engageant à réparer le dommage qu'une personne déterminée pourrait causer, soit en se portant fort que cette personne

⁽¹¹⁾ Art. 1584. La responsabilité établie par le § 3 de cet article incombe également aux administrations et régies publiques, telles que l'administration des travaux publics (Cass. Belg. 4 juillet 1830), l'administration des chemins de fer de l'État (Cass. Belg. 27 mai 1832, ch. réunies, et 18 juin 1878), l'administration des douanes, etc., qui sont responsables du dommage causé par leurs agents, lorsque le fait est relatif aux fonctions de ces agents. La responsabilité de l'administration de la poste aux lettres est limitée par la loi du 29 avril 1868. La responsabilité civile édictée par les §§ 2 et 3 de l'art. 1584 C. civ., a été appliquée aux délits de chasse par l'art. 10 de la loi du 26 février 1846. — Voir sur la responsabilité de l'État, LAURENT, *Principes de droit civil*, t. XX, n° 590 et suiv.

⁽¹²⁾ Art. 59 du décret du 6 juillet 1810 ; art. 27 du décret du 18 août 1810.

⁽¹³⁾ Art. 231 de la loi du 26 août 1822, sur les douanes et accises.

fera ou ne fera pas telle chose qui, si elle était omise ou si elle était faite, causerait du préjudice au stipulant⁽¹⁴⁾. Dans l'un et l'autre cas, celui qui s'oblige, se rend garant d'une autre personne et devient, par suite, civilement responsable. La responsabilité légale qui a le caractère d'un cautionnement forcé, est établie par des lois particulières. Nul ne peut décliner cette responsabilité, en offrant de prouver qu'il n'a pas été en son pouvoir d'empêcher le fait dommageable.

1072. Les principaux cas de responsabilité civile qui rentrent dans cette catégorie, sont les suivants. I) En matière rurale, les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs de toute espèce sont civilement responsables des délits commis par leurs femmes et enfants, pupilles; mineurs n'ayant pas plus de vingt ans et non mariés, domestiques, ouvriers, voituriers et autres subordonnés. Cette responsabilité ne s'étend pas aux amendes⁽¹⁵⁾. II) En matière forestière, les maris, pères, mères, tuteurs et commettants sont responsables des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais, résultant des condamnations prononcées contre leurs femmes, leurs enfants mineurs et pupilles non mariés, demeurant avec eux, leurs ouvriers, voituriers et autres subordonnés; sauf tout recours de droit. Les usagers, les communes et sections des communes sont responsables des condamnations pécuniaires, prononcées contre leurs pères et gardiens pour tous les délits forestiers ou contraventions commis pendant le temps et l'accomplissement du service⁽¹⁶⁾. III) Chaque commune est responsable des délits commis à force ouverte ou par violence sur son

(14) § 3 J. de inutil. stip. (3,19). Art. 1120 C. civ.

(15) Art. 7, tit. II, de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 (Code rural). — Liège, 20 février 1854.

(16) Art. 173 et 174 de la loi du 20 décembre 1854 (Code forestier).

territoire, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés nationales ou privées, ainsi que des dommages-intérêts auxquels ils donnent lieu⁽¹⁷⁾.

CHAPITRE II.

DES FRAIS DE JUSTICE.

§ I. Observations préliminaires.

1073. Le système adopté par le Code d'instruction criminelle et par le Code pénal français, en ce qui concerne le remboursement des frais de justice⁽¹⁾, fut réglé dans tous ses détails par le décret du 18 juin 1811. Ce décret et les dispositions postérieures qui l'avaient modifié, furent abrogés, en Belgique, par l'arrêté royal du 18 juin 1849, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, correctionnelle et de police, et tarif général des frais. L'arrêté de 1849, qui n'était que provisoire, a été définitivement remplacé par l'arrêté royal du 18 juin 1855, qui a force de loi⁽²⁾. Ce dernier arrêté a été rendu applicable, sauf quelques exceptions, par deux arrêtés royaux portant la même date, aux frais de justice en matière disciplinaire de garde civique et aux frais de justice en matière

(17) Loi du 10 vendémiaire an IV, tit. IV, art. 1^{er} sqq; tit. V, art. 1^{er} sqq. Les dispositions de cette loi, relatives à la responsabilité des communes dans les cas indiqués, ne sont ni abrogées par les art. 1384 C. civ. et 74 C. p. de 1810 (n° 253 in fine), ni abolies par le changement des circonstances qui ont donné lieu à la loi (n° 255 note 15). Cass. Belg. 6 avril, 28 juin 1856, 9 janvier 1857, 7 novembre 1847, et arrêts antérieurs. Lorsque les rassemblements ou attroupements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, toutes les communes ne sont pas responsables solidairement. Bruxelles 12 août 1837; Liège, 7 mai 1838.

(1) Art. 162, 176, 194, 211, 368; art. 187, 478; art. 436 C. cr. Art. 52, 53, 55 C. p. fr.

(2) En vertu des lois du 1^{er} juin 1849 (art. 1) et du 27 mars 1855.

pénale militaire. Enfin, le nouveau Code pénal a modifié en quelques points les dispositions de la législation antérieure (art. 46 à 50).

1074. L'accusé ou le prévenu condamné doit supporter les frais des poursuites dirigées contre lui; car ces dépenses ont été nécessitées par le délit dont il s'est rendu coupable, et il ne serait pas juste de les faire retomber sur tous les membres de la Société, qui n'ont pris aucune part à ce délit. Mais cette obligation doit être circonscrite dans les limites fixées par le principe qui lui sert de fondement; elle ne s'applique qu'aux frais qui sont la conséquence nécessaire de l'infraction, aux dépenses indispensables à la vérification du fait et de la culpabilité de l'auteur. D'un autre côté, la justice commande à la Société d'indemniser le prévenu ou l'accusé acquitté, lorsqu'il résulte avec évidence des débats qu'il n'a pas commis le fait qui lui était faussement imputé^(2bis). Enfin, il est conforme aux principes que la personne lésée qui ne s'est pas bornée à porter plainte et à provoquer des poursuites, mais qui s'est constituée partie civile au procès, soit condamnée, si elle succombe, au remboursement des frais nécessités par son intervention.

§ II. Règles générales.

1075. L'administration de l'enregistrement fait l'avance des frais de justice criminelle pour les actes et procédures ordonnés d'office ou à la requête du ministère public; sauf à poursuivre, ainsi que de droit, le recouvrement de ceux desdits frais qui ne sont pas à la charge de l'État. Toutefois, en matière correctionnelle et de police, la partie civile est tenue de déboursier les frais, comme nous verrons plus loin.

^(2bis) Sur la question de savoir s'il y a lieu d'accorder une indemnité aux personnes indûment poursuivies, voir la *Belgique judiciaire*, 1874, n° 66 et suiv.

Sont compris sous la dénomination de frais de justice criminelle, tous ceux qui sont faits pour la recherche et la poursuite des crimes, des délits et des contraventions⁽³⁾. Ces frais sont spécifiés et tarifés par l'arrêté royal du 18 juin 1855, qui règle en outre l'obligation de payer les dépens, ainsi que le recouvrement des cautionnements, des restitutions, dommages-intérêts et frais.

1076. Tout jugement ou arrêt de condamnation, rendu contre le prévenu ou l'accusé et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, doit les condamner aux frais envers l'État et envers l'autre partie⁽⁴⁾. Les frais sont liquidés, autant que possible, par le jugement ou l'arrêt⁽⁵⁾. Ainsi, la partie condamnée, ne fût-ce qu'à des dommages-intérêts, est tenue de payer les frais et doit y être condamnée par le même jugement ou arrêt⁽⁶⁾. Mais, si le tribunal de répression avait omis de prononcer la condamnation aux dépens et si son jugement ou arrêt était devenu irrévocable, le bénéfice de cet oubli appartiendrait au condamné; il y aurait seulement lieu de casser l'arrêt ou le jugement dans l'intérêt de la loi. D'un autre côté, la partie qui n'a encouru aucune condamnation, ne doit point sup-

(3) Arr. royal du 18 juin 1855, art. 1. 2 et 154.

(4) Art. 150 de l'arrêté du 18 juin 1855. Cette règle est également consacrée par le Code d'instr. crim. dont l'art. 194 l'énonce dans les mêmes termes. Mais les art. 162 et 168 de ce Code emploient une expression différente; ils portent que la partie qui succombe, doit être condamnée aux frais envers l'État et envers l'autre partie. Le principe énoncé en ces termes a donné lieu à des difficultés nombreuses dans son application aux différents cas qui peuvent se présenter, difficultés que la rédaction plus précise de l'art. 194 C. cr. et de l'art. 150 de l'arrêté de 1855 écartent complètement.

(5) Art. 150 et 159 § 3 de l'arrêté royal de 1855.

(6) Le prévenu condamné par défaut et l'accusé condamné par contumace, qui ont été ensuite acquittés contradictoirement, sont tenus des frais occasionnés par le défaut ou la contumace, quoique le jugement ou l'arrêt de condamnation ait été anéanti par l'opposition formée au jugement ou par la représentation du contumax. Art. 187 § 2 et 478 C. cr.

porter les frais. Il résulte de là que le ministère public ne peut jamais être condamné aux dépens (7), et que la personne civilement responsable du délit ne peut l'être, si le tribunal ne prononce aucune restitution, aucune indemnité, par le motif qu'il n'y a pas eu de préjudice causé (8). Toutefois, la règle en vertu de laquelle la partie qui n'a été condamnée ni à une peine, ni à des dommages-intérêts, n'est pas tenue des frais, souffre exception à l'égard de la partie civile en matière correctionnelle et de police (9).

1077. Tous les individus condamnés pour la même infraction (10) et par le même jugement ou arrêt sont tenus solidairement des frais de la procédure (11). Néanmoins le juge peut exempter tous ou quelques-uns des condamnés de la solidarité, en indiquant les motifs de cette dispense et en déterminant la proportion des frais à supporter individuellement par chacun d'eux (11^{bis}). Les coupables condamnés pour

(7) Cass. Belg. 1^{er} mars 1841, 20 juillet 1874. Voir, au reste, les art. 112 et 271 C. cr.

(8) Cass. Fr. 13 juin 1832. En sens contraire, Cass. Fr. 31 janvier 1853, 11 juin 1858. Cass. Belg. 4 mai 1840. Mais cette jurisprudence ne peut se concilier avec le principe de l'arrêté de 1853.

(9) Cette exception est implicitement établie par l'art. 134 § 2 de l'arrêté précité (n° 1062).

(10) C'est-à-dire pour une infraction commise en commun (n° 1066). La solidarité ne peut donc être prononcée pour des infractions commises isolément par divers individus, bien qu'elles soient de même nature (Cass. Belg. 27 septembre 1872), ou qu'elles soient connexes (Cass. Belg. 16 octobre 1872), et quoique les prévenus ou accusés aient été condamnés, à raison de ces faits, par le même jugement ou arrêt. (Cass. Belg. 5 septembre 1874).

(11) Suivant le Code pénal français (art. 55), la solidarité n'atteint que les individus condamnés pour un même *crime* ou pour un même *délit*. En vertu de l'art. 131 de l'arrêté royal du 18 juin 1853, la condamnation aux frais doit être prononcée solidairement contre tous les *auteurs* et *complices* du même *fait*. Mais cette extension donnée à l'art. 53 du Code de 1810 ne s'appliquait en réalité qu'à une seule *contravention*, celle qui est prévue par l'art. 479 n° 8 du même Code.

(11^{bis}) Art. 50 C. p. Le juge n'aura l'occasion d'user de cette faculté que dans les cas où quelques-uns des prévenus ont nécessité des frais auxquels les autres n'ont pas donné lieu; ce qui arriverait si les uns avouaient, tandis que

la même infraction, mais par des arrêts ou jugements distincts, ne sont tenus solidairement des frais, qu'à raison des actes de poursuite qui leur ont été communs (12). D'un autre côté, les individus condamnés par le même jugement ou arrêt, mais pour des infractions distinctes que l'on avait comprises, à raison de leur connexité, dans la même poursuite, ne peuvent être condamnés solidairement aux frais; chacun d'eux ne doit supporter dans les dépens que la portion afférente à la poursuite du fait pour lequel il a été condamné (12^{bis}). Enfin, la condamnation aux frais doit être prononcée solidairement contre les personnes civilement responsables de l'infraction (13).

§ III. Application des règles générales. Du cas où il n'y a pas de partie civile en cause.

1078. La première hypothèse que nous avons à examiner, est celle où il n'y a en présence que le ministère public et le prévenu ou l'accusé. Dans ce cas, l'accusé ou le prévenu, condamné à une peine quelconque, doit aussi être condamné aux frais envers l'État (14); et il est tenu de les payer, bien qu'il ait obtenu sa grâce. En matière correctionnelle et de

les autres niaient le fait, et obligeraient ainsi le ministère public à assigner de nombreux témoins. *СРАВН.* *Traité des contraventions*, n° 65 *in fine*.

(12) Art. 50 C. p. Ainsi, lorsque les poursuites ont été dirigées, à raison d'un même crime, contre deux individus dont l'un est fugitif ou latitant, la procédure jusqu'à l'arrêt de la mise en accusation inclusivement leur est commune, de sorte que tous les deux sont tenus solidairement des frais qu'elle a occasionnés. Mais, à partir de ce moment, la procédure cesse de leur être commune, et chacun d'eux ne supporte que les frais des actes de procédure qui le concernent personnellement.

(12^{bis}) Art. 50 C. p. Cass. Belg. 27 septembre et 16 octobre 1872, 5 septembre, 1874.

(13) Art. 131 de l'arrêté royal du 18 juin 1853.

(14) L'accusé traduit devant la cour d'assises pour *crime* et condamné par celle-ci pour un simple *délit*, de même que le prévenu qui n'a été reconnu coupable, par le tribunal correctionnel, que d'une *contravention*, n'en sont pas moins tenus de tous les frais.

police, si, sur l'appel du ministère public seul, le jugement est confirmé, les frais de l'appel ne sont pas à la charge du condamné. Il en est autrement, si, sur l'appel *a minima* du ministère public, la peine est aggravée par le juge supérieur. Lorsque le condamné appelle du jugement et que celui-ci est confirmé, c'est le condamné qui supporte les frais. Mais, si la peine est réduite par le jugement d'appel, ce jugement peut ne mettre à la charge du condamné qu'une partie des frais de l'appel, ou même l'en décharger entièrement⁽¹⁵⁾.

1079. Le prévenu ou l'accusé qui n'est condamné à aucune peine, ne peut être condamné aux dépens. Cette règle doit recevoir son application, I) lorsque le prévenu a été renvoyé de toute poursuite soit par la chambre du conseil ou la chambre d'accusation, soit par le tribunal correctionnel ou de police. Mais le prévenu renvoyé de toute poursuite par un jugement de première instance et condamné en appel, doit supporter les frais des deux instances. II) Lorsque l'accusé a été acquitté ou absous⁽¹⁶⁾. III) Lorsque le mineur de seize ans ou le sourd-muet a été acquitté, comme ayant agi sans discernement, quand même les juges l'auraient mis à la disposition du gouvernement⁽¹⁷⁾. IV) Lorsque le jury a admis une excuse péremptoire en faveur de l'accusé qui, bien que déclaré coupable, ne peut être condamné à aucune peine⁽¹⁸⁾.

(15) Art. 150 et 152 de l'arr. royal de 1853. Art. 3 de la loi du 1^{er} juin 1840.

(16) La cour de cassation de France, se fondant sur l'art. 368 C. cr., distingue entre l'acquiescement et l'absolution. Si l'accusé est acquitté, il ne doit supporter aucun dépens; s'il est absous, il doit les supporter. Cass. 30 juin 1851. Mais voyez le n° 1076 note 4.

(17) La jurisprudence contraire de la cour de cassation de France se fonde sur ce que la déclaration portant que l'accusé a agi sans discernement n'exclut pas la déclaration de culpabilité qui la précède; que l'accusé a donc succombé, et que, par suite il est tenu des frais aux termes de l'art. 368 C. cr. (n° 1076, note 4).

(18) Cass. Belg. 13 février 1854.

§ IV. Du cas où il y a une partie civile en cause.

1080. La seconde hypothèse est celle où il y a une partie civile en cause. Dans les affaires *criminelles*, l'administration de l'enregistrement fait toujours l'avance des frais, alors même qu'une partie civile se mêle aux débats⁽¹⁹⁾. Si le prévenu est renvoyé de toute poursuite soit par la chambre du conseil, soit par la chambre d'accusation, la partie civile ne doit supporter aucuns dépens. L'accusé condamné à une peine quelconque doit être condamné aux frais envers l'État et envers la partie civile, même lorsqu'il n'a pas été condamné à des dommages-intérêts. L'accusé condamné seulement à des dommages-intérêts doit également être condamné aux dépens, tant envers la partie civile qu'envers l'État, quoiqu'il ait été acquitté ou absous sur l'action publique. L'accusé qui n'encourt aucune condamnation n'est pas tenu des dépens. Si, dans ce cas, la partie civile est condamnée à des dommages-intérêts, elle doit aussi être condamnée aux frais envers l'accusé acquitté ou absous, et envers l'État⁽²⁰⁾.

1081. En matière *correctionnelle* et de *police*, la partie civile est tenue, avant toute poursuite, soit qu'elle agisse directement, soit qu'elle procède comme partie jointe, de déposer au greffe la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure. Une nouvelle somme doit être fournie, si la première est devenue insuffisante. Les provinces, les communes, les administrations et établissements publics qui se constituent partie civile, sont dispensés de cette consignation. Il en est de même des particuliers qui intentent l'action en dommages-intérêts devant la juridiction répressive et qui sont admis, sur requête présentée à la chambre du conseil,

(19) Art. 1^{er} de l'arrêté royal du 18 juin 1853.

(20) Les règles que nous venons d'indiquer, sont des corollaires du principe établi par l'art. 150 de l'arrêté précité.

au bénéfice du *pro Deo* (21). Dans ces cas, les frais de poursuite sont avancés par l'administration de l'enregistrement.

1082. L'obligation de payer les frais est réglée, en matière correctionnelle et de police, comme suit. Si le prévenu est condamné pour le fait qui a motivé les poursuites, le jugement doit le condamner aussi aux dépens, tant envers l'État qu'envers la partie civile. Les sommes avancées par cette partie lui sont restituées, après déduction des frais faits dans son intérêt et dont elle doit poursuivre le recouvrement contre le condamné. Ces frais sont taxés par le jugement. Si le prévenu est renvoyé des poursuites par le tribunal, la partie civile perd les sommes consignées; c'est elle qui supporte tous les frais, alors même qu'elle n'a pas été condamnée à des dommages-intérêts. Il en est de même, si, après une instruction préparatoire, le prévenu a été renvoyé de toute poursuite par la chambre du conseil ou la chambre d'accusation (22).

CHAPITRE III.

DE L'EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS CIVILES.

§. I. Règles générales.

1083. Les condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais sont exécutées à la requête de la partie au profit de laquelle ces condamnations ont été prononcées. Le recouvrement des condamnations pécuniaires, prononcées au profit de l'État, est poursuivi à la diligence des préposés de l'administration de l'enregistrement (1). Le

(21) Art. 134 §§ 3 et 4 de l'arrêté royal du 18 juin 1853. — Le *pro Deo* ou l'assistance judiciaire est régie en Belgique par l'arrêté royal du 26 mai 1824. Voir sur le bénéfice du *pro Deo* la *Belgique judiciaire*, 1873, n° 6 et suiv., et 1878, n° 61. La Belgique a conclu des conventions relatives à l'assistance judiciaire avec plusieurs États étrangers.

(22) Art. 154, 155 et 157 de l'arrêté royal du 18 juin 1853.

(1) Art. 140 de l'arrêté royal précité.

recouvrement des condamnations prononcées au profit d'une partie privée, soit de la partie civile, soit du prévenu ou de l'accusé acquitté ou absous (2), est poursuivi à la diligence de la partie à laquelle des indemnités ont été adjugées. Les difficultés d'exécution des condamnations civiles, prononcées par les tribunaux de répression, sont de la compétence des tribunaux civils (3). En effet, la compétence des juridictions répressives est circonscrite dans la connaissance des crimes, des délits et des contraventions; et si la loi accorde également à ces juridictions le pouvoir de connaître de l'action civile, ce n'est que dans le cas où cette action leur est soumise en même temps que l'action publique.

1084. Lorsque les biens du condamné sont insuffisants pour couvrir les condamnations à l'amende, aux restitutions et aux dommages-intérêts, les deux dernières condamnations ont la préférence. Quant aux frais de justice, la loi accordant au trésor public un privilège sur les meubles et immeubles des condamnés pour le remboursement des frais qui seraient prononcés à son profit (4), il en résulte que l'État doit être remboursé, par privilège, de ses frais de poursuite, même avant le paiement des indemnités adjugées à la partie privée. Mais le trésor public étant remboursé de ses avances, la partie civile a également droit de prélever les siennes, avant qu'il puisse être question du paiement des amendes; car le remboursement de ces avances fait partie de la réparation civile (5). En cas de concurrence de l'amende avec des frais de justice dus à l'État, les paiements faits par

(2) Art. 159, 161, 191, 192, 194, 212, 213, 538, 366 C. cr.

(3) Arg. de l'art. 3 C. cr. et de l'art. 8 § 2 de la loi du 27 juillet 1871, sur la contrainte par corps.

(4) Loi du 5 septembre 1807. Art. 2098 et 2104 C. civ. (art. 15 et 17 de la loi du 16 décembre 1851). Art. 121 C. cr.

(5) Ce droit était reconnu à la partie civile par l'art. 18 de la loi du 18 février 1852, sur la détention préventive.

les condamnés sont imputés en premier lieu sur ces frais (6).

1085. L'exécution des condamnations civiles, prononcées contradictoirement ou par défaut, par les tribunaux de répression, est suspendue, tant que le jugement ou l'arrêt n'a pas acquis force de chose jugée (7). Mais aucune disposition du Code d'instruction criminelle ne déclare que l'exécution des condamnations civiles, prononcées par contumace, est suspendue pendant le délai accordé au condamné pour purger sa contumace (8). Rien n'empêche donc la partie civile de les faire exécuter. Toutefois, comme la représentation, volontaire ou forcée, du contumax anéantit de plein droit la condamnation prononcée contre lui, l'arrêt de contumace doit être considéré, en ce qui concerne les condamnations civiles, comme un jugement rendu sous une condition résolutoire, celle de la représentation du condamné dans le délai déterminé par la loi; il peut donc recevoir son exécution en attendant l'événement de la condition. Puisque le délai accordé pour purger la contumace ne suspend pas l'exécution des condamnations civiles, il s'ensuit que celles-ci se prescrivent à compter du jour de l'arrêt (9).

§ II. *De la contrainte par corps. Caractère de ce moyen coercitif.*

1086. Les personnes condamnées à des restitutions, dommages-intérêts et frais, résultant soit d'un crime, d'un délit

(6) Art. 49 C. p. L. 17, L. 37 D. de jure fisci (49, 14).

(7) Les jugements ou arrêts prononcés soit contradictoirement, soit par défaut, sont susceptibles d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation de la part du condamné, et leur exécution est suspendue non seulement lorsque ce dernier a pris une de ces voies de recours, mais les délais de l'opposition de l'appel ou du pourvoi sont par eux-mêmes suspensifs de l'exécution. Art. 205 et 373 C. cr.

(8) Le recours en cassation contre les condamnations prononcées par contumace n'est ouvert qu'à la partie publique et à la partie civile. Art. 473 C. cr.

(9) Art. 99 § 2 C. p. et supra n° 1027.

ou d'une contravention, soit d'un fait illicite, non prévu par la loi pénale et commis méchamment ou de mauvaise foi, sont soumises, en règle générale, à la contrainte par corps, si le montant des condamnations civiles excède la somme de trois cents francs (10). Dans le système de notre législation, la contrainte par corps a un double caractère. D'une part, elle est un moyen de recouvrement, une épreuve de solvabilité à l'égard des condamnés qui refusent de payer, en cachant leurs ressources. D'un autre côté, elle a un caractère pénal, sans être une peine proprement dite, comme l'emprisonnement subsidiaire, qui remplace l'amende. D'abord, la contrainte par corps peut être prononcée contre des condamnés notoirement insolubles; la loi a même principalement pour but de frapper ces derniers, qui causent du dommage à autrui, sachant qu'ils n'ont pas les moyens de le réparer (11). Ensuite, elle ne peut être reprise, à raison de la même dette, contre le condamné qui serait revenu à meilleure fortune. A la différence de l'emprisonnement subsidiaire, l'exercice de la contrainte par corps, considérée soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure répressive, est sans influence sur la dette, qui subsiste et dont le créancier peut poursuivre le paiement par toutes les autres voies légales (12).

(10) Art. 47 C. p. Loi du 27 juillet 1871, sur la contrainte par corps. H. JACQUART, *Commentaire sur la loi précitée*. Bruxelles, 1871, in-8°.

(11) Il résulte des discussions législatives que les partisans du maintien de la contrainte par corps ont eu spécialement en vue les hommes insolubles qui se mettent à la solde des calomnieux qui demeurent inconnus.

(12) Quoique les dispositions du Code civil relatives à la contrainte par corps soient abrogées, il est cependant évident que le principe de l'art. 2069 de ce Code subsiste, la contrainte n'ayant point pour effet d'éteindre la dette, et les biens du débiteur constituant le gage de ses créanciers. Art. 2092 C. civ. (Art. 7 de la loi du 16 décembre 1851). Le principe est le même dans le cas où la contrainte est exercée au profit du trésor public. Circul. du ministre des finances, du 30 mars 1859, §§ 22, 23, 30 et 31 (*Moniteur*, n° 224).

§ III. Des condamnations qui donnent lieu à la contrainte par corps.

1087. La loi nouvelle supprime la contrainte par corps, sauf les cas spécialement exceptés par ladite loi (13). La contrainte par corps est maintenue, d'abord, en matière criminelle, correctionnelle et de police, pour l'exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais. Ensuite, elle *peut* être prononcée en toute autre matière pour les restitutions, dommages-intérêts et frais, lorsqu'ils sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale, ou d'un acte illicite, commis méchamment ou de mauvaise foi. Enfin, la contrainte est maintenue contre les témoins défaillants (14). Nous parlerons du troisième cas séparément (n° 1095).

1088. En matière répressive, la contrainte par corps est *obligatoire*; elle doit être prononcée pour l'exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais envers l'État ou envers la partie civile (15), alors même que le fait délictueux a été commis par simple faute,

(13) Loi du 27 juillet 1871, art. 1^{er} : « La contrainte par corps est supprimée, sauf les modifications qui suivent. » Art. 2. « Elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de police, pour l'exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais. » Art. 3. « Elle peut être prononcée en toute matière pour les restitutions, dommages-intérêts et frais, lorsqu'ils sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale, ou d'un acte illicite commis méchamment ou de mauvaise foi. » Art. 7 : « Sont maintenues les dispositions de l'art. 47 du Code pénal et des art. 17 à 20, 21 §§ 1^{er}, 2 et 4, 22 à 24, 26, 28 à 34, 36 et 39 de la loi du 21 mars 1839; celles qui concernent la procédure en matière d'emprisonnement pour dettes et la consignation d'aliments pour la nourriture des débiteurs de l'État détenus en prison, ainsi que les dispositions relatives à la contrainte par corps contre les témoins défaillants. — Sont abrogés les autres articles de la loi du 21 mars 1839 et toutes les dispositions contraires à la présente loi. » Ainsi, parmi les dispositions abrogées se trouve l'art. 46 C. p.

(14) Art. 2, 3 et 7 de la loi du 27 juillet 1871. (Voir la note précédente).

(15) Sauf, en ce qui concerne les frais envers l'État, l'application de l'art. 47 C. p. (n° 1093, I.).

sans intention coupable (16). Mais pour qu'elle soit obligatoire, il faut que la condamnation émane d'un tribunal de répression et qu'elle soit prononcée à raison d'un crime, d'un délit ou d'une contravention (17). En conséquence, la contrainte par corps est purement *facultative*, lorsque le

(16) Dans une dissertation ayant pour objet l'action civile en matière de délits de presse et insérée dans la *Belgique judiciaire* (1876, pp. 641 et suiv.), M. Ch. LAURANT enseigne que, sous l'empire de la loi de 1871, la contrainte par corps est toujours facultative, même en matière répressive. Nous ne pouvons admettre cette doctrine. L'art. 2 de la loi précitée déclare *maintenir* la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de police. Elle est donc maintenue, en ces matières, avec le caractère que lui attribuait la législation antérieure, en tant qu'il n'a pas été modifié par la loi nouvelle. Or, en vertu de l'art. 46 § 1^{er} C. p., la contrainte par corps était obligatoire et avait lieu de plein droit. Sous le nouveau régime, elle a besoin d'être prononcée par les juges pour pouvoir être exercée (n° 1096, note 54); mais elle conserve son caractère obligatoire qui ne lui est enlevé par aucune disposition de la loi de 1871. En vain prétendrait-on que ce moyen de contrainte est rendu facultatif par l'art. 3 de la loi précitée, qui déclare qu'il *peut* être prononcé en toute matière pour les restitutions dommages-intérêts et frais, même lorsqu'ils sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale. En effet, cette disposition ne s'applique point aux cas réglés par l'art. 2, qui serait complètement inutile, s'il était compris dans l'art. 3 de la loi de 1871. Les mots : *en toute matière*, de ce dernier signifient donc *en toute autre matière* que celle qui est réglée par l'art. 2; comme le déclare, d'ailleurs, formellement l'exposé des motifs qui, après avoir parlé du *maintien* de la contrainte par corps en matière répressive, ajoute : « L'art. 3 rend en toute autre matière la voie de la contrainte par corps *facultative* (Pasinomie, 1871, p. 167). Sans doute, l'art. 46 C. p. est abrogé; mais le § 1^{er} de cet article étant reproduit par l'art. 2 de la loi de 1871, on doit encore y avoir égard pour fixer le caractère qu'avait, sous le régime antérieur, la contrainte par corps *maintenue*, en matière répressive, par ladite loi. Le système que nous défendons conduit, il est vrai, à cette conséquence que, pour le même fait dommageable, la contrainte par corps est obligatoire pour le juge répressif (du moins dans la plupart des cas) et facultative pour le juge civil. Mais le législateur de 1871 a voulu établir cette différence, comme le prouve d'une manière évidente le rapport de la section centrale, qui tâche de le justifier en disant : « que c'est le caractère de la juridiction plutôt que la nature de l'acte qu'il faut considérer. » (Pasinomie, 1871, pp. 170, 171). Quelle que soit la valeur de ce motif, toujours est-il que la distinction se trouve dans la loi, puisqu'il a pour but de l'expliquer.

(17) En matière de police, la contrainte par corps reste généralement sans application, les condamnations pécuniaires n'excédant presque jamais la somme de trois cents francs.

jugement de condamnation est rendu, pour un fait contraire à la loi pénale, par la juridiction civile devant laquelle l'action en réparation du dommage causé par ce fait a été intentée séparément. Dès que le fait dommageable constitue une infraction, quand même il est le résultat d'une simple négligence, le tribunal civil a la faculté d'ordonner la contrainte par corps, en prenant en considération la gravité de la faute. Mais, lorsque les restitutions, dommages-intérêts et frais sont prononcés pour un fait illicite, non prévu par la loi pénale, le juge civil ne peut ordonner ce moyen coercitif, que si le fait a été commis dans une intention méchante ou frauduleuse (18).

1089. D'un autre côté, la contrainte par corps cesse d'être obligatoire dans les cas où la condamnation civile est prononcée par un tribunal de répression pour un fait non délictueux; et dans ces cas, elle ne peut être autorisée que si la partie condamnée est coupable de méchanceté ou de mauvaise foi. Ainsi, c'est à cette condition que la loi permet de la prononcer contre la partie civile, condamnée envers le prévenu ou l'accusé acquitté ou absous (19). L'accusé ou

(18) L'art. 3 de la loi du 27 juillet 1871 dispose que la contrainte par corps peut être prononcée en toute autre matière pour les restitutions, dommages-intérêts et frais, lorsqu'ils sont le résultat d'un fait prévu par la loi pénale ou d'un acte illicite, *commis méchamment ou de mauvaise foi*. Ces derniers mots se réfèrent exclusivement aux mots : *ou d'un acte illicite*, c'est-à-dire de tout acte illicite qui n'est pas prévu par la loi pénale. En effet, le législateur de 1871 s'est encore borné ici à reproduire le principe de l'art. 4 n° 3 de la loi du 21 mars 1839, portant : « La contrainte par corps pourra être prononcée pour dommages-intérêts, restitutions et frais, lorsqu'ils sont le résultat de faits prévus par la loi pénale, et dans tous les cas de dol, de fraude ou de violence. »

(19) Art. 159, 212, 358 et 366 C. cr. On doit appliquer la même règle au cas où la partie civile a été condamnée à des dommages-intérêts pour avoir succombé dans son opposition à une ordonnance de non-lieu. Art. 136 C. cr. Il importe de remarquer que la contrainte par corps ne peut en aucun cas être prononcée contre les personnes civilement responsables du délit (n° 1094, I).

le prévenu acquitté peut aussi obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs pour fait de calomnie. La dénonciation calomnieuse constituant un délit, la contrainte par corps est obligatoire, pourvu que la condamnation civile émane d'un tribunal de répression (20). Lorsque le prévenu ou l'accusé absous a été condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, le juge répressif peut autoriser la contrainte par corps en cas de dol. Mais cette mesure n'est pas applicable à l'accusé ou au prévenu acquitté qui a été condamné à la réparation civile. D'abord, il n'a pas encouru cette condamnation pour un fait délictueux, puisqu'il a été déclaré non coupable. Ensuite, la condamnation prononcée contre lui repose uniquement sur ce qu'il a causé le dommage par simple faute; car, s'il avait commis le fait dans une intention méchante ou frauduleuse, il eût été condamné à la peine portée par la loi.

§ IV. Du montant de la condamnation exécutoire par corps.

1090. La contrainte par corps ne peut avoir lieu, en toute matière, que pour une somme excédant trois cents francs (21). Dans la supputation de cette somme on doit cumuler les restitutions, les dommages-intérêts et les frais auxquels le prévenu ou l'accusé a été condamné envers la partie civile; car ces prestations constituent la réparation du dommage causé, et c'est pour garantir cette réparation tout entière que la loi autorise la contrainte. Mais on ne peut comprendre dans le cumul les frais dus à l'État, parce qu'il y a deux créanciers distincts (n° 1091 *in fine*), et que les deux dettes sont

(20) Art. 538 C. cr. Art. 443 C. p. La plainte n'est qu'une dénonciation faite par la partie qui se prétend lésée.

(21) Art. 4 de la loi du 27 juillet 1871. L'art. 7 de cette loi, qui maintient la contrainte par corps contre les témoins défailants, déroge à l'art. 4 précité, comme on verra plus loin.

régies par des principes différents quant à la durée de la contrainte par corps (nos 1092 et 1093 I). Il résulte de là que ce moyen d'exécution est supprimé, dans la plupart des cas, en ce qui concerne les condamnations aux frais, prononcées au profit de l'État en matière répressive.

1091. Lorsque le même agent a porté préjudice à la même personne par des faits distincts qui, réunis, ne forment qu'une seule infraction (nos 375 et suiv.), les condamnations civiles, prononcées à raison de chacun de ces faits, doivent être cumulées pour fixer le montant de ces condamnations; mais le cumul est exclu, s'ils constituent des délits distincts ou concurrents (nos 901 et suiv.)^(21bis). Dans le cas où plusieurs personnes ont participé au fait, objet des poursuites, toutes sont tenues solidairement des restitutions et dommages-intérêts, et, par suite, soumises à la contrainte par corps, si le montant de ces condamnations excède la somme de trois cents francs (n° 1066). Pour ce qui concerne la condamnation aux frais, il faut distinguer. Si les codélinquants ont été condamnés solidairement aux frais supérieurs à trois cents francs, la contrainte par corps peut être prononcée de ce chef contre chacun d'eux. Que si tous ou quelques-uns des condamnés ont été exemptés de la solidarité, la contrainte ne peut être exercée à l'égard de ceux dont la part dans les frais ne dépasse pas ce chiffre (n° 1077). Mais quand les codélinquants ont été condamnés, en outre, à des dommages-intérêts, on doit cumuler avec ceux-ci soit la totalité des frais, soit la part mise à la charge

(21bis) Si, à raison de chacun des faits constituant des infractions séparées, le coupable était condamné, par des jugements ou arrêts distincts, à des réparations civiles n'excédant pas la somme de trois cents francs, la contrainte par corps ne pourrait être prononcée pour aucun de ces délits. La partie lésée ne peut donc réclamer et le juge n'est pas autorisé à ordonner la contrainte, en cumulant les condamnations civiles, lorsqu'elles sont l'objet d'un seul et même jugement ou arrêt.

de chacun des coupables, suivant la distinction que nous venons d'établir. Enfin, lorsque la condamnation est prononcée au profit de plusieurs personnes, celles-ci ne peuvent additionner le montant des restitutions, des dommages-intérêts et des frais qu'elles obtiennent chacune pour sa part, et réclamer collectivement la contrainte par corps. Ainsi, l'État et la partie civile ne peuvent réunir les frais auxquels le prévenu ou l'accusé a été condamné envers l'un et l'autre.

§ V. De la durée de la contrainte par corps.

1092. La durée de la contrainte par corps est déterminée, par le jugement ou l'arrêt, d'après la gravité de la faute commise et l'étendue du dommage à réparer. Elle ne peut excéder une année. A l'expiration du terme fixé, la contrainte par corps cesse de plein droit. Toutefois, bien qu'il ait subi une année de détention à la requête d'une personne, le condamné peut être détenu de nouveau à la requête d'une autre personne au profit de laquelle la contrainte a été prononcée soit par le même jugement, soit par un jugement distinct et antérieur à l'incarcération⁽²²⁾. La durée de la

(22) L'art. 5 de la loi du 27 juillet 1871 porte : « La durée de la contrainte par corps est déterminée par le jugement ou l'arrêt, d'après la gravité de la faute commise et l'étendue du dommage causé. Elle ne peut excéder une année. A l'expiration du terme fixé, la contrainte par corps cesse de plein droit. » Les mots : *Elle ne peut excéder une année*, se réfèrent au § 1^{er} de cet article, et signifient que la durée de la contrainte par corps, à déterminer par le jugement ou l'arrêt, ne peut excéder une année, que le juge ne peut l'ordonner que pour une année au plus. Mais on ne peut entendre cette disposition en ce sens qu'après une année de détention, toutes les causes de contrainte, antérieures à l'incarcération, sont purgées; que désormais le condamné ne peut plus être détenu à la requête d'autres créanciers. Quant à l'art. 38 de la loi du 21 mars 1859, invoqué à l'appui de cette dernière interprétation, il est abrégé par la loi nouvelle. Le coupable condamné à la contrainte par corps, qui a subi, à la requête d'une personne, le maximum de la détention fixé par l'art. 5 précité, peut donc être retenu, par recommandation ou arrêté de nouveau, à la requête d'une autre personne, dont le droit est né antérieurement à la première incarcération. Brux., 10 mars 1873.